

هكمان الأهل

« Sans Visa » : Valparaíso

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14957 - 7 F.

SAMEDI 27 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURINE

Le piège somalien

APRÈS la prise, la dégoût ? Aux images familiales - mais émouvantes - des effarés de Somalie succèdent celles des « voyous », des « ingrats », des « sans-cœur » : les émeutiers de Mogadiscio, par leur violence spectaculaire, ont jeté la doute sur le bien-fondé de l'opération humanitaire et la nécessité d'une présence étrangère. Comment seurer des gens qui ne veulent plus de vous ? Et qui vous « remercient » avec des jets de pierre et des coups de fusil ?

A examiner le bilan officiel des victimes, il semblerait pourtant que les manifestations anti-occidentales qui secouent, depuis trois jours, certains quartiers de la capitale somalienne ont fait plus de bruit que de mal, dans le camp de la force multinationale tout du moins. Ainsi, le bilan des affrontements du jeudi 25 février, décrits comme « les heurts les plus violents jamais enregistrés depuis le lancement de l'opération « Foudre l'espoir » en décembre dernier », n'est officiellement « que » de cinq blessés, trois soldats américains et deux nigériens.

Le fait que, pour la première fois, la foule s'en soit prise non seulement aux ambassades et au quartier général de la force multinationale, mais aussi au siège des organisations humanitaires - les locaux du Comité international de la Croix-Rouge auraient été touchés, dit-on, par des tirs de mortier, - explique largement le sentiment de panique ressenti ici et là. « Si cette situation perdure, les forces de l'ONU devront évacuer la personnel humanitaire », a d'ailleurs prévenu le porte-parole des Nations unies à Mogadiscio, M. Farouk Mawlawi.

Il serait cependant erroné de ne voir dans ces explosions de violence qu'un remake africain du film « La Bête et le Truand », et d'écarter ainsi les aspects politiques du problème somalien. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, l'a reconnu à sa manière, en annonçant jeudi qu'il « s'apprête » à remettre un rapport au Conseil de sécurité, au vu de l'adoption d'une résolution définissant la nouvelle « opération d'imposition de la paix » en Somalie. Ce rapport, fixant le mandat des troupes de l'ONUSOM 2, devait être initialement discuté par le Conseil la 18 février.

PRESSÉS de passer le relais à l'ONU, les militaires américains, dont le déploiement spectaculaire en Somalie avait permis à M. George Bush de s'offrir une fracassante « sortie » au lendemain de sa défaite électorale, sont désormais les premiers agacés par ce retard et ces lenteurs. Il n'est pas inutile de rappeler, par ailleurs, que les manifestations somaliennes qui conspuent aujourd'hui les troupes américaines sont les mêmes qui, il y a moins de deux mois, avaient chaleureusement applaudi l'arrivée de l'ancien président des États-Unis à Mogadiscio.

Le caractère peu spontané des manifestations déclenchées par les partisans d'un chef de faction, le général Mohamed Farah Aidid, ne laisse pas d'intriguer. Furieux des déboires militaires que connaît, à Kismayo, au sud de la capitale, l'un de ses alliés, le colonel Omar Jess, le général Aidid a répliqué, à sa façon, qu'aucune réconciliation nationale ne se fera sans lui, voire contre lui. Une attitude qui augure mal de la conférence des factions somaliennes prévue pour le 15 mars, sous l'égide de l'ONU.

M0147 - 0227 D - 7.00 F



Les enquêtes sur la corruption

Arrestations et démissions se succèdent en Italie

Le vote de la confiance au gouvernement de M. Giuliano Amato par le Parlement italien, jeudi 25 février, a été éclipsé par les nouveaux développements de l'enquête sur la corruption dans la péninsule, et notamment à Milan. Arrestations et démissions se succèdent. La dernière en date de celles-ci concerne M. Giorgio La Malfa, secrétaire du Parti républicain (PRI). Les dirigeants italiens semblent chercher désormais une issue politique à l'enquête « Mains propres ».

ROME

de notre correspondant

« Nous pourrions bien vivre les jours les plus dramatiques et les plus difficiles de notre République », en demandant à la Chambre des députés d'accorder la confiance à son gouvernement, mercredi après-midi 24 février, le président du Conseil, M. Giuliano Amato, ne croyait pas si bien dire. La journée de jeudi, qui devait être dominée, en principe, par les débats et le vote, a été, à bien des égards, un « jeudi noir » pour l'Italie.

Dès le matin, première « bombe » : l'annonce de la démission du secrétaire du Parti républicain (PRI), M. Giorgio La Malfa, qui venait d'être informé, lui aussi, de l'ouverture d'une enquête judi-

ciaire à son sujet. Le motif était assez secondaire (le dirigeant républicain n'aurait pas mentionné officiellement dans ses frais de campagne électorale une contribution de 50 millions de lire (environ 200 000 francs) pour faire imprimer des affiches), mais l'effet a été dévastateur.

Giorgio La Malfa, spécialiste des techniques financières passé par Cambridge, qui a pris les rênes du parti en 1987, s'est surtout fait connaître pour avoir rompu avec la coalition gouvernementale en avril 1991, prenant prétexte d'une querelle sur un portefeuille ministériel.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite et nos informations page 5

Avec la suppression de 50 000 emplois en trois ans

Les Douze vont réduire leur production d'acier

Le programme de restructuration de la sidérurgie communautaire, qui devrait entraîner la suppression d'au moins 50 000 emplois d'ici à la fin 1995, a franchi jeudi 24 février une étape supplémentaire. Les ministres des finances des Douze ont donné leur aval aux orientations présentées par la Commission européenne. Fondé sur le rétablissement d'un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, ce programme de restructuration affectera surtout les sidérurgies italiennes, allemandes et espagnoles.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Nous faisons un pari sur la volonté d'agir des entreprises », a constaté M. Michel Vanhecke, le ministre belge. De fait, la réussite du programme dépendra des industriels, qui devront souscrire, de façon concertée, des réductions de capacités allant au-delà de ce qu'ils avaient annoncé lors du premier tour de piste opéré par M. Fernand Braun, le médiateur désigné par la Commission (le Monde du 11 février).

Il y a accord sur le remède : les fermetures devraient aboutir à une réduction d'environ 30 millions de tonnes de la production d'acier brut et de 20 millions de tonnes de

produits laminés. M. Braun va devoir reprendre sa mission avec l'idée de présenter un plan de fermeture « bouclé » en septembre, avec l'intention de le mettre en œuvre d'ici à la fin de 1994 (à la demande de l'Espagne, il a cependant été admis qu'en cas de force majeure ce délai pourrait être repoussé à la fin de 1995). L'effort supplémentaire, par rapport aux intentions enregistrées, devrait porter sur les produits plats. « Il est attendu de ceux qui reçoivent, ou recevront, des aides d'Etat pour mener à bien leur restructuration », fait valoir M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre français. Sont ainsi désignés les sidérurgistes espagnols, italiens et allemands.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Lire la suite page 16

Deux entretiens

M. Lorentz (RATP) : priorité au voyageur

Deux mois et demi après son arrivée à la tête de la RATP, M. Francis Lorentz a fait la tour d'une entreprise en cours de réorganisation. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il confirme le mouvement de décentralisation voulu par son prédécesseur et rappelle que le voyageur doit être au centre des préoccupations de la Régie. Il demande que les rapports avec les pouvoirs publics soient clarifiés.

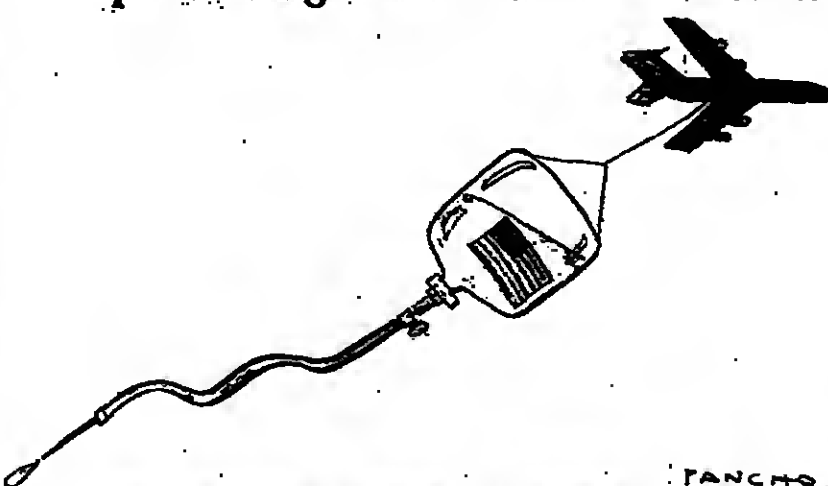
Lire page 17 les propos recueillis par ALAIN FAUJAS

M. Waechter : pas d'Europe « à la carte »

La porte-parole des Verts estime que les récentes délocalisations d'entreprises démontrent que « l'Europe à la carte » ne peut pas fonctionner. A propos de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, il se prononce pour l'établissement d'une trêve des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine. Enfin, un membre de défense et de sécurité, M. Waechter affirme que la démarche des Verts vise à débarrasser la France des armes de destruction massive.

Lire dans « Espace Européen », page 6, les propos recueillis par CLAUDE TRÉAN

Les parachutages américains en Bosnie



Le président des États-Unis, M. Bill Clinton, a officiellement donné le feu vert, jeudi 25 février, au parachutage de secours au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. L'opération, qui doit commencer « bientôt », revêtira un caractère « strictement humanitaire », a précisé la Maison Blanche. Les négociations sur l'avenir de la Bosnie devaient reprendre en fin de semaine à New-York.

Lire l'article d'AFSANE BASSIR POUR et ALAIN FRACHON page 3

Rhône-Alpes : la droite reine

Largement dominante, l'opposition RPR-UDF doit maîtriser quelques rivalités, symbolisées par le duel Noir-Mérieux à Lyon

LYON

de notre bureau régional

Les chars vont rentrer dans Roanne, et cette perspective met du baume au cœur des socialistes. « C'est une satisfaction politique, industrielle et sociale », explique M. Jean Auroux, le maire de la ville, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui, pourtant, tient à préciser qu'il n'est pas « un militariste à tout crin ». La signature du contrat de vente de quatre cent trente-six chars Leclerc aux Émirats arabes unis est arrivée à point nommé pour l'unité roannaise de GIAT-Industrie. C'est ici que seront assemblés ces monstres de la guerre informatique. Cinq ans de travail, dix ans de maintenance : de quoi calmer un des fronts politiques que doit tenir M. Auroux, candidat à sa réélection dans la cinquième circonscription de la Loire, car la CGT et le PCF mettront

en veilleuse leur discours sur le bradage du complexe militaro-industriel français. En campagne électorale, il n'y a pas de petits profits, surtout quand, issu du parti majoritaire, « on est la cible de tous les autres », constate le maire de Roanne. L'unique député socialiste de la Loire est soumis à un tir croisé.

BRUNO CAUSSÉ

Lire la suite page 9

Lire aussi

- M. Carignon en manœuvre par CLAUDE FRANCHON
- Le maire de Lyon, M. Noir, propose à M. Chirac une « paix des braves » page 8
- M. Million en campagne par ANNE CHAUSSEBOURG page 10

Les séropositifs remboursés à 100 % par la Sécurité sociale

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a annoncé, vendredi 26 février, que les séropositifs qui le souhaiteraient pourraient être pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale quel que soit leur état.

Les guerres civiles en Afrique

— Angola : 500 civils tués à Huambo.
— Rwanda : les négociations dans l'impasse.

Lire page 4

Les droits de l'enfant

La fonction de juge aux affaires familiales sera instaurée en février 1994.

Lire l'article de CHRISTIANE CHOMBEAU page 12

Le sommaire complet se trouve page 22

Enfin un projet pour la Francophonie



L'Europe de 1893

Au Musée d'Orsay, une belle leçon d'éclectisme et d'histoire du goût

par Philippe Dagen

Que peignait-on, qu'exposait-on réellement en Europe il y a un siècle ? Que voyait-on vraiment dans les ateliers et les Salons à Copenhague et à Moscou, à Glasgow et à Lisbonne, à Paris et à Berlin ? Que savaient un amoureux ou un curieux de l'état des beaux-arts et des variations de l'esthétique ? Ces questions, qui ont cependant toute l'apparence de la simplicité, sont de celles auxquelles les historiens n'ont guère l'habitude de répondre. Raisonnablement en termes de courants, de tendances, d'évolutions et de mouvements, ils préfèrent croire que le bien se distingue aisément du mal et du médiocre et que, du reste, ils savent ce qui était le bon de l'époque, ce que les collection-

neurs et les conservateurs d'alors auraient dû acheter, s'ils avaient eu l'œil juste et le jugement sûr. Soit, pour 1893 : Cézanne, Gauguin, les Cathédrales de Monet, le néo-impressionnisme survivant à la mort de Seurat et les débuts de Bonnard et Vuillard.

Hors ces noms et ces œuvres, il n'y aurait à considérer que des artistes de second ordre, tous suspects d'anachronisme et de conservatisme. Leurs tableaux ne vaudraient qu'en qualité de symboles et de traces, exemples « tardifs » d'esthétiques surannées. Telle est la loi, la forte loi de l'ordre chronologique appliqué à la peinture. Elle autorise classements et exclusions, bannissements et oublis. Elle commande le mépris et l'oubli.

Lire la suite page 13

AU COURRIER DU Monde

URBANISME

La reconstruction de Beyrouth

DANS le Monde du 11 février, un article sous le titre « Beyrouth à cœur ouvert » me met personnellement en cause.

Que tout un chacun puisse librement donner son avis sur un projet d'urbanisme, quoi de plus naturel ? Mais, pour qu'un tel avis soit crédible et pris en considération, encore faudrait-il qu'il s'appuie sur une connaissance approfondie de toutes les données du problème propres à chaque ville. Aussi m'abstiendrai-je aujourd'hui comme hier de toute polémique, laissant à chaque intervenant la responsabilité de ses jugements.

Il m'appartient cependant de corriger au moins l'information selon laquelle j'aurais été « vaincu » de la reconstruction de Beyrouth, à laquelle je travaille depuis plus de quinze ans. C'est moi et moi seul qui ai décidé de me retirer de ce projet lorsque j'ai pris connaissance des modifications qui lui avaient été apportées par le conseil des ministres précédant celui de M. Haché, modifications que j'ai jugées en conscience comme graves et contraires à l'intérêt général. J'ai fait connaître publiquement ma décision. C'était une démission clairement motivée.

Le projet établi jusqu'ici n'est qu'un schéma directeur d'urbanisme devant être suivi d'un plan d'aménagement. Il ne s'agit à aucun moment d'architecture, celle-ci devant être le fait des nombreux architectes qui en auront la charge, immeuble par immeuble, quartier par quartier. Les perspectives reproduites ne sont qu'une représentation volumétrique traduisant les densités, les hauteurs et les destinations des bâtiments, comme dans tout schéma directeur.

HENRI EDDÉ
Beyrouth

TÉLÉVISION

Mourir en direct

POURVONS-NOUS espérer un texte de loi qui fasse obligation aux « travailleurs de l'image » de s'abstenir de diffuser les images montrant en direct la mort d'une personne, comme dernièrement la mort de cet adolescent de Sarajevo (le Monde du 18 février) ? Je suis indigné et en colère. Le respect de la personne ? Qu'en font les journalistes et les médias ? Ce genre de pratique s'apparente, pour moi, à une sorte de viol moral.

Je parle d'expérience, malheureusement ! Père de famille de cinquante-trois ans, grand-mère, dans mon métier d'ingénieur de chirurgie, il m'a été donné (beaucoup trop souvent pour ma sensibilité) d'être celui qui accompagne jusqu'au bout des cancéreux. Pour qui le cameraman de Sarajevo n'a-t-il pas donné le film aux parents de cet adolescent ? Libre à eux de le détruire. En quoi ce moment sacré, ce moment privé, concerne-t-il des milliers de téléspectateurs que cela « ébranche » pas de se gaver de frites ou de chocolat, confortablement installés par l'épouse, dans leur canapé, pendant qu'à Sarajevo le blocus alimentaire condamne à une mort lente les membres de la famille de ce jeune homme ?

Jusqu'où irons-nous ? Arrêtons ces comportements défilés, pendant que nous en avons encore les moyens.

JACQUELINE RÉMOND
Saint-Gervais-la-Forêt
(Loir-et-Cher)

SOCIALISME

Pauvre Jaurès !

DEPUIS quelle temps, certains représentants du PS, qui s'étaient déjà convertis à l'économie libérale en 1983, nous annoncent la disparition du Parti socialiste.

Quel mépris pour les militants de ce parti, qui subissent de plein fouet la crise avec ses conséquences sur l'emploi et qui malgré tout restent fidèles à leurs convictions ! Quel manque de respect à la démocratie et à l'élaboration collective des décisions, qui sont des valeurs du socialisme ! Quel manque de courage !

Quoi ? Les luttes des mineurs du Nord, des métallurgistes, des employés du textile, des viticulteurs du Midi et de tant d'autres n'auraient servi qu'à ça : capituler devant le loi du marché. Jaurès serait-il mort pour rien ?

Non ! messieurs, que vous ne soyez plus socialistes, cela vous regarde. Mais il y a encore aujourd'hui en France et en Europe des hommes et des femmes pour qui le socialisme a un avenir, surtout quand on voit l'Europe que vous nous préparez à travers Maastricht.

Non ! La gauche n'est pas morte, et choisir le socialisme, c'est choisir un combat pour l'homme et pour sa dignité, pour des valeurs telles que la justice sociale et la laïcité, la fraternité, le droit à l'emploi et à un logement décent. Voilà un engagement mobilisateur pour la jeunesse et pour tous ceux et celles qui n'ont encore un idéal.

Ce n'est pas le rassemblement des « importants » qu'on nous propose qui fera sortir le pays de l'immobilisme. Rien de nouveau ne se construira sans la participation des forces vives de la nation.

MAURICE VIOLS
Palavas (Hérault)

DÉCENTRALISATION

L'argent du beurre

RUDE hiver pour les régions de France ! Certains ont pu récemment voté un budget en hausse sensible. D'autres se sont infligé une cure d'amaigrissement budgétaire. Quelques-uns, enfin, ont failli ne pas avoir de budget du tout.

En région Centre, la majorité relative UDF/PRP, a réussi à « faire passer », dès décembre 1992, un budget de plus de 2 milliards et demi de francs (en hausse de près de 20 % par rapport à celui de 1992), qui se traduira par une augmentation de la fiscalité régionale de 25 % et un recours à l'emprunt pour 470 millions de francs. Inutile de dire que ces chiffres ont fait couler beaucoup d'encre et de salive, même s'ils ne pèsent, in fine, que 18 francs de plus sur la feuille d'impôt de chaque contribuable régional en 1993, en ce qui concerne la taxe d'habitation.

Pouvons-nous agir autrement vis-à-vis des contribuables-citoyens ? Non. Comment soutenir l'activité économique d'une région à fortes disparités comme la nôtre sans continuer à investir ? Face à un Etat impécunieux qui a vidé ses caisses, face à des municipalités ou des conseils généraux souvent largement endettés et obligés de stabiliser la pression fiscale, face aux SOS de secteurs entiers comme le bâtiment, pouvons-nous rester endormis, attendant une hypothétique reprise venue d'ailleurs ?

Cette politique du beurre et de l'argent du beurre, qui ne peut plus durer. L'Etat ne peut plus transférer aux régions des responsabilités majeures sans les accompagner des moyens financiers correspondants. Les gouvernements de la République ne doivent plus permettre que s'enfilent simultanément le budget de la nation et celui des collectivités locales, sur de mêmes opérations. Cela revient à faire payer deux fois, et de plus en plus cher, le contribuable.

Prenez un exemple.

En 1986, l'Etat a confié aux régions le charge d'un patrimoine immobilier de lycées souvent en pitieux état. Face à l'avalanche de besoins, une région comme le Centre a dû « exploser » son budget d'investissement : en 1992, il était huit fois supérieur à la dotation régionale d'équipement senlaine allouée par l'Etat (793 millions de francs). Or, parallèlement, ni les effectifs du ministère de l'Éducation ni le budget de celui-ci n'ont diminué... Et ce n'est pas terminé. Les besoins en matière d'enseignement supérieur sont désormais tels que, là encore, les régions doivent désormais, hon gré mal gré, se substituer à l'Etat.

MAURICE DOUSSET
Président du conseil régional
du Centre, député (UDF)
d'Eure-et-Loir

DROIT

Le souvenir de Charles Rousseau

LA disparition du professeur Charles Rousseau suscite le souvenir ému des innombrables étudiants qu'il a formés à la faculté de droit de Paris et à l'Institut d'études politiques durant toute une carrière vouée au droit international public, comme chez tous ses collègues qui, à travers le monde, l'ont connu et admiré. Il laisse une œuvre érudite et riche, couronnée par un monumental traité en quatre volumes. Sa réputation l'avait appelé à enseigner dans divers pays et notam-

ment, à plusieurs reprises, à l'académie de droit international de La Haye. Directeur durant plusieurs décennies de l'Institut des hautes études internationales de Paris et de la Revue générale de droit international public, il a apporté à l'un et à l'autre un éditable dévouement, donnant à la revue une collaboration active qui s'est prolongée jusqu'à ces derniers temps.

Ce maître, que l'Institut de droit international avait appelé à sa présidence en 1980, eut connu une consécration singulière : son nom a été donné, il y a plusieurs années déjà, à une compétition organisée universellement entre les étudiants en droit international des universités francophones. Les concurrents s'affrontent par équipes dans des procès supposés.

Tous ceux qui l'ont approché garderont de ce professeur admirable l'image d'un grand savant, d'une modestie, d'une dévotion à la science juridique et d'une générosité exceptionnelle.

RENÉ-JEAN DUPUY
Membre de l'Institut

INSTITUTIONS

Entre deux septennats

LA question de la durée du mandat présidentiel fait l'objet du débat constitutionnel depuis plusieurs années. Le comité consultatif présidé par le doyen Vedel a tranché le 15 février dernier en faveur du septennat et non du quinquennat.

Il existe un consensus sur deux points en France. Chacun reconnaît que le mandat de quatre ans aux États-Unis est trop court ; mais un président américain sortant peut solliciter un second mandat, ce qui équivaut à un bon septennat (deux fois 4). Chacun admet aussi chez nous que deux mandats de sept ans, c'est trop long ; eucuo président - il y en a eu vingt et un depuis la création de l'institution en 1848 - n'a réussi l'exploit politique de terminer le second mandat. Et rares sont les présidents qui furent réélus.

Le quinquennat renouvelable une fois - deux fois cinq ans, soit un septennat et demi - a la préférence des candidats potentiels et de la classe politique. On les comprend. Dix ans, c'est mieux que sept ans ! Cela étant, le problème de la cohabitation ne serait pas réglé pour autant : le droit de dissolution peut jouer à tout moment (article 12 de la Constitution) et le risque d'une contradiction entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire subsiste.

Dans ces conditions, la solution la moins mauvaise ne réside-t-elle pas dans le septennat non renouvelable immédiatement ? Cette formule présente beaucoup d'avantages : elle maintient le chef de l'Etat au-dessus des partis, ce qui n'est pas le cas avec le quinquennat, qui abaisse le statut et le rang du président ; elle confère la durée nécessaire pour appliquer des réformes et conduire une politique intérieure et extérieure ; elle évite la démagogie de fin de mandat ; elle ménage l'avenir du président sortant qui peut se représenter après l'élection d'un successeur : ainsi, Valéry Giscard d'Estaing, élu en 1974, n'aurait pu briguer un mandat en 1981 mais aurait pu le faire en 1988 ; elle permet, enfin, au peuple souverain de réélire un président qui aurait eu ses faveurs antérieurement, donc pourrait être un recours ou rendre de nouveaux services au pays.

Les inconvénients du système sont quasiment nuls, sauf pour les présidents sortants très âgés...

DANIEL COLARD
Maître de conférences
à la faculté de droit de Besançon

TRAIT LIBRE



JEAN VERMOREL

ÉVANGILE

La fidélité de Jean Cardonnel

DANS le courrier du Monde du 13 février, Mgr Jean Cardonnel, archevêque de Tours, répond à Jean Cardonnel au sujet du « catéchisme de l'Eglise catholique... » Nous y lisons cette phrase : « ... Au fait, Jean Cardonnel a naguère épousé la Parole. Lui est-il toujours fidèle ? »

Cette conclusion nous scandalise car elle risque de faire croire perfidement à nos lecteurs que ce dominicain de plus de soixante-dix ans aurait renoncé aux exigences de ses vœux.

Depuis de longues années, Jean Cardonnel est vu de nos amis les plus proches, et nous pouvons assurer qu'il est toujours passionné par l'annonce de la Parole évangélique et que tout est clair dans sa vie.

JEAN ET SABINE DOLLÉ
Paris

ISRAËL

Pas de droit du sang

DANS le Monde du 13 février, un lecteur, M. Jean-Claude Perrin, condamne la critique adressée par M. Jean Kaho au code allemand de la nationalité parce qu'il estime que la loi du retour de l'Etat d'Israël est fondée sur les mêmes principes, cet Etat refusant par ailleurs « tout droit sur cette terre aux Palestiniens ».

Le rassemblement des juifs en Palestine est la raison d'être de l'Etat d'Israël, dont la finalité est le « rassemblement des exilés » (Déclaration d'indépendance). La loi du retour (5 juillet 1950) est l'application de ce principe : « Tout juif a le droit d'émigrer en Israël ».

M. Perrin affirme dans sa lettre que selon cette loi « tous les juifs du monde (...) peuvent se considérer chez eux à Tel-Aviv, Naplouse, Gaza et Jérusalem ». Cette affirmation est fautive, car la loi du retour a été votée à une époque où Naplouse et Gaza étaient respectivement des villes jordaniennes et égyptiennes. Certes, la juridiction israélienne reconnaît aujourd'hui aux juifs le droit de s'installer en tout point d'un pays dont les frontières réelles ne sont reconnues par aucun Etat du monde, mais il n'est ni écrit ni sous-entendu, dans la loi du retour que les juifs sont chez eux à Naplouse et à Gaza.

M. Perrin commet une deuxième erreur juridique en affirmant que « l'Etat juif dénie tout droit sur cette terre aux Palestiniens ». La Déclaration d'indépendance reconnaît aux « habitants arabes de l'Etat d'Israël (...) la citoyenneté pleine et entière et la due représentation dans toutes ses institutions provisoires et permanentes ». La loi de la nationalité de 1952 accorde aux habitants non juifs de l'Etat (qui sont en majorité arabes) la nationalité israélienne : cette nationalité est accordée selon le droit du sol. Comme la loi du retour, la loi de la nationalité s'est étendue avec l'Etat en 1967 : ce sont les Arabes palestiniens passés de l'autorité égyptienne et jordanienne à l'autorité israélienne qui ont refusé cette citoyenneté. Lorsqu'ils étaient « occupés », de 1948 à 1967, par l'Egypte et la Jordanie (bien que,

étrangement, ce terme n'ait jamais été employé à l'époque), eussent-ils été citoyens ne leur avait été offerte.

On ne peut comparer les définitions allemande et israélienne du droit au retour. Pour les juifs, il ne s'agit aucunement d'un « droit du sang », mais d'un droit spirituel fondé sur l'Alliance qui unit le peuple juif au Créateur et sur le lico divin, souligné par la Bible comme par le Coran, qui préexiste entre le peuple et la terre d'Israël. Ce droit n'est en rien incompatible avec celui des Arabes palestiniens à disposer d'eux-mêmes.

EMMANUEL MRÉJEN
Paris

CRIMES

La guerre hors la loi

PENSER et parler « crimes de guerre », ce qui revient à nous situer après l'acte de guerre pour tenter d'en dire la violence, d'évaluer ses « excès » et de nommer ses « coupables », c'est nous placer d'emblée dans une situation inextricable. C'est vouloir l'impossible. Toute guerre génère ses crimes dont nous nous souvenons en vain, et par définition trop tard, à dresser un inventaire posthume après avoir subi ou contemplé dans l'horreur et l'impuissance leur per-

étration, jamais assurés de tout voir. Une scène d'horreur reconnue en cache combien d'autres ?

Nous devrions commencer à savoir que la guerre est crime, que toute guerre est crime, qu'il n'y a pas de lois de la guerre, que la guerre existe pour bafouer toute loi, qu'espérer en appréhender et châtier les auteurs est par nature profondément irréaliste et plus encore inopérant, que c'est le crime de guerre qu'il faut empêcher de surgir, que c'est la guerre qu'il faut prévenir. Comme pour le sida, seule la prévention fonctionne.

Il faut éliminer les guerres comme la pire des calamités, nullement fatale mais orchestrée par nous-mêmes, et qui ne dir jamais le droit mais la seule, sinistre et précaire raison du plus fort ; il faut en avoir l'intention et il faut s'en construire les moyens. Ce n'est en rien hors de notre portée, il suffit de commencer à le vouloir, et les moyens et les méthodes (assurément pas la méthode guerre du Golfe) se mettront en place. Mais d'abord, la guerre s'étant mise hors les lois, doit être jugée hors la loi.

Our notre histoire ne sera, toujours, que « bruit et fureur, racontée par des brutes, et ne signifiant rien ».

DOMINIQUE HALÉVY
Jouy-en-Josas (Yvelines)

UN LIVRE

Le seuil de 60 ans

L'AGE DE LA VIEillesse
de Patrice Bourdels
Editions Odile Jacob,
441 p., 160 F.

La France vient de fêter les 118 ans de sa dynastie, Jeanne Calment, avec une certaine perplexité. Faut-il voir dans la performance de cette sympathique Arlésienne une illustration spectaculaire des progrès de la médecine et de l'allongement de la durée moyenne de vie ? Ou le rappel angoissant du vieillissement de la société française et de toutes les conséquences qu'il entraîne ?

La question est mal posée, semble nous dire Patrice Bourdels, directeur de recherche au CNRS. Mal posée, parce que la « vieillesse » de la France n'est nullement évidente. Dans un livre très soigné, rempli de chiffres et de références, cet historien démontre allégrement les idées reçues en la matière.

Certes, les personnes âgées n'ont jamais été aussi nombreuses qu'aujourd'hui. Mais qui sont les personnes âgées ? Clocrn disait que la vieillesse commence à soixante ans, et depuis lors personne n'a semblé en douter. C'est ce critère qui est retenu au dix-septième siècle pour définir les hommes dispensés de porter les armes : la vieillesse devient ainsi, pour la première fois, une catégorie statistique. C'est ce même critère qui est adopté au siècle suivant par le Comité de mendicité pour secourir les personnes âgées à domicile. Et, jusqu'en 1946, la norme ne change pas : dans les statistiques officielles, les « soixante ans et plus » sont considérés comme des « vieillards ».

La notion de vieillissement de la société française, apparue en 1928, a été exploitée à fond

par la propagande nataliste. Elle a contribué à amplifier la perception négative de la vieillesse, souligne Patrice Bourdels, qui pléide à juste titre pour une vision plus optimiste.

Tout a changé en France depuis quelques décennies : l'état de santé des sexagénaires, leurs ressources économiques, leurs modes de vie, leur pièce et leur rôle dans la succession des générations. On continue pourtant à associer le seuil de soixante ans à l'âge de la retraite et à la vieillesse (baptisée, plus pudiquement, troisième âge). Comme si un sexagenaire d'aujourd'hui équivalait à un sexagenaire du début du siècle !

Nous sommes prisonniers de catégories absolues, et en pleine aberration. Les Français vivent de plus en plus vieux, mais partent de plus en plus jeunes à la retraite, alors que la plupart d'entre eux sont dispensés de travaux épuisants et qu'ils n'ont jamais été en aussi bonne santé à soixante ans.

Si la fécondité se maintenait en France à 1,8 enfant par femme, la proportion des sexagénaires passerait de 18,1 % en 1985 à 20,8 % en 2005 et 29,9 % en 2040. La société française vieillirait-elle pour autant ? Ce n'est pas sûr, affirme Patrice Bourdels, qui réclame un nouvel indicateur - de l'âge. La France serait aussi jeune si les 60 ans d'aujourd'hui correspondaient à 63 ans en 2005 et à 71,5 ans dans un demi-siècle...

Pourquoi pas ? Il faut, en tout cas, se persuader que l'âge de la vieillesse a changé. Cela conduit chacun, jeune ou vieux, à voir le monde avec d'autres yeux.

ROBERT SOLÉ

محمان النظم

AFRIQUE

RWANDA : en l'absence des partisans du président Habyarimana

Les pourparlers de paix de Bujumbura sont à nouveau dans l'impasse

Les représentants des quatre partis de l'opposition, membres du gouvernement de transition, et ceux de la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR) ont entamé, jeudi 25 février, au Burundi, des pourparlers visant à relancer les négociations de paix. L'absence de délégués de la mouvance présidentielle risque, cependant, de bloquer l'ensemble du processus de réconciliation. La France, de son côté, continue de soutenir le régime du président Habyarimana.

Le fragile répit que l'arrivée des troupes françaises a fourni à l'armée nationale - incapable, à elle seule, de contenir l'avance des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) - n'a duré que quelques heures. L'ex-parti unique, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD), dirigé par le président Juvénal Habyarimana, a fait officiellement savoir qu'il ne participerait pas aux pourparlers, ouverts jeudi à Bujumbura. Le processus de négociations se trouve donc à nouveau bloqué, laissant la porte ouverte à une éventuelle reprise des combats.

La réunion de Bujumbura était, en effet, censée réunir l'ensemble des partis politiques impliqués dans le conflit. Il était ensuite prévu que les propositions adoptées soient ratifiées par le gouvernement. Une fois échoué ce laborieux défrichage, les «vraies» négociations auraient dû enfin reprendre, à Arusha (Tanzanie), accord de paix et compromis politique à la clé. De bonne source à Kigali, on affirme que le chef de l'Etat était résigné à ce calendrier, allant jusqu'à signer un ordre de mission, pour envoyer deux de ses

représentants à Bujumbura. L'aide d'un MRNDD l'aurait convaincu, dit-on, de changer d'avis.

Les caprices de la nomenclature rwandaise seraient-ils la situation du pays n'était à ce point désastreuse. Selon le ministère des affaires sociales, le nombre des personnes déplacées, évalué à près de 700 000 au début de semaine, frôlait, mercredi, le million, «soit environ 12 % de la population». Malgré la récente accalmie dans les combats, l'immense flot des civils fuyant les zones de guerre ou l'insécurité est loin de s'apaiser.

«On essaye de les stabiliser autour des sites de distribution de nourriture - une vingtaine au total - qui ont été ouverts dans le pays. Mais c'est très difficile», reconnaît-on au ministère. La majorité des «déplacés» sont des paysans. «des gens simples, qui ne comprennent rien à ce qui leur arrive. La meilleure solution serait, évidemment, que les hostilités cessent. Mais ça, c'est une autre affaire», soupire le fonctionnaire.

Le silence de la France

Une «affaire» qui n'est pas la nostalgie de l'ancien régime ni les guérilleros du FPR ne semblent pressés de régler. Malgré les offres de trêve, brandies par les uns et les autres, tirs de mortier, de canon et de mitrailleuse continuent, jeudi, de retentir dans le nord du pays. «C'est vrai que la population rwandaise a payé très cher ces deux années de guerre», admet un porte-parole du FPR en Europe, M. Jacques Diboogara, basé à Bruxelles.

Mais le jeu, à l'entendre, en valait la chandelle : «Le régime a fini par accepter de négocier le retour des réfugiés d'origine rwandaise, installés en Ouganda, au Zaïre ou en Tanzanie) et à se résoudre à l'ouverture politique. Et pour cela, tout le monde doit

payer, y compris ceux qui ne demandent rien !» Le fait que les partis d'opposition «de l'intérieur», principaux artisans de l'instauration du multipartisme, se soient montrés favorables à l'arrivée des renforts français, ne paraît pas troubler les dirigeants du FPR. Ces derniers, qui exigent pourtant le départ des troupes françaises et accusent Paris de «soutenir la dictature sanguinaire de M. Habyarimana», préfèrent minimiser ce geste désaveu. Selon eux, l'actuel gouvernement et les opposants qui s'opposent au départ des troupes françaises ont «fait croire à une offensive sur Kigali et ils ont tombés dans le panneau. Ils ont agi par peur», assure M. Diboogara.

La France, dont les quatre cents ressortissants sont désormais «protégés» par quelque sept cents soldats français, continue à se draper dans un curieux silence, prêtant ainsi la main à toutes les suspensions. Envisage-t-elle, comme l'a écrit le *Libre Belgique* le 23 février, «une intervention [militaire] importante», dans les jours ou les semaines qui viennent ? A en croire le quotidien bruxellois, c'est «sous la surveillance de soldats français» qu'ont été déchargés, lundi, sur l'aéroport de Kigali, «des milliers et des milliers» de réfugiés «d'origine militaires».

Cette intense activité, sans rapport évident avec la «mission de protection» officiellement assignée aux troupes françaises, a de quoi inquiéter. «D'aucuns redoutent que ces préparatifs n'accroissent une offensive du FPR contre la capitale, afin de la conquérir avant que les Français soient prêts», souligne le *Libre Belgique*. Une hypothèse à laquelle le président Habyarimana semble se préparer, lui qui s'est annoncé mercredi, dans une déclaration radio-télévisée, l'imminence d'une «offensive de grande envergure» du FPR, visant à «massacrer la population civile». Pour faire bonne mesure, le chef de

l'Etat a mis en garde les habitants de Kigali contre de probables «infiltrations d'espions» et dénoncé, une fois de plus, le «fort appui» que l'Ouganda apporterait au FPR.

La thèse d'un «complot» ourdi par l'Ouganda, soupçonné de vouloir envahir le Rwanda par FPR, n'est pas nouvelle dans le bouche du président rwandais. Elle n'est sans doute pas tout à fait infondée. La dimension régionale du conflit n'échappe à personne.

Mais ne voir, dans cette crise, que la seule «main de l'étranger» relève de la superstition. Nombre de soldats africains ont déjà utilisé cette «ficelle» en espérant masquer leurs propres responsabilités et faire oublier les crimes perpétrés par les leurs. La France, nouvelle venue dans une région autrefois colonisée par les Belges et les Britanniques, semble néanmoins prendre cette thèse très au sérieux.

Le rôle que Paris déploie aujourd'hui au Rwanda vise-t-il à redonner du souffle à une politique africaine que d'aucuns, en France et en Afrique, jugent un peu vacillante ? Il tranche singulièrement, en tout cas, avec la volte-hésitation qui avait prévalu au Togo, en novembre 1991. Les fusillades et les tueries perpétrées, à l'époque, à Lomé, ne nécessitent sans doute pas, aux yeux de Paris, une intervention militaire. Les trois cents soldats français, appelés en renfort, étaient donc restés cantonnés, au Bénin voisin.

Il aura fallu les nouveaux massacres de janvier 1993 pour que la France désapprouve publiquement le président Eyadéma, en suspendant sa coopération civile avec le Togo. Au Rwanda, où les massacres n'ont pourtant pas manqué depuis ces deux dernières années, on attend toujours de la part de Paris, sinon un geste de sanction, du moins un mot de désapprobation.

CATHERINE SIMON

MAROC : sur fond de grèves

Le malaise social s'accroît

Mécontents de leurs salaires pratiquement bloqués et de leurs conditions de travail qui ne cessent, selon eux, de se dégrader, des dizaines de milliers de salariés, venus pour la plupart des secteurs public et parapublic, ont multiplié ces derniers temps les mouvements de grève à l'appel de leurs syndicats.

RABAT

correspondance

Après les enseignants du supérieur, les 11 et 12 février, puis ceux du primaire et du secondaire, les 16 et 17, ce fut au tour des ouvriers du port de Casablanca, des personnels au sol de Royal Air Maroc et des employés de l'Office national des chemins de fer, d'arrêter le travail. Vendredi 26 février, les personnels de la Société des hydrocarbures de Mohammédia (au nord de Casablanca) devaient cesser le travail pendant quatre heures.

Généralement très suivies, ces grèves n'ont apparemment pas eu d'autre résultat, jusqu'ici, que d'irriter le gouvernement, qui a tenté d'en minimiser la portée ou estimé - avant même qu'elles ne commencent - pour ce qui concerne l'enseignement supérieur - qu'elles n'étaient «aucune relation avec de véritables revendications syndicales».

Jeudi, au cours d'une conférence de presse commune, les syndicats de l'enseignement (proches de l'USFP (opposition progressiste) et de l'istigla (opposition nationale)) ont affirmé que les grèves dans ce secteur, bien que «massivement suivies», n'avaient donné «aucun résultat, pas même un coup de fil». Devant le «silence provocateur» du gouvernement, ils ont menacé de faire grève à nouveau en mars, dans la seconde partie du mois de Ramadan.

En réalité, dès le début de l'an-

née, le gouvernement avait fait savoir aux organisations syndicales que, en raison de la conjoncture économique, et notamment de la sécheresse pour la seconde année consécutive, il n'était pas en mesure de relever les salaires. Le seul effort auquel il consentait était un allègement de la pression fiscale dans la loi de finances pour 1993.

Pour M. Abdelmagid Bouzoubaa, cardiologue et secrétaire général par intérim de la Confédération démocratique du travail (affiliée à l'USFP), depuis la condamnation, en avril dernier, à deux années de prison, de M. Noubir Amaoui, ces avantages fiscaux sont «dérisoires» pour la grande majorité des Marocains et ne font que «creuser l'écart entre riches et pauvres».

Refus de dialogue

Dénonçant le refus du gouvernement de dialoguer sérieusement et les atteintes aux libertés syndicales, M. Bouzoubaa a relevé avec amertume, dans un entretien avec le *Monde*, que les responsables syndicaux en étaient arrivés «au point de militer, non plus pour améliorer la situation des travailleurs, mais pour demander l'application des lois, même avec leurs insuffisances». «Même cela est refusé par le gouvernement», a-t-il dit.

Estimant que le procès Amaoui n'avait été qu'un «élément parmi d'autres du malaise social», M. Bouzoubaa a déploré que le gouvernement, «au lieu de chercher à donner l'impression à l'étranger que le Maroc dispose d'institutions prêtes à jouer leur rôle - Parlement, partis, syndicats... - fasse tout en réalité pour marginaliser les centrales syndicales en tant que partenaires sociaux».

Dans de telles conditions, «il y aura certainement d'autres grèves» dès le mois de mars, a-t-il prévu.

MOUNA EL BANNA

ASIE

INDE : après l'échec du rassemblement hindouiste à New-Delhi

Le Parti du peuple indien annonce d'autres manifestations

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Narasimha Rao a su, cette fois, relever le défi lancé par les extrémistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), qui avaient appelé leurs sympathisants à se rassembler, «à l'importance quel que soit», dans le centre de New Delhi. Ils ont échoué. Après avoir interdit la manifestation, le premier ministre n'avait certes pas lésiné sur les moyens pour faire respecter son interdiction. Les environs du Parlement, des ministères et de la présidence de la République avaient été bouclés, jeudi 25 février, et le déploiement policier était sans précédent. La capitale était en état de siège. Les chances de succès du BJP étaient donc faibles.

Des incidents ont cependant éclaté dans plusieurs quartiers, en milieu de journée, entre forces de l'ordre et manifestants. On a vu des députés du BJP, suivis par leurs sympathisants, tenter de forcer les barrières. Ils ont été repoussés à coups de canon à eau, de bâton et de gaz lacrymogène. Brandissant les drapeaux vert et safran, aux couleurs du parti, chargeant aux cris de

«Vive le dieu Ram», la plupart d'entre eux se sont cependant laissés arrêter sans grande résistance.

C'est autour de la gare que les heurts ont été les plus sérieux. Une centaine de personnes ont été blessées. Le président du BJP, M. Murli Joshi, s'est évanoui lors d'une échauffourée près du Parlement, après avoir été atteint par un jet de canon à eau. La police avance le chiffre de 4 600 personnes interpellées, dont les principaux chefs du BJP.

«C'est un échec total» pour le BJP, s'est écrié le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Rajesh Pilot. Il est vrai que le gouvernement du Congrès ne pouvait pas se permettre de laisser la manifestation échapper à son contrôle. Le 6 décembre, le premier ministre s'était montré incapable de répondre au défi des extrémistes hindous, qui ont mis à bas la mosquée d'Ayodhya. Les jours suivants, dans de nombreuses villes, et en janvier à Bombay, des émeutes ont éclaté entre la minorité musulmane et la majorité hindoue, sans que personne ne prenne vraiment les décisions qui s'imposaient. Elles ont fait 1 940 victimes, selon un bilan officiel.

BRUNO PHILIP

Que M. Rao se soit montré ferme, cette fois, va sans doute relever son image. Les chefs du BJP refusent, pourtant, d'admettre leur échec : «Cette manifestation était un succès avant même qu'elle ne commence», a ainsi déclaré l'un des principaux dirigeants du parti, M. L. K. Advani. «Nous voulions démontrer notre force et nous l'avons fait.» Les hindouistes entendent désormais marquer le thème du gouvernement qui «a la démocratie en tant qu'ennemi» et ses adversaires de manifester.

Les militants s'étant abstenus, en général, de recourir à la violence, les hindouistes pourront tirer eux aussi bénéfice de l'échec du 25 février. Après les débordements d'Ayodhya, il était urgent pour le BJP de prouver qu'il est un parti responsable. Cette formation garde le vent en poupe, et annonce déjà d'autres manifestations dans toute l'Inde. Son objectif ultime est d'obtenir la démission du gouvernement. En attendant, M. Rao se s'efforce de faire adopter son budget par le Parlement. Les conditions politiques et psychologiques du moment ne simplifient pas l'exercice.

□ RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : M. Balaguer ne sera pas candidat pour un septième mandat - Le président de la République dominicaine, M. Joaquín Balaguer (86 ans et pratiquement aveugle), a indiqué à la presse, jeudi 25 février, qu'il ne briguerait pas un septième mandat. L'approche électorale présidentielle doit se tenir le 16 mai 1994. - (AFP)

□ ZAÏRE : Les menaces des militaires contre le Haut Conseil pour la République. Les membres du Haut Conseil pour la République (HCR) étaient toujours retenus, jeudi soir 25 février, par des militaires armés qui avaient assiégré la veille le Palais du peuple où ils siégeaient à Kinshasa (le *Monde* du 26 février). Pendant ce temps, Mgr Laurent Monsengwo, président du HCR, qui ne s'était pas rendu au Palais du peuple mercredi, a affirmé lors d'une conférence de presse que l'action des militaires était destinée à «atténuer sa vie». - (AFP)

EN BREF

□ ALGÉRIE : sept militaires condamnés à mort par contumace. - Pour s'être notamment abstenus de dénoncer des crimes contre la sûreté de l'Etat, sept militaires algériens ont été condamnés à mort par contumace, jeudi 25 février, par le tribunal militaire de Béchar. Le procès n'a duré qu'une journée. Le tribunal, qui jugeait dix-huit militaires au total, a par ailleurs prononcé des sentences allant de l'acquittement à cinq ans de prison. - (AFP)

□ BIRMANIE : «climat de peur généralisée», selon la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU. - Un «climat de peur généralisée» règne en Birmanie, a écrit le rapporteur spécial de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Yoza Yokota, dans un rapport publié, jeudi 25 février, à Genève. Les premières victimes des abus des forces armées sont des membres des minorités ethniques, contraints à des travaux forcés, et dont beaucoup meurent de mauvais

traitements. M. Yokota s'est rendu sur place en décembre. Il a rencontré le général Khin Nyunt, chef de la junte militaire, qui a démenti qu'il y ait une répression particulière. Il n'a pu toutefois rencontrer M^{re} Aung San Suu Kyi, chef de l'opposition démocratique et prix Nobel de la paix, en résidence surveillée à Rangoun. - (AFP)

□ CENTRAFRIQUE : le premier ministre et le gouvernement ont été limogés par le président. - Les accusés de «bloquer le processus démocratique», le président centrafricain, M. André Kolingba, a mis un terme, par décret, aux fonctions du premier ministre, M. Thimothée Malendoma, et du gouvernement de transition, a annoncé, jeudi 25 février, la radio nationale. M. Malendoma avait à plusieurs reprises critiqué l'action de l'entourage présidentiel et même limogé le ministre de l'Information, lui reprochant une «censure systématique». - (AFP)

CORÉE DU SUD

Le président Kim Young-sam a formé son premier gouvernement

Le président Kim Young-sam, qui a prêté serment, jeudi 25 février, comme premier président civil de la Corée du Sud depuis plus de trente ans (le *Monde* du 26 février), a nommé vendredi son gouvernement, qui comprend trois femmes. L'Assemblée nationale, qui a ratifié jeudi le choix du premier ministre, M. Hwang In-sung, doit se prononcer sur les ministres.

Le cabinet comprend trois universitaires : M^{me} Han Wan-sung (Université nationale de Séoul), vice-premier ministre chargé de l'unification, Han Sung-joo, professeur de sciences politiques à l'Université de Corée et chroniqueur à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, aux affaires étrangères, et M. Kim Deuk (Université pour les études étrangères) à l'Agence de planification pour la sécurité nationale (services de renseignement), que le nouveau président a promis de réformer. A la défense, M. Kim a choisi l'ancien vice-ministre Kwon Young-hae.

Voici la liste du gouvernement : premier ministre, M. Hwang In-

sung, vice-premier ministre, ministre de la planification économique, M. Lee Kyong-shik ; vice-premier ministre, Conseil national de l'unification, M. Han Wan-sung ; affaires étrangères, M. Han Sung-joo ; intérieur, M. Lee Hae-ku ; finances, M. Hong Jae-hyong ; justice, M. Park Hae-tae ; défense, M. Kwon Young-hae ; éducation, M. Ob Byong-moon ; culture et sports, M. Lee Min-sup ; agriculture, forêts et pêche, M. Huh Shin-heng ; commerce et industrie, M. Kim Chul-soo ; construction, M. Huh Jaeyoung ; santé et affaires sociales, M^{me} Park Yang-shil ; travail, M. Rhee In-jae ; transports, M. Lee Kye-ik ; communication, M. Yoon Dong-yoon ; administration et gouvernement, M. Choi Chang-yoon ; sciences et technologie, M. Kim Si-joong ; environnement, M^{me} Hwang San-sung ; information, M. Ob In-hwan ; affaires politiques, M. Kim Deuk-ryong et M^{me} Kwon Young-jae ; législation, M. Hwang Kil-soo ; anciens combattants, M. Lee Byong-tae, directeur de l'Agence de planification de la sécurité nationale, M. Kim Deuk. - (AFP)

CORÉE DU NORD

Pyongyang rejette la demande d'«inspection spéciale» de ses installations nucléaires

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a accordé, jeudi 25 février, un délai d'un mois à la Corée du Nord pour soumettre à une «inspection spéciale» deux sites du complexe nucléaire de Yongbyon soupçonnés d'abriter des déchets nucléaires dans le cadre d'une politique destinée à fabriquer la bombe atomique. Cet ultimatum a été adopté par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, réuni à Vienne.

Pyongyang a immédiatement démenti l'adoption «sous la pression de certains pays occidentaux» d'une résolution injuste. «Tout en restant disposé à poursuivre le dialogue et la consultation avec l'AIEA», la Corée du Nord «n'acceptera jamais cette

décision imposant l'inspection spéciale sur deux sites militaires qui n'ont rien à voir avec les activités nucléaires».

□ LAOS : mort de Sismphoné Lovanxay, ancien chef de l'Etat. - M. Sismphoné Lovanxay, qui avait assuré en 1986 l'intérim de la présidence de la République et de l'Assemblée populaire suprême (APS) laotienne, est mort, mercredi 24 février, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une maladie, a annoncé l'agence officielle KPL. Il était un membre influent du petit cercle des révolutionnaires laotiens proches de l'ancien homme fort du pays, Kaysone Phomvihane, mort l'année dernière. - (AFP)

ANGOLA :

plus de 500 civils tués

Sanglants combats à Huambo

An moins cinq cents civils ont été tués, mercredi 24 février, à Huambo, au centre du pays, au cours de combats qui ont opposé les forces gouvernementales aux maquisards de l'UNITA. Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a appelé les protagonistes à faire preuve de «l'esprit de compromis nécessaire» pour parvenir rapidement à un accord de cessez-le-feu au cours des discussions qui devaient reprendre vendredi à Addis-Abeba.

D'autre part, la radio gouvernementale a annoncé que le journaliste angolais indépendant William Tona, qui se trouve à Huambo depuis le début des combats, était actuellement entre la vie et la mort. Un de ses reportages, diffusé mardi, estimait entre 10 000 et 13 000 le nombre des victimes des combats de Huambo. - (AFP)

LIBYE

Tripoli veut transférer les ambassades étrangères à 650 kilomètres de la capitale

Sous le prétexte de pourvoir à la décentralisation engagée en 1983, le gouvernement libyen a décidé de transférer les missions diplomatiques de Tripoli à Ras-Lanout, une localité semi-désertique située à 650 kilomètres au sud-est de la capitale.

Une circulaire en ce sens a été adressée aux ambassades, ainsi qu'un questionnaire leur demandant de préciser les emplacements qu'elles souhaiteraient à Ras Lanout, concernant notamment la surface des locaux, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Celui-ci a aussi émis l'avis que la date n'a pas encore été fixée pour ces déménagements. - (AFP)

هكمان الشمل

AMÉRIQUES

HAÏTI : à l'issue d'une messe à Port-au-Prince

Un évêque et des fidèles ont été brutalisés par des civils armés

A l'issue d'une messe célébrée dans la cathédrale de Port-au-Prince à la mémoire des victimes du Neptune, la bateau qui a fait naufrage il y a huit jours au large des côtes haïtiennes, des civils armés protégés par des militaires d'août sont violemment pris, jeudi 25 février, à Mgr Roméus, l'un des personnalités les plus engagées politiquement de la hiérarchie catholique, et à ses fidèles.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Frappé par des hommes vociférants, Mgr Willy Roméus, l'évêque de Jérémie - la ville dont sont originaires la plupart des victimes du Neptune - a eu la vie sauve que grâce à l'intervention du res-

ponsable de la mission d'observation des Nations unies, M. Michael Moller, et de diplomates français.

Des séminaristes et plusieurs fidèles ont été sévèrement tabassés par des « attachés », des civils recrutés par la police. Alors que les militaires avaient encadré la cathédrale, des observateurs de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA) ont organisé l'évacuation des fidèles, avec l'aide de diplomates européens et canadiens. Alertée, l'ambassade des États-Unis n'est pas intervenue.

Pendant la messe, célébrée par Mgr Roméus, l'assistance scandait des slogans favorables au président renversé Jean-Bertrand Aristide. Plusieurs personnes venues de Jérémie exigeaient du gouvernement de faire que les corps de leurs proches morts lors du naufrage du Neptune leur soient remis.

Ces graves incidents ne vont pas

faciliter la mise en œuvre du plan des Nations unies, qui prévoit la reprise des négociations politiques, après le déploiement de plusieurs centaines d'observateurs civils à travers le pays. Depuis Washington, où il est exilé, M. Aristide vient de manifester son impatience. Dans un entretien au quotidien *Boston Globe*, il estime que le président Clinton manque de fermeté à l'égard du gouvernement soutenu par les militaires.

Lentement américaines

« Qu'il s'agisse du sous-secrétaire d'État Bernard Aronson à Washington ou du chargé d'affaires Leslie Alexander sur le terrain, les hommes chargés du dossier haïtien n'ont pas changé depuis la prestation de serment de Bill Clinton », déplore-t-on par ailleurs de source

proche du secrétaire général des Nations unies. Au début du mois, M. Boutros Boutros-Ghali a dû menacer le secrétaire d'État américain Warren Christopher d'abandonner le dossier haïtien, si Washington ne faisait pas pression sur le gouvernement de fait pour qu'il accepte une mission d'observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme.

Dans l'entourage du président Clinton, M. Aristide ne compte pas que des amis. Le secrétaire au commerce, M. Ronald Brown, a longtemps travaillé comme lobbyist pour l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier et conserve d'étroites relations avec de puissantes familles haïtiennes opposées au retour du président en exil.

JEAN-MICHEL CARROT

BRÉSIL

Guerre des carnivals entre Rio et Salvador-de-Bahia

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

C'était, à Rio-de-Janeiro, un carnaval presque comme les autres. Quatre jours de folie collective, de défilés, de bals et de concerts de rues, avec un afflux inattendu de touristes, venus d'autres villes brésiliennes mais peu de l'étranger. Ni la pluie, ni la défilé officiel, quelque peu terni cette année, n'ont fait baisser le fervor du public. Car les esprits avaient été échauffés par une rivalité inhérente.

Salvador, la capitale de l'État de Bahia, dans l'est du pays, a lancé, avec succès, une campagne publicitaire vantant les charmes de ses plages, la beauté de son architecture... et le succès de son carnaval. Il n'en fallait pas plus pour que Rio et son maire, M. Cesar Maia, prennent la mouche. Emporté par sa fougue, le nouvel élu - il a pris ses fonctions le 1^{er} janvier - a affirmé : « Le vrai carnaval c'est celui de Rio. A Salvador, le carnaval est ringard ». Et encore :

« A Salvador la tournée a 100 % de chances de se faire aggraver et beaucoup de chances d'être violé (1) ».

Le premier magistrat de Salvador, M. Licio de Mota, a répliqué en accusant son homologue carioca « d'avoir adopté un langage de bichar », une perfide allusion à la mafia du jeu clandestin, une passion qui a gagné la plupart des écoles de samba de Rio-de-Janeiro. Une campagne d'affichage officielle demandait aux Bahianais « d'éviter les scènes de violence » pour ne pas ruiner le carnaval de Rio. Le président-tourneur Franco, qui avait envisagé de se rendre à Rio, a finalement prudemment préféré les charmes de celui d'Ollinda, une petite ville coloniale du Nordeste brésilien.

Prétiquement seul hôte de marque à Rio-de-Janeiro, Francis Ford Coppola, qui avait accompagné Robert de Niro, se serait dédaigné si « rev » qu'il eût pu revenir à Rio fin prochain en famille. Repus presque comme des ambassadeurs, une trentaine

d'entrepreneurs ruses, venue avant la mise en service, prévue pour avril prochain, du premier vol d'Aeroflot Moscou-Rio, se sont dits « comblés ».

Salvador a enthousiasmé les Américains venus en nombre, des agences de voyages ayant affrété quelques dizaines d'avions. Son carnaval - une première - a été presque intégralement retransmis par le deuxième chaîne de télévision du pays, Manchete, et l'hebdomadaire *Veja* lui a consacré sa couverture, estimant que « Bahia avait gagné ». « Notre principal atout », c'est l'élégance de la population. Le carnaval de Salvador n'est pas seulement fait pour que les Angéles la voient, a conclu M. le maire, avant d'entamer la trêve de guerre. Jusqu'à l'année prochaine.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Selon les chiffres officiels, 82 personnes ont été assassinées dans le grand Rio cette année durant le carnaval, contre 84 en 1992.

A TRAVERS LE MONDE

NIGER

Première élection présidentielle au suffrage universel

Les quatre millions d'électeurs nigériens sont appelés à voter, samedi 27 février, pour élire un président. C'est la première fois qu'un chef de l'État est ainsi désigné par le suffrage populaire. Un second tour est prévu le 20 mars pour choisir entre les deux candidats restés en lice après le premier tour. C'est la troisième fois en deux mois que les électeurs se déplacent pour accomplir leur devoir civique et établir les fondements d'une démocratie (référendum constitutionnel en décembre 1992, puis législatives le 14 février).

Depuis la conférence nationale (août-novembre 1991), M. Ali Saibou est resté chef de l'État en titre avec un rôle essentiellement protocolaire. Huit candidats postulent pour sa succession. Au vu des résultats des législatives, il paraît peu probable que l'un d'eux puisse être élu au premier tour avec plus de 50 % des suffrages. Le Mouvement national pour la société de développement (MNSD, libéral, ex-parti unique), arrivé en tête, n'a en effet recueilli qu'environ le tiers des votes, et aucun des partis suivants n'a atteint le barre des 30 %. De son côté, l'Alliance des forces de changement (AFC), créée au lendemain des législatives par neuf partis opposés au MNSD, n'a pas pu présenter un candidat commun. Ses électeurs auront le choix entre cinq prétendants.

Si les choix exprimés aux législatives se répètent, le leader du MNSD, M. Mamadou Talla, devrait arriver en tête du premier tour. Derrière lui, la deuxième place devrait se jouer entre M. Moha-

mane Ousmane (Parti nigérien pour la démocratie), M. Mohamedou Iyasouf (PNDS, acailliste) et M. Moumouni Adamou Djermakoye (ANDP, libéral). - (AFP)

AFGHANISTAN

M. Rabhani et M. Hekmatyar sont invités au Pakistan

Le Pakistan a annoncé, mercredi 24 février, que le président afghan, M. Burhanuddin Rabhani, affecterait « prochainement » une visite à Islamabad. De son côté, le chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar, a déclaré avoir, lui aussi, été invité par Islamabad. Le dirigeant du *Hezb-e-Islami* a été dit prêt à avoir des entretiens avec son adversaire et M. Rabhani acceptait la formation d'un gouvernement par intérim et le tenue d'élections d'ici un an.

Les efforts de médiation se sont multipliés, ces derniers jours, et deux missions de bons offices pakistanaises sont déjà venues à Kaboul : celle de l'ex-chef des services secrets, le général Hamid Gul, et celle du chef du parti intégriste Jamiat, Qazi Hussein Ahmed. L'Iran vient aussi de proposer aux combattants de se retrouver à Téhéran. Une invitation du roi Fahd d'Arabie, lancée fin janvier à tous les chefs des partis afghans, demeure, par ailleurs, pendante. Enfin M. Hekmatyar affirme que M. Rabhani fait actuellement « tout son possible » pour organiser une conférence sous les auspices des Nations unies, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que de l'Iran, du Pakistan et de l'Arabie. Il a été déclaré opposé à une telle réunion : « Nous ne laisserons pas des mains étrangères interférer dans nos affaires ». - (AFP, UPI)

CHINE

Les correspondants étrangers protestent contre les violences policières

Le Club des correspondants étrangers (FCC) a réitéré, mardi 23 février, auprès du ministère chinois des affaires étrangères, sa demande d'enquête sur des violences policières, le 3 juin dernier, contre six journalistes étrangers place Tiananmen. Il a insisté sur le cas de Todd Carrel, correspondant de la chaîne de télévision américaine ABC, contraint de suivre un traitement médical. Le cernement de la chaîne japonaise TBS Atsushi Yemaguchi avait également été hospitalisé.

Judi, le porte-parole des affaires étrangères a rejeté toute responsabilité, affirmant qu'« il n'y a pas eu de violences policières ».

CHYPRE

M. Glafcos Cléridis a formé son gouvernement

Le président élu de la République de Chypre, M. Glafcos Cléridis (qui est également chef du gouvernement), a annoncé, jeudi 25 février, la formation de son gouvernement, composé de onze ministres : six pour le Rassemblement démocratique (DISY, droite), le parti du président, et cinq pour le Parti démocratique (DIKO, centre-droit) de M. Spiros Kyprianou, lui-même ancien président de la République. Le DIKO s'était allié au Parti socialiste EDEK pour présenter un candidat, M. Paschalis Paschalides, au premier tour, puis s'était rallié à la candidature de M. Cléridis au second tour. Le

14 février. Ce renfort avait permis à ce dernier de battre le président sortant, M. George Vassiliou, bien que M. Cléridis ait été, sur le terrain de la réunification de l'île, plus proche des positions conciliatrices de M. Vassiliou que de la position dure de M. Paschalides.

Le portefeuille des affaires étrangères a été confié au vice-président du DISY, M. Alecos Michaelides, ancien président du Parlement, celui de l'Intérieur à M. Dinios Michaelides (DIKO), poste qu'il occupait sous le président de M. Kyprianou, et celui de la défense à M. Costas Elias (DIKO). Pour la deuxième fois depuis l'indépendance, en 1960, le gouvernement compte une femme, M. Claire Angelides, qui a reçu le portefeuille de l'éducation.

TUNISIE

Tunis et Paris ont signé deux conventions financières

La France et la Tunisie ont signé, jeudi 25 février, à Tunis deux conventions financières, la première relative à l'élargissement des activités de la Caisse française de développement (CFD), la seconde concernant les interventions dans le pays de la société de participation pour la coopération économique (PROPARCO).

En vertu de ces textes, la CFD est habilitée à apporter son aide au développement économique de la Tunisie, sous forme de crédits, de garanties, de prises de participation, d'assistance technique et de formation.

La filiale, la PROPARCO, pourra désormais intervenir dans le cadre de la promotion des investissements privés que le gouvernement tunisien a inscrits dans les priorités de sa politique économique.

PROCHE-ORIENT

Après un entretien de M. Christopher avec M. Kozirev

Les États-Unis et la Russie ont fixé au mois d'avril la reprise des pourparlers israélo-arabes

Bien que le problème des Palestiniens expulsés par Israël n'ait toujours pas trouvé de solution, les États-Unis et la Russie, qui co-président le processus de paix au Proche-Orient, ont annoncé, jeudi 25 février, qu'ils inviteraient les parties concernées par le conflit israélo-arabe à reprendre leurs pourparlers en avril prochain à Washington.

L'annonce en a été faite par le secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, et son homologue russe, M. Andreï Kozirev, à l'issue d'une rencontre à Genève. Aucune date précise n'a cependant été fixée.

Pour contribuer au règlement du problème des expulsés auquel les négociations palestiniennes subordonnent leur participation aux négociations de paix, M. Kozirev a annoncé qu'une délégation palestinienne serait invitée dans les prochains jours à Moscou. Quelques heures auparavant, nous signalions notre correspondant à Tunis, Michel Dauré, l'OLP avait annoncé que les États-Unis avaient retiré une proposition pour la solution du problème des expulsés parce qu'Israël l'avait rejetée. Selon l'agence égyptienne MENA, cette proposition tenait en queue

pois : Washington s'engageait à garantir la renonciation par Israël à la pratique du bannissement, l'État juif s'engageant par ailleurs à mettre en place des « arrangements » pour assurer le retour de tous les Palestiniens expulsés le 17 décembre dernier, à accepter le retour de certains Palestiniens déportés au cours des dernières années et à accepter que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (sur le retrait « de » ou « des » territoires occupés) s'appliquent à Jérusalem-Est.

Dans un communiqué commun publié à l'issue de leurs entretiens, MM. Christopher et Kozirev ont estimé qu'il était « de la plus haute importance de reprendre les négociations rapidement ». Ils ont invité « toutes les parties à prendre des mesures additionnelles et à saisir une occasion historique de faire des progrès vers un règlement de paix israélo-arabe global, juste et durable ».

Après sa rencontre avec M. Kozirev, M. Christopher devait se rendre vendredi à Bruxelles, pour sa première rencontre avec les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN. - (AFP, Reuters)

BIBLIOGRAPHIE

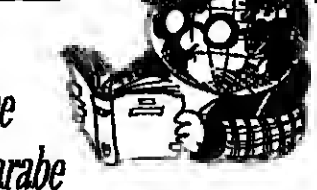
Une vision iconoclaste de la politique française dans le conflit israélo-arabe

ITINÉRAIRES DE PARIS

A JÉRUSALEM

La France et le conflit israélo-arabe (tome 1 : 1917-1958)

de Farouk Mardam Bey et Samir Kassir
Ed. Revue d'études palestiniennes
287 p., 120 F.



Tunisie et le Maroc s'engagent sur la voie de l'indépendance tandis que commençait la guerre d'Algérie - a conduit la France à un choix « aberrant », estiment les auteurs, « l'alliance avec Israël qui partageait les appréhensions françaises de l'égard de Nasser aussi bien que du pacte de Bagdad ».

Ils situent le véritable tournant au début de 1954 et ne craignent pas l'iconoclasme. Contre toutes les idées reçues, surtout dans le monde arabe, ils affirment en effet que « de Gaulle et les gaullistes contribuent grandement à entretenir les mythes coloniaux et à envenimer les relations entre la France et les pays arabes », abusés qu'ils étaient par les déboires de Paris en Afrique du Nord. Ainsi, selon cette étude, l'influence israélienne devait s'exercer, à travers des groupes de pression, notamment à la haute commandement de l'armée, vers lequel « les Israéliens portèrent l'essentiel de leurs efforts ». L'actuel ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, alors directeur général du ministère de la défense, comprit le premier qu'il fallait « nouer des fils partout où des crochets existent ».

Ainsi s'instaure « une diplomatie parallèle » des ventes d'armes et « naquit une intimité de plus en plus grande entre les cercles militaires et politiques des deux pays qui les mènera jusqu'à l'ouverture commune du Suez ». Outre l'expédition de Suez, ce livre insiste sur la coopération nucléaire franco-israélienne et la construction du complexe de Dimona, à l'origine de la possession par l'État juif de la bombe atomique.

MOUNA NAÏM

(1) Date de la « déclaration Balfour » sur le « foyer juif » en Palestine.

► Le second tome couvrant la période de 1958 à nos jours doit paraître en mars.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Antoine Waechter

« Des événements comme les délocalisations d'entreprises nous font la démonstration que, l'Europe à la carte, ça ne peut pas fonctionner », nous déclare le porte-parole des Verts

Avant les élections législatives des 21 et 28 mars, nous avons interrogé des dirigeants de la majorité et de l'opposition sur la politique européenne de la France. Après MM. Philippe Séguin, Valéry Giscard d'Estaing et Laurent Fabius (*le Monde* des 6, 13 et 20 février), nous publions un entretien avec M. Antoine Waechter.

« Les questions européennes vous paraissent-elles devoir entrer dans la campagne électorale des Verts et, dans une certaine mesure au moins, dans la définition de leur stratégie ?

Marginalement, parce que la construction européenne est un moyen, pas une fin en soi, et en tout cas elle n'est pas dans la préoccupation des gens. Les gens découvrent la nécessité de l'Europe quand se produisent des événements comme Hoover, mais aujourd'hui leur préoccupation c'est le chômage, la dégradation de l'environnement, le cas échéant l'insécurité. Toutes ces choses peuvent trouver des réponses dans le cadre européen mais - du moins c'est l'impression que j'ai au contact des électeurs - le moyen européen n'est pas présent à leur esprit.

N'est-il pas de la responsabilité d'un parti d'en parler ? Vous considérez qu'une campagne législative n'est pas le bon moment ?

Je crois que ce n'est pas le bon moment parce que les préoccupations des gens, c'est le renouvellement des pratiques politiques face à la dégradation de la morale publique, face au sentiment que la classe politique a abandonné le pouvoir à d'autres sphères - que ce soient les techniciens, l'administration, voire les mécanismes du marché - ce sont l'inquiétude face au chômage, la mobilisation sur l'environnement. Tout cela laisse peu de place pour la dimension européenne. Bien entendu, cette dimension, nous l'abordons dans la mesure par exemple où ce que nous proposons pour lutter contre le chômage suppose qu'il y ait une harmonisation avec les autres pays de la Communauté. Et puis, il est évident que des événements comme les délocalisations d'entreprises font la démonstration que l'Europe à la carte, ça ne peut pas fonctionner.

Vous y voyez une faiblesse du traité de Maastricht ?

Ce n'est pas Maastricht qui

est en cause en tant que tel, mais le fait qu'on ait admis qu'il puisse y avoir des pays, comme la Grande-Bretagne, qui n'adhèrent pas à tel ou tel aspect du traité, en l'occurrence le volet social. Les délocalisations d'entreprises font une double démonstration : la première, c'est qu'il faut que les règles du jeu soient les mêmes pour tout le monde dès lors qu'on a un marché unique ; la seconde, que nous formions de manière vigoureuse dans le cadre des élections européennes en 1989, c'est qu'il y a une erreur de chronologie dans la construction européenne : on a fait le marché unique avant de faire l'Europe sociale et l'Europe de l'environnement. Aujourd'hui, la libre circulation des marchandises et des capitaux existe alors même que les coûts salariaux et environnementaux sont disparates.

« Sortir d'une vision purement économiciste »

Les pays du sud de l'Europe n'étaient pas en mesure d'adopter une démarche inverse, ils y voyaient une entrave à leur croissance. Le traité de Maastricht n'organise-t-il pas aussi l'harmonisation et la « cohésion » progressives ?

Les pays du sud de l'Europe ont effectivement adhéré à Maastricht dès lors que le traité manifestait une volonté d'harmonisation progressive. Mais la Charte sociale, pour l'heure, n'existe pas. L'Espagne en particulier ne semble pas prête à accélérer le processus. Ce qui est en cause, ce n'est pas Maastricht, sauf pour ce qui est de la Grande-Bretagne, c'est le marché unique, c'est-à-dire l'Acte unique.

Les Verts ont été très divisés au moment du référendum sur Maastricht ; ce clivage demeure-t-il sur les questions européennes ou e-t-il été résorbé ?

Cela n'a jamais été un clivage sur l'Europe. Il y a eu une divergence sur la stratégie à suivre à propos de Maastricht. Il y avait ceux qui pensaient qu'il fallait dire « non », bloquer le processus européen, pour obtenir davantage sur le social et l'environnement. Et il y avait ceux qui, comme moi, pensaient au contraire que Maastricht est une tentative de sortir d'une vision purement économiciste de

l'Europe, que certes c'est une démarche bien insuffisante, mais qu'il vaut mieux être dans le mouvement que de bloquer durablement sur l'Acte unique.

Car c'est l'Acte unique qui est critiqué, pas les tentatives de dépasser l'Acte unique contenues dans Maastricht. Encore qu'il y ait eu dans le camp des « non » ceux qui, d'une manière plus radicale, refusent la monnaie unique. Ceux-là sont plus nombreux. Ils refusent la monnaie unique au nom de la souveraineté, au nom du droit d'un pays à se protéger, à maîtriser ses taux d'intérêt, à dévaluer sa monnaie si besoin est, etc.

Dans l'hypothèse où le processus de ratification de Maastricht va à son terme avec les Danois et les Britanniques, quelle devrait être la suite selon vous ?

Le plus important dans Maastricht, c'est le passage d'une relation intergouvernementale, où chaque pays a la possibilité d'émettre son veto, à l'amorce d'un véritable gouvernement européen où il est possible de prendre une décision à la majorité pour faire avancer les choses. Il y a une revendication d'aller très vite dans les domaines social et environnemental. La difficulté, c'est l'attitude de la Grande-Bretagne, et la vraie question est de se demander si l'on peut continuer de construire l'Europe avec elle.

À propos des délocalisations, j'ai eu l'occasion de présenter au Parlement européen un rapport sur une politique européenne de planification territoriale dont le principal objectif serait de diffuser le développement sur l'ensemble du territoire européen. Les Fonds structurels sont insuffisants pour éviter la concentration de l'activité sur cette « banane » qui va de Londres à Milan, de Paris à Amsterdam. Il faut une véritable stratégie de gestion équilibrée du territoire. Cela suppose une volonté commune, une politique commune ; si chaque pays essaie de tirer la couverture à soi, c'est impossible. La résolution a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité par le Parlement européen mais elle n'a donné lieu pour l'instant qu'à la production d'études.

C'est au Parlement européen que votre mouvement a d'abord émergé. Or on a l'impression maintenant d'une espèce de désaffection de votre

part ; est-ce que c'est une critique de l'institution ?

Il y a eu deux phénomènes. La formule que j'utilisais au moment des élections européennes - le Parlement européen c'est comme un vélo à grand braquet sur terrain plat : il faut pédaler beaucoup pour avancer peu - se vérifie quotidiennement. Nous consacrons beaucoup de temps à l'Europe, nous faisons voter des résolutions et nous ne les voyons jamais appliquées. C'est de nature à décourager les plus obstinés. Le second aspect, c'est la relation que nous avons faite : la première gé-

néral, nous avons adopté un peu plus tard une autre résolution en faveur d'une idée qui a fait son chemin : celle d'un protectorat des Nations unies sur la Bosnie. Cela consistait pour les Nations unies à prendre en charge l'administration et la sécurité de l'Etat bosniaque, ce qui supposait une intervention massive de fonctionnaires et de forces de l'ordre onusiennes.

Comment feraient-elles ces combats ?

La seule difficulté dans cette démarche, c'est en effet la mise en œuvre initiale.

Vous êtes cependant tenu d'avoir cette vision globale des choses, y compris dans vos stratégies partielles, dans vos alliances.

Ce que je vous dis là ne vaut pas pour les leaders nationaux. C'est à leur niveau que se déterminent les orientations. De plus, tout cela est évolutif : nous avons maintenant une centaine d'élus dans les conseils régionaux qui font rapidement leur formation au contact des situations.

Quels sont maintenant vos rapports avec les Verts allemands ?

Ils se sont toujours faits par le biais du Parlement européen.

Et alors, ça marche moins bien ?

La structure nationale a peu de contacts avec la structure nationale des « Grünen ». Il y en avait davantage il y a quelques années, lorsque nous n'étions pas au Parlement européen.

Les Verts ont pris récemment à propos de l'ex-Yugoslavie, une position assez surprenante, en faveur d'une intervention militaire, ce qui semblait contredire une certaine tradition pacifiste.

Je crois que la « tradition pacifiste » des Verts ne doit pas être mal interprétée : elle exprime notre volonté de régler les conflits de manière non violente. Mais lorsque le moyen politique du règlement est épuisé - par exemple l'échec de l'opposition aux élections du 20 décembre en Serbie, l'éviction de Milan Panic - lorsque s'impose le constat que la force d'intimidation passive des Nations unies ne permet pas d'arrêter les manœuvres très graves aux droits de l'homme, on se convainc de la nécessité d'une action de police internationale, qui permette au moins de faire respecter les résolutions des Nations unies.

Nous pensons aussi qu'il faut maintenir le service national, mais donner aux jeunes la possibilité de choisir entre le service classique et un service non armé. Non pas le service civil tel qu'on l'imagine où l'on affecte des jeunes à des tâches d'entretien général. Hormis cette affectation toujours possible, nous pensons surtout à l'apprentissage des moyens de défense non armés dans le quartier ou dans la ville où l'on réside.

L'un des porte-parole des Verts a fait récemment une critique virulente de la politique étrangère française.

Nous avons le sentiment, c'est vrai, que la France cherche d'abord à défendre sa position au Conseil de sécurité des Nations unies et qu'elle est trop soumise des initiatives américaines. Nous n'avons pas le sentiment qu'elle ait marqué beaucoup d'indépendance. De plus, elle apporte trop souvent son soutien à des dictateurs africains.

L'action humanitaire, cela ne vous paraît pas un acquis important des dernières années ?

Le bilan reste à faire. Beaucoup de bruit médiatique accompagne l'action humanitaire et les acrobates de son ministre, mais quel en est le bénéfice ? Qu'est-ce que la création d'un ministère à part entière dans ce domaine a permis de plus par rapport au passé ? C'est ce que je n'arrive pas à mesurer à l'heure actuelle.

Vous ne croyez pas que les moyens déployés en Irak ou en Yougoslavie sont sans commune mesure avec tout ce qui avait pu être fait précédemment ?

Pour l'instant, je n'ai pas les éléments du bilan. Cela dit, c'est une démarche positive. Elle met en avant l'exigence d'ingérence pacifique lorsque des populations sont en danger.

Propos recueillis par CLAUDE TREAN

JEAN-CLAUDE BUHRER

« Un protectorat sur la Bosnie »

Le fait de recruter dans les mouvements associatifs, parmi des gens qui ont des préoccupations essentiellement écologiques, n'implique-t-il pas une certaine démission des préoccupations locales et des combats singuliers ? N'y a-t-il pas là une faiblesse structurelle ?

Ce n'est pas une faiblesse de la structure, mais il est vrai qu'il

ration de députés à l'Assemblée avait une formation, peut-être, une étoffe différente de la seconde. Nous étions neuf, sept nouveaux ont pris la relève. Il n'est pas la notoriété des premiers, mais je vous assure qu'ils travaillent.

« Un protectorat sur la Bosnie »

Le fait de recruter dans les mouvements associatifs, parmi des gens qui ont des préoccupations essentiellement écologiques, n'implique-t-il pas une certaine démission des préoccupations locales et des combats singuliers ? N'y a-t-il pas là une faiblesse structurelle ?

Ce n'est pas une faiblesse de la structure, mais il est vrai qu'il

La Suisse en quête de « revitalisation »

Malgré la crise, le refus de l'Espace économique européen n'a pas entraîné la catastrophe annoncée

BERNE

de notre correspondant

PROVISOIREMENT du moins, la catastrophe helvétique a pour une fois été prise en défaut. Alors qu'au soir du rejet par les électeurs, le 6 décembre dernier, de l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), les Cassandre prédisaient le pire. Leurs sombres prévisions ne se sont pas réalisées. Dès le lendemain du référendum, la Bourse, qui avait d'abord accusé le coup par quelques signes d'incertitude, se ressaisissait rapidement à la hausse.

Malgré la persistance de la récession, ce constat n'a pas été démenti depuis lors. Quinze jours après le vote sur l'EEE, dans son dernier bulletin mensuel de l'année, la Banque nationale suisse remarquait que « le franc s'est raffermi, les cours des actions ont grimpé » et qu'« un climat favorable règne sur le marché des capitaux ». Poursuivant sur sa lancée, l'indice boursier a progressé de plus de 10 % par rapport au 4 décembre. Même les actions des PME, tournées vers l'exportation, qui paraissent plus vulnérables, ont jusqu'à présent bien résisté. En même temps, on a assisté à un nouveau flux de capitaux, ce qui a permis à l'institut d'émission de détenir sa politique monétaire, entraînant une baisse de plus de 1 % des taux d'intérêt.

Autre pied de nez aux oiseaux de malheur, le « non » des Suisses à l'EEE n'a pas fait fuir les multinationales. Avant le référendum, une grande

société américaine basée à Genève était allée jusqu'à déclarer qu'elle transférerait son siège européen dans un autre pays en cas de refus. Mais, réflexion faite, elle s'est bien gardée de mettre sa menace à exécution. Pour l'heure, ni Philip Morris, ni Dupont de Nemours, ni Hewlett-Packard, ni Caterpillar - pour ne citer que quelques-unes des multinationales établies sur les rives helvétiques du Léman - n'envisagent de déménager. Même si certaines d'entre elles avaient pas caché leur préférence pour un vote positif, le « non » helvétique « n'a rien changé », indiquent-elles, les avantages de garder leur siège européen en Suisse l'emportant toujours sur les inconvénients, du moins à court terme.

Ce n'est sans doute pas par hasard que les grandes banques et les assurances avaient choisi de ne pas trop s'engager dans la bataille. Déjà présentes dans la CEE, elles avaient moins à craindre que d'autres. En outre, le rejet de l'EEE permet de préserver les intérêts de certaines branches de la place financière helvétique, comme la gestion de fortunes. D'ailleurs, des clients étrangers de banques suisses n'avaient pas caché qu'ils pourraient placer leur argent aux îles Caïmans ou dans d'autres paradis fiscaux si la Suisse s'avançait dans la CEE.

Une fois passées les premières réactions épidémiques, et encaissé le « non » du 6 décembre, le pragmatisme helvétique a peu à peu repris le dessus. S'ils n'ont pas renoncé à leurs objectifs, les partisans de l'intégration européenne s'étonnent de découvrir que le refus de l'EEE n'a pas encore

de conséquences plus dramatiques. Certains, comme le ministre socialiste des finances, M. Otto Stich, qui n'a jamais été un inconditionnel de l'EEE, estime qu'« il n'y a pas lieu de se fâcher ». « Au contraire, a-t-il déclaré, le « non » à l'EEE est aussi une chance qui nous donne l'occasion de montrer ce dont nous sommes capables ».

Pour lui, les cartes de la Suisse « ne sont pas si mauvaises ». Le ministre des finances considère qu'il importe de donner la priorité à l'assainissement économique et aux finances fédérales. Il souhaite aussi que son pays puisse garder à moyen terme des taux d'intérêt plus bas que dans la CEE. « Alors, l'odieux-t-il, dans quelques années, nous pourrions à nouveau décider, en tant que nation forte, quel chemin nous allons emprunter vers l'Europe ».

Le droit

« euro-compatible »

En attendant, le gouvernement entend à la fois préparer l'avenir et parer au plus pressé. Cette double préoccupation apparaît dans un programme de relance qui sera soumis en mars au Parlement. Le but déclaré est de « revitaliser l'économie tout en maintenant euro-compatible ». Soucieux de ne pas rompre les ponts avec l'Europe, le Conseil fédéral cherche à trouver des palliatifs après l'échec du 6 décembre. Le refus de l'accord sur l'EEE a sans doute retardé provisoirement le rapprochement avec Bruxelles mais Berne souhaite garder ouvertes toutes les options à même d'assurer une

coopération active et solidaire avec la Communauté et les pays de l'AELE. Après le refus de l'EEE, le gouvernement helvétique en a tiré les enseignements en suspendant sa demande d'adhésion à la CEE, mais en précisant que celle-ci n'était pas retirée. Il n'empêche que l'ouverture des négociations entre a été, comme prévu avec les autres membres de l'AELE.

De même, il faudra mieux préparer l'opinion avant d'organiser un nouveau référendum sur une adhésion ultérieure à l'EEE. Berne ne pouvant se permettre de prendre dans l'immédiat le risque d'un nouvel échec. Comme cela était le cas pour le suffrage féminin et d'autres questions qui ont mis du temps à mûrir, les Suisses finiront peut-être un jour par rejoindre leur voisinage européen, mais leur choix « dépendra de l'évolution des conditions de politique intérieure et extérieure », comme l'a si bien dit M. René Felber, ministre démissionnaire des affaires étrangères.

Afin de ne pas s'isoler de l'EEE, avec lequel la Suisse réalise les deux tiers de son commerce extérieur, le Conseil fédéral veut adapter l'économie et la législation à l'évolution en cours dans les pays voisins. Dans la mesure du possible il espère privilégier les accords bilatéraux, à commencer par les transports aériens et terrestres, puis la recherche et l'éducation. Plus tard, ces accords pourraient englober la reconnaissance des diplômes, les règles d'origine, l'ouverture des marchés publics, les produits agricoles transformés, les assurances. Pour préparer le terrain il a été décidé de redonner le

droit suisse plus « euro-compatible » en reprenant notamment trente-six des cinquante lois qui avaient déjà été adaptées en vue de l'entrée dans l'EEE. La Suisse ne s'attend pas à obtenir les avantages d'une participation directe à l'EEE, mais cherche aussi à atténuer les inconvénients de son choix solitaire.

Si la question européenne demeure entière, les problèmes intérieurs ont néanmoins tendance à reprendre le dessus avec un taux de chômage tout à fait exceptionnel pour la Suisse qui atteignait 4,6 % en janvier. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le programme de « revitalisation » de l'économie donne la priorité aux réformes intérieures. L'un de ses objectifs les plus ambitieux est la révision de la loi sur les cartes visant à une « interdiction sélective » des ententes existantes, ce qui devrait stimuler le commerce et ramener certains prix au niveau de ceux d'autres pays européens. Le gouvernement a également annoncé un début de libéralisation de sa politique à l'égard des travailleurs immigrés, le démantèlement des entraves techniques au commerce et un allègement progressif des freins aux investissements dans la construction.

Jusqu'ici la Suisse a toujours su se ressaisir en période difficile. En lui proposant une « cure de remise en forme », selon l'expression du président de la Confédération, M. Adolf Ogi, ses responsables tablent sur ce vieux réflexe pour la réconcilier avec elle-même et l'engager à marcher avec son temps.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Propos recueillis par CLAUDE TREAN

محضان النحل

Moi, je veux

ESPACE EUROPÉEN

Nazim Hikmet, poète maudit et adulé

Le grand auteur turc, mort en exil à Moscou, n'a pas encore été officiellement réhabilité. Une fondation s'attache à cultiver sa mémoire et son héritage.

ISTANBUL

de notre correspondante

« Il faut pendre cet homme, puis pleurer sur sa tombe. » Cette phrase légendaire, parfois attribuée à Atatürk, résume parfaitement l'ambivalence de l'Etat turc à l'égard du poète Nazim Hikmet, le plus grand poète turc du vingtième siècle, mort en exil à Moscou en 1963 après avoir été déchu de sa nationalité, rejeté pour ses idées mais salué pour son talent.

La plus belle des mers Est celle où l'on n'est pas encore allé.

Le plus beau des enfants N'a pas encore grandi. Les plus beaux de nos jours, Ceux que nous n'avons pas encore vécus.

Et ce que je veux te dire, C'est ce que je ne t'ai pas dit.

Acclamé partout comme un grand poète universel, traduit dans une soixantaine de langues, Nazim Hikmet demeure pour certains éléments de la droite un poète maudit. Mercredi 24 février, la Cour suprême d'Ankara a une fois de plus refusé de restaurer les droits de citoyenneté enlevés à Nazim Hikmet en 1951. « Malgré la chute de l'Union soviétique, certaines personnes ont encore des sentiments très forts, une réaction allergique à la gauche », explique Zulfu Livaneli, chanteur, compositeur et clacéiste.

Né en 1902 dans une famille de la bourgeoisie ottomane, Nazim avait publié ses premiers vers à l'âge de dix-sept ans. A Moscou, où il fit ses études au début des années 1920, il adopta l'idéologie communiste. « Nazim était un idéaliste, un humaniste, qui croyait sincèrement à l'égalité et à la fraternité promises par le socialisme », explique Güngör Dilmen, auteur de nombreuses pièces de théâtre et fervent admirateur du poète. « Pour lui, le communisme signifiait la vraie démocratie, le pouvoir du peuple. »

Trois ans derrière les barreaux

La Turquie est un pays de paradoxes et de contradictions. Le cas de ce « géant aux yeux bleus », comme il aimait à se décrire, en est un exemple flagrant. Cet homme, accusé de trahison pour avoir fui vers l'Union soviétique, était aussi un patriote qui a souvent chanté la Turquie dans ses œuvres.

Ce pays qui ressemble à la tête d'une juvénile. Venue au galop de l'Asie lointaine.

Pour se trempier dans la Méditerranée.

Ce pays est le nôtre...

Romantique, amoureux passionné, Nazim Hikmet séduisit de nombreuses femmes, attirées par son rayonnement exceptionnel, sa enrière onduleuse et ses yeux bleus. Pivny, sa femme durant ses longues années de prison, Munever, la compagne de ses derniers jours en Turquie et mère de son fils Mehmet, et Vera, qui partagea sa vie à Moscou jusqu'à sa mort en 1963, furent autant de muses qui inspirèrent des poèmes poignants.

Son retour en Turquie, en 1924, marque ses premiers démêlés avec le pouvoir politique, suivis de plusieurs séjours en prison. En 1938, il fut condamné à vingt ans d'emprisonnement pour avoir incité les forces armées à la rébellion, une accusation sans fondement qui lui valut de pas-

ser treize ans derrière les barreaux. L'empire soviétique, qui coovaitait une partie du territoire turc, était à l'époque une menace réelle, d'où un anticomunisme virulent de la part des autorités, qui n'est plus justifié aujourd'hui.

La guerre turque d'indépendance lui a inspiré un long poème épique. Dans la jeune Turquie républicaine, Nazim Hikmet « appartenait à la nouvelle tradition introduite par Atatürk », explique Güngör Dilmen. Il a brisé les règles rigides de l'ancienne poésie turque et a créé le vers libre. Tout comme Atatürk, qu'il admirait, Nazim Hikmet était résolument moderne et tourné vers la culture occidentale, mais sa nature rebelle résistait à toute forme de pouvoir absolu.

En prison, sa poésie s'enrichit d'une dimension anatolienne, acquise au contact des paysans et des travailleurs qui partageaient son confinement. Ses lettres de la prison de Bursa (publiées sous le titre, *De l'espoir à vous faire pleurer de rage*), très émouvantes, révèlent un être plein d'humour, parfois désespéré, mais qui toujours se préoccupait d'autrui. Plusieurs jeunes écrivains, prisonniers comme lui, furent formés et inspirés par son influence.

Une évasion rocambolesque

Après une grève de la faim, entamée pour protester contre l'injustice du nouveau gouvernement qui l'avait expressément exclu d'une amnistie générale, Nazim Hikmet obtint sa libération en 1950.

Persécuté, suivi partout où il allait, craignant pour sa vie, Nazim décida à contrecoeur de quitter la Turquie. « La situation était bizarre, car Nazim était un personnage gentil, tout à fait inoffensif avec un grand sens de l'humour. Pourtant, la maison était entourée de policiers », affirme Refik Erduran, son beau-frère. Pendant plus de vingt ans, M. Erduran garda le secret de sa participation à l'évasion rocambolesque de Nazim Hikmet. Un hors-bord, qu'il pilotait, avait emmené le poète jusqu'à la mer Noire, où il avait été pris en charge par un bateau roumain. « Sur la plate-forme du bateau, il me dit : « Viens avec moi. » Il a insisté, il avait les larmes aux yeux. Il était inquiet pour moi », raconte M. Erduran qui, sur les conseils de Nazim, a embrassé une carrière littéraire.

Fils de bonne famille, au-dessus de tout soupçon, M. Erduran n'a jamais été inquiété par la police qui n'avait pas réussi à percer le mystère de la disparition de Nazim Hikmet.

Au cours des dernières années, une campagne a été lancée pour la réhabilitation officielle de Nazim Hikmet. A l'initiative de sa sœur, Samiye Yalticim, une organisation a été créée en 1991, la Fondation artistique et culturelle Nazim Hikmet, dont l'objectif prioritaire est la restitution posthume de la nationalité turque au poète. Si nécessaire, la fondation est prête à aller jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme pour obtenir la restitution des droits de Nazim.

Nazim est déjà parmi nous

Mais la fondation voudrait également ouvrir un cent ouvrage lui seraient réunies les archives et les objets personnels du poète. « Nous voulons que chacun puisse avoir accès aux souvenirs de Nazim Hikmet », explique Kiymet Coskun, secrétaire générale de la fondation. L'appui de l'Etat est crucial pour réunir les fonds néces-

saies à cette entreprise. Le ministre de la culture, M. Filiz Saglar, soutient les efforts de la fondation, mais ses pouvoirs sont limités face à l'opposition d'une aïnce frange de droite que le gouvernement ne veut pas offenser et surtout face au pouvoir d'inertie qui paralyse la bureaucratie.

« Réhabilitation ou non, la question ne se pose pas. Dans les faits, elle a déjà eu lieu », déclare Güngör Dilmen, auteur de nombreuses pièces de théâtre et fervent admirateur du poète. Nazim est déjà parmi nous, il ne manque que quelques formalités légales.

Ses poèmes, interdits durant de longues années, de son vivant et durant les périodes de pouvoir militaire, n'avaient jamais cessé de circuler dans tout le pays, chuchotés de bouche à oreille ou lus en public par des intellectuels courageux. Dès les années 60, ses livres refaisaient leur apparition dans les librairies turques et, en 1978 déjà, Zulfu Livaneli - dont le film *Terre de fer, ciel de cuivre*, d'après Vachar Kemal, faisait partie de la Sélection officielle à Cannes en 1987 - publiait le premier album de chansons inspiré des poèmes de Nazim et les chantait à la télévision officielle. Livaneli fut banni après le coup d'Etat de 1980. « Les chansons avaient encore plus de succès dans la clandestinité », explique-t-il.

Aujourd'hui, les théâtres d'Etat montent les pièces de Nazim Hikmet et la télévision officielle produit un film tiré de l'une d'entre elles. En fait, Nazim Hikmet est si populaire en Turquie que certains déplorent qu'il soit « servi à toutes les sauces ». Même le groupe rap Vitamoc le mentionne dans un de ses récents albums.

« Nous avons un saz (instrument à cordes traditionnel) cassé entre les mains s'il le plaît, Papa Nazim Eris-nous des paroles. »

L'exil est un dur métier, très dur...

Pour que la réhabilitation soit complète, manque encore le sésame officiel, qui se fait attendre. Il permettra enfin que les œuvres de Nazim, déjà introduites dans les universités par certains professeurs, soient officiellement incorporées dans le programme scolaire des lycéens.

Persone ne doute que le gouvernement, à plus ou moins brève échéance, reconnaîtra et célébrera enfin Nazim Hikmet pour ce qu'il est : un des plus grands artistes produits par ce pays. Mais personne ne se risque à faire des pronostics sur la date, car les exemples de lois et de décisions gouvernementales en retard sur les développements sociaux abondent. L'autorisation officielle accordée aux Kurdes en 1991 de parler une langue que tous pratiquaient déjà en était un. Le débat actuel sur la levée du monopole étatique sur la radio et la télévision, alors que les ondes sont déjà envahies par les chaînes privées, en est un autre.

Nazim lui-même n'était pas dépourvu de contradictions. Connu pour son opposition à toute forme de dictature, il fut obligé de « payer son dû », en écrivant quelques poèmes à la gloire du régime stalinien qui l'avait accueilli. Son statut de poète célèbre lui permit de voyager intégralement au cours de ses dernières années.

Mais ses amis affirment qu'il fut cruellement déçu par l'Union soviétique, où ses observations critiques lui valurent quelques ennemis. Sa pièce, *Ivan Ivanovitch*, satire de la bureau-

cratie soviétique, fut retirée de l'affiche à Moscou au bout d'une semaine.

Les poèmes de ses dernières années sont pénétrés de nostalgie alors qu'il se lamentait : « L'exil est un dur métier, très dur. »

Son « dernier vœu et testament »

exprimé alors que, souffrant du cœur, il se trouvait à l'hôpital à Moscou, était d'être « enseveli dans le cimetière d'un village anatolien », à l'ombre d'un platane.

Refik Erduran estime qu'il est trop tôt pour rapatrier le corps de Nazim Hikmet. Les sentiments sont encore

trop vifs, sa tombe serait profanée. Mais, le temps venu, ses amis espèrent que Nazim Hikmet, poète turc, pourra rentrer dans son pays.

NICOLE POPE

► Anthologie poétique, Nazim Hikmet, Temps actuels.

ILYA MILLE ET UNE RAISONS D'APPRECIER LA 306...



...ILYA UNE SEULE FAÇON DE LA GAGNER.

Confort, sécurité, esthétique, essayer LA RIVALE, c'est découvrir et apprécier chacune des qualités, chacun des détails qui donne à la 306 mille et une raisons de vous séduire.

Mais essayer LA RIVALE et participer au jeu "Essais Gagnants", c'est recevoir l'un des 150 000 cadeaux proposés* et peut-être avoir la chance de gagner l'une des 10 Peugeot 306 XT mises en jeu.

*Jeu gratuit, sans obligation d'achat, réservé aux personnes titulaires d'un permis de conduire et ayant préalablement effectué un essai d'une Peugeot 306 entre le 18 et le 27 février 1993 dans le réseau Peugeot affichant l'opération. Jeu doté de 75 000 tee-shirts (valeur commerciale unitaire de 30 F TTC) et de 75 000 panures roller et feutre (valeur commerciale unitaire de 30 F TTC) attribués par tirage au sort. Règlement complet du jeu déposé chez Maître LELU, huissier de justice à Paris et adressé à titre gratuit, à toute personne qui en fera la demande à PROSPERYKA, 306 PEUGEOT, à rue Parmentier 92808 Puteaux. Aucune contrepartie en argent ne pourra être demandée.



PEUGEOT 306. LA RIVALE.

PEUGEOT

Moi, je veux du temps et une ville moins congestionnée !

PLUS de transports en commun, c'est PLUS de temps pour les loisirs.



ESPACE EUROPEEN

L'Eglise tchèque face aux séquelles du communisme

Les catholiques réclament la restitution des propriétés ecclésiastiques confisquées après la guerre. Le gouvernement de Vaclav Klaus hésite

PRAGUE

de notre correspondant

RESTITUER ou non les biens et les propriétés des Eglises, confisqués par le régime communiste ? C'est le dilemme auquel fait face le gouvernement conservateur de Prague. Les deux partis chrétiens-démocrates menacent de quitter la coalition si leurs

La restitution des biens ecclésiastiques, purement et simplement confisqués en 1949 par le gouvernement communiste, est le serpent de mer de la politique tchèque. Dans l'euphorie de la « révolution de velours », le premier gouvernement tchécoslovaque démocratiquement élu décida, en juillet 1990, de rendre 74 cloîtres et monastères (57 en Bohême-Moravie, 17 en Slovaquie) aux ordres religieux, de nouveau autorisés. Un

tares de terre agricole et de forêt ayant appartenu aux diocèses. La dernière tentative de résoudre définitivement, au niveau fédéral, la question des biens de l'Eglise échoua début 1992 devant le refus de quelques députés slovaques.

Après le 25 février 1948

C'est, dans ses grandes lignes, le même projet de loi, réduit à la seule République tchèque, qu'ont déposé fin janvier sur le bureau du président de la Chambre les députés des deux partis chrétiens-démocrates de la coalition gouvernementale. Selon l'Union chrétienne-démocrate (KDU-CSL) et le Parti chrétien-démocrate (KDS), l'Eglise doit se voir « restituer tout ce qui lui appartenait au moment du coup d'Etat communiste du 25 février 1948 ».

Cette propriété représente 202 000 hectares de forêts et de terres (1,5 % des forêts et terres agricoles de Bohême-Moravie) et quelque 2 000 édifices, de la grange à foire aux fermes en passant par des moulins, des brasseries ou quelques immeubles, souvent dans un très mauvais état.

Pour M. Miroslav Kalný, responsable des affaires économiques de la conférence épiscopale, « seule la

restitution de ces biens pourrait créer les conditions pour le développement de l'Eglise et des ordres ». « Les restitutions de 1990 et 1991 n'assurent que leur simple existence », estime M. Kalný, en soulignant que la plupart des ordres connaissent de graves problèmes financiers pour entretenir leurs couvents dévastés.

Le désir de l'Eglise de récupérer ses biens se heurte cependant à une forte opposition, non seulement dans les rangs des partis de gauche où l'on prône la « pauvreté », mais aussi dans les partis conservateurs. En Bohême-Moravie, la majorité esthète, l'Eglise catholique – la principale concernée par des restitutions – traîne une mauvaise image héritée du XVIII^e et XIX^e siècle, « malgré son rôle important dans la lutte contre le communisme ».

Aussi, à l'instar de la social-démocratie et du Parti communiste, de nombreux représentants du Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus et de l'Alliance démocratique civique (ODA) s'opposent à de nouvelles restitutions. Selon eux, la restitution aurait des conséquences « désastreuses » pour le budget de l'Etat, menaçant le processus de privatisation et violant la règle qui veut qu'aucun bien ne soit rendu à des personnes morales.

De son côté, l'Eglise rejette ces réserves en soulignant que des associations sportives ou caritatives ont retrouvé leurs avoirs nationalisés par les communistes et rappelle qu'elle avait toujours été un exploitant exemplaire. D'autre part, si l'Eglise pouvait disposer de ses biens, elle serait en mesure de subvenir à une partie de ses besoins, en particulier l'entretien de ses édifices.

Pour une séparation progressive

Le sauvetage des églises et des couvents de la ruine totale nécessiterait 35 à 40 milliards de couronnes (7 à 8 milliards de francs) d'investissements, somme dont ni l'Etat, ni l'Eglise ne dispose. La contribution actuelle du budget de l'Etat à l'Eglise est de 200 millions de couronnes (40 millions de francs).

Mais, « même si la restitution était totale, tout cela ne suffirait pas à combler les arriérés laissés par quarante ans de gestion communiste des biens de l'Eglise », remarque M. Kalný. « Elle assurerait néanmoins les bases pour l'indépendance de l'Eglise, aujourd'hui financée essentiellement par l'Etat ». L'archevêque de Prague, Mgr Miroslav Vlk, s'est, à l'occa-

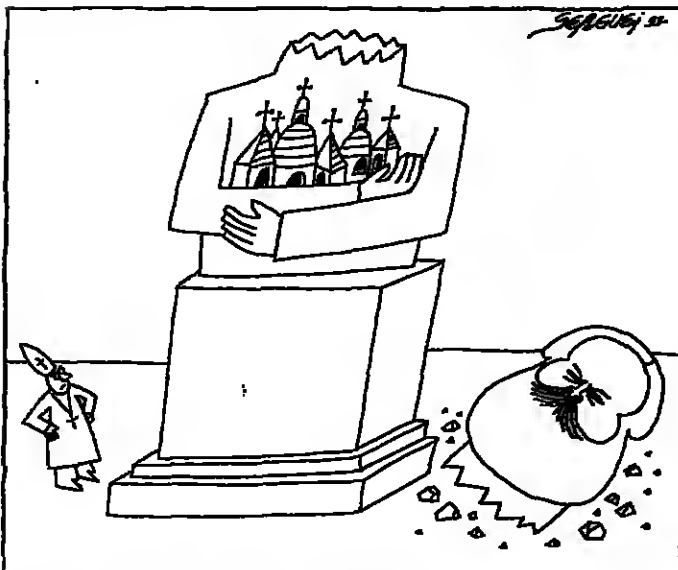
sion de ce débat, prononcé en faveur d'une séparation « progressive » de l'Eglise et de l'Etat.

Le processus pourrait durer « huit à dix ans », « période de transition » pendant laquelle il serait nécessaire de définir le mode de financement de l'Eglise. Ne pouvant compter sur les seules donations et quêtes dominicales, la conférence épiscopale pencherait pour un modèle de financement à l'italienne ou à l'allemande – allocation d'une partie des impôts sur le revenu à l'Eglise de son choix.

Les membres de la coalition qui ont jusqu'au mois de juin pour trancher, selon le terme fixé par « l'ultimatum » de la KDU-CSL, se sont néanmoins mis d'accord pour rendre uniquement en nature, sans indemnisation financière.

Il est encore trop tôt pour dire si la « générosité » et la « reconnaissance de l'apport de l'Eglise » l'emporteront sur les réticences historiques, mais cette question fait figure de test pour le gouvernement de la nouvelle République tchèque.

MARTIN PLICHTA



collèges libéraux n'acceptent pas une restitution totale.

La situation est difficile pour le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, qui compte sur les Eglises pour restaurer les valeurs et les traditions chrétiennes de l'Etat tchèque mais qui, en bon économiste, regarde d'abord combien la restitution coûterait à l'Etat et si elle ne ralentirait pas la privatisation.

en plus tard, après de nombreux débats, les congrégations retrouveront 173 autres édifices (111 en Bohême-Moravie, 62 en Slovaquie) sur les quelque 900 qu'elles avaient dû quitter une nuit d'avril 1950.

Mais à l'exception de quelques bâtiments des archidiocèses de Prague et d'Oloмоу, ces restitutions ne comprennent aucun bien immobilier ou les milliers d'éc-

TRIBUNE

L'Autriche, un pays germanique ?

par Alfred Missong

PEU d'idéologies ont eu des conséquences politiques aussi désastreuses pour l'Europe que le panslavisme, élément essentiel du national-socialisme allemand. Cette idéologie, qui préconisait l'union de tous les hommes germanophones dans un Etat, paraît morte, enterrée sous les ruines du III^e Reich. Grâce aux expériences pratiques de l'occupation allemande, le peuple autrichien dans sa vaste majorité a pris conscience de sa propre identité et du fait qu'il est différent du peuple allemand de par sa mentalité et ses traditions (1).

Le gouvernement fédéral allemand a indirectement mais officiellement reconnu le caractère non allemand du peuple autrichien, en déclarant à l'occasion de la réunification allemande que « la réunification de tous les Allemands a été accomplie dans le cadre d'une autodétermination » par le traité d'unification du 31 août 1990. La Constitution allemande s'applique désormais « au peuple allemand tout entier », c'est à dire que tous les autres peuples germanophones, autrichien et suisse surtout, sont reconnus comme des peuples à part entière non allemands.

C'est sur cette base de la reconnaissance de l'indépendance inconciliable de l'Autriche que ses relations avec l'Allemagne ont pu se développer d'une manière si exemplaire. Jamais dans leur longue histoire ces relations n'ont été si bonnes et aussi saines.

Cela dit, il ne faut pas fermer les yeux devant un danger que représente la théorie de la *Kulturunion* d'une nation fondée sur la communauté de culture, de la culture allemande. Cette nation culturelle allemande dépasserait donc les frontières politiques en Europe en englobant tous les hommes qui parlent l'allemand. Formellement, cette théorie accepte l'idée d'un Etat autrichien, mais elle la relativise aussitôt en la privant de sa substance culturelle propre, qu'elle n'admet que comme branche de la culture allemande.

Bien que cette théorie ne soit pas soutenue par les autorités officielles allemandes ou autrichiennes, elle est néanmoins répandue dans les milieux intellectuels de la République fédérale et surtout chez les partisans de l'extrême droite en Autriche. Les partisans de cette théorie voient dans la langue le seul et unique critère de la culture, la langue n'étant plus seulement un instrument de la communication humaine, mais l'essence même d'une culture. Le fait que les Autrichiens et les Suisses – ainsi que

les Alsaciens – parlent l'allemand les fait automatiquement allemands, qu'ils le veulent ou non. Ils appartiennent à ce corps mystique allemand du *Deutschtum*. Le fait qu'il y ait de nombreux exemples qui prouvent le contraire – les Serbes et les Croates, les Irlandais, les Américains et les Anglais, les Belges et les Français, les Espagnols et les Hispano-Américains, pour n'en mentionner que quelques-uns – ne les impressionne guère, car, selon eux, l'Autriche partage en plus la même histoire avec l'Allemagne.

Certes, l'Autriche partage une grande partie de son histoire avec l'Allemagne, comme d'ailleurs avec le reste de ses voisins et les autres pays d'Europe. Mais c'est un fait qu'une grande partie de ces terres qui sont maintenant allemandes et qui font partie de l'Allemagne ont été soumises à la dynastie des Habsbourg, qui avaient leur résidence dans la capitale autrichienne de Vienne. Thomas Mann avait tout à fait raison lorsqu'il disait que l'Autriche ne faisait jamais partie de l'Allemagne, mais plutôt que cette dernière faisait partie de l'Autriche.

Pendant des centaines d'années, les empereurs du Saint Empire romain-germanique ont été les souverains de l'Autriche, mais cet Empire n'était pas un Etat au sens propre du terme, mais une multitude d'Etats différents, souvent en guerre entre eux. Cependant que sous les Habsbourg l'Autriche formait bel et bien un Etat comprenant la Bohême, la Moravie, la Hongrie, la Slovaquie, la Croatie et d'autres terres limitrophes. A juste titre, on peut dire en effet que l'Autriche, pendant de longues périodes de son histoire, a partagé davantage son destin avec des peuples non germaniques – slaves, magyars et latins – qu'avec le peuple allemand.

Les dates historiques 1808 – année de la fin formelle du Saint Empire – et 1868 – défaite de Sedan – ont marqué la séparation définitive et formelle de l'Autriche et de l'Allemagne. Fait peu connu : peu de frontières entre des Etats européens sont aussi enclaves que celle qui sépare l'Autriche de l'Allemagne.

La longue cohabitation avec des peuples, des races et des cultures différentes a forgé le peuple autrichien avec ses caractéristiques particulières, avec sa propre culture, sa mentalité et sa façon de vivre et de laisser vivre. Et apparaît donc tout à fait logique que l'Autrichien ait plus en commun avec son voisin magyar ou slave, avec lesquels il vivait dans le même empire, qu'avec des Allemands qui vivaient en dehors de

son pays. Cette vie commune a donné lieu à une interpénétration culturelle véritable et à un mélange ethnique qui est unique en Europe. L'Autriche – et surtout Vienne – est le produit de l'interaction d'une série de facteurs très différents qui n'ont pas eu d'influence sur les Allemands. L'échange culturel et civilisateur entre les peuples du bassin n'est pas seulement visible dans l'architecture des villes, dans les mœurs des gens, dans la cuisine, mais aussi dans une mentalité qui fait que l'Autrichien se sent plus chez lui à Prague, à Budapest, à Trieste ou à Zagreb que dans les villes allemandes.

Dans l'ensemble de la politique étrangère, la politique culturelle devient de plus en plus importante, car c'est la présentation aux étrangers du caractère spirituel d'un peuple, de ses œuvres d'art et de sciences. L'Allemagne a toujours consacré beaucoup d'argent et accordé une grande importance aux activités de ses représentations culturelles à l'étranger. Elle dispose maintenant d'un environnement culturel très riche. Goethe dans presque tous les pays du monde – sauf en Autriche ! Voilà une conséquence de la théorie de la *Kulturunion* allemande.

Littérature et peinture annexées

L'Autriche, faisant partie de cette communauté de culture allemande, n'a pas besoin d'un Institut Goethe. Ces Instituts Goethe incorporent souvent les œuvres des auteurs autrichiens dans leurs programmes sous le titre de littérature allemande. On peut se demander à juste titre s'ils le font seulement par amour pour l'Autriche ou pour la pure et simple raison que la littérature de langue allemande du vingtième siècle, sans la contribution du génie autrichien – de Zweig, Kafka et Werfel jusqu'à Henske et Thomas Bernhard – ne pourrait pas aspirer à un rang mondial.

C'est surtout la littérature autrichienne qui éveille l'appétit allemand. Les maisons d'édition allemandes ne se donnent souvent même pas la peine de distinguer les œuvres autrichiennes de celles des Allemands. C'est ainsi que la maison Fischer a édité en 1992 un livre sous le titre *Allemagne raconte – de Rilke à Handke* (*Deutschland erzählt – von Rilke bis Handke*) pour y publier des œuvres d'auteurs autrichiens.

Pour-on s'imaginer que les Espagnols oseraient publier Octavio Paz et Garcia Marquez sous le titre *L'Espagne raconte* ? Cet *Anschluss* littéraire ne dépasse-t-il pas souvent non seulement les limites du tact, mais aussi les frontières poli-

tiques ? Les Allemands ont-ils tellement besoin des Autrichiens qu'ils ne peuvent se contenter de leurs propres productions littéraires et présentent de grande auteurs autrichiens comme Bachmann ou Friedl comme écrivains de l'Allemagne fédérale ?

On pourrait encore admettre une certaine confusion par rapport à la langue, à la littérature, mais ce qui est beaucoup plus difficile à comprendre, c'est lorsque les autres formes d'expression artistique et scientifique autrichiennes deviennent « allemandes ». Paul Vogt vient de publier un livre sur *l'Expressionnisme dans la peinture allemande de 1905 à 1920* où figurent tous les grands peintres autrichiens de l'époque – Kokoschka, Klimt, Schiele, etc. Dans la série « Grands Personnes de l'histoire allemande », la Poésie allemande vient de sortir un timbre-poste commémoratif de Gertrude von Sotter, savante autrichienne, prix Nobel de la paix.

Dans le même registre, on pourrait citer l'exemple de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, qui, en 1980, fit paraître un livre axé sur la façon très fouillée tous les pays jouxtant l'Allemagne. Or, dans la liste de ces pays, on cherchait en vain l'Autriche, alors que d'autres pays comme l'Italie ou la Yougoslavie figuraient et sont très bien traités. Comme on ne saurait soupçonner Helmut Schmidt de ne pas connaître la géographie de l'Europe, on est porté à en conclure qu'il ne considère pas l'Autriche comme un « voisin » au sens traditionnel du terme, mais comme un cas particulier.

Est-ce par pure ignorance que la chancelière autrichienne Bruno Kreisky devient un politicien allemand pour la chaîne de TV allemande ARD ? Pourquoi un grand journal semi-officiel allemand, *Der Parlamentarier*, choisit un historien autrichien panslaviste comme Hebbel pour expliquer à ses lecteurs la situation politique en Autriche ?

C'est à travers ce concept d'une culture allemande définie par la langue seule qu'on voit se dessiner à l'horizon un *Anschluss* culturel : peu important donc les frontières politiques – qui, en tout cas, perdent de leur importance après l'entrée de l'Autriche dans la Communauté européenne !

(1) Selon les sondages de l'Institut Forsa en 1990 lors de la réunification des deux Etats allemands, 87 % des Autrichiens se prononceraient contre une éventuelle union avec l'Allemagne.

► Alfred Missong est ambassadeur et directeur de l'Académie diplomatique de Vienne. Il s'exprime ici à titre personnel.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cey
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsafir
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télax : MONDIPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-72-72
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-3037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLCITE
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE |
|--------|---------|--|-------------------------------------|
| 3 mois | 536 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 1 038 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 890 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 9.97 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Livingston N.Y. and additional mailing offices. POSTPAID 750. Send address changes to 1505 6th ST NE, Columbia N.Y. 10017 - 1114.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2861 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris PP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الامم المتحدة

Le Comité pour

POLITIQUE

La situation dans la région Rhône-Alpes et la préparation des élections législatives

A Lyon,
M. Noir propose
à M. Chirac
une « paix des braves »

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir vient d'agiter un drapeau blanc. Le maire de Lyon, candidat à sa réélection dans la deuxième circonscription du Rhône, a appelé l'opposition et, notamment, M. Jacques Chirac, jeudi 25 février, à « une paix des braves ». Certes, c'est-à-dire, cette proposition est valable pour après les élections législatives, car M. Noir reste persuadé de remporter le « duel fratricide » qui l'oppose au candidat investi par l'UPF, M. Alain Mériaux (RPR), mais son appel à « l'intelligence » — « il faut être capable de passer l'éponge », a-t-il ajouté — témoigne que le travail de sape engagé par le RPR lui donne quelques inquiétudes.

Pour en découdre avec son ex-compagnon, le mouvement gaulliste a envoyé MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, et annonce la venue de M. Alain Juppé. Le premier a prononcé, il y a quelques jours, une crueuse leçon de « morale politique » : « Le réel ne se satisfait pas des lumières de spots, des propos habileurs, des déclarations mirabolantes et des effets d'annonce », a lancé le maire d'Épinal venu soutenir M. Mériaux, « un homme de conviction », candidat contre « un homme de carrière ». Le second a rappelé, jeudi soir à Villeurbanne, qu'il n'y a pas « de destin personnel et de l'histoire de la famille gaulliste ». Quand on se réclame de ce mouvement, on poursuit l'ancien ministre de l'intérieur, que, sans lui, on ne serait rien, on devrait s'en souvenir et être plus discret.

Le RPR veut brouiller
l'image du maire

Entre deux meetings d'attaque frontale, sans que jamais les deux orateurs se prononcent le nom de M. Noir, le RPR veut brouiller l'image du maire de Lyon auprès de l'électorat de droite en dénonçant « l'ambiguïté de ses relations avec M. François Mitterrand », « il ne faut pas que la ville soit isolée », rétorque M. Mériaux, qui insiste sur la solitude politique de M. Noir depuis que celui-ci a claqué le porte du RPR, en décembre 1990. Il brandit la liste de son comité de soutien pour bien marquer combien l'opposition UDF-RPR est soudée derrière lui. Pourtant, M. Mériaux ne cache pas que cette élection sera difficile, qu'il part avec un net handicap. Car M. Noir mène une campagne municipale, comme ses fonctions le lui permettent, convaincu que les Lyonnais n'ont pas envie d'affaiblir le maire de Lyon.

Chaque jour, l'issue incertaine du scrutin provoque davantage de tension dans la campagne lyonnaise. Les derniers conseils municipaux ont déjà été le lieu de frictions entre l'exécutif et des élus RPR ou UDF, et les propos de chacun commencent à se durcir. Ainsi M. Mériaux a-t-il stigmatisé « le prétendu humanisme » de son adversaire qui ne serait que « mépris et cynisme ». Quant à M. Noir, il explique que son concurrent n'a pas de position claire vis-à-vis du Front national.

Le 21 mars, les électeurs de droite de la deuxième circonscription devront trancher entre « la légitimité » du RPR et de l'UDF réunis, que veut incarner M. Mériaux, et « la maison commune de l'opposition », dont M. Noir déclare être un inlassable bâtisseur. Ni l'un ni l'autre ne se sont engagés publiquement à respecter le « code de bonne conduite » prévu par l'UPF en cas de primaire.

B. C.

La droite reine

Suite de la première page

Comme la droite a été contrainte à une « primaire organisée », la circonscription a été visitée par quelques fortes pointures : MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur pour soutenir M. Yves Le Gallard (RPR), président de la chambre régionale de commerce; M. Valéry Giscard d'Estaing pour M. Yves Nicolini (UDF-PR). Il y a quelques jours, M. Antoine Waechter a fait le détour pour le candidat des Verts. Ce n'est pas que M. Auroux se sente seul, mais il n'y a pas loin.

La gauche sait que Rhône-Alpes n'est pas franchement de son côté. Aux législatives de 1988, le score avait été très net : dix-neuf députés socialistes et un communiste, contre vingt-neuf de la droite, dont dix élus au premier tour. Parmi ceux-ci, un quinzain de futurs ex-candidats : MM. Charles Millon (UDF-PR, troisième de l'Aio), Alain Carignon (RPR, première de l'Isère), Michel Barnier (RPR, deuxième de la Savoie), et Bernard Bosson (UDF-CDS, deuxième de la Haute-Savoie). M. Michel Noir (alors RPR, deuxième du Rhône) était un peu à la traîne : à quelques points près, 47,82 %, il avait été contraint d'attendre le second tour.

Depuis 1988, les socialistes ont enregistré une sévère déroute aux régionales, leur groupe passant de quarante-huit élus à vingt-cinq. Février 1993, ils rentrent sur le terrain électoral avec un moral au-dessous de la barre des 20 % d'intentions de vote. « Ils ne font pas campagne », affirme même M. Millon, président du conseil régional.

Les socialistes font campagne, pourtant, mais ils rament face à tous les vents contraires. Sont-ils élus dans des zones à forte concentration industrielle, qu'ils doivent répondre des usines fermées ou des suppressions d'emplois. Sont-ils élus de la périphérie des grandes agglomérations, qu'ils doivent ramasser des comptes sur le mal des banlieues. Sont-ils élus en zones rurales, qu'on leur reproche la désertification ou la politique agricole européenne.

C'est comme s'ils cumulaient toutes les misères de la décennie. Ainsi, la septième circonscription du Rhône, dont le député sortant est M. Jean-Jack Queyranne, le porte-parole national du PS, maire de Bron, conjugue les souvenirs des émeutes de Vaulx-en-Velin et les lourdes menaces qui pèsent sur les cinq cents salariés de l'usine Mayotte de Rillieux-la-Pape. Cela fait beaucoup pour un député élu en 1988, avec 53,22 % des suffrages.

Dix-neuf socialistes
en danger

Comme le conflit, en privé, un responsable de la droite, il y a parfois un « rien d'injustice » dans les bandicaps que doivent remonter les députés PS, déjà empoisonnés par le climat national. Sans compter ceux qui, tout occupés à leur charge ministérielle, ont laissé le terrain à leur adversaire. Ainsi en est-il de M. Edwige Avice, élue avec seulement 51,32 % des voix dans la quatrième circonscription de l'Isère. Son principal adversaire, M. Philippe Langlois-Villard, conseiller régional (RPR) et maire d'Allevard, a consciencieusement visité, pendant son absence, les moindres recoins de la circonscription.

D'autres anciens ministres sont aussi en position délicate, comme M. Robert Chepuis, dans la première circonscription de l'Ardèche. Aux cantonales, il a été battu par un ancien socialiste, M. Christian Lavis, qui, depuis, a rejoint les rangs du Parti radical. M. Jean Poperen a préféré se consacrer à son club, le Nouveau Monde, et laisser sa suppléante, M. Martine David, tenter de conserver le troisième circonscription du Rhône. Là encore, la mission est périlleuse : en 1988, l'ancien ministre des relations avec le Parlement avait été élu dans une « triangulaire ». Enfin M. Louis Besson a,

comme il l'avait annoncé, renoncé à se représenter. Son suppléant, M. Jean-Paul Caloud, aura fort à faire dans la première circonscription de Savoie qui, jusqu'alors, a toujours peché nettement à droite, sauf à l'occasion des législatives, où la personnalité du maire de Chambéry l'emportait par-delà les frontières partisanes.

Seul responsable à entrer dans l'arène législative, M. Gérard Lindberg, numéro deux du PS, rocardien, n'a pas choisi un terrain bien favorable : la première circonscription de la Loire, dont le député sortant est M. Jean-Pierre Philbert (UDF-PR). M. Lindberg espère réaliser un score suffisant pour remettre en selle son parti dans la course aux municipales à Saint-Étienne, annoncer ainsi un peu de reconquête.

Voilà sûrement ce qui manque le plus au Parti socialiste dans cette région : depuis 1981, ses responsables ont en tendance à délaisser Rhône-Alpes, ouvrant un boulevard à la droite et, notamment, à ses cadets de la fin des années 80. Conséquence : de la première de la Drôme à la neuvième de l'Isère, de la quatrième du Rhône à la troisième de la Savoie, les sortants se lancent sur un fil électoral bien fragile. Potentiellement, les dix-neuf députés socialistes sont en danger.

En danger écologiste, d'abord, alors qu'ils mènent avec cette mouvance un persistant dialogue de sourds. Non pas que les Verts ou Génération Ecologie considèrent disposer de bases fortifiées : « Nous ne devons pas extrapoler nos bons résultats dans certains cantons », souligne M. Christian Brodhag, président du groupe des Verts au conseil régional et candidat dans la deuxième circonscription de la Loire, « sinon, nous allons tout droit

à la déception ». Il estime à une petite dizaine le nombre des circonscriptions où l'entente écologiste est susceptible de pouvoir se maintenir au second tour. Mais il ne se risque à aucun pronostic. « Tout dépendra, en fait, du résultat des autres candidats », explique M. Brodhag. En clair : surtout de ceux du Parti socialiste.

Or MM. Millon et Carignon ont envisagé publiquement, mais séparément, de favoriser, dans certains cas, l'élection de députés écologistes en retirant, après le second tour, les candidats de la droite. La menace concerne d'abord les circonscriptions déteintes aujourd'hui par la gauche. « Il n'y aura pas de négociation politique », affirme M. Brodhag. Nous verrons, le soir du premier tour, au cas par cas. Et il précise : « Nous ne ferons pas que faire battre des socialistes ».

Les primaires « organisées »
et les autres

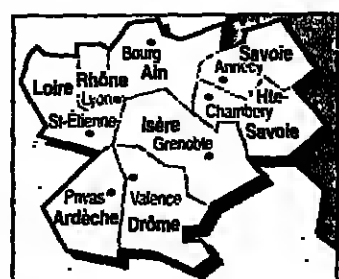
Les socialistes doivent aussi se méfier des effets de nuisance des petits candidats. Ceux-là, en grignotant quelques pour-cent, peuvent les priver d'atouts les 18 % ou 19 % des suffrages exprimés nécessaires pour être présents le 28 mars. C'est M. Maxence Henu, le fils de Charles, candidat à Villeurbanne (septième circonscription du Rhône), qui risque d'empêcher sur le score de M. Jean-Paul Bré, déjà bien en peine de remplir le lourd charge de l'héritage de l'ancien ministre de la défense. C'est M. Gérard Cardin, étiqueté Nouvelle Gauche — en fait un groupe force d'appoint à Alain Carignon au conseil général de l'Isère — qui se présente contre M. Didier Migaud, député sortant de la septième circonscription de l'Isère. « Cette élection va finalement se jouer à peu de voix », estime M. Michel Destot, député sortant de la troisième circonscription de l'Isère et chef de file des socialistes

à Grenoble. Il redoute, notamment dans la deuxième circonscription, « les ricochets » possibles entre M. Carignon, les écologistes ou... le PCF (lire l'encadré).

Le Parti communiste s'engage avec quelques espoirs dans cette campagne, persuadé de réaliser un meilleur score qu'en 1988. M. Théo Viol-Massat, le maire de Firminy, avait été, alors, son seul élu de Rhône-Alpes. Ayant souhaité passer la main, celui-ci a annoncé à la presse que M. Charles Fierman serait son successeur dans la quatrième circonscription de la Loire. Le choix et la méthode d'investiture ont fait un peu tressailler la fédération et certains militants. Puis, finalement, chacun a convenu que l'ancien ministre des transports et ses proches dissidents pourraient permettre de conserver cette circonscription. D'autant que la droite présente deux candidats. Le PCF mise aussi sur M. André Gerin, le maire orthodoxe de Vénissieux, pour reprendre au PS la quatorzième circonscription du Rhône. Lors des élections régionales, la liste PCF avait devancé celle du PS : 17,8 % contre 14,6 %.

Le Front national avait ici, comme dans d'autres banlieues, largement distancé ses concurrents de droite ou de gauche. Pourtant, ses candidats se montrent très discrets dans cette campagne. Quelques tracts sur les marchés, quelques affiches, une conférence de presse de M. Jean-Marie Le Pen sont les rares manifestations pré-électorales de l'extrême droite.

Dans ce paysage politique, mars devrait amplifier l'équation Rhône-Alpes, terre d'élection de la droite. C'est sûrement pour cette raison que les « primaires organisées » ou plus ou moins téléguident se sont multipliées : on en dénombre une quinzaine, révélatrices d'une lutte d'influence entre le RPR et l'UDF. En Haute-Savoie, qui ne compte aucun député socialiste, le RPR veut prendre une option sur deux



sièges détenus par le Parti républicain, celui de M. Michel Meylan (troisième circonscription), qui devra affronter trois candidatures « sauvages », et celui de M. Jean Brocard (première circonscription) : ce dernier a décidé de ne pas se représenter et de soutenir M. Jean-Claude Carle (UDF-PR). Mais M. Bernard Accoyer, maire d'Annecy-le-Vieux, s'est lancé dans la course avec l'appui du mouvement de M. Chirac. Il y a un an, pour avoir animé une liste dissidente aux régionales, M. Accoyer avait été exclu du RPR, qui, donc, ne lui en garde pas rancune.

Parfois, comme en Ardèche, c'est un conflit de générations qui motive les candidatures. Lassé d'être contraint d'attendre « soixante ans pour être investi », M. Dominique Chabon, trente-six ans, conseiller régional (CDS) et conseiller général, se présente dans la deuxième circonscription contre M. Henri-Jean Arnaud, député sortant RPR. Son slogan : « Candidat de l'alternance ». L'alternance que veut incarner M. Chabon concerne les méthodes du président du conseil général et sénateur (UDF), M. Henri Torre. Dans l'Isère, ce sont deux membres du RPR, vice-présidents du conseil général, qui tentent de rattrapper M. Louis Mermeas, ministre des relations avec le Parlement, la septième circonscription : MM. Bernard Saugy, directeur général adjoint du groupe le Progrès, et Jacques Remiller.

Lutte
fratricide

Le Rhône, avec six « primaires » sur quatorze circonscriptions, est le lieu de plus forte tension, principalement en raison de l'affrontement, dans la deuxième circonscription, entre Michel Noir, député sortant, ex-RPR, et Alain Mériaux, premier vice-président (RPR) du conseil régional. Le premier continue à clamer son appartenance à l'opposition, rappelle qu'il a toujours voté les motions de censure et déclare soutenir « sans réserve » la plate-forme RPR-UDF. Et dans une lettre aux électeurs, le maire de Lyon précise, « s'il en était besoin », qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle.

Le second, qui a reçu un message de soutien de Raymond Barre, député du Rhône, est bénéficiaire de l'engagement en sa faveur de M. Millon, affirme qu'il agit pour « ne pas laisser Lyon hors jeu de l'équipe RPR-UDF ». Ces deux candidats s'emploient maintenant à convaincre, montés d'escalier par montées d'escalier, du bien-fondé de leurs positions. Chacun s'attend que la campagne se durcisse dans les derniers jours. Car il faudra bien justifier les différences. D'autant que l'enjeu de ce duel ne se limite pas au 28 mars. Il s'agit, déjà, de se positionner pour les municipales.

Les socialistes semblent complètement dépassés par cette lutte fratricide. Leur représentant, M. André Rives, a peut-être trouvé un angle de campagne : elle va « expliquer aux jeunes comment c'était avant 1981 ».

BRUNO CAUSSE

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie et en Poitou-Charentes (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 22, 24 et 26 février).

Contre le PS dans l'Isère

M. Carignon en manoeuvre

GRENOBLE

de notre correspondant

Le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, a prévu très tôt ses principaux adversaires, les six députés sortants socialistes de l'Isère, qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour les « sortir ». Ravi en force dans les rangs du RPR au mois de juin 1992, après une mise en « congé » forcée de deux années, au cours desquelles il a navigué hors des limites politiques de son parti, il affirme aujourd'hui détenir « les clés qui nous permettent de faire élire qui nous voulons ».

Cet aplomb l'incite à s'attaquer à l'un des plus acides bestions militants enracinés dans l'Isère, notamment au sein du comité ant-Méville, qu'il avait fondé au milieu des années 70, le brusque retour de M. Philbert est mal accepté. Il lui veut, aujourd'hui, d'être contesté à l'intérieur même de Génération Ecologie par M. Pierre Bon, conseiller régional, qui a décidé de présenter sa propre candidature et qui met en cause publiquement le « dérive droitiste » des amis de M. Lalonde. M. Bon a été exclu du mouvement il y a quelques jours. M. Philbert explique, pour sa part, qu'il n'attend aucun cadeau de quiconque, mais il ajoute : « Si M. Carignon veut des députés écologistes chez lui, que ses candidats se retirent avant le premier tour ».

La deuxième carte politique dont dispose le maire de Grenoble est celle du maire d'Echirolles, M. Bicey. Les deux hommes entretiennent déjà de bonnes relations dans le cadre des organismes intercommunaux de l'agglomération grenobloise

le terrain libre à l'un des deux candidats.

Le premier, membre du cabinet de M. Brice Lalonde au ministère de l'environnement de 1988 à 1990, a été « parachuté » dans l'Isère à la demande du président de Génération Ecologie et, affirme-t-on chez les Verts, en accord avec M. Carignon. Mais le projet du maire de Grenoble de faire élire un écologiste, dans l'une au moins des neuf circonscriptions du département, apparaît un peu plus difficile qu'il ne l'imaginait à l'origine.

Un communiste
écuménique

En dépit d'une implantation militante ancienne dans l'Isère, notamment au sein du comité ant-Méville, qu'il avait fondé au milieu des années 70, le brusque retour de M. Philbert est mal accepté. Il lui veut, aujourd'hui, d'être contesté à l'intérieur même de Génération Ecologie par M. Pierre Bon, conseiller régional, qui a décidé de présenter sa propre candidature et qui met en cause publiquement le « dérive droitiste » des amis de M. Lalonde. M. Bon a été exclu du mouvement il y a quelques jours. M. Philbert explique, pour sa part, qu'il n'attend aucun cadeau de quiconque, mais il ajoute : « Si M. Carignon veut des députés écologistes chez lui, que ses candidats se retirent avant le premier tour ».

La deuxième carte politique dont dispose le maire de Grenoble est celle du maire d'Echirolles, M. Bicey. Les deux hommes entretiennent déjà de bonnes relations dans le cadre des organismes intercommunaux de l'agglomération grenobloise

CLAUDE FRANÇILLON

Le Comité, c'est 150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport qui agissent ensemble pour développer et moderniser les transports en commun.

Groupe des Autorités Responsables de Transport, Union des Transports Publics, Syndicats des Transports Parisiens, AFT-ITIM, CGA, Cogit, GEC Alstom, Grunau, Heuliez Bus, J.C. Decaux, Kässbohrer Frapco, Matra transport, Renault Vehicules Industriels, Sofreco, Sola, UAP Prevention. Avec le soutien du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

POLITIQUE

La situation dans la région Rhône-Alpes et la préparation des élections législatives

M. Millon en campagne

Le président du conseil régional dénonce le « cancer » du chômage et prêche l'ouverture de la future majorité

MÂCON

de notre envoyé spécial

Foi de Charles Millon : les campagnes électorales - les siennes comme celles des autres - consistent « les meilleurs moments de la vie politique ». Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui se représente dans la troisième circonscription de l'Ain, va donc soutenir avec plaisir tel ou tel candidat dans les Yvelines ou l'Essonne, comme il l'a fait le 23 février ou comme c'était le cas, le lendemain, en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire.

Première étape : Grosbois-en-Montagne, un nom à l'image du paysage de collines et de bosquets qu'un peu de neige a recouverts. M. Anne-François d'Harcourt, maire de cette bourgade de soixante-quinze habitants, évoque « Une devise de [sa] maison : le bon temps viendra ». Allusion limpide à la victoire annoncée de l'opposition, que M. Millon s'empresse de ne pas assimiler à des lendemains qui chanteront.

« L'aménagement du territoire exige des efforts, et il faut faire des coupes sombres dans le budget pour se concentrer sur l'essentiel », prévient-il après avoir précisé que la future majorité aura à mener une « politique de générosité, de solidarité et de mise de côté des corporatismes ». M. Millon ne fait guère de

concessions à l'exploitante inquiète de l'avenir qui l'interroge. « Je crois qu'il faut une nouvelle politique agricole commune mais je ne suis pas sûr que l'actuelle n'est pas la bonne », glisse-t-il, tout en plaçant pour la réhabilitation d'une politique nationale et de politiques régionales pour l'agriculture et la suppression de l'impôt sur le foncier non bâti.

Les concessions, M. Millon n'en fait guère plus à Sombornon, fief de M. Jacques Mercusot, conseiller général depuis trente-huit ans, l'un des héritiers de la tradition des « indépendants de la Côte-d'Or ». Interrompu par un « C'est avec les étrangers que vous avez fait le bordel », M. Millon réplique sèchement : « Je n'accepte pas à titre personnel, que par similitude on dise : immigration égale chômage. Il avertit que ce n'est pas dans la période de cohabitation que « les réformes à long terme, celles dont la France a besoin, pourront être engagées ». « Il faut nettoyer le terrain, arracher les orties et les terres pour pouvoir semer. La récolte viendra plus tard », c'est-à-dire après l'élection présidentielle, assure-t-il.

« Les valeurs se délitent »

Quand un ingénieur en retraite hostile à la cohabitation envisage pour le 29 mars un défi sur les Champs-Élysées entre millions de personnes, pour « faire partir un homme indésirable », en ajoutant qu'il ne veut pas, pour autant, être accusé de souhaiter un coup d'État, M. Millon laisse répondre le candidat. « On verra l'ampleur du désaveu. M. François Mitterrand pourra rester assis sur son fauteuil, il ne pourra pas rester assis sur nos votes », lance M. François Sauvadet (UDF-P et R). Ce dernier repart avec son supplicat, M. Michel Protte (RPR), et celui dont il revendique l'héritage, M. Gilbert Mathieu (UDF-PR), qui ne sollicite pas le renouvellement d'un mandat exercé depuis 1968. Ils continuent leur tournée des trois cent quarante-cinq communes de la quatrième circonscription de Côte-d'Or. « A raison d'une demi-heure pour chacune, il nous faut un mois », s'exclame-t-il.

A Montchanin (Saône-et-Loire), M. Millon parle, cette fois, de l'un de ses sujets favoris, l'éducation et la formation. Le discours est roqué d'abord, le constat : un jeune sur cinq a, aujourd'hui, « pour seul horizon le chômage ». « Pas question de ministères régionaux de l'éducation, pas question de casser l'éducation nationale, mais il faut donner leur autonomie aux établissements pour qu'ils élaborent un projet pédagogique en fonction de leur milieu », indique-t-il. Cette autonomie des établissements respectera le cadre national.

explique-t-il, c'est-à-dire que l'État continuera de contrôler la valeur des diplômes, la formation et le recrutement des maîtres, et décidera d'un tronc commun d'enseignements afin d'assurer la cohérence de l'ensemble. Quant à la méthode, M. Millon réfute toute idée de loi-cadre de loi-programme et d'une enquête grande réforme de l'éducation, pour souhaiter que le gouvernement « par dérogation passe des contrats d'autonomie avec les établissements ». Il est convaincu du pragmatisme d'une telle démarche car, dit-il, « je crois que le bien est contagieux ».

Dernière étape, Mâcon. Dans cette première circonscription de Saône-et-Loire comme dans la quatrième, où il était venu apporter son soutien à M. Jean Girardon (UDF-rad.), le RPR et l'UDF vont à la bataille en primaires. Le porte-drapeau de l'UDF ici, M. Gérard Volain, a prévu une réunion dans sa commune de Charney-Mâcon, où, à quelque deux cents personnes debout dans la salle du Vieux temple, le président du conseil régional Rhône-Alpes observe que « les Français sont inquiets d'une démocratie qui est en train de se dissoudre, dont les valeurs se délitent ». Il se demande « s'il y a encore une morale publique, (...) une morale qui ne confond pas argent privé et argent public, intérêt privé et intérêt public ». « Si l'on s'engage, dit-il, c'est pour servir, et non pour se servir (...) Vous allez nous donner le pouvoir, nous allons tout faire pour vous le rendre ».

Puis M. Millon en vient à ce qu'il appelle l'essentiel : « Il ne faut pas se tromper d'adversaire, ce ne sont pas les socialistes qui se sont effondrés, mais le chômage. Notre seul, unique, exclusif adversaire est bien ce cancer qui ronge notre société. Le futur gouvernement ne devrait avoir qu'un objectif : lutter contre le chômage. Si les hommes politiques ne le comprennent pas, alors je crains pour demain ».

Il y a, une autre conviction que M. Millon voudrait faire partager à ses partisans : la nécessité, pour la future majorité, de ne pas se replier, mais de s'engager résolument dans une démarche de rassemblement en s'adressant aux « écologistes réalistes » et à « ceux des socialistes qui ont cru à un rêve et qui sont prêts à travailler avec nous ». En aparté, le maire de Soluté - haut site de la préhistoire qui doit un sursaut de notoriété au pèlerinage annuel qu'y effectue à la Pentecôte M. François Mitterrand - M. Jean-Claude Lapierre, l'interroge sur cette ouverture. M. Millon explique que c'est quand est fait que l'on doit donner, en faisant valoir que la future majorité, même avec plus de 40 % des voix et plus de quatre cents députés, aura besoin d'une large assise pour engager le nécessaire « redressement national ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Après un fait divers qui éblouit le maire

Huit élus de la municipalité de Nice se disent prêts à donner leur démission

NICE

de notre correspondant régional

Après l'arrestation du beau-fils du sénateur (apparenté RPR) et maire de Nice, M. Honoré Baillet, et de trois de ses complices, accusés du meurtre d'un restaurateur nigéris (le Monde du 25 février), huit élus, sur cinquante et un, de la majorité du conseil municipal, ont publié, jeudi 25 février, un communiqué commun, dans lequel ils se disent « prêts » à se démettre de leur mandat.

« Les derniers événements dramatiques qui viennent de frapper la ville de Nice, déclarent-ils, portent une nouvelle fois atteinte à la dignité et à l'image de notre cité. Considérant que Nice a besoin, aujourd'hui, de retrouver sa sérénité, (...) la seule solution qui s'impose est de retourner aux urnes. (...) Pour notre part, nous y sommes prêts. » Ce communiqué est signé de trois adjoints, MM. André Barthe (UDF-PSD), Michel Falicon et Jean Sassonne (RPR), et de cinq conseillers municipaux, MM. Jacques Bixio, Ghislain de Charnac et Jean-Pierre Nicod (RPR), Michel Lanteri et Robert Roux (UDF-PR). Dans le même temps, une trentaine d'autres élus ont publié, de leur côté, un communiqué de soutien à M. Baillet.

L'initiative prise par les « huit », dont le RPR paraît avoir été l'inspirateur, vise, manifestement, à faire pression sur le maire de Nice pour l'amener à donner sa démission et créer les conditions d'une élection partielle après les législatives. M. Rudy Salles, député (UDF-PR) et conseiller municipal, qui affronte, dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes, M. Jean-Marie Le Pen, s'est dit « révolté par le procédé ». M. Baillet, qui était attendu à Nice, vendredi, après des vacances en Tunisie, a indiqué qu'il avisait à son retour, tout en précisant qu'il ne voit pas « ce qu'on peut [lui] reprocher personnellement ».

GUY PORTE

3615 ELIR

LÉGISLATIVES

Ne votez pas les yeux fermés

3615 ELIR

MM. Kouchner et Fabius sous le signe du « big bang »

BAGNÈRES-DE-BIGORRE

(Hautes-Pyrénées) de notre envoyé spécial

L'initiative de M. Michel Rocard, proposant, il y a dix jours, la reconstitution de la gauche, a au moins cet effet que les socialistes ne font plus campagne en rasant les murs. Près d'un millier de personnes sont venues entendre, jeudi 25 février, à Bagnères-de-Bigorre, dans les Hautes-Pyrénées, MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, qui appuyaient la campagne du député (PS) sortant, M. Pierre Fargues. M. Kouchner, qui avait parcouru, auparavant, la circonscription voisine, visée par M. Jean Glavany, secrétaire d'État à l'enseignement technique, s'est félicité de la volonté affichée par M. Rocard de « changer d'ouverture d'esprit » pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Le ministre de l'action humanitaire n'a pas borné son propos au « big bang » annoncé par le maire de Conflans-Sainte-Honorine, mais

il s'y est attardé, en démontrant une conception des plus orthodoxes, du point de vue socialiste, de ce que peut être la « reconstitution ». « Dans ce pays, a-t-il expliqué en effet, rien ne se fait sans un parti fort. » Il n'a pas craint, pourtant, d'évoquer « l'union nationale » qu'en « écartant » de la politique, il juge parfois « nécessaire », mais c'était pour insister sur l'effet « fracassant » de l'initiative de M. Rocard. « Tout est à faire, a-t-il lancé. Il y a là un cadre, une ouverture, une proposition. C'est à nous de les saisir ».

M. Fabius s'est félicité, lui aussi, d'une démarche qui, à ses yeux, ne peut qu'être approuvée dès lors qu'elle « permet de renforcer, rénover, respecter ce que nous sommes et l'ensemble du camp du progrès ». Il lui paraît prématuré d'évoquer maintenant « les modalités, les dates », c'est-à-dire la mise en œuvre concrète de la rénovation, au sujet de laquelle il a réaffirmé qu'il fera des propositions « dès le second tour [des élections législatives] achevé ».

P. J.

Après les propositions de M. Rocard

La droite ironise sur le « mic-mac » et la « ratatouille »

La droite a critiqué une nouvelle fois, jeudi 25 février, le projet de reconstitution politique proposé par M. Michel Rocard dans son discours de Montlouis-sur-Loire.

M. Jacques Barrot, président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, s'est demandé si le « big bang », qualifié de « ratatouille politique » par M. Yves Galland (UDF), président du Parti radical, ne tourne pas au « mic-mac ». Les centristes, que M. Rocard avait présentés comme d'éventuels partenaires pour les socialistes, peuvent être « les pivots de l'alternance et non pas le jeu de la girouette de la reconstitution », a expliqué M. Barrot.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a expliqué que l'ancien premier ministre socialiste cherchait son intérêt et M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, a affirmé que le « big bang » est « une tempête dans un verre d'eau ». M. Michel Barnier, député (RPR) de la Savoie, a reproché aux écologistes et à M. Brice Lalonde, préoccupé, selon lui, par leurs relations avec le Parti socialiste, « de ne plus s'occuper d'écologie ». Le Parti communiste a également réitéré ses critiques. « Le fond de l'affaire, c'est l'alliance des socialistes avec les

portés de la droite », a déclaré M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

Au Parti socialiste, en revanche, le discours de M. Rocard a suscité un appel d'élus de la région parisienne initié par M. Patrick Sève, député du Val-de-Marne, ainsi que par MM. Jean-Marie Le Gonnec, Jean-Christophe Cambadélis, ancien député et député de Paris, et Jean-François Merle, maire de Chateaufort (Hautes-de-Seine), en faveur d'une « rénovation et d'un changement du parti d'Épinay ». Ces élus ont proposé de « prendre en charge concrètement la dynamique » créée par M. Rocard et demandé « la convocation d'un congrès anticipé de reconstruction ».

Dans une tribune publiée par l'hebdomadaire socialiste l'Émancipateur, Lionel Jospin écrit qu'accepter l'écologie « la gauche doit accepter une nouvelle métamorphose ». Enfin, M. Pierre Bérégovoy, lors d'une réunion publique à Clermont-Ferrand, a, une nouvelle fois, salué l'initiative de Michel Rocard, nous indique notre correspondant Jean-Pierre Rouger, tout en précisant expressément que « le Parti socialiste doit être le moteur de ce renouveau de la réflexion et de l'action ».

Mécontent des investitures de l'UPF

L'état-major UDF de Guyane entre en dissidence

CAYENNE

de notre correspondant

Cayenne est effilée. « Toute la Guyane en deuil pleure dans les rues Papa Yoval [le carnaval de Cayenne], le traditionnel, enterré après six week-ends de liesse populaire, sans entracte, est lancé par une bombe », a commenté un « Touloulou » paré-masqué en « diablasse », place des Palmistes, en apprenant la démission en bloc, le 17 février, de l'état-major de l'UPF guyanaise.

C'est l'investiture de l'UPF, accordée par les instances parisiennes à M. Serge Patient, député départemental de l'UDF, candidat dans la première circonscription, qui a mis le feu aux poudres. « Mécontents » de cette « manière antidémocratique de procéder », M. Yves Leclerc, président de la fédération départementale UDF de Guyane, et quatre membres de son bureau ont, tout simplement, claqué la porte de leur parti. Grande première dans le Landernau libéral local, on s'est livré à de grincants jeux de mots. L'UDF est ainsi réexpédiée « loin pour la débauche française » dans la lettre de démission des dirigeants rebelles.

Il y a plus grave. M. Patient, le député controversé du label UDF, va devoir affronter un candidat « sauvage » en la personne de

M. Roger Loupez, désigné par l'Union des forces libérales de Guyane (UFLG), la coalition locale des courants libéraux qui comprend, notamment, l'UDF. Le scénario est identique dans la deuxième circonscription, où M. Robert Euryelle, l'autre porte-drapeau de l'UFLG, va croquer le fer avec M. Léon Bertrand, maire (RPR) de Saint-Laurent-du-Maroni, investi par l'UPF. Membres tous deux de l'UDF, les deux candidats viennent, eux aussi, de quitter la confédération.

Un tel charivari ne peut que combler d'aise le Parti socialiste guyanais (PSG). Président aux destinées du conseil général, le PSG a récemment vu son étoile pâlir, mais l'actuel carnaval libéral peut lui redonner des couleurs.

EDMOND FRÉDÉRIC

Le RPR « s'engage » pour l'environnement

Pour présenter sa nouvelle « charte » environnementale, le RPR avait réuni à Paris, jeudi 25 février, une brochette d'anciens ministres de l'environnement et de députés particulièrement actifs sur le front « vert » : M. Robert Poujade, premier ministre de l'environnement (1971-1974) ; M. Alain Peyrefitte, ministre intérimaire de la culture et de l'environnement pendant trois mois (1974) ; M. Alain Carignon, ministre de la Coopération (1986-1988) ; M. Michel Péricard, qui n'a jamais été ministre, mais batailla pour sauver la forêt et le château de Saint-Germain-en-Laye contre l'autoroute A 14 ; M. Michel Barnier, le cadet, député d'une Savoie qui s'est vouée verte malgré les Jeux olympiques et auteur de « cent propositions » pour l'environnement.

Il revenait au délégué général chargé de l'environnement, M. Jacques Vernier, député européen et maire de Douai, de présenter « les sept engagements du RPR pour l'environnement », qui seront soumis le 7 mars prochain aux assises nationales du mouvement. Pour le RPR, donc, « l'environnement reste une priorité, même en période de crise ».

Agacés par la montée des écologistes

Les militants sont invités, par exemple, à « réfléchir au suréquipement », à économiser l'énergie, et à songer au rééquilibrage des transports en faveur du rail et de la voie d'eau. M. Vernier, élu du Nord, se prononce contre le doublement de l'autoroute A 1 et pour une « autoroute ferroviaire de Lille à Avignon ». Enfin, deux suggestions directement empruntées à l'entente des Écologistes : un service national pour la protection de l'environnement, d'une part, et une « fiscalité substitutive », d'autre part, consistant à « réduire la fiscalité pesant sur le travail » et à « l'accroître sur les pollueurs ».

Agacés par la montée des écologistes, les militants du RPR rappellent qu'ils ne les ont pas attendus pour voter les lois sur les parcs nationaux (1960), sur l'eau (1964), les déchets (1975) ou la protection de la nature (1976). Insistant pour que l'écologie à venir s'appuie sur la recherche scientifique, M. Poujade a eu cette formule au sujet de l'écologie politique : « Conscience sans science, c'est émoi et sympathie, mais il ne faut pas ériger une erreur en programme. » M. Michel Barnier a annoncé pour sa part l'intention des « quadras » du RPR de ne pas se laisser déborder en matière de protection de l'environnement. « Si les écologistes ne s'occupent plus de l'environnement, se-t-il dit, nous allons nous en occuper ».

R. C.

« M. Chirac veut « restaurer le pacte républicain ». - En visite dans le Val-d'Oise, où il était venu soutenir, jeudi 25 février, MM. Pierre Lellouche et Raymond Lamontagne, candidats aux législatives, M. Jacques Chirac a affirmé que la future majorité devra « restaurer le pacte républicain » dans les quartiers déshérités. Le président du RPR s'est prononcé pour « la recherche et l'expulsion systématique des immigrés clandestins », la réforme du code de la nationalité, le respect de la laïcité, la pénalisation de la polygamie et des mariages blancs.

« Le Mouvement des Réformateurs présente vingt et un candidats à Paris. - Le Mouvement des Réformateurs (MDR) présentera des candidats dans les vingt et une circonscriptions de la capitale, a annoncé, jeudi 25 février, M. Herbert Axelrad, président de la fédération de Paris de ce mouvement, qui ne veut pas « assister à une monnaie monocolore sur tous les aspects de la vie quotidienne des Parisiens ». Critiquant autant le RPR que le PS, il a fixé comme objectif à ses candidats d'obtenir environ 1 % dans chaque circonscription.

Le Monde
1981, pays : URSS, capitale : Moscou
1991, pays : CEI, capitale : 15...

Pour suivre un monde disloqué
CONSULTEZ
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

هكرا من الأصيل

محاضرات الأهل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Afin de protester contre le nouveau texte

Les juges d'instruction organisent une journée d'information sur le code de procédure pénale

A l'initiative de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), les juges d'instruction organisent, vendredi 26 février, une journée nationale d'information afin de protester contre le nouveau code de procédure pénale.

A la veille de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, les juges d'instruction souhaitent une nouvelle fois dire leur hostilité au nouveau code de procédure pénale. A Paris comme en province, ils devaient donc profiter de cette journée nationale d'information pour organiser des réunions, contacter les élus et diffuser un texte de vingt-sept pages rédigé par l'AFMI. « Nous sommes favorables à des réformes importantes permettant un véritable réajustement entre l'accusation et la défense, lit-on dans ce document. (...) Mais à l'issue d'une concertation incomplète et rapide, nous avons découvert un projet de loi inadmissible, flou et dangereux, qui risque de provoquer un développement incontrôlé des contentieux, une multiplication des risques de nullité, un allongement des procédures et, par voie de conséquence,

l'inefficacité de la justice pénale. » intitulé « Propositions pour une instruction rénovée », ce texte, qui détaille une à une les mesures qui entrent en vigueur le lundi 1^{er} mars, se situe clairement dans la perspective d'une révision de la nouvelle loi.

« Il s'agit à la fois d'un outil de travail et d'un instrument de débat », explique M. Jean-François Ricard, le président de l'AFMI. Nous demandons un texte clair et cohérent, ce qui n'est pas le cas de celui qui a été adopté par les parlementaires. »

A partir du 1^{er} mars, l'avocat aura accès au dossier de la première comparution de son client et il pourra consulter ce dossier à tout moment de la procédure. Pendant l'instruction, il aura le droit de faire des demandes d'audition, d'interrogatoire, de confrontation, d'expertise ou de contre-expertise et le juge d'instruction sera tenu de lui répondre dans un délai d'un mois par une ordonnance motivée et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation. Les magistrats de l'AFMI se félicitent de ce nouvel équilibre, mais ils se montrent mécontents : « Le juge d'instruction pourrait se voir submerger sous un flot de demandes incessantes et le nombre d'accusation être

encombré par le contentieux subsidiaire dans la mesure où le texte laisse la porte largement ouverte au dilatoire. »

Le renforcement des droits des gardés à vue suscite des jugements plus nuancés. L'AFMI se félicite de voir reconnu le droit de faire prévenir sa famille et approuve les nouvelles dispositions sur les examens médicaux, mais elle se montre extrêmement réticente au sujet de la présence de l'avocat en garde à vue. « Le garant naturel et constitutionnel des libertés est le magistrat », note le texte. Ce rôle est renforcé dans la réforme par l'obligation pour le ministère public et le juge d'instruction de contrôler les gardés à vue et par l'obligation de se faire présenter la personne sans décision spécialement motivée avant toute autorisation de prolongation. Quant aux mesures sur la détention, elles sont vigoureusement critiquées. Aux yeux de l'AFMI, le principe de la séparation entre les fonctions judiciaires et les fonctions d'enquête qui a conduit les parlementaires à confier les décisions de mise en détention à un juge naitre que le juge d'instruction est ébranlé : « Les décisions de mises en détention doivent impérativement rester étroitement liées aux nécessités de l'information », affirment-ils.

pas extensibles. Au tribunal de Paris, la présidence du tribunal de grande instance a ainsi décidé d'aménager au fond de la première galerie d'instruction un espace qui sera désormais réservé aux juges délégués chargés de la mise en détention, mais les débats sont si courts que les travaux n'ont pas encore commencé.

Lundi, les juges délégués siègeront donc dans des bureaux réquisitionnés ces dernières semaines : une salle de l'instruction où se déroulaient jusqu'alors certaines confrontations et un bureau de la galerie Saint-Eloi qui était occupé par des fonctionnaires du palais de justice.

Quant à la désignation des juges délégués, elle a souvent suscité de rudes débats. Au terme d'une assemblée générale des juges du siège du tribunal de Paris, la présidente, M^{me} Jacqueline Cochard, a ainsi bousculé les habitudes en choisissant de confier les fonctions de juge délégué chargé de la mise en détention aux premiers juges d'instruction, aux vice-présidents et aux premiers juges civils. « Les juges correctionnels ont été écartés de ces fonctions car ils pourraient être amenés à juger l'affaire au fond, ce qui serait contraire aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme », note M. Emmanuel de Givry, vice-président du tribunal de Paris. Du coup, certaines mises en détention seront confiées à des juges civils. Dans un palais de justice comme celui de Paris, où la spécialisation des juges est assez poussée, une telle nouveauté n'allait pas de soi, mais, à la lumière de l'expérience, ces regards nouveaux se révéleront peut-être

ANNE CHEMIN

Problèmes d'intendance

Mais à la veille de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, les magistrats sont plus préoccupés par les problèmes d'intendance que par les débats sur le bien-fondé de la nouvelle loi. Il ne reste plus que quelques jours pour organiser des permanences, désigner des juges délégués et créer de nouveaux locaux dans des tribunaux qui ne

L'affaire Botton

Patrick Poivre d'Arvor a été entendu à nouveau par le magistrat instructeur

Patrick Poivre d'Arvor a été entendu à nouveau, jeudi 25 février, pendant plus de quatre heures, par M. Philippe Courroye, chargé, à Lyon, d'instruire le dossier de l'affaire Pierre Botton. Inculpé, le 5 février, de « racisme d'abus de biens sociaux », le journaliste de TF 1 avait été placé, cinq jours plus tard, sous contrôle judiciaire, la mesure étant assortie du versement d'une caution de 150 000 F et de l'interdiction de rencontrer l'épouse du principal protagoniste, M^{me} Anne-Valérie Botton (le Monde daté 7-8 février).

LYON

Cité plus de vingt fois dans le rapport de l'administration fiscale constitué à partir des déclarations de M. Botton, Patrick Poivre d'Arvor avait été convoqué une première fois par le magistrat, le 22 décembre 1992, à titre de témoin. Trois semaines plus tard, au cours d'un nouvel interrogatoire, l'homme d'affaires lyonnais, ancien directeur de campagne du maire de Lyon, inculpé et incarcéré depuis le 14 novembre, avait mis en cause de manière plus précise le présentateur-vedette : il chiffrait à environ 2 millions de francs les voyages et les séjours qu'il avait offerts au journaliste, sur plusieurs années, en puisant dans les fonds

« La Cour de cassation protège le droit à l'image des handicapés mentaux. » La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par M. François Grégoire, a estimé, dans un arrêt rendu mercredi 24 février, que filmer des handicapés mentaux « dans l'intimité de leur existence quotidienne à l'intérieur des établissements où ils vivent », sans autorisation du juge des tutelles, constituait une atteinte illicite à l'intimité de leur vie privée. Les magistrats rejettent ainsi le pourvoi de M. Luc Hoyer, cinéaste toulousain, auteur du film « De l'autre côté de la porte », dont le juge des référés avait interdit la diffusion sur la SEPT et FR3 en 1990.

JEAN-PIERRE ROUGER

Au parquet de Paris

Attention peinture fraîche

Depuis l'adoption du nouveau code de procédure pénale, le procureur de Paris et ses collaborateurs n'ont guère eu le temps de souffler. « Ce texte exige un investissement important de la part des magistrats du ministère public, déclare le procureur de la République, M. Bruno Cottu. Il a donc fallu rédiger de nouvelles instructions, établir une liste de médecins pour la garde à vue, repenser le système des permanences, organiser des réunions avec le bureau et les nombreux services de police judiciaire qui travaillent à Paris, et aménager non loin du dépôt des locaux où se dérouleront les mises en examen. Et tout cela en deux mois ! »

En matière de garde à vue, les exigences du nouveau texte, qui doivent être respectées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ont entraîné le parquet de Paris à réorganiser le système des permanences. En plus des quatre magistrats qui veillent déjà toutes les nuits à leur domicile ou au palais de justice, un cinquième se consacrera désormais uniquement aux gardes à vue. Doté d'un téléphone et d'un fax portables ainsi que d'un dossier de permanence, il répondra de 20 heures à 6 heures du matin aux officiers de police judiciaire qui le solliciteront. « Il pourra s'installer chez lui ou au tribunal,

précise M. Cottu. Nous avons installé un lit, un téléphone, et une ligne pour le fax dans une grande salle de réunion. Nous avons malheureusement du mal à évaluer le nombre d'appels qui pourront être adressés au parquet, mais il faut tout de même rappeler qu'il y a tous les ans 43 000 gardes à vue à Paris. »

Les mises en examen qui succéderont, dès lundi, à la détermination inculperont donneront, elles aussi, du travail supplémentaire aux magistrats du parquet. Lorsque des personnes seront déférées devant eux, les substituts devront désormais les recevoir, les informer individuellement et verbalement du contenu de leurs réquisitions et contacter un avocat en téléphonant à son cabinet ou au bureau avant de transmettre le dossier aux cabinets d'instruction. Pour accomplir ces nouvelles tâches, le parquet de Paris avait besoin de bureaux : il a donc échangé des locaux qui se trouvaient près de la Sainte-Chapelle contre une salle de réunion qui avait l'avantage d'être située à deux pas du dépôt. Cinq boxes réservés aux mises en examen seront achevées ce week-end : la peinture y est encore fraîche et les lignes téléphoniques viennent tout juste d'être installées.

A. C.

A la cour d'appel de Riom

Réduction de la peine infligée à trois mutins de la prison de Moulins-Yzeure

CLERMONT-FERRAND

La condamnation de trois détenus, considérés comme les principaux auteurs de la mutinerie des 8 et 9 septembre 1992 à la maison centrale de Moulins-Yzeure (Allier), a été réduite à quatre ans d'emprisonnement par la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) qui a rendu son arrêt jeudi 25 février. Thierry Georgenthum, Didier Cané, Azzedine Bouragba, prévenus de séquestration et de violence volontaire, à l'aide ou sous la menace d'une arme, avaient été condamnés à la peine maximale, soit cinq ans d'emprisonnement, le 22 octobre, par le tribunal de grande instance de Moulins.

La mutinerie des 8 et 9 septembre dernier à la centrale de Moulins-Yzeure (Allier) faisait suite à une grève nationale des surveillants de prison (le Monde du 10 et du 11 septembre 1992). Lors de l'audience d'examen de l'appel, le 4 février, Thierry Georgenthum n'avait pas craint, de revendiquer

la révolte au cours de laquelle vingt surveillants et trois civils avaient été pris en otage. Cet ancien sapeur pompier professionnel, militant de la branche intérieure de l'Alliance des prisonniers en lutte (APL) et qui purgait une longue peine de réclusion criminelle, avait dit et écrit qu'il est facile de condamner une révolte sans en rechercher les causes. L'une d'elles résidait, à ses yeux, dans les agissements d'une poignée de surveillants, « dix, pas plus, qui, au lendemain de leur grève du mois d'août, [avaient] résolu d'adopter une attitude revancharde à l'égard des détenus. »

Dans ses attendus, la cour d'appel accorde des « circonstances atténuantes légères » aux trois hommes en précisant que les faits ont paru, « ne sembler que pour partie, en relation avec des mouvements de revendication des agents de l'administration pénitentiaire qui ont eu pour effet de restreindre certaines des prérogatives des condamnés. »

Le procès des « Britanniques de Perrache »

Les douaniers innocentés les trafiquants condamnés

LYON

de notre bureau régional

Les juges de la 6^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon n'ont pas d'états d'âme. Dans le jugement qu'ils ont rendu, jeudi 25 février, dans l'affaire des « Britanniques de Perrache », les « bons » et les « méchants » sont clairement identifiés. Les « bons », ce sont, bien sûr, les douaniers, dont les méthodes, à l'occasion de l'arrestation le 6 juin 1990 de ces cinq Britanniques transportant plus d'une tonne de haschich importé du Maroc, avaient pourtant été sérieusement contestées au cours des trois journées d'audience consacrées à cette affaire (le Monde du 30 janvier).

Poursuivis par trois des trafiquants pour le délit de destruction de preuves en vue d'enrayer le fonctionnement de la justice, MM. Jean-Pierre Cazé, contrôleur divisionnaire à l'antenne lyonnaise de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) et Michel Ribaut, patron de l'échelon de Lyon de ce service, qui avaient largement contribué à « plonger » les trafiquants, sont totalement blanchis. La preuve du délit n'est constituée ni de manières matérielles ni de manières intentionnelles, ont conclu les magistrats, qui condamnent les plaignants à 1 franc de dommages et intérêts.

Les Britanniques, arrêtés le 6 juin 1990 dans le quartier Perrache, sont reconnus coupables d'avoir acquis, transporté

et déterré 1 058 kilos de résine de cannabis, ils se voient infliger des peines plus élevées que celles réclamées par le représentant du ministère public : James O'Dee, quarante-sept ans, marchand de tableaux à Amsterdam, est condamné à quatorze ans d'emprisonnement, dont deux seulement assortis du sursis ; Michael Cook, quarante-trois ans, Alan Morgan, trente-neuf ans, et Terence Stuart, cinquante ans, le sont à douze années, le premier bénéficiant d'un sursis de trois ans, les deux autres de quatre.

Mandat d'arrêt

Le cinquième prévenu, convoyeur du camping-car, Jeffrey Thurgood, qui comparait sans libération, s'en tire avec cinq ans de prison dont quatre avec sursis. Tous font l'objet d'une mesure d'interdiction définitive de séjour sur le territoire français et devront payer, solidairement, plus de trente-sept millions de francs à l'administration des douanes.

Enfin le tribunal a prononcé par défaut, des peines de vingt ans d'emprisonnement contre les deux trafiquants - Achmedekader Rafik, « l'intermédiaire marocain », et Michael Green, « l'homme aux cheveux blancs » - qui ont réussi à disperser le matériel - ou à cause ? - de l'opération « Gishale ». Il a été délivré un mandat d'arrêt à leur encontre.

B. E.

A Nancy

Deux médecins et un interne inculpés à la suite du décès d'un patient

Deux affaires ont mis les milieux médicaux nancéens sur la sellette. Dans la première, deux médecins ainsi qu'un interne ont été inculpés après le décès d'un patient. Dans la seconde, une plainte pour homicide volontaire a été déposée suite à une bevrou médicale remontant à 1977.

NANCY

de notre correspondante

La première affaire concerne un octogénaire admis en avril 1991 au CHU de Nancy-Brabois. L'homme, qui avait été hospitalisé pour douleurs abdominales avec suspicion d'ulcère, devait décider trois jours plus tard d'une perforation d'ulcère gastrique non décelée. Le lendemain de son admission à l'hôpital, le patient s'était plaint de douleurs de plus en plus vives à l'estomac. Une radio avait été pratiquée à la demande de l'interniste de permanence, mais seul un radiologue expérimenté aurait pu lire sur la radio la présence de gaz échappés dans l'abdomen suite à la perforation de l'ulcère gastrique.

Selon les conclusions de l'enquête, aucun expert en radiologie ne se serait penché sur les documents. « Le diagnostic établi par les médecins nous semble provenir d'une erreur d'interprétation des signes cliniques et des radios », ont noté les experts, qui ont conclu à l'erreur de diagnostic. Sur cette base, le juge d'instruction nancéen, M^{me} Béatrice Imassi, a inculpé trois personnes pour homicide involontaire, le professeur Marc Bigard, le docteur Christine Gautier-Percebois, et l'interne Valérie Bas.

Dans la deuxième affaire, c'est un oubli qui a coûté la vie à un retraité. En juillet 1991, ce dernier, qui se plaignait de douleurs dans le dos et d'une extrême fatigue, va consulter un stomatologue car il a en outre perdu tout appétit. En quelques jours, sans qu'on sache pourquoi, le patient a perdu plusieurs kilos. Au scanner, le spécialiste détecte un tumeur, c'est-à-dire une masse textile d'origine indéterminée. Celle-ci se trouve à hauteur du foie, dont elle a approximativement la taille. Durant l'été 1991, le patient passe trois fois sur la table d'opéra-

tion. Les chirurgiens ont extrait de l'abdomen du malade un champ opératoire (compresse stérile), oublié là quatorze ans plus tôt, au cours d'une intervention qui consistait dans l'ablation de la vésicule biliaire. Au fil des années, ce corps étranger avait été quasiment assimilé par l'organisme. Les tissus s'étaient développés autour de lui.

En dépit de ces interventions, le malade succomba le 11 novembre 1991. Sur son lit de mort, le patient, qui connaissait l'origine de son mal, a fait promettre à son épouse et à son fils d'engager des poursuites contre ceux qui, en 1977, l'avaient opéré, et étaient à l'origine de cet oubli. La veuve du malade et son fils ont donc déposé plainte pour homicide involontaire avec constitution de partie civile, « pas par vengeance, mais pour respecter la volonté du défunt et pour protéger d'autres malades », expliquait M^{me} Wisniewski, avocate de la partie civile. Cette affaire est également instruite par M^{me} Béatrice Imassi.

MONIQUE RUAUX

Quatre dirigeants d'Action directe sont renvoyés devant la cour d'assises spéciale de Paris. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, jeudi 25 février, quatre dirigeants d'Action directe - Joëlle Aubron, Nathalie Menigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani - devant la cour d'assises spéciale de Paris, notamment pour l'assassinat, le 25 janvier 1985, de l'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la Défense, tué devant son domicile lors d'une opération qui avait été revendiquée par Action directe. Deux tentatives d'assassinat, visant le contrôleur général des armées Henri Blandin, en juin 1985, et le vice-président du CNRP, Guy Bana, en avril 1986, sont aussi reprochées aux quatre accusés. Interpellés en février 1987, ceux-ci avaient déjà été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises spéciale de Paris, le 14 janvier 1988, pour avoir assassiné, en novembre 1986, le PDG de la régie Renault Georges Besse (le Monde du 17 janvier 1989).

BERNARD ELIE

SOCIÉTÉ

Le développement des droits de l'enfant en France

- La fonction de juge aux affaires familiales sera instaurée en février 1994
- L'accouchement « sous X... » ne sera plus « anonyme »

Un rapport de cinq experts proposant des aménagements de la législation française pour le rendre plus conforme à la Convention internationale des droits de l'enfant a été présenté, jeudi 25 février, par M. Laurent Cothala, secrétaire d'État à la famille et aux personnes âgées. Ce rapport, publié à la Documentation française, traite plus précisément des relations de l'enfant avec sa famille, de l'aménagement d'une pré-majorité, de l'audition de l'enfant en justice et de la protection sociale du mineur. Il met en parallèle ses propositions et la récente loi, modifiant le code civil, sur la filiation et l'institution d'un juge aux affaires familiales, publiée au Journal officiel du 9 janvier 1993. Le rapport souligne les avancées apportées par cette dernière, tout en conseillant d'aller plus loin en faveur de l'enfant sur certains points comme l'accouchement secret.

Lors de l'examen de la loi sur la filiation et l'établissement d'un juge aux affaires familiales, les parlementaires avaient longuement discuté de l'opportunité d'introduire un amendement sur l'accouchement anonyme ou secret. Les législateurs ont finalement voté un texte (article 341-1) prévoyant que, « lors de l'accouchement, la mère peut demander que le secret de son admission et de son identité soit préservé ». Les objections avaient porté sur les conséquences psychologiques, chez les enfants adoptés, de l'absence d'information sur leurs origines et les circonstances de leur abandon. Les parlementaires récents et le gouvernement ont finalement estimé que le secret n'est pas anonyme et que la levée d'un secret peut toujours s'organiser quand la nécessité en devient évidente. Aujourd'hui, dans leur rapport, les experts demandent que l'on fasse en

sorte qu'il subsiste des traces de la filiation et qu'une loi vienne organiser la levée de ce secret quand l'intérêt de l'enfant l'exige.

Les experts approuvent le fait que cette loi, dense par le nombre de sujets traités, mette sur un pied d'égalité les couples mariés, divorcés, séparés ou vivant en concubinage en matière d'autorité parentale. Ainsi, elle maintient le principe, déjà établi dans un couple marié, de l'exercice conjoint de l'autorité parentale lors du divorce : l'article 287 du code civil sur les conséquences du divorce dit désormais que l'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents. Si l'intérêt de l'enfant le commande, le juge peut toutefois confier cette autorité à l'un des parents. De même, le juge statue en cas de désaccord sur le lieu de résidence habituel de l'enfant.

L'autorité parentale conjointe

Dans le cas de couples non mariés, l'autorité parentale s'exerce conjointement par le père et la mère s'ils ont tous deux reconnu l'enfant avant l'âge d'un an et s'ils vivaient ensemble au moment de la reconnaissance commune ou de la deuxième reconnaissance lorsqu'elle a été faite séparément. Une fois passé l'âge d'un an pour l'enfant, les parents peuvent encore partager l'autorité parentale en faisant une déclaration conjointe auprès du juge aux affaires familiales. En tout état de cause, ce juge peut, à la demande d'un des parents ou du ministère public, modifier les conditions de l'exercice de l'autorité parentale. De même, en cas de désaccord entre les parents concubins, il décide du lieu de résidence de l'enfant et fixe les contributions du parent non gardien à son entretien et à son éducation. Il a également le pouvoir de fixer un droit de visite et d'hébergement.

Comme l'incite la convention internationale des droits de l'enfant, le nouveau texte de loi élargit l'audition des mineurs dans les affaires civiles qui les concernent. Prévue à l'âge de treize ans dans la législation actuelle, cette audition n'est plus soumise à l'âge mais à la capacité de

discernement. Le juge peut, s'il l'estime nécessaire, demander à rencontrer l'enfant à partir du moment où il le croit capable de discernement. Le mineur, quant à lui, a le droit de demander à être entendu seul, avec un avocat ou une personne de son choix.

Mais cette audition ne lui confère pas la qualité de partie. Le juge peut refuser cette rencontre avec le mineur. Ce refus doit alors être spécialement motivé. De même, si le mineur choisit d'être accompagné par une personne qui n'appartient pas confondu à son intérêt, le juge peut procéder à la désignation d'une autre personne. Le législateur n'a pas voulu, contrairement à ce qu'auraient souhaité certains barreaux, donner l'exclusivité de l'accompagnement aux hommes de loi, pour garder justement le caractère non décisi de la rencontre entre le juge et le mineur. Il peut toutefois arriver que l'intérêt de l'enfant nécessite la présence d'un avocat. L'enfant bénéficie dans ce cas de l'assistance judiciaire.

Mais, la grande nouveauté de la loi du 8 janvier 1993 appartient au regroupement de l'essentiel du contenu familial entre les mains d'un nouveau juge, le juge aux affaires familiales. Ce juge, qui, au sein du tribunal de grande instance, se substitue au juge aux affaires matrimoniales, reprend certaines compétences qui sont éparpillées entre le tribunal de grande instance, celui d'instance, le juge des tutelles, le juge des enfants et le procureur de la République.

Rapidité et efficacité

Actuellement (et jusqu'à la mise en application de la loi, prévue pour le 10 février 1994), plusieurs juges peuvent, par exemple, intervenir auprès d'un couple qui ne s'entend pas mais ne veut pas divorcer : il s'agit du juge des tutelles pour l'exercice de l'autorité parentale, du juge d'instance pour la contribution aux charges du mariage, du président du tribunal de grande instance, s'il y a « mise en péril des intérêts de la famille », et du juge des enfants au titre de l'assistance éducative. Si,

finalment, le couple décide de divorcer, sa requête est déposée devant le juge aux affaires matrimoniales, qui ignore ce qui s'est passé avant!

Avec la nouvelle loi, ce genre de dossier sera traité par le même juge — le juge aux affaires familiales — ce qui devrait amener plus de clarté, de rapidité et d'efficacité dans le règlement des conflits. Ce juge est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts de l'enfant mineur. Il a la compétence pour prononcer seul les divorces, quelle qu'en soit la cause (consentement mutuel, divorce pour faute, abandon de vie commune). Mais, s'il l'estime nécessaire ou si l'une des parties le demande, il renverra l'affaire devant une audience collégiale. Il règle les conflits d'après divorce touchant aux pensions alimentaires, à la garde des enfants, à l'exercice de l'autorité parentale. En revanche, les litiges sur la liquidation de la communauté et des régimes matrimoniaux ne sont pas de son ressort.

En règle générale, le juge aux affaires familiales aura à connaître des actions liées à l'obligation alimentaire (due par les enfants à leurs parents), à la contribution des ménages, à l'obligation d'entretien des enfants, à l'exercice de l'autorité parentale (quand il y a conflit entre parents sur une décision importante à prendre), à la modification du nom de l'enfant et aux présumptions. Il peut également intervenir sur les relations entre enfants et grands-parents et peut confier la tutelle d'un enfant à un tiers.

Le juge aux affaires familiales n'intervient pas pour autant dans tous les litiges qui intéressent les familles. A titre d'exemple, les actions relatives à la filiation (legitime, naturelle et adoptive) demeurent de la compétence du tribunal de grande instance.

Les experts sollicités par M. Cothala se sont longuement concertés sur la pré-majorité, et notamment la liberté contractuelle. Le concept rencontre beaucoup de réticences en France, mais devrait faire l'objet de débats futurs.

CHRISTIANE CHOMBEAU

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

DIMANCHE dernier, on regardait la BBC avec un copain, prof dans un collège de province. Il n'y avait que pour les gosses accusés du meurtre d'un petit bonhomme de deux ans kidnappé dans un grand magasin à Liverpool... Si c'est pas malheureux, quand même! C'est la faute à qui? A quoi? On pédalait dans les clichés : la société, le chômage, les foyers désunis, la violence à la télé...

Alors, lui : La télé a bon goût! Moi, les parents, je t'anne pour qu'ils obligent leurs gosses à la regarder, histoire de les empêcher de cette saleté de jeux vidéo. Déjà qu'il ne savent ni lire ni écrire, ils ne pourront bientôt plus s'exprimer autrement que par onomatopées. Ah, crack, boom, fermés au monde, un monde menacé par les extra-terrestres qui scrollent un max sur leur portable. Dès que mon cours les berbe, le Gameboy, ils le plantent sous la table et vas-y, shoot them up, beat them up, que la force soit avec toi! Si seulement ils pouvaient tomber, la bave aux lèvres, en crise d'épilepsie, ça leur ferait les pieds!

Irrel, peut-être, déréalisant sûrement! Là, vous l'aurez deviné, c'est pas moi qui parle, c'est une psychologue, Liliane Lurcat, directrice de recherche au CNRS et disciple d'Henri Wallon, ministre de l'enseignement, au lendemain de la guerre, que j'ai appelée en consultation.

Il e raison, ton ami enseignant, en l'occurrence l'écran vidéo est beaucoup plus captivant que celui de la télé. Il te prend la tête et les mains, et ne te lâche plus. Impossible de zapper. Question de vie ou de mort. Tu dois tuer, tuer, tuer pour ne pas être bousillé à ton tour.

Oui, ben, justement, ça exige un énorme effort de concentration, non?

Non. L'enfant n'est pas concentré, il est absorbé, prisonnier d'un système qui lui est imposé, soumis à une stimulation continue et accélérée. On ne lui demande pas de réfléchir, on lui demande de réagir. Il ne s'agit pas d'actes volontaires, mais d'actes réflexes. Des réflexes conditionnés. Je ne vois pas l'intérêt!

Parait que ce les initie à l'informatique.

Tu rigoles? L'ordinateur,

Vidéo drogue



Remarque, c'est vrai, l'envahisseur est arrivé. Il s'appelle Sega ou Nintendo, encore un coup des Japs, mais de là à penser que nos gosses soient des drogués de la console, deux ménages sur trois seulement en sont équipés, il y a quand même une marge.

L'énorme marge bénéficiaire des fabricants qui se sont résignés à mettre en garde leurs clients : l'abus des jeux vidéo est préjudiciable à la santé!

Du coup, je me suis plongée dans Joypad, le meg des consoles, pour voir un peu ce qu'on propose, en français de cours de récré, aux dingués de la gâchette, qui devront assurer comme des fous pour venir à bout de milliards de vaisseaux et de monstres mardiques dans un univers post-apocalyptique, je cite. Dans la série « je suis un héros », le bute tous les méchants, je délivre le prince prisonnier d'un salopard de première, les Galaxy Gayman, les Dirk et autres robots métalliques style Goldorak ne sont jamais que des personnages de dessins animés docteur.

Bugs Bunny, Astérix, Tom et Jerry et même Minnie enchaînée par Mickey des griffes d'une vilaine sorcière, ils sont d'ailleurs tous là. Quant à Mario, le petit vendeur de pizzas, superstar des jeux vidéo, il est plutôt sympa. Je les ai vus sautiller sur les écrans de mes petits-fils. Pas de quoi fouetter un chat! On nage dans l'irrel et le plus total.

ou, pas la console. Ça n'est pas en tapotant sur trois touches en caoutchouc que tu apprendras à te servir d'un Macintosh.

Et les jeux sportifs, devenez champion de golf, de tennis, ou pilote de chasse, qu'est-ce que tu en fais?

Elle les met dans le même panier que les autres, marqués d'une étiquette : attention, danger! C'est vrai, c'est trop facile. Les gosses, on leur dit : pas la peine de faire Maths Sup, Maths Spé et tout ce qui s'ensuit pour être aux commandes d'un F-15. Suffit d'allumer sa console.

Dans les années 70, les Américains ont équipé leurs classes de machines à apprendre. L'ennui, c'est qu'ils n'ont pas le B A BA, les rudiments de la connaissance, l'ordinateur.

Et, devant la chute spectaculaire des résultats scolaires, aux États-Unis on les a balancés. La technologie ne remplacera jamais les automatismes acquis pendant l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.

C'est là-dessus qu'a été fondée l'école de la République. Il aurait peut-être temps de s'en souvenir. Ou de l'oublier carrément. En essayant de se persuader que nos gosses sont des mutants ouverts au Mega CD et au Super NES, qui s'amuseront peut-être un jour à lancer un Tarteuf clignotant sur les traces d'une Bérénice de synthèse.

ÉDUCATION

A Paris

La Lyonnaise des eaux est associée à l'aménagement du campus universitaire de Jussieu

Inachevé depuis vingt-cinq ans, le campus parisien de Jussieu — l'ancienne Halle aux vins — qui accueillait dans les deux universités Paris-VI et Paris-VII quelque 70 000 étudiants, devrait faire l'objet, dans les années à venir, d'un plan de réaménagement global.

Déjà le 14 décembre dernier, M. Jack Lang avait présenté, en dépit des controverses, les résultats du concours d'architecture destiné à doter Jussieu des deux bibliothèques de lettres et de sciences qui font cruellement défaut depuis un quart de siècle (le Monde du 16 décembre). Cette opération, confiée à l'architecte Rem Koolhaas, devrait être achevée en 1996. De façon complémentaire, l'architecte Jean Nouvel a été chargé de réfléchir à l'aménagement de l'espace qui sépare le campus de Jussieu de l'Institut du monde arabe.

Jeudi 24 février, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a franchi un pas supplémentaire en rendant public l'accord de collaboration qui vient d'être conclu entre les deux universités Paris-VI et Paris-VII, l'Institut de géophysique du globe, l'Etat et la Ville de Paris. Cet accord est destiné à associer l'ensemble des partenaires concernés à la transfor-

mation progressive du campus. Il s'agit tout d'abord d'y implanter de nouveaux équipements (centre de conférences et de congrès, projet de résidence pour étudiants européens, bibliothèque, restauration, équipements sportifs...). Le second objectif consiste à mieux organiser les liaisons du campus avec le quartier : circulations piétonnes et automobile, réaménagement de la station de métro Jussieu, projets concernant le quai Saint-Bernard, mais également rénovation de services techniques lourds (chauffage urbain, câble, nettoyage, sécurité, etc.).

L'originalité de cet accord réside du dispositif de pilotage mis en place. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité du dossier, l'Etat, la Ville et les universités ont décidé de confier à l'Européenne de développement et d'aménagement — une filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez — la définition et le suivi du « programme d'études préopératoires » destiné à tracer, d'ici un an, une sorte de schéma directeur d'aménagement à long terme.

Les services techniques habituels du ministère de l'éducation nationale ou de la Ville de Paris se trouvent donc mis à l'écart.

FAITS DIVERS

o Cambriolage dans les locaux du CNTS des Ulls (Essonne). — Un cambriolage a été commis, dans la nuit de mercredi 24 au jeudi 25 février, dans les locaux du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) aux Ulls (Essonne). Selon le gardien, qui a donné l'alerte, trois cambrioleurs se sont introduits dans le centre à l'aide de fausses clés et de fausses cartes magnétiques. Ils se sont emparés d'une somme de 7 000 F, de matériel hi-fi et de cassettes audio avant de prendre la fuite. Aucun document administratif n'a été dérobé, a précisé la direction par intérim du centre.

o Incendie d'un local de police en Seine-Saint-Denis. — Un véhicule en feu a été envoyé, dans la nuit de mercredi 24 à jeudi 25 février, contre la façade d'un local utilisé par les policiers de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Inoccupé au moment des faits, ce local prêt par la municipalité accueillait épisodiquement les flottes du quartier de Champy. Le maire (RPR) de la ville, M. François Richard, a déclaré qu'elle réclame des renforts de police « depuis dix ans, en vain, quels que soient les gouvernements qui se sont succédés ».

ENVIRONNEMENT

Dans le sud de la France

Quatre nouveaux sites classés

Le ministère de l'environnement vient de prendre quatre décrets de classement de sites « remarquables ». Le premier concerne le cirque des collines de Collioure (Pyrénées-Orientales), qui n'était qu'inscrit au titre des sites depuis 1945. Les trois autres protègent les abords de monuments prestigieux : le Pont-du-Gard, classé monument historique par Prosper Mérimée au siècle dernier, mais menacé par des projets d'aménagement; la ville d'Aigues-Mortes, environnée d'étangs et de salines très convoitées, et en particulier l'étang de la Ville; et, enfin, la ville de Carcassonne, dont le site, inscrit depuis 1943, doit être totalement protégé pour préserver son cadre paysager.

o L'Italie, interdite aux pétroliers de passer dans le détroit de Bonifacio. — Se ralliant à la décision française, prise le 15 février, d'interdire le passage des pétroliers et autres navires dangereux dans les bouches de Bonifacio, entre la Corse et la Sardaigne, le gouvernement italien a décidé, jeudi 25 février, d'interdire à son tour le passage des navires à risque dans le détroit. Les trois quarts des navires qui se présentent dans le détroit battent pavillon italien.

REPÈRES

DROITS DE L'HOMME

Un « passeport européen » contre le racisme

M. Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, a présenté, jeudi 25 février, le « passeport européen contre le racisme », que l'on peut se procurer aux sièges des associations antiracistes et de défense des droits de l'homme. Ce document de seize pages rappelle ce qu'est un acte raciste selon la loi française, donne des adresses utiles et indique la marche à suivre si l'on est victime ou témoin de violences racistes.

Présenté le jour de la remise au gouvernement du rapport de la commission consultative des droits de l'homme sur le racisme (le Monde du 26 février), cette initiative, selon M. Mitterrand, est pour France-Libertés « le premier acte européen de solidarité sociale et un acte de tolérance » au moment où s'ouvrent les frontières de l'Europe.

NUCLÉAIRE

Deux cents kilos d'uranium disparaissent en Lituanie

En procédant à l'inventaire annuel du combustible non utilisé, les contrôleurs de la centrale nucléaire d'Ignalina (Lituanie) ont découvert qu'il y manquait 200 kilos d'uranium. L'installation, destinée à l'alimentation des quatre réacteurs de type RBMK de la centrale, est la plus ancienne de Lituanie. Les employés de la centrale estiment que le conteneur n'a pu être volé que par des gens connaissant parfaitement le site. Outre l'uranium auraient également disparu 40 à 50 kilos de plutonium, élément radioactif plus « intéressant » car relativement facile à vendre, par exemple à des hôpitaux.

Les experts suédois qui aident à la modernisation de la centrale sont « étonnés » que sa direction n'ait pu, jeudi 25 février, ni confirmer ni démentir la disparition du combustible. — (Corresp.)

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A L'ÎLE MAURICE pour deux personnes avec Jet-tours

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

مكتبة الشامل

CULTURE

CINÉMA

De toutes les Chines Les cinéastes chinois contournent les barrières politiques

Regain d'intérêt pour les cinéastes chinois sur le territoire français : à quelques jours d'écarter, pas moins de quatre manifestations se penchent sur les films en provenance « des Chinois » - celle de Pékin, Taiwan, Hong Kong, sans oublier la diaspora. Le neuvième Festival du film chinois se tient à Montpellier jusqu'au 28 février; les « Nouvelles Chines » présentent au Musée du Jeu de paume, jusqu'au 14 mars, documentaires pékinois, cantonnais ou taiwanais, nouveaux essais sino-américains, et le très indépendant *Mama*, de Zhang Yuan; également à Paris, « Ciné-Chine » propose du 10 au 23 mars, au cinéma Utopia, quelques inédits, avant le programme de treize films chinois, de 1932 à 1990, sélectionnés par le Festival de films de femmes à Créteil, et qui doit être repris à l'Estérop en avril.

Le dénominateur commun entre ces manifestations est l'essor des relations entre les différents centres, au moment où la puissance économique de Hongkong et de Taiwan pénètre en Chine continentale, drainant un flot d'idées libérales - pas toujours bien comprises ni acceptées du côté de Pékin, malgré son pragmatisme économique.

Le cinéma chinois (continental) rae dans les brancards encore solides des autorités de Pékin, qui ne voient pas toujours d'un bon œil le succès de certains de leurs cinéastes à l'étranger, même s'ils en nourrissent une secrète satisfaction nationale. A preuve, le blocage récent du nouveau film du réalisateur du *Vol des chèvres*, Tian Zhuang Zhuang, le *Cerf-volant bleu* : son scénario aurait été très sensiblement modifié pendant le tournage, au grand dam des censeurs. De même *Un matin couleur*

de sang, de la réalisatrice Li Shaohong, apprécié dans de nombreux festivals étrangers, n'est toujours pas sorti en Chine, pas plus que *la Vie sur un fil*, de Chen Kaige. Au contraire, du côté de Taiwan, la rigueur des autorités s'assouplit quelque peu. Ainsi *Cinq Filles et une corde*, sorti en France l'an dernier, production insulaire mais tournée sur le continent avec une actrice du cru, a finalement été montré à Taipei, grâce à la ténacité de sa productrice, Hsu Feng. Elle a ouvert ainsi une brèche prometteuse dans les règlements draconiens qui régissent les coproductions avec la Chine continentale.

Une fresque évoquant Visconti

Malgré ses aînés, cet essor attire désormais également des capitaux non chinois, japonais ou occidentaux, toujours prêts à venir en aide aux cinéastes confirmés. Zhang Yimou et son actrice Gong Li peuvent savourer leur nouvelle notoriété internationale depuis *Épouses et concubines* et *Qiu Ju*, une femme chinoise (qui, curieusement, est sorti à Pékin et Shanghai). Le nouveau film avec Gong Li, *Le peintre* (ou *Pan Yun Liang*, artiste peintre) tourné à Shanghai et à Paris par la réalisatrice Huang Shuqin, sous la supervision de Zhang Yimou, est coproduit avec la France (Cinéma Film) par un très capitaliste taiwanais, Du Yu-ling, qui professe des ambitions internationales fondées sur des productions chinoises susceptibles de séduire l'étranger.

Surtout, le nouveau film de Chen Kaige, *Adieu à ma concubine*, est un pur produit du nouveau cootexte inter chinois, où l'argent

et les talents sautent allègrement les frontières politiques. Produit par l'infatigable Hsu Feng avec des capitaux taiwanais, occidentaux et de Hongkong, tourné dans les studios de Pékin, il réunit à son générique la belle et nantiprésente Gong Li, le célèbre chanteur pop de Hongkong Leslie Cheung, et l'acteur continental Zhang Feng Yi. Sans aucun doute le film le plus ambitieux à ce jour de l'auteur de *Terre jaune* et du *Roi des enfants*. *Adieu à ma concubine* est un portrait panoramique de la Chine de 1924 à 1979. Cette saga est centrée sur l'ascension de deux acteurs, interprètes des rôles féminins de l'Opéra de Pékin (les *dan*, dont s'inspirèrent par la suite les *annaï* du kabuki japonais). Les séquences de l'histoire, mais aussi l'intrusion d'une belle prosaïque repentie (Gong Li), viendront troubler leurs relations, explicitement évoquées alors que le cinéma chinois restait jusqu'à présent plus que discret sur l'homosexualité.

Fresque évoquant Visconti, *Adieu à ma concubine* est une métaphore sur l'art et la politique, un hymne trouvant à la liberté créatrice, entonné par un cinéaste qui a lui-même souffert de la terreur : les scènes de délation mutuelle pendant la révolution culturelle sont à la fois déshabillées et magnifiquement filmées. Terminé dans un laboratoire de Tokyo - garant d'une qualité technique supérieure - le film est sorti le 1er janvier à Hongkong, remportant un succès considérable auprès des spectateurs peu réputés pour leur sérieux ou leur patience. Le public français devrait le découvrir à l'automne.

Au-delà du détroit de Formose, d'autres cinéastes tournent, mon-

tent, mixent, ou écrivent des scénarios. Edward Yang, l'auteur acclamé de *A Brighter Summer Day* dont on peut voir un moyen métrage dans le cycle du Jeu de paume, *Changéance vraisemblable*, prépare même deux films coup sur coup. L'un sera une comédie sur Taipei, l'autre un thriller, coproduit par Hongkong et se déroulant dans le milieu des cascadeurs.

Où découvrira auparavant le nouveau film de Hsu Hsiao-hsien, *Le Maître de marionnettes*, qui devrait être achevé en avril. Cette autre métaphore sur les difficiles rapports entre l'art et la politique est située à Taiwan et en Chine continentale durant la première moitié du siècle, elle se termine donc là où commençait la *Cité des douleurs*. Comme un des personnages d'*Adieu à ma concubine*, accusé d'avoir joué devant des officiers nippons, le metteur de marionnettes connaîtra la honte d'être désigné du doigt pour collaboration avec l'occupant, afin de sauvegarder son art. Deux paraboles sur le difficile statut des artistes en Chine, qui ne concernent évidemment pas le seul passé.

L'évolution paraît cependant prometteuse à Hsu Hsiao-hsien, qui prévoit l'avènement, avant la fin du siècle, d'une véritable « Chine du cinéma » transformée, dont la capitale pourrait être Shanghai - une Shanghai en pleine mutation, où les divers atouts cinématographiques (Shanghai Film Bureau, Studios de Shanghai, et le flamboyant neuf Shanghai Arts Center) préparent déjà activement un premier Festival international du film prévu en octobre 1993.

MAX TESSIER

La mémoire et l'amour

PRAGUE
de Ian Sellar

Un jeune Américain, Alexander Novak (Alan Cumming), arrive à Prague. Il veut consulter, aux Archives du film, un extrait de bande d'actualités du temps de l'occupation allemande, où doivent se trouver les dernières images de ses grands-parents déportés par les nazis. Alexander tombe amoureux d'Elena (Sandrine Bonnaire), la responsable du service. Elle est la maîtresse de Josef (Bruno Ganz), le conservateur. Pour Alexander, rien ne se passe comme il le croyait.

Le réalisateur écossais Ian Sellar s'était fait remarquer par un premier long métrage sur une chronique d'enfance, *Venus Peter*, qui était passé, en 1989, par la section « Un certain regard » du Festival de Cannes, où Prague fut présenté l'an dernier. De l'époque de la fin des années 40 à la Tchécoslovaquie de 1990, le réalisateur est resté fidèle à une recherche du passé, ici obsédante et tragique puisqu'elle remonte à la déportation

d'une famille. Pourtant, Ian Sellar ne se laisse pas aller à cette angoisse qui porte au noir tant de films contemporains. Prague est une comédie de mœurs, réaliste, un peu mélancolique mais, en fin de compte, réconfortante. Le voyage d'Alexander, dicté par des états d'âme masochistes, devient une initiation à la vie réelle, au bonheur qui se gagne chaque jour.

A son arrivée, Alexander manque de se noyer en se jetant à l'eau pour sauver un chien perdu. Et sans doute se noierait-il pour de bon dans l'existence, si Elena, cette fille apparemment imprévisible mais qui a bien la tête sur les épaules et veut être heureuse envers et contre tout, ne lui imposait des épreuves pour lui forger le tempérament. Avec son énergie habituelle et son charme rude, Sandrine Bonnaire est la figure de proue de ce film sur la force de l'amour et l'élan vital où, même si les interprètes (tous excellents) parlent anglais, c'est bien du cœur de l'Europe qu'il est question.

JACQUES SICLER

Au-delà des étoiles

UNE BRÈVE HISTOIRE
DU TEMPS
d'Enol Morris

Le dernier plan d'*Une brève histoire du temps* est troublant : un fau- teuil roulant, marqué « Stephen », se déplace dans un champ d'étoiles. Une image à la *Star Trek*, si les soixante-dix-huit minutes qui précèdent ne plaçaient pas la barre autrement plus haute, « Stephen » est en effet le Dr Stephen Hawking, professeur de mathématiques à l'université de Cambridge (il y tient la chaire jadis occupée par Isaac Newton), et spécialiste, en physique théorique, des « trous noirs » - étoiles dont l'implosion crée un champ de forces si intense qu'il en avale la lumière.

Signe particulier : atteint d'une sclérose amyotrophique (dite maladie de Gehrig) qui détruit progressivement son système nerveux, le Dr Hawking ne se déplace qu'en chaise roulante et s'exprime à travers un ordinateur qui - lentement, très lentement - reconstruit vocalement les mots qu'il tape d'un doigt, lettre par lettre, sur un clavier. Expert en sujets « impossibles » (*The Thin Blue Line* aboutit à la rectification d'un erreur judiciaire), le cinéaste Enol Morris se lance, à partir du best-seller homonyme de Hawking, dans une exploration scientifique de l'univers, avec cette question plus restreinte qu'il n'y paraît, qui vint en premier, l'œuf ou la poule?

S'appuyant sur des témoignages d'amis et de savants de réputation mondiale - la « famille » de Hawking - Enol Morris, qui mit son film en chantier sous l'égide de Steven Spielberg (mais celui-ci se retira vite du projet), réussit à maintenir un équilibre émuant entre l'humain (« triomphe de l'individu sur l'adversité »), aspect qui a le don de prodigieusement agacer le Dr Hawking, et l'échange intellectuel de haut niveau, renforcé par le côté désin- cancé de la voix d'ordinateur. Ainsi, *Une brève histoire du temps*, sacré meilleur documentaire au festival de Sundance en 1992, se révèle aussi passionnant qu'un thriller.

HENRI BÉHAR

Une mine de déterré

SIMETIERRE 2
de Mary Lambert

Une jeune comédienne meurt électrocutée, brûlée, défigurée, pendant le tournage d'un film d'horreur, sous les yeux de son fils. Début assez fulgurant. La suite est à l'avenant, cruel, morbide, méchant. Mary Lambert, par ailleurs excellente technicienne, est une récidiviste. Son premier *Simetierre*, qu'elle réalisa il y a trois ans, d'après un roman de Stephen King (qui a disparu cette fois du générique), était de la même veine.

Elle reprend donc le thème. Une légende court la paisible burgade, les morts ensevelis dans le vieux cimetière indien ressuscitent. Ainsi, quand le copain du même perturbé par la mort électrique de sa mère perd son chien abattu sauvagement par son sadique beau-père... La suite est facile à deviner, expédition nocturne dans le cimetière sous la brume, résurrection du chien. Et bien que la douce bête revienne légèrement modifiée, devenue féroce et les babines sanglantes, les enfants décident de touter le coup avec la défunte maman...

De ce marécage nécrophage émerge seulement, émuant, le petit copain obèse, qui exprime avec beaucoup de simplicité, de sincérité, de biens tortueux tourments.

D. H.

L'Europe de 1893

Suite de la première page

Et si, par exception, par curiosité, par esprit d'ouverture et d'expérimentation, on essayait de s'en affranchir? Qu'est-ce qui se passerait? Quelles conclusions faudrait-il tirer? Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay et commissaire de l'exposition, s'est laissée aller à cette tentation. Elle a imaginé de célébrer 1893 à travers l'Europe contemporaine à travers l'Europe artistique d'il y a un siècle et donc de composer un panorama pictural général à cette date, qui n'est celle d'aucun événement remarquable. Rempant avec les typologies et les hiérarchies habituellement admises, elle s'est refusé à privilégier un mouvement ou un groupe. Elle a accroché ensemble des impressionnistes français et des peintres, danois, hongrois, suisses ou polonais qui ne s'intéressaient pas à l'impressionnisme et ne sont pour autant ni des attardés ni des ratés.

Elle a juxtaposé Edmond-Charles Cross et Wilhelm Leibl, Camille Pissarro et George Hendrik Breitner, Hans Thoma et Maurice Denis. Il ne s'agit ni de réhabiliter des « pompiers » contre des « modernistes », comme le réclament toujours quelques thuriféraires de l'académisme, ni de ridiculiser ces dites « pompiers » qui n'auraient compris ni Manet ni Seurat, ni Van Gogh. Il s'agit, plus subtilement, plus profondément, de rassembler le plus grand nombre possible de peintures d'origines, de sujets, de styles, de formats aussi divers que possible.

Complète dignité

Le résultat de l'expérience est remarquable. Elle offre au regard des tableaux inconnus et, mieux encore, elle rend au tableau sa complète dignité. Dignité? Oui. Il cesse, pour un moment à tout le moins, de n'être tenu que pour l'illustration et l'emblème d'une avant-garde ou d'une arrière-garde. Il échappe au récit historique, à l'interprétation dominante et redevient ce qu'il est en vérité, ce qu'il n'a pas cessé d'être : la surface de toile sur laquelle, pendant une journée ou plusieurs mois, une pensée, une volonté, des sentiments, des sensations cherchent à s'organiser et à atteindre la forme la plus forte et la plus juste. Il redevient l'enjeu d'un effort, un champ de bataille et un lieu de

plaisir, le monument d'une ambition et une arme contre le temps.

Réussit, qu'il séduise ou qu'il inquiète, qu'il caresse le regard ou déplaie violemment, il se suffit à lui-même et suffit à assurer le triomphe éphémère de son auteur. Peu importe le courant dans lequel ce dernier s'inscrit ou refuse de s'inscrire. Peu importe le label si l'œuvre a en elle assez de qualités pour tenir. Ainsi d'un paysage gris et vert peu sobrement intitulé *Au-dessus du repos éternel* parce qu'il figure un cimetière et une chapelle de bois sur une colline, au-dessus d'un lac. Le peintre qui a exécuté cette toile se nomme Isaac Levitan.

Mélancolie sans rhétorique

Il était russe, né en Lituanie, et eut pour protecteur le mécène moscovite Tretiakov. Il mourut à quarante ans, le catalogue ne dit pas pourquoi. C'est sans importance à vrai dire. Il suffit que ce paysage-ci ait de la beauté, de l'ampleur, une mélancolie sans rhétorique. Il est peint plus à la manière de Courbet qu'à celle de Monet, assurément - et plus encore à celle d'Harpignies. En 1893, la référence peut sembler vieillotte, sans que cela ôte rien à l'œuvre, hors histoire, hors hiérarchie.

Il y a dans l'exposition d'autres toiles aussi singulières et coquines, la *Seine en décembre*, du Norvégien Frits Thaulow, la *Fin de soirée sur le mole à Hoorn*, du Suédois Johan Oudmann Rohde, le somptueux et extravagant crépuscule rose-violet du Britannique Walter Sickert. Il en est d'autres qui sentent le labeur, le programme, la préméditation et la peine et dont il importe peu de citer les titres et les signatures. Qu'elles traitent de la société contemporaine - des sociétés contemporaines plutôt, de la paysannerie hongroise comme de la bourgeoisie parisienne -, de l'histoire ou de la religion, elles retiennent l'œil, elles le déconcertent, elles l'intriguent.

Elles lui apprennent que le divisionnisme était largement en usage en Italie, où Angelo Morbelli, Pini Nodellini et Giuseppe Pellizza da Volpedo l'employaient à la représentation des scènes quotidiennes; que Manet est des années de talent qui se nommaient Valentin Serov, Anders Zorn et William Rothenstein, l'un en Russie, le



Rothenstein William : « L'homme qui sort (portrait de Charles Comdieu) », 1892

deuxième en Suède, le dernier à Londres; et ne que le symbolisme poétique-mythologique n'est décidément aussi de chefs-d'œuvre nulle part, pas plus dans la Grèce de Nicollas Gysis que dans la Pologne de Jacek Malczewski.

Mais l'essentiel n'est pas là, dans ces découvertes, plaisirs et déceptions alternés, mais dans le respect de la diversité esthétique et ses conséquences. Il faut, pour se pénétrer de l'esprit de l'exposition, accepter de suspendre le jugement et de se défaire des certitudes admises. Pour admettre que? Que la splendeur de Gauguin ne retire rien à la gravité suave de Levitan, ni la puissance de Cézanne à l'acidité de Sickert - et que l'histoire de la peinture, pour peu que lui soient épargnés simplifications et schématismes, c'est ce désordre fertile, et non point un système logique. La leçon est à méditer, et d'autant plus vivement qu'elle vaut autant pour le présent que pour le passé.

PHILIPPE DAGEN

► 1893, L'Europe des peintres. Musée d'Orsay, Quai Anatole France, 75007, Paris; tél. : 40-49-48-14. Jusqu'au 23 mai.

MUSIQUES

Trois disparitions

La cantatrice Jeanne Gattineau

La cantatrice française Jeanne Gattineau vient de mourir à Paris. Elle aurait eu cent ans, le 8 octobre 1993. Cette artiste fut une des premières, en 1919, à donner en France un récital de chant sur les ondes d'une radio. Elle mena ensuite une carrière lyrique en France et en Belgique, interprétant l'opéra, l'opéra comique, l'opérette et la mélodie française et allemande.

Soprano ayant une parfaite diction, excellente comédienne, Jeanne Gattineau fut également membre de la troupe de l'Opéra-Comique de 1933 à 1935. Elle y chanta Chérubin dans *Le Voce Figaro* de Mozart, puis dans *Don Quichotte*, de Massenet, et dans le *Maître de chapelle*, de Paër.

Jeanne Gattineau avait été formée par une élève de Pauline Viardot (la sœur de la Malibran) et de Gounod. Après la seconde guerre

mondiale, elle anima pendant une quinzaine d'années un studio d'enseignement du chant et de l'art de la scène, à Paris. Elle se souvenait avoir eu comme élève le comédien Roger Hanin.

L'artiste Claude Naveau

Claude Naveau, qui avait été l'altiste du Quatuor Via Nova entre 1971 et 1988, est morte le jeudi 25 février à Paris des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-huit ans. Ancien élève du Conservatoire de Paris, où il avait étudié la musique de chambre avec Joseph Calvet, Claude Naveau avait appartenu à l'Orchestre de l'Opéra de Paris et participé aux débuts de l'Ensemble instrumental de France avec Jean-Pierre Wallez dans les années 60. Au sein du Quatuor Via Nova, il avait succédé à Gérard Caussé. Son successeur actuel est Liviu Stanesco.

Le guitariste et chanteur Toy Caldwell

Toy T. Caldwell Jr., qui avait été guitariste et chanteur au sein du Marshall Tucker Band dans les années 70, est mort jeudi 25 février à son domicile, en Caroline du Sud. Il était âgé de quarante-cinq ans. Le médecin légiste n'a pas pu déterminer les causes exactes de sa mort et une enquête a été ouverte.

Au milieu des années 70, le Marshall Tucker Band avait reçu sept disques d'or et deux de platine. Après s'être consacré quinze ans à ce groupe, Toy Caldwell avait entamé une carrière solo en 1985. Il avait sorti son premier disque l'automne dernier.

Les Grammy Awards

La trente-cinquième cérémonie de remise des Grammy Awards a eu lieu mercredi 24 février à Los Angeles. Eric Clapton a reçu le prix du meilleur album (*Unplugged*), aussi primé comme meilleur performance vocale rock masculine) et celui de la meilleure chanson de l'année (*Tears in Heaven*, également désignée comme meilleure performance vocale pop masculine).

Le Grammy de la chanson rock revient à Layla, toujours d'Eric Clapton. Celui du rock féminin va à Melissa Etheridge pour *Ain't It Heavy* et celui de la pop féminine à K. D. Lang pour *Constant Craving*. Révélation de l'année : Arrested Development. Le groupe U2, Céline Dion et Peabo Bryson, Tony Bennett, Red Hot Chili Peppers, Nine Inch Nails, Stevie Ray Vaughan and Double Trouble, Tom Waits se partagent les autres prix concernant le rock, la pop ou la musique alternative. Chaba Khan, Al Jarreau, Miles Davis, Boyz II Men sont primés dans la section rhythm and blues. Six Mix-A-Lot, pour le rap. Bobby McFerrin, Joe Henderson, le McCoy Tyner Big Band pour le jazz.

Meilleur album classique : la *Neuvième Symphonie* de Mahler par la Philharmonie de Berlin, direction Bernstein. Meilleur disque d'opéra : *Le Femme sans ombre*, de Strauss, direction Solti avec la Philharmonie de Vienne. Légende de l'année : Michael Jackson.

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO + 4 disquettes + un **tophi** souris)

PowerBook 145
4/40 + ClarisWorks + Teom Agenda:
SYQUEST 88 MO: **11900F**
3198F ht

TEL: (1) 48 48 11 00 **COMPUTER BENCH 1500m²**
13, R. AMBROISE COGNET
94000 VILLIERS
PARKING
CLIENTS & VISITEURS

Apple Center
FAX: (1) 46 72 10 11 4000 PRODUITS MAC

THÉÂTRE

sam. 21 h; dim. 17 h 30; dm. (dérivée) 15 h 30.
CANADIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
 AMÉRIQUE, mar. 20 h 30. Les Prédateurs
 (dérivée) 20 h 30. Les Prédateurs (dérivée)
 mar., jeu. 20 h 30. Le Roi d'arrose : sam.
 (dérivée) 20 h 30. Le Serva amorosa :
 ven., lun. 20 h 30; dim. 14 h.
CHATELAIN (40-15-00-15).
 L'Épouse prudence : 21 h; dim. 22 h 20.
 Rel. dim. soir, lun. 18 h 30.
CRYPTE SAINT-AGNES EGLISE
SAINT-ETIENNE (46-65-98-11). Les
 Prédateurs (dérivée) 20 h 30; dim. 14 h.
 Rel. dim. soir, lun. La Comète à trois voix :
 ven., sam. 20 h; dim. 18 h 30; lun. 20
 h 30.
CTV (42-51-89-14). Le Canard à
 l'orange : 21 h; dim. 15 h 30. Rel. mar.,
 dim. soir.
DECHARGES (TLO) (42-36-00-02).
 Génératrice : 21 h; dim. 15 h 45. Rel. dim.
 soir.
DEUX ANGES (48-08-10-28). Tonton,
 pourquoi tu tousses? : 21 h; dim. 16 h 30.
 Rel. dim. soir, lun.
DISCO (45-64-77-00). Au ré-chauffeur
 d'un petit entrepôt précieux : ven.,
 dim., mar. 15 h; lun., mar. 20 h 30; lun.,
 mar. 14 h 30.
ÉQUADAR-VII SACHA GUTVY
 (40-15-00-15). Les Prédateurs : 20 h 45;
 sam. 17 h 30; dim. (dérivée) 15 h.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Guide
 pour étrangers : 20 h 30; dim. 15 h. Rel.
 dim. soir, lun.
ESPACE CÉLÉSTIAL (43-29-95-51). Le
 Paroquien de sa semaine : 20 h 30. Rel.
 dim., lun.
ESPACE JEMMAPES Artaquin serviteur
 du dîner maritime : mar., ven. 21 h. Les
 voix du chœur : ven., sam. (dérivée)
 21 h. Les voix du chœur : 21 h. Ciel et
 Inspecteur Houdry : ven., sam. (dérivée)
 18 h. Séraphin : mar., mar. 18 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-01-58). Dans
 avec des fous : jeu. ven. 21 h; sam. 23 h;
 dim. 14 h. Les Prédateurs (dérivée) :
 ven., sam. 20 h; dim. 18 h. L'île des
 esclaves : mar., ven., sam. 18 h, 18 h.

MARIE DE LA FLEUR : jouc., mar., 18 h ; d'm.
16 h. Mariage de fleur : mar., ven., dim.
18 h.

EPIQUE SAINT-SAMT (47-47-55-20) :
espace : jouc., ven., sam., 20 h ; d'm.
17 h.

EMMAISON DE PARIS (42-78-46-42). Saïte
Kette : 42-78-46-42. 20 h 30 ; d'm.
19 h. Rêve, s'oir., lun., Kronos et les mariées-
nantes : sem. 15 h.

L'EUROPEEN (42-27-28-31). Le Banc :
mar., mer., jouc., 21 h.

FONFOATRIE (40-10-55-24). Espectacle de la-
fonfoatrie : 40-10-55-24. Espectacle de
style : sem. (dimanche) 18 h. La Madoie
inamalgam : ven., sam., 20 h ; d'm. (dimanche)
18 h.

FORTAINE (45-74-74-40). Le Clan des
fortains : 20 h ; sem., dim. 15 h 30. Pel
du FUMAMUSI THEATRE
(42-23-88-53). Les Horts ; Boule de suif :
20 h 30. Pel. 20 h ; lun.

GUYOT EDGAR (42-32-32-31). Une fille
entre trois pel. : sem., 20 h ; sem. 18 h. Pel.
dim., lun. Tout est en ordre : 22 h. Pel.
dim.

GUCHET MONTPARNASSE
(42-58-81). La Comte : 18 h 30. Pel.
jouc., l'Afroce Fin d'un séducteur :
20 h 30. Pel. dim., lun. Si tu pars, je te
quitte : 22 h 15. Pel. dim. Sur terre le hardi,
est toujours ça de près : lun. 19 h. Trois
sur terre : 20 h 30. Pel. 20 h 30.

GYMNASSE MARIE-BELL (42-45-79-75).
Sole : ven., sem. (dimanche) 20 h 30 ; sem.
17 h.

HEBERTOT (43-87-23-23). Pymonion :
20 h 45 ; sem. 18 h 30. Pel. 19 h. Pel.
dim. 18 h. Les fous dans l'espace quelquel
part : mer. 18 h 30.

HUCNETTE (43-28-38-96). Le Centaurus
chevru : 19 h 30. Pel. dim. Le Legion :
20 h 30. Pel. dim. L'Augmentation :
20 h 30. Pel. dim.

INSTITUT HONGROIS (43-28-08-44).
La-héant : 20 h 45 ; mer., dim. 15 h. Pel.
dirt. souc. lun.

JACQUES (47-72-42-67-61). The nasty
bourr coït : jouc., 20 h 30.

LUCEIRNAIRE FORUM (45-44-47-54).
Théâtre rou. Le Petit Prince : 18 h 45. Pel.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 28 FÉVRIER

«Montmorency, une butte sacrée, un village pittoresque et vertigineux, 10 h 30, sommet du furiculaire, au fanion Paris autruche».

«La Seine-Chapelle et le splendour du XVIII^e siècle, 10 h 30, métro Cité (J. Romani)».

«Expressionnisme allemand, 1906-1914, 11 heures, Musée d'Art Moderne de Paris, avenue de la République (Artaud)».

«L'Opéra de Charles-Gaëtan, entraîneur mondial du Second Empire, 11 heures, Opéra, boulevard de l'Opéra, devant la statue de Louis C. Mariel».

«Sous la coupe de l'Académie française, 11 heures, 23, quai de Conti (C. Baudouin)».

«Promenade le long de la Seine : les points modernes de l'Ouest parisien, 14 h 30, angle du pont de la Concorde et du cours de la Reine (A. nous deux, Paris)».

«Hôtel Nassau de Camondo ou le bonheur de vivre au dix-huitième siècle, 14 h 30, 63, rue de Monceau (A. nous deux, Paris)».

«Les riches heures du Palais-Royal et des galeries environnantes, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal».

«Le musée de la Ville de Saint-Ouen a cert, ans, les nouvelles installations. Conférence déposée, 10 h 30, métro Porte-de-Clichy».

«Notre-Dame de Paris, des Romains à nos jours, à la crypte archéologique de Notre-Dame» (limité à trente personnes), 15 heures, parvis de Notre-Dame, chef préfixure (Monuments historiques)».

«Institut, la coupole, les cinq académies, 15 heures, 23, quai de Conti (Tourisme culturel)».

«Les castris souterrains et le grand puits de l'hospice de Bicêtre, 15 heures, sortie métro Kremlin-Bicêtre (D. Bouchard)».

«L'ancienne cour des Miracles et la

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

LE BAL OU LUTÉMIENMENT HET.
Cinéma Diamants (45-80-51-31), mar.
jeu, ven., sam. 20 h 30 et dim.
17 h 30 (24).

LA MARELLE. Didascalas.
Lucerniers Forum (44-44-87-34).

L'ESCALIER. Lucerniers Forum (45-
44-57-34), mar. 20 h (25).

LES PASSIONS. Atelier (46-08-
49-24) (dim. soir., lun. 21 h ; dim.
15 h 05 (25).

LES PÊCHES DE LA VIE D'UNE FEMME. Poche-Montpar-
nasse (45-82-82-37) (dim. soir., lun.
20 h 45 ; sam. 18 h et dim. 15 h (25).

LES DITS DE LUMIÈRE ET D'AMOUR. Théâtre national de
l'Opéra (44-44-39-38) (dim. soir.,
lun. 18 h 30 (26).

PIERRE ET JEAN. Cergy-Pontoise
(Théâtre des Arts) (30-30-33-33)
(dim. soir., lun. 20 h 30 ; dim.
16 h (26).

LES JOUEURS. LA SORTIE D'OPÉRA
(Théâtre). Antony (Théâtre Fimim-
Gémis) (45-80-02-74) (dim. soir.,
lun. 21 h ; dim. 16 h (27).

LA VIE LA CRISE. Movies (42-74-
14-22), dim. lun. et mar. 20 h (27).

LA FAUST. Adhémar-Louis Jovon (47-
42-86-27) (dim. soir., lun. 20 h 30 ;
dim. 16 h et dim. 18 h (1).

LE MÉDÉEN HARMONIE. Noully-
Saint-Pierre (Théâtre Saint-Pierre)
(45-75-80), lun. mar., mer. et jeu.
14 h 30 (1).

**PETITES SCÈNES POUR SE DÉCOR-
DER.** Théâtre Paris-Plaine (40-40-
01-02) (dim. soir., lun. 20 h 30 ; dim.
17 h 30).

QUICHOTTE. Bouffons-Théâtre du
XXIX (42-36-35-57) (dim. soir., 21 h ;
dim. 17 h 15).

LES VIEUX OS. Arcane (43-38-
19-70) (jeu. dim. soir., 20 h 30 ; dim.
17 h (1).

AMOUR ET DIOXYNE. Théâtre Caneel
(42-05-84-57) (dim. soir., lun.
20 h 30 ; dim. 17 h 15).

**LA CAROLINE SERVITEUR DE DEUX
MAMMÈRES.** Espace Jemmapes (dim.
soir., lun. 21 h ; dim. 17 h (2).

[illegible]

LE BANG. L'ENFERNO (42-27-26-81) (dim., lun.), 21 h (2).

LE BANQUET OU SOUFFRON. Théâtre Montparnasse (43-07-52-94) (dim., lun.), 20 h 30 (2).

LES BARRAGÈS. Réseau-Théâtre (42-71-30-20) (dim., lun.), 18 h 30 (2).

LES ENFANTS TERRIBLES. Maisons-Laffitte (Château de Maisons-Laffitte) (42-71-30-20) (dim., lun.), 20 h 30 : dim., 17 h (2).

LES FUREURS DE L'ALCOVE. Saint-Germain-en-Laye (Théâtre Alexandre-Dumas) (30-87-07-07), mar., mer., jeu., ven., 20 h 30 : dim., 17 h (2).

LE FAUT-IL PAS D'ASSOIEUR QUEL QUE PART. Hébertot (43-87-23-23), mar., 18 h 30 (2).

IL NE FAUT JURER DE RIEN. Nanterre (Théâtre des Armands) (40-14-14-14) (dim., soir., lun.), 21 h : dim., 18 h 30 (2).

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD. Aulnay-sous-Bois (Espace Jacques-Frémont) (48-68-00-22), mar., mer., jeu., 21 h (2).

LE JEU DE LA PIERRE ALÈS. La Piasa-Robinson (Amphithéâtre Pablo-Picasso) (49-30-45-29) (dim., soir., lun.), 21 h : dim., 17 h (2).

LES MARCHANDS DE GLOIRE. Bobigny (Maison de la culture) (48-31-31-31) (dim., soir., lun.), 20 h 30 : dim., 15 h 30 (2).

MÉLIES. LE MAGICIEN DE L'ÉCRAN. Métamorphosis (42-81-81-33-70) (dim., lun.), 21 h : dim., 15 h (2).

REPERE ENFANTS. Nouveaux-Théâtres. Théâtre Moutonier (43-31-11-89) (dim., soir., lun.), 20 h 30 : dim., 15 h 30 (2).

SÉRÉNITÉ ? Espace Jeanneaux (dim., soir., lun.), 18h30 : dim., 14 h 30 (2).

LE SPECTACLE DU CONSTRUCTEUR. Théâtre 13 (45-82-16-30) (dim., soir., lun.), 20 h 30 : dim., 15 h (2).

LA TENTATION DE SAINT ANTOINE. Amateurs de Paris (43-66-42-17) (dim., soir., lun.), 20 h 30 (2).

THE NASTY HORROR COUPLE SHOW. Interclub 17 (42-27-68-81), mar., 20 h (2).

MALLO, le magicien de l'écran : mar., me.
jeu. 21 h.

MICHEL (42-65-39-02). Serez à jalousie
15 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim. 15 h ; 30 h.
Rd. adm. soir, lun.

MOGADOR (48-78-04-04). Kias me.
jeu. 21 h ; sam. 15 h ; mar. 20 h, 21 h.
Rd. adm. soir, lun.

MONTFARNASSE (43-22-77-74). Mort
déf. 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim.
15 h 30. Rd. adm. soir, lun.

MONTMARTRE (43-22-77-74). (PETIT)
déf. 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim.
(43-22-77-74). Le Corps du dé.
Bienne : ver., sam. 21 h ; dim. Membre
15 h 30.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21).
Déf. 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim.
(43-22-77-74). 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETART
(43-31-11-89). Retenue mens. : mar.
me., jeu. 20 h.

NOUVEAU THÉÂTRE (40-70-52-75). Les
heures d'un POG : 20 h 30 ; sam. 18
21 h ; dim. 15 h. Rd. adm. soir, lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Rômisé et J.
nantes : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Bâgred Irène
v., sam. 20 h 30 ; dim. (43-22-77-74). 17 h.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Le
Contes d'Hoffmann : sam. (43-22-77-74).

UNE BONNE VOIE POUR TOUTES : ven., sam., mar., jeu., dimanche 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-53). *Gabrie et Robert : 20 h 30.* Rel. dim., lun. Eln et Ouedraoui : rel. dim., lun.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-64). *Contre-jour : 20 h 30.* Rel. dim., lun.

THÉÂTRE 13 (45-89-15-30). Soirées le constructeur : mar., mer., jeu., 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERRAURE (47-20-08-77). *Le Repas du soldat* : rel. dim., lun. ven., sam., mar., jeu., 20 h 30.

THÉÂTRE CLAVEL (42-05-94-57). *Amour & Désespoir : mar., mer., jeu., 20 h 30.*

THÉÂTRE DE LA MAISON D'ART (42-05-94-57). *Textes que Cécile parait : 20 h 15.* Rel. dim., lun. Soirs Montreaux : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE DIX-HUIRES (42-05-94-57). *Les deux hommes de Gay Bessac regardé : 20 h 30.* Rel. dim., lun. Vaux aller rue : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (45-05-87-89). *Anna, l'Enfer d'un cœur noir, Belle de mai, Au jour le jour : 20 h 30 ; dim. 17 h.* Rel. dim., soir., lun. Rendez-vous rue Wahl : mer., jeu., ven., sam., mar., 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). *Clovenaries : ven., sam., lun. (dimanche) 22 h ; dim. 20 h 30.* Les Zappereurs : jeu., ven., sam., 20 h 30 ; dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DE NÉSSE (44-34-81-04). *Jusqu'à la coupe de vous embrasser : 18 h.* Rel. dim. Ranzou, retours : 20 h 45. Rel. dim. Le Rel indifférent : 20 h. Rel. dim.

THÉÂTRE DE PARIS (44-74-25-37). *Histoires de Paris : 15 h ; dim. 20 h 30.* Rel. dim., soir., lun.

THÉÂTRE DU ROND-POINT RENAUDO-BARRAULT (42-56-60-70). *Grande soirée, Le Siège de Numance : 20 h 30 ; dim. 17 h.* Rel. dim., soir., lun. Petite soirée : rel. dim., ven., sam. 15 h ; dim. (dimanche) 15 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-05-72-34). *La-haut ! 20 h 45 ; mer. 15 h 15.* Rel. dim., soir., lun. Une éducation marseillaise, Riç : sam. 18 h. Rel. dim., soir., lun.

THÉÂTRE MAUBIL MICHEL GALABRU (40-44-74-78). *Pont romain : 15 h.* Rel. mar., lun. Combats avec l'ombre : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., soir., lun. Didier Fohlen : rel. dim., 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MONTORGUEL (43-07-52-94). *Quelle chose de pouvoir dans le royaume : 20 h 30.* Rel. dim. Le Banquet du bourgeois : mar., mer., jeu., 20 h 30 ; dim. 20 h 30. Rel. dim., 20 h 30 ; dim. (dimanche) 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOTT (47-27-81-15). *Salle Générail, Filumène Marguerite : 20 h 30 ; dim. 15 h.* Rel. dim., soir., lun. Salle Cortot, Riç : Les Fausses Confidences : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., soir., lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). *Les dix heures de la vie d'une femme, sam., dim., mar., mer., jeu. 18 h 30.*

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLUONE (43-68-43-60). *Grande salle, Domini, une fenêtre sur rue : mar. 20 h 30. Domini, voyage : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.* Rel. dim., soir., lun. Straine : mar. 21 h.

THÉÂTRE PARIS-PLAINE HO-43-01-82. *Pertine Solaires pour l'énergie : lun. 19 h ; dim. 15 h.*

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-88). *Lundi, huit heures : 20 h 30 ; dim. 17 h.* Rel. dim., soir., lun.

TROUSQUER (42-08-21-53). *Le Repas du soldat : 20 h 30 ; dim. 17 h.* Rel. dim., soir., lun.

VOYAGEURS (42-08-21-53). *Le Repas du soldat : 20 h 30 ; dim. 17 h.* Rel. dim., soir., lun.

J.M., Jean Médecins notes : ven., sam.
(dimanche) 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-04).
Marc Joubert : 21 h. Rel.

MARCEL MAISON (42-62-20-82). Thé à
la menthe ou t'os citron : 20 h 45 ; sam.
17 h 30 ; dm. 15 h. Rel. dm. soir, lun.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY THÉÂTRE FIRMIN-GEMURIER
(44-56-02-74). Les Joueurs ; La Sorie d'un
théâtre : sam., mor., jeu. 21 h ; dm. 15 h.

SERVILIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE
ZINGARDI) (44-59-75-99). Opéra
équestre : 30 h. Sam. 20 h 30 ; dm. 15 h.

JEFFREY SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT) (43-68-00-02). Le Jeu
de l'amour et du hasard : mor., mer., jeu.
dimanche 21 h.

GAGNEUX (THÉÂTRE VICTOR-HUGO)
(44-55-58-79). Un fil à la patte : mar.,
jeu. 20 h.

ROBIGNY (MAISON DE LA CULTURE)
(48-21-11-45). Petite suite, Fommes
et femmes : 20 h 30 ; dm. 15 h. (dimanche)
17 h. Cabaret Karl Valentin : ven., sam.
20 h ; dm. (dimanche) 15 h. Les Marchands
de gloire : mar., mer., jeu. 20 h 30.

LE GROS-BILLANCOURT (THÉÂTRE)
(49-60-30-00). L'Amour est un jeu d'enfant :
17 h ; lun. 20 h 30 ; dm. 15 h. Les Précieuses
ridicules : ven., sam. 20 h 30 ; dm. (dimanche)
15 h 30.

JEFFREY-PONTOISE THÉÂTRE DES
ARTS (30-30-33-33). Pierra et Jasen :
ven., sam., mor., jeu. 21 h 30 ; dm. 15 h.

CHATENAY-MALABRY THÉÂTRE LA
PISCINE (40-83-45-38). Le Grand
dieu : 20 h 30 ; jeu. dm. 15 h 30. Rel.
dm. soir, lun.

CHELLES (CENTRE CULTUREL)
(42-62-29-10). Un nouveau monde : ven.,
sam. 20 h 30 ; dm. (dimanche) 17 h 30.

CRÈTEL (MAISON DES ARTS)
(45-09-45-68). Petite salle, La Fiance : mar.,
jeu. 20 h 30.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRANCA)
(34-15-09-48). L'Amor des quatre colons :
15 h 05 ; dm. 15 h. Laisse cour, c'est
un fantôme : dm. 18 h.

LAVALLE-PIERRET LE PETIT THÉÂ-
TRE (74-60-17-00). L'Epreuve du feu :
20 h 30. Rel. dm., lun.

MAISOINS-LAFFITE (CHATEAU DE
MAISOINS-LAFFITE) (39-62-63-64). Les
Enfants terribles : mar., mer., jeu. 20 h 30.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANA-
DES) (46-14-70-00). Grande salle. Il ne
faut jouer de rien : mar., jeu. 21 h. Sa
Saint polyvalente. Désir sous les ormes :
ven., sam. (dimanche) 20 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLETIC)
(46-24-42-53). La Négritude du Tricent :

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE SAINT-PIERRE) (47-45-75-90). La Médécine mal-
gré lui : mor., jeu. (dimanche) lun., mar.
14 h 30.

PARIS-ROBINSON AMPHITHÉÂ-
TRE PASLO-PICASSO) (46-50-45-29).
La Maison de Bernadette Alais : mor., jeu.
21 h.

RUEIL-MALMAISON (THÉÂTRE
ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42).
Le grand jeu : ven. 20 h 45. Les Chores
du travail : ven. 20 h 45. Les Choristes
de l'école : ven. 20 h 45.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
VENDREDI
 Histoire permanente du cinéma : Ouzi (1972, v.o. s.t.f.), de Roman Polanski, 18 h ; Ragtime (1991, v.o. s.t.f.), de Miles Forman, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
VENDREDI
 Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo : Fâsineiro (1970, v.o. s.t.f.), de Nelson Pereira dos Santos, 18 h ; Le Lion le septième (1970, v.o. s.t.f.), de Glauber Rocha, 21 h ; une rencontre avec Sylvie Pierra, de Glauber Rocha, 21 h.

CENTRE

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
VENDREDI
Les Cinémas du Canada : Icare (1874, v.o. s.l.f.), de Paul Bochner, *Between Friends* (1872, v.o. st), de Donald Shebib, 14 h 30 : Dans un parc (1871, v.o. s.l.f.).

LES FILMS NOUVEAUX

A FLEUR DE MER. Film portugais de João César Monteiro, v.o. : L'Infante, 4- (42-78-47-88).

MALCOLM X. Film américain d' Spike Lee, v.o. : Gaumont Les Halles 1- (40-28-12-12), 14 Juliet Odéon, 6- (43-25-89-83) ; Gaumont Haute-fleurille, 6- (48-33-78-39) ; Gaumont Martinique Concordie, 8- (45-35-40-40).

Manon 70. V.o. : 14- (45-52-41-46, 38-55-70-74) ; Max Linder Panorama, 8- (48-24-88-88) ; La Bassille, 11- (43-07-48-00) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-77-00) ; Gaumont Patmosse, 14- (45-35-40-40) ; Gaumont Les Halles, 14- (45-75-78-75) ; v.l. : Panaram Opéra, 8- (47-42-56-51, 38-55-70-78) ; Gaumont Alféria, 14- (38-65-75-14) ; Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Patné Wepler, 18- (38-88-20-32) ; Gaumont Les Halles, 20- (45-35-10-98, 38-55-71-43).

PRAGUE. Film anglo-français de Ian
Sommer, v.o. : Forum Orient Express,
14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-
28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-10

BILLET

Un pétrole presque gratuit

La crise mondiale du milieu des années 70 avait beaucoup au quadruplement brutal des prix du pétrole. On ne saurait en dire autant de celle qui frappe aujourd'hui l'économie mondiale tant les cours du brut stagnent à des niveaux dérisoires. En 1992, indique une étude que publie la banque Paribas, le prix du baril d'arabe léger - longtemps considéré comme une référence, - exprimé en dollars de 1973, n'a pas dépassé 4,2 dollars. Pour prendre la mesure du chiffre, il suffit de se souvenir qu'une dizaine d'années auparavant la révolution islamique iranienne l'avait propulsé à 17 dollars, tandis qu'en l'absence du premier choc pétrolier, en 1973, le baril d'arabe léger valait près de 10 dollars. Depuis 1986, l'année du contre-choc pétrolier, souligne l'étude, les prix du pétrole en dollars constants restent proches de leur moyenne historique depuis le début du siècle. Autrement dit, le pétrole ne coûte guère plus cher aujourd'hui qu'en 1908, l'année où la découverte de brut en Perse par un ingénieur britannique allait amorcer le développement pétrolier au Proche-Orient.

A s'en tenir aux vingt dernières années, la baisse des cours n'a pas empêché l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène pétrolière mondiale. Lors du premier choc pétrolier, par exemple, la Grande-Bretagne ne produisait pas une goutte d'or noir. Elle n'encaissait donc pas de recettes pétrolières. Actuellement, près de 2 millions de barils-jour sont extraits de la partie britannique de la mer du Nord et autant du côté norvégien. Idem pour le Mexique, qui, en vingt ans, est passé du statut de producteur marginal à celui de puissance pétrolière majeure. Reste que, s'il fallait désigner un perdant depuis 1974, ce ne saurait être que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Organisme phare du tiers-monde, l'OPEP contrôlait 50 % de la production pétrolière mondiale au moment du premier choc pétrolier. Vingt ans plus tard, les prix du brut ont été plus que divisés par deux et le part de marché de l'OPEP est redescendu à environ 40 %. Faiblement peuplés et assés sur d'énormes réserves de brut, les pays du Golfe peuvent encaisser le choc d'une chute des revenus pétroliers, même durable. Mais comment ne pas s'inquiéter des conséquences d'une telle situation pour des pays tels que l'Algérie, le Nigeria, l'Iran ou l'Indonésie, qui sont dans une situation inverse ?

JEAN-PIERRE TUQUOI

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Commandes de biens durables : - 1,7 % en janvier. - Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont diminué de 1,7 % en janvier, a annoncé le département du commerce mercredi 24 février. Il s'agit de la plus forte baisse en six mois, mais les spécialistes s'attendent à un déclin plus prononcé en raison du très bon résultat du mois de décembre. A l'époque, les commandes de biens durables (d'une durée de vie supérieure à trois ans) avaient fait un bond de 9,6 % (résultat corrigé).

FRANCE

• Avoirs de change en hausse en janvier. - Les avoirs officiels de change de la France ont progressé de 16,7 milliards de francs en janvier, s'établissant à 310,9 milliards de francs à la fin du mois, contre 294,2 milliards fin décembre. Cette évolution résulte principalement des avoirs en devises, qui ont progressé de 13,1 milliards.

OCDE

• Taux de chômage : 7,7 % en décembre. - Le taux de chômage par rapport à la population active a augmenté au cours du mois de décembre dans les pays de la zone OCDE. Il est passé de 7,6 % en novembre à 7,7 %. Sur un an, la hausse s'est élevée de 0,6 point. Seul le Canada a vu son taux de chômage baisser en décembre, avec 0,3 point de moins, pour s'établir à 11,4 %. Parmi les six pays dont les données sont déjà connues pour janvier, trois ont enregistré une baisse, le Canada et l'Australie (-0,4 point), et les États-Unis (-0,1 point). Dans les trois autres, le chômage est en progression. Le Royaume-Uni et la Belgique augmentent de 0,1 point, l'Irlande de 0,2 point.

La crise de la pêche

Bruxelles impose des prix minima sur les importations des pays tiers

L'instauration par la Commission européenne de prix minima à l'importation pour cinq espèces de poissons n'a pas suffi à désamorcer le mécontentement des marins-pêcheurs français. M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, devait annoncer vendredi 26 février à Rennes une augmentation à 10 millions de francs (au lieu de 2) des sommes destinées à aider les quelque 4 000 familles en difficulté ainsi que sa volonté de voir ces soutiens débouqués rapidement. Par ailleurs, le ministre proposera de rencontrer les professionnels le 10 mars, deux jours avant la prochaine réunion des directeurs européens des pêches et huit jours avant celle des ministres de

la pêche, afin de faire le point sur la façon dont le marché réagit aux mesures de Bruxelles. Selon ses services, on observe d'ailleurs une légère amélioration du marché. On indique de même source que de la lotte en provenance des États-Unis ne répondant pas aux exigences sanitaires a été interceptée dans le cadre des contrôles à l'importation mis en place par la France depuis le 16 février.

Sur le terrain, quelque 300 personnes ont manifesté jeudi 25 février aux Sables-d'Olonne (Vendée), et plusieurs dizaines d'autres ont occupé le péage du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Après l'avis favorable donné par le « comité de gestion » (où siègent les directeurs des pêches des États membres), la Commission européenne a décidé jeudi 25 février d'appliquer des prix minima sur les importations en provenance des pays tiers de cinq espèces de poissons frais : le cabillaud, l'églefin, le lieu noir, la lotte et le merlu. Des prix minima s'appliqueront également à quatre espèces congelées.

Ces prix minima sont les prix de référence qui sont fixés chaque année par les Douanes, avec comme objet, en temps normal, de faciliter la surveillance de l'état du marché. Ils deviennent désormais des instruments de gestion de ce même marché. « La décision prise n'a rien de bureaucratique : tous les poissons blancs débarqués dans les ports de la CEE doivent respecter les prix minima ainsi fixés, auxquels il faut

ajouter le droit de douane, qui est de 12 % pour le cabillaud et de 15 % pour les autres espèces », explique un fonctionnaire.

Pourquoi ne pas avoir été plus sévères et ne pas appliquer la clause de sauvegarde inscrite dans le règlement qui, en cas de dumping et de dommages causés au marché, permet de suspendre les importations en provenance des pays tiers ?

Détournement de trafic

« Il convient de concilier les intérêts de l'ensemble de la filière, ceux des pêcheurs, mais aussi, ceux, contradictoires, des transformateurs. Pour ces derniers, il importe que le marché reste approvisionné ; le mécanisme des prix minima permet de concilier les deux objectifs », fait valoir notre interlocuteur. Au reste, ajoute-t-il, si les choses se déroulaient pas dans l'ordre, des mesures plus radicales pourraient être envisagées. Afin d'éviter d'en arriver là, les diplomates de la

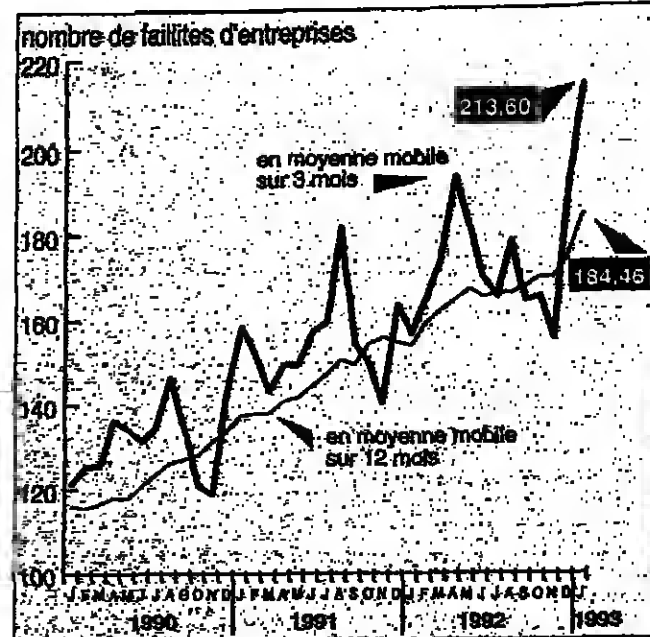
Commission s'efforcent de sensibiliser les autorités russes, polonaises, norvégiennes, islandaises.

Les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), en particulier la Norvège et l'Islande, n'acquiescent qu'un droit de douane de 3,7 % sur le poisson qu'ils débarquent dans les ports de la CEE. Il faut donc se prémunir contre le détournement de trafic, qui consiste par exemple, pour un patron de pêche russe, à débarquer son poisson à Oslo, à le baptiser norvégien pour le vendre ensuite sur les marchés de la Communauté avec des droits réduits.

L'effondrement des prix du poisson a des causes multiples, mais, en France, il est aussi une des conséquences des fluctuations monétaires. Soudain il annule leurs effets pervers, en instaurant des montants compensatoires monétaires ? M. Pierre Bérégovoy l'a suggéré, mais l'idée ne séduit pas Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

Record historique des défaillances d'entreprises



En janvier 1993, les défaillances d'entreprises ont battu leur record historique, atteignant le chiffre de 7 350, contre 6 500 en décembre 1992, selon les indications fournies par la Société française d'assurance-crédit (SFAC). Sans doute, s'attend-on à un réajustement en baisse en février, mais le sens de l'évolution est clair.

De plus, souligne M. Paul-Henri Denieuil, président de la SFAC, les défaillances touchent, actuellement, des entreprises de taille moyenne, de qualité, qui se sont équipées en empruntant. Fragiles, mais non malsaines, en disparaissant, elles manquent en cas de reprise. Sans doute, reconnaît-il, les firmes qui survivent vont-elles se retrouver émeigées, mais en bonne santé, et l'appareil productif français sortira renforcé de la crise, et l'on peut penser qu'un timide éclaircissement de l'économie dégalerait les initiatives, surtout si les taux d'intérêt diminuaient : on signale déjà une amélioration dans les papiers-cartons en raison de l'augmentation de la demande américaine. Mais l'hiver et le printemps 1993 seraient les plus durs depuis la guerre.

Les Douze vont réduire leur production d'acier

Suite de la première page

Le débat sur la restructuration de la sidérurgie espagnole est toujours pendu : le gouvernement de Madrid entend installer une nouvelle mini-acierie à Sestao, au Pays basque, ce qui limiterait la réduction nette de capacités à 1,3 million de tonnes. La Commission parle de 2,3 millions de tonnes et écarte l'idée de créer de nouvelles unités de production. De même, l'approche italienne semble être d'obtenir la bénédiction de la Communauté pour apurer les comptes d'Iva, le groupe sidérurgique public en voie de restructuration. La Communauté ne l'entend pas ainsi. « On ne pourra pas éviter une nouvelle restructuration », a constaté M. Karl Van Miert, commissaire de la concurrence.

M. Strauss-Kahn est formel : en l'état actuel des choses, la France, « qui traite depuis longtemps ce problème des surcapacités de l'acier de façon déconvenue, ne devrait pas être affectée par le nouveau programme communautaire ». Les suppressions d'emplois dans les programmes d'ajustement d'Usinor-Sacilor (8 000 pour la période triennale 1992-94 et

9300 si l'on ajoute 1995) n'auront pas à être revues.

La réduction concertée des capacités ne sera acceptée par la profession que si elle est la garantie de voir s'instaurer un minimum d'ordre dans les échanges extérieurs. La Communauté doit continuer à se battre pour faire supprimer les surtaxes à l'importation décidées par Washington, que Sir Leon Brittan, commissaire chargé des affaires commerciales, qualifie d'« excessives et injustifiées ». Compte tenu de cette partie du débat américain, elle doit se prémunir contre une invasion venant de l'Est. « Dans la situation de crise actuelle, on ne peut pas à la fois accepter d'importer de grandes quantités en provenance des pays de l'Est et se retrouver avec un marché fermé aux États-Unis », a souligné M. Strauss-Kahn.

Contingents tarifaires

L'idée retenue par le conseil est de négocier avec chaque pays fournisseur, produit par produit, des contingents tarifaires (au-delà du seuil fixé, le droit perçu à la frontière est relevé) qui s'appliqueraient jusqu'à la fin de 1995, mais seraient revus au cours de la période afin d'être allégés si l'évolution du marché le permet.

La Commission souligne qu'il ne s'agit pas d'entrer dans une logique de réduction des importations. Son propos est d'éviter de nouveaux dérapages qui mettraient en péril la bonne marche de la restructuration. « Nous n'avons pas l'intention d'entraver les courants d'échanges normaux et sommes vivement désolés de respecter nos engagements internationaux », a souligné M. Brittan.

Des sites seront fermés afin de ramener la production au niveau de la demande et de permettre ainsi un redressement des prix. Contrairement à ce que souhaitent les Français et les Italiens, la majorité du conseil, gardant un mauvais souvenir de l'expérience tentée au début des années 80, n'a pas voulu que ce mouvement soit appuyé par la mise en œuvre de prix d'orientation et de prix minima. La Commission se contentera d'encadrer l'opération en publiant des recommandations quant aux quantités à produire et à commercialiser. Enfin, le budget de la Communauté consentira un effort, évalué à 240 millions d'euros (qui visent à s'ajouter aux 210 normalement fournis aux entreprises) afin de contribuer au plan social nécessaire.

PHILIPPE LEMAITRE

En raison de la chute des cours

Les producteurs de pommes de terre réclament une aide de 50 millions de francs
BREST

de notre correspondant

Les producteurs de pommes de terre, frappés par la baisse des cours, ont bloqué les routes dans le Finistère-Nord, mercredi 24 février, et l'autoroute A1 au sud de Lille, le lendemain. Les producteurs de plants de pommes de terre ont manifesté, mercredi 24 février, dans le Finistère-Nord. La voie express de Rennes a été bloquée à Landivisiau par deux cents tracteurs. La circulation était également impossible depuis Brest en direction de Quimper : soixante-dix tracteurs barraient le pont de Plougas-Douais. Deux mille tonnes de pommes de terre ont été déversées sur la chaussée. Des délégations du CDJA et de la FDSEA doivent être reçues au ministère de l'Agriculture le 4 mars. Ces deux syndicats demandent, avec les organisations de producteurs, une aide de 50 millions de francs. Ils réclament encore 25 000 tonnes d'inventures en Bretagne.

G. S.

CRÉDIT

Le débiteur étant insolvable

Une banque condamnée en cassation à réduire sa créance sur un particulier

La première chambre civile de la Cour de cassation a confirmé une décision de la cour d'appel de Limoges qui avait réduit d'autorité la créance d'une banque estimant qu'elle avait prêté de l'argent à un ménage qui n'en avait pas les moyens.

En 1988, le Crédit immobilier de la Haute-Vienne avait en effet prêté 338 500 francs à un foyer dont les revenus mensuels s'élevaient à 10 500 francs pour l'achat d'un terrain et la construction d'un pavillon. Les emprunteurs n'ayant pu rembourser, le Crédit immobilier avait saisi la maison, dont la vente n'avait rapporté que 158 000 francs. Le 10 février 1992, la cour d'appel avait décidé de réduire à 50 000 francs la créance restant due au Crédit immobilier, qui s'était pourvu en cassation.

L'article 12 de la loi Neiertz sur le surendettement des ménages permet aux tribunaux de prendre ce

type de mesure. Cela arrive régulièrement, mais il est rare que l'on aille jusqu'à la cassation. Toutefois, les réductions de créances ne se font que sous certaines conditions, très strictes.

L'article 12 stipule en effet qu'elles sont possibles « en cas de vente forcée du logement principal, grevé d'une inscription (NDR : d'une hypothèque) bénéficiant à un établissement de crédit ayant fourni les fonds nécessaires à son acquisition. Le juge d'instance peut, par décision spéciale et motivée, réduire le montant de la fraction des prêts immobiliers restants dus aux établissements de crédit après la vente dans des proportions telles que son paiement (...) soit compatible avec les ressources » des emprunteurs. On voit qu'elles ne s'appliquent que sur des crédits immobiliers.

F. V.

SOCIAL

Favorable à une loi-cadre

M^{me} Yvette Roudy (PS) préconise une réduction de la durée du travail

Au nom de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, M^{me} Yvette Roudy, députée PS du Calvados et ancien ministre des droits de la femme, a présenté, mercredi 24 février, un rapport d'information sur l'aménagement du temps de travail qui présente dix propositions, allant du statut du travailleur de nuit à un projet de loi-cadre visant à réduire progressivement la durée légale du travail.

Parce que le chômage se développe et que les entreprises doivent être de plus en plus compétitives, l'aménagement du temps de travail « apparaît inéluctable », affirme M^{me} Roudy, qui propose de « travailler autrement ». Aucune solution n'est écartée. Le travail à temps partiel, la préretraite progressive ou la réduction du temps de travail font partie des moyens à mettre en œuvre, y compris avec des formules nouvelles, proches de

celles évoquées par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail. Par exemple, un fonds mutualisé pour le temps libre pourrait être créé afin de financer la formation ou des congés sabbatiques.

En s'appuyant sur les travaux du XI^e Plan, selon lesquels de 500 000 à 700 000 emplois supplémentaires pourraient être créés en cinq ans si la durée du travail était progressivement ramenée à 37 heures d'ici à 1997, M^{me} Roudy s'inspire beaucoup du cas allemand. Comme M. Bernard Brunhes dans son rapport, elle préconise une intervention du législateur pour fixer un objectif de réduction de la durée légale mais renvoie le rythme et les modalités aux partenaires sociaux. Une négociation nationale interprofessionnelle précéderait des négociations de branches, suivies d'accords d'entreprise.

Hostiles au nouveau système de réservation

Les guichetiers parisiens de la SNCF en grève

Les guichetiers parisiens de la SNCF étaient en grève pour 24 heures, vendredi 26 février, à l'appel de la CFDT, avec le soutien de la CGT, FO et la CFTC, pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail liée à l'introduction du nouveau système de réservation informatisé Socrate.

Dans un communiqué, la CFDT estime que « le système Socrate aboutit à l'incapacité pour les usagers de savoir à quoi correspond exactement le prix qu'ils paient (billet, réservation, supplément) ». Cette grève ne devrait pas avoir de conséquence pour les usagers. En effet, la direction a décidé que les voyageurs sans billets de réservation pouvaient régulariser leur situation dans les trains, sans pénalité.

Deux associations d'usagers, la Fédération des usagers des transports et l'Association des usagers de l'administration et des services publics, ont approuvé aussi bien la protestation des agents contre Socrate que la forme prise par leur mouvement.

محاضرات الفصل

ÉCONOMIE

Un entretien avec le président de la RATP

« Que l'on nous fixe des objectifs clairs, mais surtout pas d'immixtion dans notre quotidien ! » nous déclare M. Francis Lorentz

Nommé le 9 décembre 1992 PDG de la RATP en remplacement de M. Christian Blanc, M. Francis Lorentz a trouvé une entreprise en chantier. Il entend y poursuivre l'œuvre de rénovation de son prédécesseur et mieux satisfaire les besoins des voyageurs. Il souhaite clarifier les relations avec des pouvoirs publics très interventionnistes.

« Deux mois et demi après votre arrivée, comment jugez-vous la RATP, à l'issue d'un conflit - rude pour les usagers - entre votre prédécesseur et les conducteurs, qui ne voulaient pas d'une réforme de leur métier ? »

« Je trouve une maison engagée dans un effort de transformation courageux dont le maître ot est la décentralisation. J'ai pu constater au cours de mes responsabilités précédentes, chez Bull notamment, que les systèmesayloriens, militarisés, avaient trouvé leurs limites. Si l'on veut répondre aux évolutions de la demande, il faut qu'un maximum de responsabilités soit délégué le plus bas possible dans la pyramide hiérarchique. Ce sont les hommes et les femmes du terrain qui connaissent le mieux la situation et qui sont a priori les plus compétents pour adapter l'entreprise. »

« Cette transformation initiée par mon prédécesseur est douloureuse, car elle bouleverse les habitudes et les rapports entre les salariés. Elle dérange des positions acquises. L'essentiel de ce qui a été mis en route est positif, mais nous ne sommes qu'au début du chemin, car l'objectif ultime est de placer le voyageur au cœur de nos préoccupations. »

« C'est plus compliqué à faire qu'à dire. Nous sommes un service public en charge des 4 millions de Parisiens et de banlieusards qui prennent chaque jour les transports en commun. Pour mener à bien cette mission, nous disposons d'avantages : nous sommes moins que d'autres exposés à la concurrence et nous jouissons d'un statut qui garantit l'emploi, ce qui est précieux par les temps qui courent. En contrepartie, nous avons le devoir de considérer le client comme notre raison d'être. »

Mieux connaître la demande

« Comme toutes les entreprises du monde, nous devons rechercher la qualité globale et faire progressivement à chacun de nos agents quelle place et quel rôle doivent être les siens. Mais nous avons beaucoup de progrès à accomplir pour connaître de manière plus fine les attentes du public. Oh ! Nous savons bien que le voyageur serait ravi si nous le transportions gratuitement, sans retard aucun, à l'autre bout de Paris dans des rames et des voitures peu remplies... Il nous faut installer des « thermomètres » au niveau de chaque ligne de bus ou de métro pour déterminer les progrès à réaliser. »

« A nous ensuite d'établir des priorités - car la qualité a un prix - et de mobiliser le personnel sur ces objectifs qui vont bien au-delà de sièges plus confortables et d'une meilleure information dans les couloirs du métro. Il est nécessaire que les agents en situation ne se contentent pas de contrôler, mais qu'ils assistent et informent les voyageurs. La qualité, c'est encore la régularité des trains, c'est-à-dire des voies parfaites, des moteurs en bon état, le respect des consignes par les agents, etc. »

« Il faut aussi que nous nous dotions d'outils de gestion qui permettent de mieux mesurer la validité de nos investissements et l'évolution de notre activité économique. Nous disposons de peu d'éléments chiffrés pour responsabiliser notre encadrement. »

« De tels bouleversements demandent du temps, beaucoup de temps. »

« Ne provoquent-ils pas certains grincements au niveau social ? »

« Il est vrai que ces transformations ont des répercussions sur les relations sociales dans l'entreprise. Que la décentralisation change les habitudes syndicales. Que le personnel s'inquiète et que certains opposent des arrière-pensées aux transformations en cours. Il nous faut consacrer beaucoup de temps et d'énergie à écouter ces inquiétudes, à expliquer la réalité, à dissiper les fantasmes. »

« Ne craignez-vous pas le corporatisme des conducteurs du métro, qui refusent d'entrer dans la logique que vous indiquez, celle d'une priorité aux voyageurs, et qui veulent demeurer des privilégiés ? »

« Excellent producteur de service ferroviaire et l'un des exploitants les plus sûrs du monde, la RATP s'est trop préoccupée de ses problèmes internes et parfois trop peu du public. C'est un comportement qui n'appartient pas à une catégorie professionnelle en particulier. Que les structures syndicales tendent à distinguer telle ou telle catégorie est un héritage historique. Les conducteurs sont le symbole de notre problématique : ils sont essentiels pour la sécurité et le service rendu aux voyageurs. Mais je ne les isole pas de l'ensemble de la RATP. »

« Nous avons cependant le devoir d'acheminer nos clients. La vie économique de la région Ile-de-France ne peut être paralysée durant des journées entières. Il est exclu que les usagers soient des orages et que, pour des raisons de conflit social, nous les laissions en carafe le soir à Paris où nous les avions amenés le matin. Il est normal qu'il y ait des conflits dans une entreprise, mais l'arme de la grève doit être ultime. »

« Etes-vous partisan d'un service minimum ? »

« La question est de savoir comment nous devons assumer nos missions de service public et de définir des règles du jeu pour éviter de gêner les voyageurs par le débordement de nos conflits internes. Je souhaiterais que la réponse soit élaborée à l'intérieur de l'entreprise. »

« Avez-vous formulé auprès des organisations syndicales des propositions en ce sens ? »

« Pas depuis mon arrivée, nous discutons surtout de l'évolution des métiers pour favoriser le développement des compétences et la mobilité des personnes. »

« Trop d'interlocuteurs »

« Tous vos prédécesseurs se sont plaints des interventionnistes incohérents, les uns par rapport aux autres, de l'Etat, de la région et des collectivités locales dans la fonction de la RATP. Etes-vous satisfait de la tutelle qui s'exerce sur votre entreprise ? »

« Le système en place n'est pas pleinement satisfaisant. L'idéal serait que la RATP, qui assume 80 % des déplacements collectifs de la région, établisse un rapport contractuel avec la collectivité, »

autorité politique responsable des transports en commun. »

« Or nous avons affaire à beaucoup trop d'interlocuteurs. Notre budget est élaboré selon des procédures compliquées et les discussions ponctuent sur le détail de nos moyens. Nos investissements sont débattus dans des instances multiples. Nos salaires et nos tarifs sont fixés à l'extérieur de l'entreprise. Chacun, dans l'appareil d'Etat ou dans les collectivités locales, a son idée sur ce que nous devrions faire. Et les vœux sont contradictoires : d'un côté, on nous somme d'améliorer notre productivité et de réduire nos effectifs, évidemment sans licenciements ; de l'autre bord, on nous invite à remettre des points de service dans le métro ! »

« Nous devons obtenir un contrat de plan comme la SNCF. Que l'on nous fixe des objectifs clairs en matière de développement de l'offre, de qualité de service, de résultats. Il est exclu que nous équilibrons nos comptes, car tous les transports en commun du monde sont et resteront déficitaires, mais pourquoi ne visserions-nous pas un « petit » équilibre, excluant certaines charges d'ordre public et la charge financière de nos investissements ? Ce serait motivant pour tous. C'est un choix politique. »

« Si la collectivité décidait de nous faire supporter des »

contraintes supplémentaires - la gratuité pour telle catégorie sociale ou un fonctionnement vingt-quatre heures sur vingt-quatre - elle le compenserait financièrement. »

« Mais surtout pas d'immixtion dans notre quotidien ! Par exemple, on nous demande aujourd'hui de contribuer à combattre le chômage. Nous ne rechignons pas à la tâche ; nous embauchons quinze cents à deux mille personnes par an, mille jeunes au titre d'emplois-solidarité en 1992 ; nous confions le lavage de certains de nos bus à une entreprise qui emploie des jeunes en quête d'insertion dans les banlieues. Nous aurons d'autres initiatives concernant les services aux voyageurs. Qu'on ne nous fasse pas commettre l'erreur des années 80 où nous avions embauché des agents de qual dont nous n'avions pas l'utilité ! »

« Attention à l'asphyxie »

« Je formulerais, enfin, le souhait que l'Etat, la région, le syndicat des transports parisiens, les collectivités territoriales et toutes les administrations partent à peu près d'une même voix et nous tiennent un langage de clarté. »

« Quelles orientations avez- »

vous présentées au conseil d'administration de la RATP ? »

« Elles sont en continuité avec ce qui était engagé. Nous poursuivons la réalisation des grands projets comme le nouveau métro automatique Météor qui est la synthèse de notre expérience, le renouvellement du matériel roulant de la ligne A du RER, la réalisation du Trans-Val-de-Marne et du tram du Val-de-Seine, la prise en charge d'Orlyval. »

« Il nous faut maintenir les efforts en matière de sécurité, même si les résultats sont là : le taux de délinquance dans le métro a baissé de 25 % de 1989 à 1991 alors qu'il augmentait dans Paris et notamment de 5 % en 1992. »

« A plus long terme, nous devons apporter notre contribution à la définition de la politique des transports en Ile-de-France : les déplacements totaux y ont crû de 25 % en quinze ans alors que les transports en commun assurent moins d'un tiers de ce trafic et tendent à céder du terrain. Depuis deux ans, notre trafic stagne dans le métro et dans les bus. C'est un vrai sujet de préoccupation. Attention à l'asphyxie urbaine ! »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Votre satisfaction, nous sommes 44 000 à y participer. Tous les jours.

Malgré une conjoncture maussade, notre croissance a été bonne grâce aux efforts des 44 000 collaborateurs du Groupe Sodexho tous animés d'un même esprit de service, d'un même esprit d'équipe, d'un même esprit de progrès. Notre développement s'intensifie par la poursuite de la croissance interne et par des acquisitions dans de nouveaux pays : Afrique du Sud, Finlande, Hongrie, Pays tchèques, Turquie... »

Pierre Bellon
Président-Directeur Général



Restauration et services aux collectivités

Sur ce marché traditionnel qui regroupe entreprises, administrations, écoles, universités, établissements de santé et résidences pour personnes âgées, Sodexho intervient dans des pays où les taux de sous-traitance sont très variables et où les contraintes en matière de financement et d'adaptation ne cessent d'augmenter. Un défi que Sodexho, n° 4 mondial, relève quotidiennement en apportant toujours plus de bien-être et de satisfaction à ses convives à travers une gamme très étendue de services. Conception d'un projet sur mesure, construction et gestion complète d'un site, animation quotidienne... Une démarche globale qui s'appuie à la fois sur son expérience internationale et sur une politique ambitieuse de qualité totale et d'innovation en partenariat avec ses clients.



Bases-vie

Souvent amenés à affronter des situations difficiles ou périlleuses, les hommes des grands chantiers doivent pouvoir compter sur des services d'une qualité et d'une fiabilité totale. Numéro 1 mondial de cette activité, Sodexho met en pratique les multiples facettes de son savoir-faire, depuis la restauration et la gestion hôtelière jusqu'à la maintenance technique, l'animation des loisirs, la sécurité et la surveillance médicale. Un métier à dimension internationale dont la logistique est impressionnante, mais aussi une vocation à assurer, à chaque instant, le bien-être de ses convives aux quatre coins du monde, avec le souci constant de respecter les différences culturelles et les traditions de chaque pays.



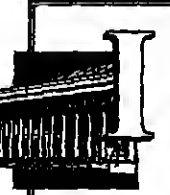
Chèques de services

Numéro 2 mondial de l'émission de chèques de services, Sodexho est particulièrement innovant dans ce produit aux applications de plus en plus nombreuses et qui offre à ses utilisateurs des avantages fiscaux et sociaux importants. Disposant d'une solide implantation internationale et s'adaptant en permanence aux attentes de ses clients, Sodexho sert aujourd'hui plus de 35 000 entreprises publiques et privées dans le monde, à travers un réseau de 150 000 affiliés. Restauration, essence, alimentation, cadeau... une offre de plus en plus variée pour ce mode de paiement très séduisant, qui profite des développements informatiques les plus récents et des nombreux services destinés à faciliter sa distribution et son traitement en toute sécurité.



Loisirs

Sur ce marché à croissance régulière, Sodexho poursuit ses investissements dans des secteurs bien ciblés comme le tourisme fluvial et la restauration publique. L'acquisition en 1992 de "Bay States Cruises" aux U.S.A., des "Bateaux Nantais" en France renforce cet engagement, en permettant à Sodexho d'accueillir près de 4 millions de passagers par an. Dans le domaine de la restauration publique, la chaîne de restaurants "O.L. Poirier" continue à se développer avec l'ouverture d'un 9^e établissement à Paris et "French Corner", salons de thé, boulangeries et pâtisseries françaises, remporte toujours le même succès en Arabie Saoudite. Avec la restauration publique comme le tourisme fluvial, Sodexho élargit ses compétences et encourage ainsi une véritable synergie entre toutes les activités du Groupe.



Informations financières

Sodexho assure, dans plus de 35 pays, la restauration et les services de :
1 839 entreprises - administrations
673 établissements de santé, résidences du 3^e âge
869 écoles, universités
287 bases-vie
44 exploitations de loisirs.

Répartition du chiffre d'affaires par activité :
• Restauration et Services aux Collectivités 7%
• Entreprises - Administrations 43%
• Bases-vie 3%
• Établissements de santé - 3^e âge 26%
• Chèques de Services 3%
• Ecoles-Universités 15%
• Loisirs 6%

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique :
France 42% - Europe 28% - Amérique du Nord 19% - Reste du monde 11%
Dividende :
Le dividende par action au titre de l'exercice 1991-1992 a été fixé à 21,00 F (31,50 F avant fiscalité couverte) et sera mis en paiement à compter du 5 mars 1993. Le montant global distribué s'élève à 105,9 millions de francs et représente 48 % du résultat net consolidé part du Groupe.

| Principaux chiffres consolidés* (en millions de francs) | 1990/91 | 1991/92 |
|---|---------|---------|
| Chiffre d'affaires | 8 918 | 9 105 |
| Résultat avant impôts | 351 | 384 |
| Impôts | 72 | 132 |
| Résultat consolidé | 259 | 243 |
| Résultat net part du Groupe | 191 | 218 |
| Capacité d'autofinancement | 369 | 384 |

* exercice clos au 31 août

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant au secrétariat général SODEXHO - B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. L'information financière sur le groupe Sodexho est à votre disposition sur le minitel en composant le 36-16 CLIFF.

Sodexho
Satisfaire un monde de différences

VIE DES ENTREPRISES

Confirmation du redressement d'Equitable Life

AXA est sur le point de gagner son pari américain

Il y a trois semaines, AXA lançait - un peu à la surprise générale - une émission de 3,65 milliards de francs d'obligations convertibles. Officiellement afin de renforcer sa filiale américaine Equitable Life. De quoi intriguer analystes et observateurs financiers d'ores et déjà convaincus de la réussite du pari américain du président d'AXA, M. Claude Bébér. Equitable ne sembla pas avoir à leurs yeux besoin de tant de capitaux. En revanche, il ne paraît pas étonnant que M. Bébér cherche à dissimuler derrière le rideau de fumée Equitable la constitution d'un trésor de guerre en vue d'une nouvelle acquisition importante, à l'occasion par exemple d'une privatisation.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Galvaudé entre 1985 et 1990, pendant les années folles de la finance, le terme de « success story » s'applique pourtant assez bien au redressement du numéro trois de l'assurance-vie américaine. M. Bébér, il y a un peu plus de deux ans, la mutuelle Equitable Life, devenue entre-temps une société par actions, est aujourd'hui la coqueluche de Wall Street. Introduit à la Bourse de New-York le 15 juillet 1992, au cours de 9 dollars, le titre Equitable en vaut maintenant plus de 19.

« Mots que je fais », Bébér dans cette galère ? Cette question était pourtant sur toutes les lèvres en juillet 1991 quand le président d'AXA a rendu public son investissement de 1 milliard de dollars dans la troisième compagnie d'assurance-vie américaine, une mutuelle et de surcroît au bord de la faillite. Les États-Unis étaient alors en pleine récession et la crise du Golfe n'allait pas améliorer le climat. Ses concurrents, très critiqués sur les méthodes de croissance à la hausse de M. Bébér, lui préféraient alors les pires mésaventures avec cette compagnie américaine mal en point. La constitution en moins de deux décennies, par celui qui fut le directeur général des Mutuelles unies d'Elbeuf, du troisième groupe français d'assurances, qui multipliait alors par 70 son chiffre d'affaires, il est vrai, beaucoup agacé.

Le risque n'était pourtant pas négligeable pour M. Bébér d'avoir agi par dépit après avoir échoué dans sa tentative de rachat d'un autre assureur américain, Farmers. Il s'était en effet associé à l'OPA monstre de 130 milliards de francs lancée en juillet 1989 par M. Jimmy Goldschmidt sur la maison-mère britannique de Farmers, le conglomérat BAT. Mais l'opération avait avorté.

Du côté d'Equitable Life, les apparences étaient peu réjouissantes. Touchée de plein fouet par la chute de la valeur de ses actifs immobiliers et boursiers (les

Le patronat de la métallurgie signe deux conventions avec l'Etat pour la formation

Pour un montant global de 420 millions de francs, deux conventions en faveur de la formation et du reclassement des salariés ont été signées, jeudi 25 février, entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et le ministère du travail. D'une durée de quatre ans, la première prolonge des accords précédents pour développer la formation professionnelle et la gestion prévisionnelle des emplois. La participation totale de l'Etat s'élève à 320 millions de francs. Destinée aux entreprises de cinq cents salariés qui licencient ou s'apprentissent à le faire, la seconde soutiendra en 1993 les actions de formation et de reclassement. L'Etat consacrerait 55 millions de francs et le programme communautaire Euroform interviendrait pour 45 millions de francs.

Dans un communiqué, la fédération de la métallurgie CFDT critique sévèrement ce double accord et accuse le ministre du travail d'« incohérence politique ». Les deux conventions ont été signées « hors de toute concertation avec les organisations syndicales » et limitent « au strict minimum la place des partenaires sociaux », note la CFDT, alors que des négociations sur la formation professionnelle sont en cours.

fameux « junk bonds », obligations à risques et à hauts rendements), la mutuelle, née cent trente ans auparavant, était au bord du gouffre. L'origine de ses problèmes remontait au milieu des années 70 avec la création de contrats d'assurance-retraite à revenus garantis, appelés GICS. Ces produits avaient connu un énorme succès dans les années 80 avec en contrepartie des taux de plus en plus élevés - concurrence oblige - de 14 % à 15 %. Les compagnies n'avaient pas le choix et devaient adosser ces produits à des placements toujours plus rémunérateurs et donc plus dangereux. Le système a fonctionné jusqu'en 1990, jusqu'au moment où le retournement brutal de conjoncture a fait chuter la valeur des investissements à risques et a condamné Equitable à faire des provisions massives.

Une démutualisation sans précédent

Dans une telle situation, le statut de mutuelle est un handicap considérable. Elle ne peut pas lever de capitaux sur les marchés puisqu'elle n'est pas cotée et appartient en totalité à ses sociétaires. La seule chance de convaincre un « chevalier blanc » passait par la démutualisation. Une opération sans précédent pour une mutuelle d'une telle ampleur - elle gère environ 150 milliards de dollars, soit plus de 800 milliards de francs - et toujours sans précédent dans l'Etat de New-York.

La complexité, la lenteur et la rigueur de la justice américaine auraient pu également en rebuter plus d'un. « Il s'agit, en tout, deux ans pour mener à terme cette démutualisation et il aurait été humainement impossible de faire plus vite », estime M. Henry Q. Conley, vice-président et directeur juridique d'Equitable. « Rendez-vous compte, il n'a fallu par exemple obtenir un nouvel agrément pour chacun de nos produits d'assurances et dans chacun des cinquante États. »

Un risque qu'AXA était prêt à prendre, en échange d'une rémunération de 22 % par an de son milliard de dollars et avec la perspective au bout du compte de prendre une part importante du nouveau capital d'Equitable. Un calcul qui s'est avéré judicieux. Après l'introduction à Wall Street en juillet 1992 de l'action Equita-

ble Life, le groupe français s'est retrouvé à la tête de 76 millions de dollars d'intérêts, de 49 % du nouveau capital d'Equitable et même potentiellement de 56,6 % en cas de conversion, possible à partir de juillet 1993, d'obligations convertibles. Et depuis, en huit mois, le cours de l'action Equitable Life a plus que doublé.

L'assureur affichait pourtant une perte de 894 millions de dollars en 1991. Elle s'est réduite à 128,7 millions de dollars en 1992 et pourrait se transformer selon les prévisions entre 100 et 300 millions de dollars de bénéfices en 1993. Le résultat courant, notamment hors coûts exceptionnels liés à la démutualisation, se trouve d'ores et déjà être positif dans les comptes de 1992 à 47,7 millions de dollars.

« Nous sommes dans une logique vertueuse, nous supportons de moins en moins de risques, la confiance revient à notre égard, tant sur le plan commercial que financier, ce qui nous permet de trouver des conditions de financement moins coûteuses », explique M. Joseph J. Melone, numéro deux d'Equitable Life. D'ailleurs, l'agence de notation Standard and Poor's a révisé, en juillet 1992, et en hausse, de A à A+, son appréciation sur les émissions d'Equitable.

La réduction des frais généraux a été sensible et le portefeuille des fameux GICS est revenu d'un sommet de 4,7 milliards de dollars en 1986 à 4,7 milliards à la fin de 1992. Il devrait encore se réduire à moins de 3 milliards de dollars dans les six prochains mois. « Nous n'avons pas le moindre problème de liquidités et comptons bien rembourser l'ensemble des GICS dans les deux à trois ans qui viennent », souligne M. Melone. La division GICS a même été transférée en septembre 1992 à un fonds séparé et financé par Equitable.

Certes, la nouvelle législation américaine des assurances va obliger Equitable à renforcer ses fonds propres, mais d'ici... deux ans, il lui faudrait selon les analystes environ 300 millions de dollars pour atteindre le ratio requis de capital sur total de bilan, la compagnie d'être qu'à 85 % de la norme fixée. La fusion programmée de deux sociétés financières du groupe, Equitable capital management et Alliance capital management a déjà pu permettre de récupérer 100 millions de dollars de fonds propres. De plus, l'image

d'Equitable est aujourd'hui suffisamment bonne sur les marchés pour lui permettre d'y trouver les capitaux.

Une opération juteuse

Pour AXA, l'aventure américaine semble particulièrement profitable. Le milliard de dollars investi en 1991 a été financé pour l'essentiel par des cessions en France d'actifs industriels entre 1989 et 1991 dans une période plutôt favorable. AXA a notamment vendu pour environ 5 milliards de francs ses participations dans les brasseries BGL, les semences Clause, les entreprises Garonor, EMGP et le holding Delmas Vieilleux. Par ailleurs, AXA a sous-estimé dans ses comptes la valeur d'Equitable et dispose donc de plus-values potentielles considérables. La compagnie française a repris les 49 % d'Equitable avec une décote de 58 % sur la valeur des actifs du groupe américain. Depuis, ces mêmes actifs ont été réévalués d'environ 2 milliards de francs.

Après l'opération Equitable, AXA est devenue la deuxième compagnie d'assurances française et la quinzisième du monde avec 93,9 milliards de francs de primes annuelles. Elle est même la quatrième de la planète pour les actifs gérés (1 024 milliards de francs), derrière Nippon Life, Dai Ichi Mutual et Prudential. M. Bébér n'attend apparemment pas en rester là.

Dans une interview accordée à Options Finance du 15 février, le président d'AXA se déclarait capable de mobiliser rapidement 15 milliards de francs pour saisir toute occasion en Europe, dans le Sud-Est asiatique, voire aux États-Unis. Il dispose de 8 milliards de francs de trésorerie. La privatisation possible en France dans les mois à venir d'une ou de plusieurs grandes compagnies d'assurances ne peut pas le laisser indifférent. Un ensemble AXA-AGF solide implanté à la fois en France, aux États-Unis, en Allemagne et en Espagne serait à même de lutter à armes égales avec le géant Allianz. Pure hypothèse, sans doute, mais il y a cinq ans, au début d'une autre vague de privatisations, M. Bébér affirmait : « Je dois absolument me marier à l'UAP, ou GAN ou aux AGF. »

ERIC LESER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ Royal Dutch Shell : hausse des résultats en 1992. - Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell se singularise. Alors que nombre de compagnies pétrolières - à commencer par les groupes français - affichent des résultats 1992 en forte baisse, ceux de Shell sont en hausse. D'une année sur l'autre, ils ont augmenté de 28 % à 3,06 milliards de livres (24 milliards de francs). Ce résultat, a expliqué, jeudi 25 février, le président de Royal Dutch, maison-mère néerlandaise du groupe Royal Dutch Shell, M. Cor Herkstoeter, est à mettre au crédit des activités traditionnelles (exploration-production d'hydrocarbures) qui ont fait preuve de « robustesse ». Il doit également beaucoup à l'opulence des finances du groupe. Shell détient quelque 5,6 milliards de livres (45 milliards de francs) en trésorerie et sous forme de titres de placement, et son endettement à long terme (12 % des fonds propres) est « le plus bas de toutes les compagnies pétrolières mondiales ».

Mais pour le président de Royal Dutch, les résultats « décevants » enregistrés par les branches pétrochimie, charbon et métaux (les trois ont été déficitaires) vont conduire en 1993 à des restructurations. ■ Bridgestone accroît son bénéfice impossible de 45,3 %. - Le fabricant de pneumatiques japonais Bridgestone a dégagé en 1992 un bénéfice impossible consolidé de 79,5 milliards de yens (3,8 milliards de francs), en hausse de 45,3 % sur 1991. Le chiffre d'affaires consolidé du premier fabricant japonais de pneumatiques a toutefois diminué dans le même temps de 1,1 % à 1 745 milliards de yens. Pour 1993, Bridgestone prévoit la stabilité de ses performances : 80 milliards de yens de bénéfice impossible et 1 750 milliards de yens de ventes.

■ Unilever : baisse de 5 % du bénéfice net en 1992. - Le groupe anglo-néerlandais Unilever (alimentation, produits d'entretien) a dégagé un bénéfice net de 4,002 milliards de florins (environ

11,5 milliards de francs) en 1992, en hausse de 5 % par rapport à 1991 sur la base de taux de change courants, a indiqué, mardi 23 février, le président du groupe, M. Floris Maljers. Lors de sa conférence annuelle de bilan au siège de Rotterdam (ouest des Pays-Bas), M. Maljers a précisé que le chiffre d'affaires d'Unilever s'est accru de 0,2 % l'an dernier à 76,370 milliards de florins.

BOURSE

■ Bernard Tapie Finance : radiation des actions BTF le 3 mars. - Les actions de Bernard Tapie Finance (BTF) seront radiées de la cote du second marché le 3 mars à l'issue de la séance de Bourse, a annoncé, jeudi 25 février, la Société des Bourses françaises.

ACQUISITIONS

■ Louis Vuitton achète Christian Lacroix pour 80 millions de francs. - Louis Vuitton, filiale de LVMH spécialisée dans la maroquinerie, a acquis 100 % de la maison de couture Christian Lacroix après d'une autre société du groupe, le Bon Marché, pour un montant de 80 millions de francs. Créée en 1987, la maison de couture Christian Lacroix réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 130 millions de francs mais demeure déficitaire, notamment en raison du succès modeste du parfum lancé sous son nom. Le rattachement de Christian Lacroix à Louis Vuitton devrait permettre d'étendre le réseau de distribution de Christian Lacroix, notamment en Asie où Louis Vuitton est très présent, et faciliter la mise au point de nouvelles lignes, notamment dans la maroquinerie.

■ Sagem achète Morpho-Systèmes à une filiale de la Caisse des dépôts. - Sagem poursuit sa politique de croissance externe. Le groupe spécialisé dans l'électrologie professionnelle vient d'acquiescer la société Morpho-Systèmes, leader mondial dans la reconnaissance automatique des empreintes digitales et spécialiste du traitement numérique de l'image. Créée en 1982 et installée à Fontainebleau (Seine-et-Marne), Morpho-

Systèmes était contrôlée par la Caisse des dépôts-développement (CDD, groupe Caisse des dépôts). Le montant de la transaction n'a pas été précisé. Morpho-Systèmes réalise, avec 200 personnes, un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, essentiellement à l'exportation.

CRISES

■ Digital Equipment va fermer une usine d'ordinateurs en Irlande. - Le constructeur informatique américain Digital Equipment a annoncé, jeudi 24 février, la fermeture, d'ici à février 1994, de son usine d'ordinateurs à Galway, en Irlande, ce qui supprimera l'essentiel des 800 emplois de cette usine, dans le cadre de son plan de restructuration. Digital conservera cependant son autre usine de Galway, qui abrite la direction européenne de la firme pour le développement et la distribution de logiciels, et qui emploie 350 personnes.

■ RVI annonce 117 licenciements dans le cadre du plan de restructuration 1993. - Le plan de restructuration 1993 chez Renault-Véhicules industriels, prévoyant 1 348 suppressions de postes dans le groupe, devrait déboucher sur 117 licenciements. Ces chiffres ne prennent toutefois pas en compte le site de Blainville (Calvados), également concerné par les suppressions de postes, où le nombre de licenciements ne sera connu que fin mars.

STRATÉGIE

■ Ford Europe va restructurer ses activités de développement. - Ford Europe va concentrer ses activités de recherche et développement : 200 millions de livres (1,6 milliard de francs) seront consacrés à ce programme qui sera mis en œuvre sur cinq ans. Le site britannique de Dunton, dans le sud-est de l'Angleterre, regroupera l'ensemble des employés actuellement basés dans trois autres centres. Ford a un autre centre de recherche européen d'une taille similaire près de Cologne en Allemagne.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 26 février ↑ Reprise

La Bourse de Paris a repris assez nettement vendredi 26 février et effaçait ainsi les pertes enregistrées la veille dans un marché toujours très calme. En clôture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une hausse de 0,85 % à 1 983,10 points.

Les opérateurs continuent à jouer une baisse prochaine des taux d'intérêt en France mais surtout en Allemagne, pays où la situation économique se détériore sensiblement. La réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G7 ce week-end à Londres pourrait donner une impulsion dans le bon sens, estimant quelques boursiers. La hausse de 0,4 % des prix en France en janvier, selon le nouvel indice de l'INSEE, est considérée plutôt comme une bonne nouvelle. Après deux mois de stabilité

at un mois de baisse des prix, cette progression indique que l'économie française n'est pas en panne totale, explique un analyste.

Pour autant, les transactions restent faibles et les investisseurs continuent à faire preuve de beaucoup de prudence. Cette prudence s'explique notamment par le fin de mois de février en Bourse. Elle signifie l'arrivée à expiration des contrats à terme sur indices qui provoquent traditionnellement des soubresauts violents peu avant la clôture.

Du côté des valeurs, on remarque plus particulièrement les hausses de 5,5 % de Bati Investissements, de 4,2 % de Modine, de 3,5 % de Charbon, de 3,2 % de Worms et de 2,5 % de Thomson-CSF. Recul en revanche de 6,5 % de SCOD, de 3,1 % de Dynatone et de 2,8 % de Vallourec.

NEW-YORK, 25 février ↑ Irrégulière

Wall Street a terminé à la légère, après une séance irrégulière, marquée avant tout par la nervosité des investisseurs qui ont liquidé les valeurs gagnantes des derniers jours et ont acheté les titres délaissés. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture à 3 358,14 points en hausse de 6,84 points (+0,26 %). Les échanges ont été relativement modérés avec quelques 252 millions de valeurs traitées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de cinq contre quatre : 1 067 contre 806. Les valeurs continuent à bénéficier du transfert de capitaux du marché obligataire vers Wall Street, après la hausse des taux à long terme, mardi, à leur plus bas niveau historique. « L'argent continue de circuler très rapidement d'un marché à l'autre et même violemment », constatait un professionnel de la maison de courtage Gruntel and Co. Selon lui, cette importante messe financière en circulation est un signe de la reprise sous-jacente du marché.

Les titres pharmaceutiques ont repris leur mouvement de baisse après deux jours de hausse, tandis que ceux du secteur informatique ont

continué à bénéficier d'un plan de soutien des industries électroniques et informatiques annoncé lundi par le président Bill Clinton.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, est monté à 6,85 % contre 6,80 % mercredi.

| VALEURS | Cours de 24 fév. | Cours de 25 fév. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 71,34 | 70,58 |
| AT&T | 68,18 | 68,36 |
| Bell | 24,78 | 24,78 |
| Chemical Bank | 31 | 31,38 |
| Du Pont de Nemours | 40,78 | 40,78 |
| Exxon Mobil | 69,38 | 69,38 |
| Eastman Kodak | 63,12 | 63,58 |
| Enron | 46,78 | 46,18 |
| General Electric | 81,18 | 81,18 |
| General Motors | 37,78 | 37,34 |
| Goodyear | 69,14 | 67,68 |
| IBM | 51,34 | 51,34 |
| ITT | 74,38 | 74,14 |
| Mobil Oil | 67,18 | 66,12 |
| Rockwell | 62,18 | 62,18 |
| Schlumberger | 69,12 | 68,34 |
| Sony Corp. | 12,18 | 12,18 |
| U.S. Steel | 116 | 115,14 |
| Union Carbide | 17 | 17 |
| United Tech. | 64,68 | 64,14 |
| Westinghouse | 13,14 | 13,18 |
| Xerox Corp. | 62 | 62,18 |

LONDRES, 25 février ↑ Emmené par les chimiques

La forte hausse de l'action du groupe chimique ICI a entraîné dans son sillage l'ensemble de la Bourse de Londres jeudi, l'indice Footsie gagnant 0,4 % soit 11,7 points à 2 828,7.

Les fonds d'Etat ont gagné près d'un demi-point par endroits. Le volume des échanges s'est élevé à 618,4 millions de titres contre 588,1 millions la veille. Les pétroliers ont été irréguliers après la publication des résultats annuels de British Gas et de Shell, conformes aux prévisions. Les assurances ont dénoté un tonus mitigé aux chiffres de Royal Insurance, qui a réduit ses pertes annuelles de 60 %.

Le groupe chimique Imperial Chemical

Industries (ICI) a bondi de 70,5 pences à 1 152,5, les investisseurs espérant que son augmentation de capital de 1,3 milliard de livres va favoriser sa reprise.

| VALEURS | Cours de 24 fév. | Cours de 25 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alfred Lyons | 5,88 | 6,83 |
| ICI | 2,75 | 2,75 |
| BP | 5,50 | 6,63 |
| Castrol | 4,68 | 4,68 |
| Cellulose | 1,25 | 1,25 |
| GLS | 25,50 | 25,50 |
| ICI | 10,78 | 11,83 |
| Imperial Chemical | 12,18 | 13,25 |
| Shell | 5,91 | 5,82 |
| Unilever | 11,85 | 12,08 |

TOKYO, 26 février ↑ Bonne fin de séance

Grâce aux achats effectués par les caisses de retraite, le cours de Tokyo a réussi vendredi à terminer la séance sur une note positive, l'indice Nikkei gagnant 45,98 yen, soit 0,27 % pour atteindre 16 953,35 yen.

Les ventes ont été moins importantes que ce qu'espéraient les milieux boursiers. Mais les achats sont restés limités, car de nombreux opérateurs sont préoccupés par les résultats des sociétés et la baisse de

l'activité économique ces dernières semaines.

| VALEURS | Cours de 25 fév. | Cours de 26 fév. |
|---------------------|------------------|------------------|
| Agip | 1 240 | 1 170 |
| Belgium | 1 160 | 1 170 |
| Canon | 1 310 | 1 320 |
| Fujitsu | 1 780 | 1 780 |
| Honda Motor | 1 230 | 1 230 |
| Mitsubishi Electric | 1 040 | 1 050 |
| Mitsubishi Heavy | 800 | 805 |
| Sony Corp. | 3 320 | 3 320 |
| Toyota Motor | 1 340 | 1 350 |

CHANGES

Dollar : 5,58 F ↑

Le dollar regagnait du terrain vendredi 26 février, tandis que le franc s'affaiblissait face au mark. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,58 francs contre 5,444 francs la veille à la cotation officielle.

| | 25 fév. | 26 fév. |
|-----------------|---------|---------|
| FRANCFORT | 25 fév. | 26 fév. |
| Dollar (en DM) | 1,638 | 1,641 |
| TOKYO | 25 fév. | 26 fév. |
| Dollar (en yen) | 117,53 | 117,85 |

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (26 fév.) : 11 316 - 11 516
New-York (25 fév.) : 3 1/8 %

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 553,34 520,29
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 953,39 1 944,64

NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industrielles : 3 356,50 3 308,53
LONDRES (indice Financial Times)
Industrielles : 2 817 2 828,70
30 valeurs : 2 172,90 2 176,50
Mines d'or : 95,39 94,90
Fonds d'Etat : 96,52 96,26

FRANCFORT
Dix : 24 fév. 25 fév.
1 644,24 1 638,91

TOKYO
25 fév. 26 fév.
Nikkei Dow Jones : 16 907,39 16 953,35
Indice général : 1 278,28 1 284,21

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS COMPTANT | COURS TERME TROIS MOIS |
|-----------------------|----------------|------------------------|
| | Demandé | Offert |
| \$-U | 5,5780 | 5,5800 |
| Yen (100) | 4,7305 | 4,7343 |
| Yen | 5,6989 | 5,6970 |
| Deutschmark | 3,9847 | 3,9851 |
| Franc suisse | 3,6581 | 3,6589 |
| Lire italienne (1000) | 3,6581 | 3,6589 |
| Lire sterling | 7,9500 | 7,9500 |
| Peseta (100) | 4,7246 | 4,7284 |
| | 5,7020 | 5,7000 |
| | 4,8350 | 4,8354 |
| | 6,9951 | 6,9952 |
| | 3,7158 | 3,7160 |
| | 3,5003 | 3,5010 |
| | 4,6739 | 4,6913 |

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

| | UN MOIS | TROIS MOIS | SIX MOIS |
|-----------------------|---------|------------|----------|
| | Demandé | Offert | Demandé |
| \$-U | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 |
| Yen (100) | 3 5/16 | 3 7/16 | 3 1/4 |
| Yen | 9 3/8 | 9 3/4 | 9 1/4 |
| Deutschmark | 9 3/8 | 9 3/4 | 9 1/4 |
| Franc suisse | 5 1/2 | 5 5/8 | 5 1/4 |
| Lire italienne (1000) | 11 3/8 | 11 5/8 | 11 1/4 |
| Lire sterling | 6 1/4 | 6 3/8 | 6 1/4 |
| Peseta (100) | 12 1/4 | 12 1/8 | 12 1/8 |
| Franc français | 11 3/4 | 12 1/8 | 12 1/8 |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

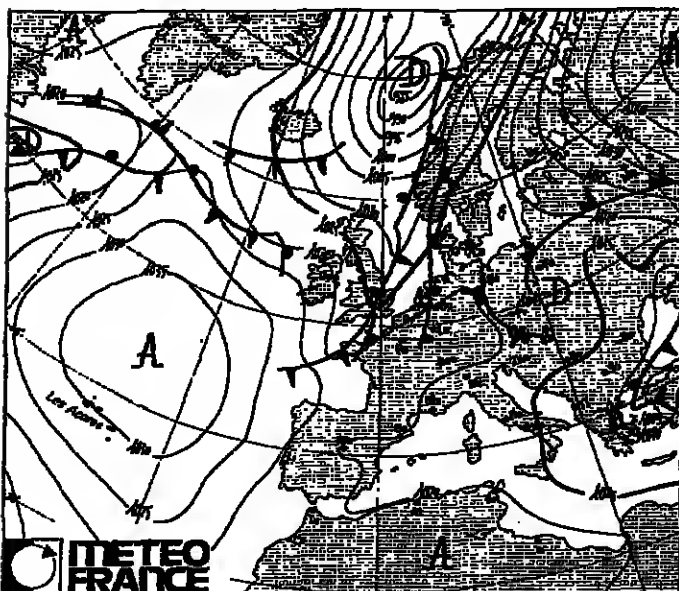
هكسان الرصلي

BOURSE DE PARIS DU 26 FÉVRIER

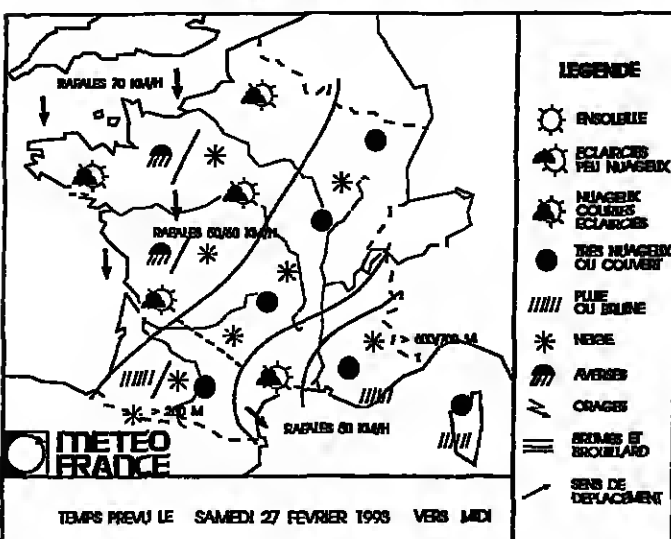
MATIF

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1993



Temps froid, ciel couvert, des pluies faibles et des flocons possibles partout. Ciel couvert au lever du jour sur pratiquement tout le pays. La France est coupée en deux.

A l'est des régions Poitou-Charentes, Centre et Picardie, le ciel est couvert, avec des précipitations faibles mais continues. Il s'agira en général de neige, même en plaine à basse altitude. Sur les Alpes du Nord et les massifs du Nord-Est, ces neiges seront faibles, alors que sur les massifs des Pyrénées et du Massif Central, les cumuls pourront être plus importants.

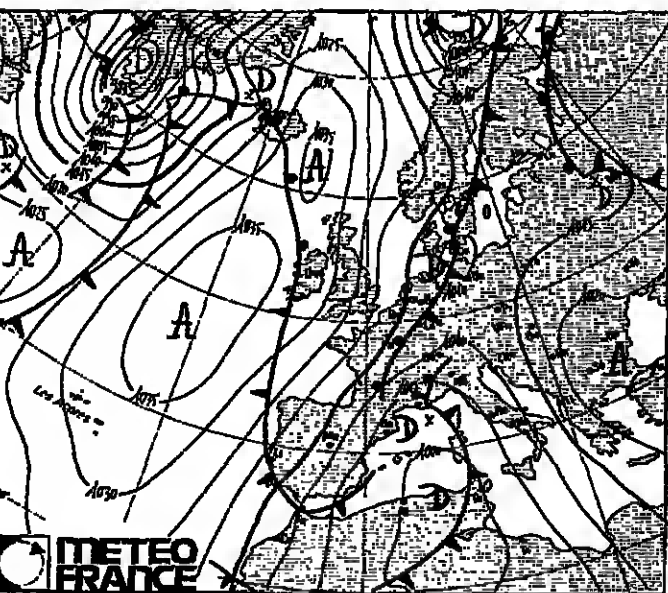
Sur un quart sud-est, il y aura beaucoup de neige, et des pluies continues, qui se feront sous forme de

neige sur les Alpes du Sud au-dessus de 700 mètres. Toujours de la tramontane soufflant à 50 km/h en rafales.

Au nord d'une ligne Biarritz-Bourges-Cherbourg-Metz, il y aura beaucoup de giboulées, avec pluie et neige mêlées; le tout accompagné d'un vent de secteur nord assez fort. Jusqu'à 70 km/h en rafales sur les côtes de la Manche, 50 km/h dans l'intérieur.

Côté températures, au lever du jour, elles avoisineront souvent +2 à +4 degrés sur le Nord-Est et le Centre-Est, et sont comprises entre 2 et 4 degrés partout ailleurs. Les températures maximales atteindront 2 degrés dans le Nord-Est, et 4 à 5 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-2-93 à 18 heures TUC et le 26-2-1993 à 6 heures TUC

| FRANCE | STRASBOURG | MAURID |
|--------------------|------------|---------|
| ALACCO 10 -2 C | 4 -8 D | 11 -2 D |
| BIARRITZ 5 -3 D | 4 -3 D | 20 8 D |
| BORDEAUX 7 -4 D | 3 0 C | 26 10 D |
| BURIGNY 6 -1 C | | |
| BREST 8 4 P | | |
| CANN 8 4 P | | |
| CHERBOURG 8 4 P | | |
| CLEMONT-FER 3 -7 N | | |
| DUN 4 -6 D | | |
| GRENOBLE 4 -6 D | | |
| LILLE 7 1 C | | |
| LIMOGES 3 -4 C | | |
| LYON 8 4 P | | |
| MARSEILLE 8 4 P | | |
| NANCY 8 4 P | | |
| NANTES 7 2 C | | |
| NIOS 10 2 D | | |
| PARIS-MONTS 8 4 P | | |
| PARIS 8 4 P | | |
| PERPIGNAN 9 2 D | | |
| POURVILLE 29 13 D | | |
| RENNES 9 4 P | | |
| ST-ETIENNE 2 -10 D | | |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SPORTS

Une décision du Conseil mondial de l'automobile

Le Grand Prix de France de formule 1 rétabli au calendrier

Le Grand Prix de France de formule 1, menacé par la loi Evrin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (le Monde du 12 décembre), aura bien lieu le 4 juillet sur le circuit de Nevers-Magny-Cours. Les garanties apportées le 4 février par la Fédération française du sport automobile concernant les amendements votés par le Parlement, l'abandon par le Comité national contre le tabagisme des poursuites engagées en justice et la mise en place d'une commission chargée de répartir 450 millions de francs de crédits gouvernementaux destinés à compenser les budgets alloués par les cigarettiers, ont satisfait le Conseil mondial de l'automobile qui s'est prononcé, jeudi 25 février, pour le rétablissement du Grand Prix de France dans le championnat du monde de formule 1.

Le conseil mondial a également approuvé la réintégration de l'équipe Williams-Renault qui n'avait pas fait parvenir son engagement dans les délais. Alain Prost participera ainsi au premier grand prix de la saison, le 14 mars en Afrique du Sud, mais il devra ensuite répondre devant le prochain conseil mondial, fixé au 18 mars, de propos jugés injurieux par les dirigeants du sport automobile. Il risque un blâme, une amende, une suspension, voire une disqualification.

Les mesures proposées le 12 février par le conseil mondial de la formule 1 dans le but de réduire les coûts pour les équipes ont également été adoptées par le conseil mondial. Ces mesures concernent la réduction de la durée des essais libres et des séances de qualification, la limitation des trains de pneus et de l'usage de la voiture de réserve et une nouvelle définition du carburant, plus proche de celui proposé dans le commerce. Le conseil mondial du 18 mars devra se prononcer sur d'autres mesures envisagées pour 1994 : utilisation d'un seul moteur par grand prix et limitation des systèmes électroniques d'assistance au pilote.

FOOTBALL : championnat de France. - Monaco a battu Marseille (1-0), jeudi 25 février, en match avancé de la vingt-septième journée du championnat de France de football. Cette victoire permet aux Monégasques de rejoindre les Marseillais en tête du classement.

BASKET-BALL : championnat d'Europe. - Pau-Orthez s'est qualifié, jeudi 25 février, pour les quarts de finale du championnat d'Europe en battant Trévise (82-55). Limoges, qui avait déjà assuré sa qualification, a été battu à Tel-Aviv par le Maccabi (70-69). En quarts de finale, Pau-Orthez accueillera le PAOK Salonique le 11 mars tandis que Limoges se déplacera au Pirée. Les matches retour sont fixés au 16 mars.

PARIS

Petite Ceinture derniers tours

Avant que le tour de Paris ne devienne définitivement impossible à la suite de la remise, fin mai, de la ligne des Moulineux à la RATP en vue de son réaménagement, la Cercle ouest parisien d'études ferroviaires (COEPF) organise deux nouveaux voyages commentés de découverte de la Petite Ceinture :

- le samedi 27 mars, en rame diesel, départ de la gare de Lyon à 8 h 30, retour vers 13 heures (adultes 120 F, enfants de six à douze ans 60 F) ;

- le samedi 3 avril, en train à vapeur, départ à 8 heures, retour vers 13 heures (220 F et 140 F, avec possibilité de déjeuner dans la voiture saloon-bar (220 F, nombre de places limité).

Une participation aux deux voyages est aussi possible au prix de 300 F pour les adultes et 160 F pour les enfants.

► Inscriptions avant le 18 mars auprès du COEPF, 18 rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : 45-81-11-06 (joindre une enveloppe timbrée avec adresse pour l'envoi de la convocation).

CARNET DU Monde

Décès

- M^{me} Luciano Bolis, son épouse, M^{me} Lucia Bolis Tonnel, sa fille, ont le douleur d'annoncer le décès de

LUCIANO BOLIS, médaillé d'argent de la Résistance en Italie, militant européen de la première heure, ancien haut fonctionnaire du Conseil de l'Europe, journaliste et écrivain, survenu à Rome, le 20 février 1993.

Ses cendres seront transférées sur l'île de Ventotene.

- Régine Bonnardel, André Bonnardel, font part de la mort de leur père,

Marcel BONNARDEL, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier dans l'ordre national du Mérite, ancien conseiller municipal de Lyon,

le 22 février 1993, dans sa quatre-vingt-septième année et rappelle le souvenir de leur mère,

Marthe, née Roguet, décédée le 1^{er} mai 1968.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière d'Anse (Rhône).

Merci de ne pas adresser de condoléances.

- M^{me} Hernando Vines, son épouse, Nina, sa fille, sa sœur, Gérard Gubisch, son gendre, Nora, sa petite-fille, M^{me} Elvira Vines-Soto, sa sœur, et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hernando VINES, artiste peintre, médaillé d'or du ministère espagnol des beaux-arts,

survenu le 24 février 1993, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le vendredi 26 février, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat directeur de la rédaction

Jacques Guille directeur de la gestion

Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès Jacques Amaud Thomas Farnaud Philippe Herpin Jacques-François Simon

Daniel Varner (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bourne-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Lescaume (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-28

Télégramme : 40-65-25-28

1, PLACE NAUDET-BOURNE-MÉRY 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-28

Télégramme : 40-65-25-28

14^e arrdt

PX INTÉRESSANT. Logis

M^{me} PLAISANCE 70 m²

Imm. récent, 10 cit. 6^e Box

54^e, 2 ch., cuis., bath.

215. R. RAYMOND-LOISELARD

Samedi, dimanche 14 h 30/17 h

- La Banque Indosuez a le regret de faire part du décès de

M. Maxime GRANGE, ancien directeur général adjoint, membre du comité de direction.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 26 février 1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Louis en l'île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'île, Paris-4^e.

- On nous prie d'annoncer la mort de

M^{me} Louis Henri NOUVEAU, née Renée Cordesse, croix de guerre 1939-1945, member of the Civil Division of the Order of the British Empire (MBE), medal of Freedom with bronze palm.

le 11 février 1993, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De la part de :

M^{me} Mourgue d'Algue,

M^{me} J.-P. Nouveau,

M. et M^{me} Nicolas Nouveau,

Victoire et Alexandre Nouveau et leurs enfants.

Errata

- Dans l'annonce, parue hier, de la mort de

M. Pierre HAOUR,

la mention du Père Bernard Haour, s.j., son fils, a été supprimée par erreur.

Anniversaires

- Il y a cinq ans,

Chislaine COSTA

nous quittait.

Son père,

Paul MERLIN,

l'a rejointe.

Pensons à eux.

- A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY (X 70),

une pieuse pensée est demandée en ce vingt et unième anniversaire de sa mort.

- Il y a cinquante ans...

le 27 février 1943,

Jacob ZIPPER,

né en 1907, résistant juif, arrêté par la police française, interné à Drancy, déporté convoi 51, exterminé à Mauthausen le 6 mars 1943.

N'oublions jammis.

Soutenances de thèses

- « La prose de I.A. Bounine (1920-1953) : la reconstruction d'une œuvre », par Claire Hauchard, sous la direction de M. Jacques Cattaui, professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, samedi 27 février 1993, 9 h 30, salle Louis-Liard, en Sorbonne.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 27 février

Dronot-Richelieu, 14 h :

estampes, gravures, lithos.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 27 février

Argenteuil, 11 h 30 et 14 h :

matériel de cinéma; Le Raincy, 14 h :

matériel, objets d'art; Nanterre, 14 h :

matériel, argenterie.

Dimanche 28 février

Fontainebleau, 14 h :

matériel, objets d'art; La Varenne-St-Hilaire, 14 h 30 :

tableaux et sculptures, modernes; Provins, 11 h et 14 h :

tableaux et sculptures, modernes; St-Germain-en-Laye, 14 h :

matériel, objets d'art; Versailles (Cherbourg-Légers), 14 h :

tableaux modernes et contemporains, sculptures.

PLUS LOIN

Samedi 27 février

Aix-en-Provence, 9 h 30 :

céramique.

FOIRES ET SALONS

Paris parc floral, Brest, Béziers, Saumur, Verdun, Strasbourg et Castelsarrasin.

FOIRE A LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE

27 FÉVRIER au 7 MARS 1993

10 H - 19 H WEEK-END

11 H - 19 H SEMAINE

Bois de Vincennes

15^e - Vincennes

Métro : Châtelet de Vincennes

Du 11^e au 12^e (arrêt Parc Floral)

PARC FLORAL DE PARIS

Organisation : SADEMA - Tél. : 40 62 85 95

86, rue de Lille - 75007 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

9^e arrdt

Prix Conservatoire, 140 m²

Mobilier et cheminée.

Parquet Versailles, 48-65-07-08

RUE DE BRUXELLES

7 P. 170 m² 4 P. 120 m²

Imm. réent. 48-65-07-08

15^e arrdt

RUE DUTOT, 2 P.

CHARME EXCEPTIONNEL

40 M² JARDIN. 48-65-07-08

VALIGNY 2/3 P. - Balcon

calme - sol 1 280 000 F

visage possible - 42-65-07-57

16^e arrdt

M^{me} MOLITOR, Bel imm.

4^e arr. Vue dégagée. Jard. 50

liv. double, 2 chbres, cuis.,

bain, 100 m² 13, rue Molitor

Samedi, dimanche 14 h-17 h

appartements

achats

Recherche 2 à 4 P. Paris prest.

5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 6^e P.

FAIE COMPTANT chez nous

48-73-48-07, même le soir.

locations non meublées offres

Région parisienne

A LOUER

CHATILLON

Centre ville

APPARTEMENTS

STUDIOS - 2 P. - 3 P.

PARKING sous-sol

Imm. nat. pierre de taille

EFIMO 46-60-45-96

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

COOCCILIATIONS

et tous services, 43-55-17-50

L'AGENDA

Livres

LES ÉDITIONS TIREBIAS

et les auteurs

Sylvie GRAFFARD

et Michel REYNAUD

préparent un ouvrage sur les

« Triangles roses »

portée et dépensés pour fait

d'homosexualité

Recherchent toute info.

Écrire à notre S.P. 172

75008 Paris Cedex 15 ou au

Après l'accident d'un car scolaire
dans les Alpes-de-Haute-Provence

Un transporteur de Manosque
est inculpé et écroué

DIGNE

de notre correspondant

Deux semaines après le dramatique accident du car de ramassage scolaire Manosque-Gréoux-les-Bains, qui avait coûté la vie au chauffeur et avait fait trente-huit blessés parmi les collégiens et les lycéens transportés (le Monde du 13 février), le patron de l'entreprise propriétaire du véhicule, M. Gilbert Jaffred, a été inculpé et écroué le 25 février.

C'est le premier résultat de l'enquête judiciaire menée par les gendarmes sur commission rogatoire du juge d'instruction de Digne, M. Yves Bonnet. En se penchant sur l'épave du car, les experts désignés par le magistrat sont en effet arrivés à la conclusion que le système de freinage du véhicule accidenté souffrait d'un grave défaut d'entretien qui engageait la responsabilité du transporteur.

Il y a une semaine, les premiers éléments de l'enquête administrative avaient toutefois mis en évidence une absence de moyens matériels suffisants pour permettre au service départemental des Mines de pratiquer des contrôles techniques rigoureux et, partant, fiables sur les poids lourds et les véhicules de transport en commun. En clair, quelle que soit leur bonne volonté, les techniciens de la subdivision de Manosque de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche (DRIRE), dont dépendent les Mines, ne sont pas toujours en mesure de détecter une anomalie de fonctionnement ou d'entretien, voire de constater une défaillance plus grave, sur un car comme celui appartenant à M. Jaffred.

Les autorités sont maintenant dans l'attente du rapport définitif de la commission d'enquête administrative, au vu duquel le préfet des Alpes-de-Haute-Provence devrait prendre un arrêté afin que tous les cars du département subissent, à partir du 1^{er} mars, une visite poussée dans un centre spécialisé d'Aix-en-Provence.

FRANÇOIS DE BOUCHONY

Lignes à haute tension et appareils ménagers

EDF développe les recherches sur les effets des champs électromagnétiques sur la santé

L'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) a rendu publique, jeudi 25 février, une synthèse de la littérature épidémiologique internationale concernant les effets sur la santé des champs électromagnétiques de fréquence industrielle. Ce travail, réalisé sous l'autorité du professeur Joseph Lellouche (directeur de l'unité 169 de l'INSERM), avait été demandé par EDF en janvier 1991.

En dépit des nombreux travaux épidémiologiques menés depuis une trentaine d'années, la question des effets sur la santé – et notamment des effets cancérogènes – des champs électromagnétiques continue de faire l'objet de nombreuses controverses. Le principal sujet d'inquiétude concerne l'impact de ces champs sur les personnes vivant à proximité des lignes électriques à haute tension ou sur celles étant fréquemment, pour des raisons professionnelles, près de ces mêmes lignes. Un autre point d'interrogation concerne les éventuelles conséquences sur la santé de l'usage de certains appareils domestiques (rasoirs électriques, couvertures chauffantes, fours à micro-ondes, etc.).

« Savoir si ces effets sont réels est évidemment de la plus extrême importance compte tenu de l'ubiquité de ces champs », explique le professeur Lellouche. Mais, du fait même de l'extrême diversité des situations de l'usage électrique de toutes sortes, conclure à tort ou à raison des implications socio-économiques dramatiques. Dans ses conclusions, le professeur Lellouche précise que, en l'état actuel des connaissances épidémiologiques, il y a « très peu d'argu-

ments » pour relier une exposition résidentielle aux champs magnétiques à l'apparition de cancers chez l'adulte. En revanche, « on ne peut totalement exclure un effet d'une exposition professionnelle sur l'apparition de leucémies ou de tumeurs du cerveau chez l'adulte et sur l'apparition de leucémies chez l'enfant ».

Poursuivre les investigations

Les épidémiologistes observent toutefois certaines « incohérences » dans les résultats obtenus. Ils précisent par ailleurs que les risques sont relativement peu élevés, ce qui rend difficile toute conclusion définitive sur ce sujet. Une importante enquête épidémiologique réalisée auprès des travailleurs de l'industrie électrique et associant EDF à Hydro-Québec et à Ontario-Hydro devrait fournir de précieux enseignements. Ses conclusions, attendues depuis un an, sont annon-

cées pour le premier semestre de cette année.

En toute hypothèse, EDF estime désormais « qu'il faut poursuivre les investigations sur ce dossier et les amplifier sous certains angles ». « De nouvelles investigations étant nécessaires pour confirmer ou infirmer le rôle éventuel des champs électromagnétiques sur la santé, EDF va contribuer à accroître encore l'effort de recherche, non seulement en épidémiologie, mais surtout en recherche fondamentale biologique : expérimentations animales et cellulaires, rôle des hormones... ».

Au-delà des problèmes de santé publique qui pourraient être soulevés si un effet cancérogène, même minime, était observé, ce phénomène pose en effet une question essentielle, celle de la nature des mécanismes biologiques qui pourraient être impliqués, des mécanismes qui, jusqu'à présent, demeurent tout à fait mystérieux.

JEAN-YVES NAU

M. Fidel Castro satisfait des résultats

Les 589 candidats uniques aux législatives cubaines ont été élus

Tous les candidats uniques présentés aux élections à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), mercredi 24 février, ont obtenu plus de 50 % des voix et sont donc élus, a déclaré jeudi la Commission électorale nationale (CEN), annonçant une participation de 98,75 %. Cuba dispose désormais d'une Assemblée nationale de 589 membres, élargie par rapport à la chambre précédente qui ne comptait que 310 députés. La nouvelle Assemblée – élue pour la première fois au suffrage universel direct alors qu'elle était auparavant élue au second degré par les membres des assemblées municipales – est fortement renouvelée puisqu'elle ne compte que 98 des 310 députés de la précédente législature. Elle comprend 23 % de femmes et 47 députés âgés de moins de trente ans.

La nouvelle Assemblée, élue pour cinq ans, devra se réunir dans un délai de 45 jours afin d'élire, en son sein, les membres du Conseil d'Etat et le président de cette institution. M. Fidel Castro dirige le Conseil d'Etat, qui exerce le pouvoir législatif entre les sessions parlementaires (deux sessions ordinaires de trois jours chaque année) et se succèdent à lui-même.

La nouvelle ANPP comprend une vingtaine de membres de l'actuel Conseil d'Etat, la totalité des 26 membres du bureau politique du Parti communiste (PCC), dont MM. Fidel et Raul Castro, et 11 des 32 ministres et ministres-présidents des instituts gouvernementaux centraux. Satisfait des résultats, M. Fidel Castro a évoqué en plaisantant, lors d'une conférence de presse à Santiago de Cuba, son possible retrait de la vie politique. « Même les marathoniens se fatiguent », a-t-il lancé, après avoir souligné que ses « compatriotes n'exigent pas » de lui qu'il soit « de nouveau candidat en 1998 ».

Cancellant envers les Etats-Unis, encore présentés à la veille des élections comme l'adversaire à battre lors de la consultation, M. Fidel Castro a fait pour la première fois l'éloge public du président Bill Clinton après avoir souhaité une amélioration des relations avec Washington sur la base du « respect mutuel et de la souveraineté nationale ». La Maison Blanche n'immédiatement réagi, considérant que le scrutin de mercredi n'avait été « ni libre, ni honnête » et en réaffirmant sa volonté de « renforcer les sanctions jusqu'à ce qu'il y ait un réel changement à Cuba ». – (AFP, AP, Reuters, UPI)

Concrétisant sa volonté de se diviser en deux

Le britannique ICI rend autonome sa pharmacie

Les dirigeants d'ICI ont confirmé, jeudi 25 février, le détachement prochain du groupe des activités pharmaceutiques et agrochimiques, rassemblées dans une nouvelle société appelée ZENECA. Modélisée et cédée de ce « dégroupage » ont été détaillées lors de la présentation des comptes annuels. En 1992, l'un des cinq premiers chimistes mondiaux a vu son résultat d'exploitation baisser de 28 %, à 565 millions de livres (4,5 milliards de francs). ICI a enregistré une perte de 384 millions de livres en raison d'une provision exceptionnelle de 949 millions.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La dégradation de la conjoncture économique mondiale et les contre-performances de l'industrie chimique en général, et d'ICI en particulier, n'ont pas ralenti la réorganisation du premier groupe britannique. Au contraire, le projet annoncé en juillet 1992 consistant à sortir du reste du groupe toute l'activité « biosciences » (produits pharmaceutiques, agrochimie, semences, spécialités) est en voie d'achèvement. En mai, les actionnaires d'ICI auront à approuver la création de ZENECA, société cotée en Bourse. L'approbation semble acquise, la plupart des institutions détenant la majeure partie du capital étant favorables à cette partition.

Chaque porteur d'actions recevra une action ZENECA pour chaque titre ICI possédé et aura droit à un bon de souscription privilégié pour participer à une augmentation de capital de 1,3 milliard de livres lancée simultanément. Les actionnaires auront également la certi-

tude que le montant des dividendes versés pour 1993 par ZENECA et ICI nouvelle forme ne sera pas inférieur à celui qui leur a été attribué par le groupe au vu des résultats de 1992.

Deux sociétés indépendantes existeront alors côte à côte. Le nouvel ICI, composé uniquement de son activité chimique traditionnelle (les peintures, les explosifs, les produits chimiques industriels) verra son chiffre d'affaires tomber de 12 milliards de livres à 8,4 milliards et son bénéfice d'exploitation fondre à 148 millions de livres pour 1992. ZENECA, en revanche, apparaîtra comme beaucoup plus attractif et rentable, ayant dégagé, en 1992, 587 millions de résultats d'exploitation, principalement grâce à la pharmacie, pour un chiffre d'affaires approchant les 4 milliards de livres.

Neuf mille suppressions d'emplois

L'une des idées maîtresses présentant à cette scission n'est pas d'ordre financier mais plutôt stratégique. Les activités pharmaceutiques et agrochimiques, qui évoluent de manière si différente – clientèle ou recherche – qu'elles n'ont plus rien de commun. L'actuel président du groupe, Sir Dennis Henderson, qui dirigera les deux entités, aime à se comparer à un père de famille. « Avant de partir, l'enfant doit rembourser l'argent avancé par ses parents ». Partant de ce principe, l'augmentation de capital de ZENECA servira en partie à désemparer ICI.

Que deviendra cette jeune société ? Qu'en sera-t-il de son indépendance, sachant qu'elle se classe au dix-septième rang mondial des laboratoires pharmaceutiques ? « Nous avons une taille sensiblement analogue à celle de Roche, qui est indépendante », réplique M. David Barnes, le directeur général de ZENECA. Pas question

donc de se livrer à un actionnaire puissant. Des participations croisées de faibles montants pourraient être envisagées avec d'autres laboratoires en cas de collaboration sur certains produits. De plus, aux yeux des dirigeants, ZENECA avait un nombre important de produits en développement n'a pas de raison de chercher à se rapprocher.

« Le moment choisi pour réaliser ce dégroupage est le bon », n'ont cessé de répéter les différents dirigeants d'ICI. Dès que l'économie repartira, chacune des deux sociétés sera en pointe dans son secteur. La reprise, Sir Dennis ne la voit pas avant le deuxième semestre 1993, le groupe profitant alors de la dévaluation de la livre pour ses ventes.

Les résultats du premier trimestre devraient encore être mauvais, tout comme l'ont été ceux de la fin de l'année 1992. Au dernier trimestre, les dirigeants d'ICI ont été conduits à constituer une provision de 949 millions de livres, ce qui a fait plonger les comptes dans le rouge (384 millions de pertes), dans un exercice où seule la pharmacie a permis au groupe de limiter la baisse de son résultat d'exploitation (-28 %) à 565 millions de livres. Les écarts exceptionnels comprennent, outre 148 millions nécessaires pour mettre certains sites en conformité avec les règles de l'environnement, 316 millions pour financer des coûts de restructuration. ICI, qui a déjà supprimé 21 000 emplois au cours des deux dernières années, verra son effectif diminuer de 9 000 personnes d'ici à 1995. En outre, 6 000 salariés quitteront le groupe pour rejoindre l'américain Du Pont auquel ont été cédées les activités de nylon en échange des plastiques acryliques.

D'autres réaménagements de transferts pourraient être étudiés mais, pour l'instant, Sir Dennis Henderson considère le projet de « dégroupage » entre la pharmacie et la chimie traditionnelle « comme l'opération la plus importante pour ICI depuis sa création en 1926 ».

DOMINIQUE GALLOIS

EN BREF

■ ANPE : grève assez peu suivie. – Lancée à l'appel de quatre des cinq syndicats (sauf la CFDT), la grève nationale de l'ANPE a été relativement peu suivie, jeudi 25 février. Selon la direction générale, le taux de grévistes a été de 17,8 %, 2 450 agents sur 14 500 ayant débrayé au cours de la journée.

■ Prisoa avec sursis pour un cadre jugé responsable de l'accident du défilé de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées). – Le tribunal correctionnel de Tarbes (Hautes-Pyrénées) a condamné, jeudi 25 février, à dix-huit mois de prison avec sursis M. Jean Leduc, ancien directeur technique de la société Montaz-Mautino, constructeur grenoblois du défilé de Luz-Ardiden dont l'effondrement avait coûté la vie à six skieurs, le 1^{er} mars 1987, et fait

Une expédition franco-népalaise va nettoyer le col Sud à l'Everest

Depuis l'ascension de l'Everest par Edmund Hillary, en 1953, les expéditions se sont multipliées pour atteindre le toit du monde. Le col Sud – un replat situé à 8 000 m d'altitude, point de passage obligé pour l'ascension du sommet par la voie normale – a vu passer 147 expéditions depuis lors, qui y ont établi un de leur derniers camps intermédiaires. Mais les quelque 400 alpinistes qui se sont succédé à ce col ont la mauvaise habitude d'abandonner sur place leurs déchets et une partie de leur matériel, afin de redescendre plus vite dans la vallée. De sorte que l'on trouve aujourd'hui au col Sud près de 17 tonnes d'ordures, bouteilles d'oxygène, cordes, tentes, etc.

Tout ce matériel abandonné apparaît au printemps à la fonte des neiges. Une expédition franco-népalaise, conduite par l'alpiniste Pierre Royer, s'apprête à redescendre les déchets à dos de sherpas.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 28 février 1993. Le maître nouvelliste de Novers, animateur de l'Alliance des Français pour la progrès, répondra aux questions de Thierry Bréher et d'André Passeron du Monde, et de Richard Artz de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

La reconstruction de Beyrouth... 2

ÉTRANGER

Ex-Yugoslavie : la préparation des parachutages de vivres en Bosnie... 3
Russie : M. Eltsine renforce le pouvoir des responsables régionaux... 3
Rwanda : les pourparlers de paix à nouveau dans l'impasse... 4
Maroc : la mésentente s'accroît... 4
Haiti : un évêque et des fidèles brutalisés par des civils armés... 5

ESPACE EUROPÉEN

■ Un antrax avec M. Antoine Waechter : La Suisse en quête de « revivification » L'Eglise tchèque face aux séquestrations du communisme... 1
■ Tribune : L'Autriche, un pays germanique ?... 1
■ Missong : Nazim Hikmet, poète turc, meurt à 80 ans... 8 à 9

POLITIQUE

La préparation des législatives : la situation dans la région Rhône-Alpes... 9 à 10
■ MM. Kouchner et Fabius sous le signe du « big-bang »... 10

SOCIÉTÉ

Les juges d'instruction organisent une journée d'information sur le nouveau code de procédure pénale... 11
■ Patrick Poivre d'Arvor s'est à nouveau entendu par le magistrat instructeur... 11
■ Le développement des droits de l'enfant en France... 12
■ Qualla historial par Claude Sarraute : « Vidéo drogues »... 12

CULTURE

Les cinéastes chinois entourent les barrières politiques... 13
■ Théâtre : la Tonnelle, d'Hermann

Ungar, et la Bolivie, d'Odon von Horvath, à Genevilliers... 14

COMMUNICATION

Les projets du RPR pour Radio-France outre-mer... 14

ÉCONOMIE

Crise de la pêche : Bruxelles impose des prix minima sur les importations des pays tiers... 16
■ Une banque condamnée à réduire sa créance sur un particulier... 18
■ Un entretien avec M. Francis Lorenz, président de la RATP... 17
■ AXA est sur le point de gagner son pari américain... 18

SANS VISA

■ Valparaiso, légendes à quel... 1
■ Une Inde au cœur de l'Inde... 1
■ Entretien : Jean Malaurie, l'Esquimaux blanc... 1
■ Carnets africains d'un juge de paix... 1
■ Table : de traboules en bouchons... 1
■ Entre-mets : pétés et tartines... 1
■ Les compagnies de l'Angelus... 23 à 30

Services

Abonnements... 8
■ Annonces classées... 20
■ Carnet... 20
■ Jeux... 28
■ Marchés financiers... 18 et 19
■ Métiéorologie... 20
■ Radio-télévision... 21
■ Spectacles... 15
■ Week-end d'un chineur... 20
■ La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visas » folioté 23 à 30

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1993 a été tiré à 485 085 exemplaires

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : petites annonces rurales

Depuis 1981, 4 500 villages ont vu leur dernier commerce fermer. La chaîne télévisée Canal Plus se fait l'écho des maires en quête de repères pour leurs locaux disponibles. Depuis la création de l'émission « SOS campagne », ces petites annonces télévisées ont permis à nombre de communes de retrouver un service de proximité.

Également au sommaire de ce supplément de huit pages : les difficultés de l'île de Molène et, dans la série « Cités », une enquête à Vesoul.

هكزان النحل

S A N S • V I S A

Valparaiso

Premier havre après l'enfer du cap Horn, Valparaiso, au Chili, restera marqué encore longtemps par les récits des équipages qui venaient s'y remettre des effrois du voyage. Port de légende, il continue à exercer la même fascination et le même trouble que par le passé. Visite sur les hauteurs et près des navires amarrés à la jetée Prat.

DE grands nuages d'incendie envahissent le ciel de Valparaiso. La forêt d'eucalyptus et de pins brûle là-bas dans la montagne, au sommet du vaste amphithéâtre de lande et de pierre qui domine le port légendaire. Et un vent furieux s'est levé, un vent grand large, qui décoiffe les palmiers de Vina et miaule à l'assaut des quarante collines de Valparaiso.

Valparaiso : la vallée du paradis. Christophe Colomb et, après lui, les conquérants espagnols avaient la manie de découvrir des paradis terrestres, un peu partout sur leur passage. Mais, ici, il y a équivoque ou maladresse. Juan de Saavedra, gentilhomme andalou, compagnon d'aventures de Diego Almagro, dans son expédition au sud de l'Empire inca, récemment conquis, était chargé de retrouver « quelque port sur la côte » trois modestes caravelles de 18 mètres de long, chacune partie de l'actuel port péruvien du Callao, à 15 kilomètres de Lima, avec des armes et des vivres pour la colonne Almagro.

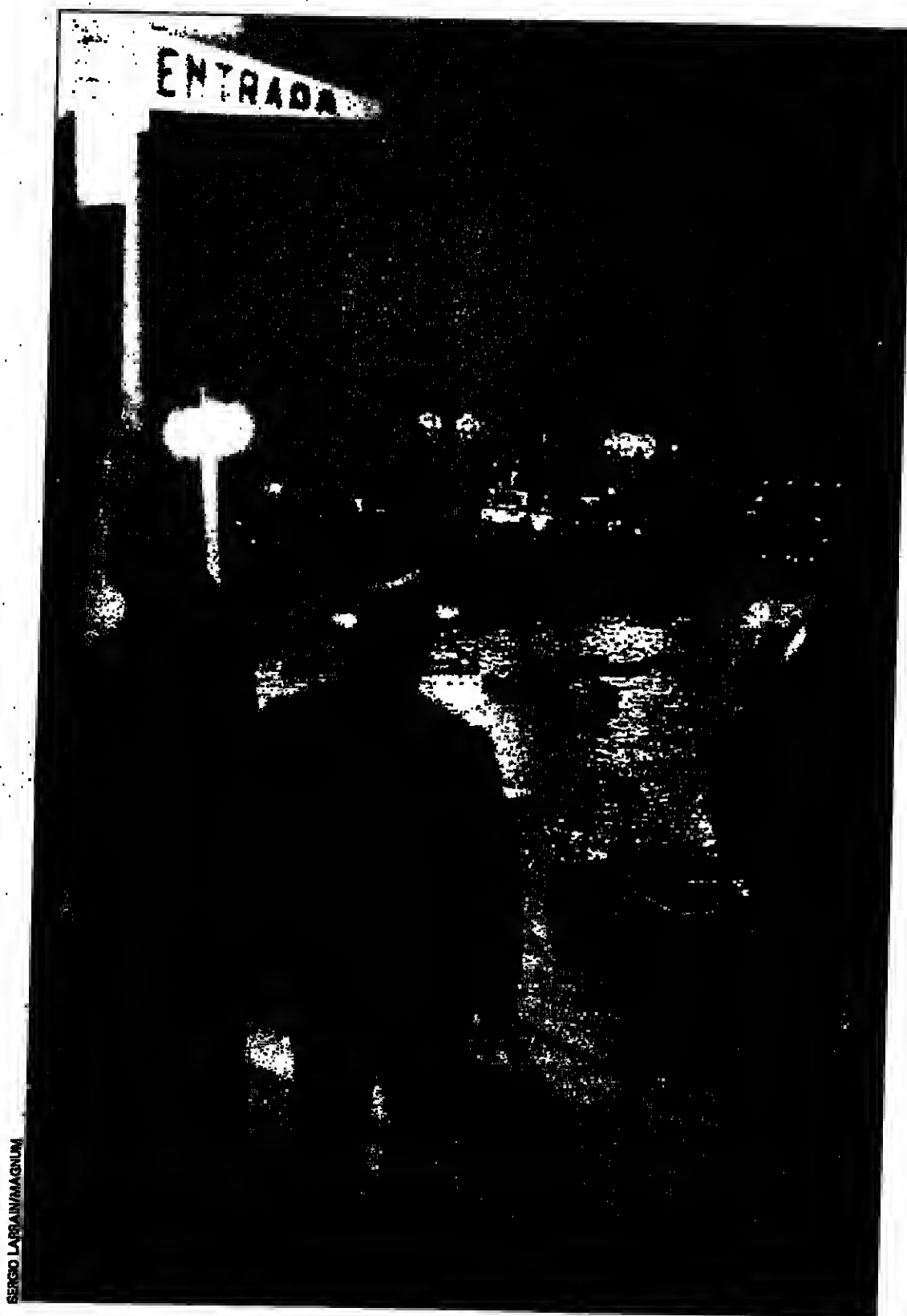
La rencontre heureuse et fortuite eut lieu dans cette baie largement ouverte sur le Pacifique et alors peuplée d'Indiens Changos. C'était en 1536. Juan de Saavedra baptisa le site du nom de son village natal d'Andalousie, Valparaiso. Ainsi naissent les légendes et les épopées.

Une réplique exacte de l'une des trois caravelles de Colomb, la *Santa Maria*, encore plus petite et fragile d'aspect que la *Santa-Maria*, a refait le voyage, bien hasardeux pour une telle embarcation, du Callao à Valparaiso. Elle est amarrée aujourd'hui au quai Prat, au cœur vivant et coloré du port.

33° 03 de latitude sud, et 71° 08 de longitude ouest : la décision de construire un port en ce lieu ne fut prise qu'en 1552. Et sa crois-

sance fut très lente. Lima, capitale arrogante de la vice-royauté, étouffa longtemps l'essor des cités du sud de l'empire espagnol. Pourtant, l'histoire de Valparaiso n'est pas moins tragique et cruelle que celle de Carthagène, la colombienne. A la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e, elle a été assiégée, pillée et brûlée par Drake et des pirates anglais, des flibustiers français et des corsaires hollandais. Elle a été détruite à plusieurs reprises, pierre à pierre, par de terribles tremblements de terre et submergée par des raz de marée. Elle a été sauvagement bombardée par les Espagnols pendant les luttes d'indépendance. Madrid ne lui couda le titre de ville que le 9 mars 1801, par décret royal. Quelques années seulement avant la conquête de l'indépendance chilienne.

Valparaiso, cette escale de rêve pour tous les marins du monde, est aussi une cité de feu, de vent, d'incendies galopants, de violences, de désastres, de séismes et de naufrages. On en compte plus de trois cents sur ces rivages sans



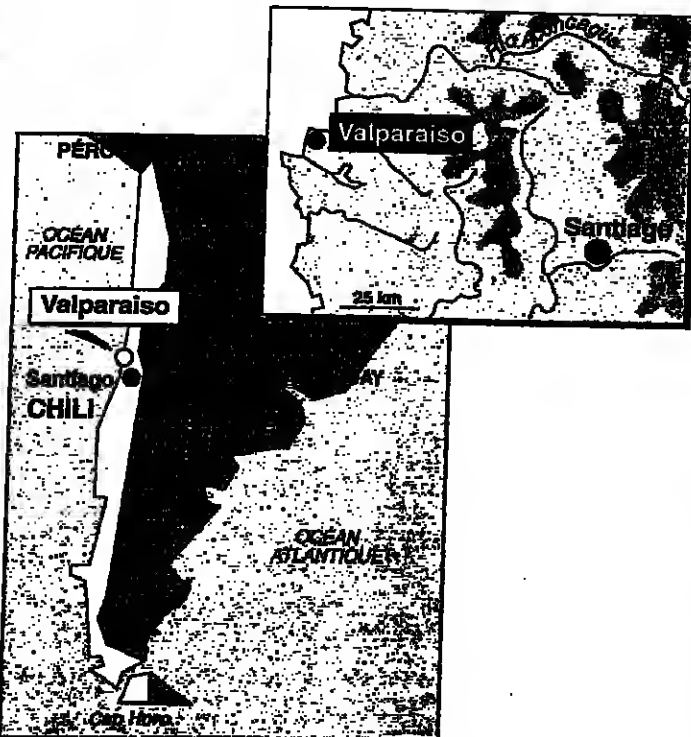
BERNARD LAGAN/ALAMY

légendes à quai

AU SOMMAIRE



| | |
|--------------------------------|-------|
| Malauria, l'Esquimaux blanc | p. 26 |
| Carnets africains d'un juge | p. 27 |
| Traboules et bouchons lyonnais | p. 29 |
| Barbizon, Millet et les autres | p. 30 |
| Échecs (p. 24) • Table (p. 29) | |



abris naturels battus par la forte houle du Pacifique.

« Jusqu'au début du XX^e siècle, raconte un capitaine de la société des bateaux de sauvetage, le front de mer de Valparaiso était un cimetière pour les navires poussés à terre par les tempêtes. » Une photo prise en 1940 montre un cargo carrément échoué sur la grève, à quelques dizaines de mètres seulement de la jetée Prat. Comme les pompiers de Valparaiso, célèbres pour leur panache, leur efficacité et leurs processions funèbres au rythme sourd des tambours, les sauveteurs de l'océan sont des volontaires. Ils n'ont longtemps disposé que d'une méchante cabane en bois qui ressemblait à une guérite de douane. Ils sont maintenant sur le port, à l'honneur, dans des locaux en dur, confortables. La discipline et la rigueur n'ont pas faibli. Leur salle d'accueil est tapissée de documents, de trophées illustrant les batailles contre les tempêtes, de souvenirs nostalgiques du vieux Valparaiso, des compagnons disparus.

La carte de leur cantine, avec vue directe sur l'animation des quais, offre un plaisant échantillon de la richesse exceptionnelle de la mer chilienne : grosses langoustes de l'île Juan Fernandez, où vécut dit-on Robinson Crusoe; oursins géants fleurant très fort l'iodée; congres à la délicate peau rose; *corvinas* aux écailles d'argent - l'un des poissons les plus fins du Pacifique - et les *locos* (« les fous ») intraduisibles mais étonnantes et savoureux.

« Nous trons à Valparaiso... hé ! ho ! hiss ! hé ! ho ! ». La chanson a fait le tour du monde. Là hurlaient à plein gosier des hommes durs, aux mains roidies par le froid, pour se donner du cœur au vœu face aux déferlantes monstrueuses du corridor du Horn. A l'extrême austral du continent américain, par 57° de latitude sud, le passage au large de cet îlot rocheux et noir de 450 mètres de haut, découvert en 1616 par un capitaine hollandais, était encore, au début de ce siècle, l'épreuve suprême pour les grands voiliers ralliant l'Europe, de Hambourg, de Brême, de Liverpool ou de Saint-Malo à San-Francisco et à la côte pacifique de l'Amérique. Faire le Horn était, à la fin du XIX^e siècle et jusqu'en 1914 (date de l'ouverture du canal de Panama), un exploit, un brevet de courage et d'endurance. Un Ouessant à la puissance 10. Exagération ? Pas sûr, car on en parle encore avec respect sur les quais de Valparaiso.

« Ceux-là étaient de vrais navigateurs », dit Wolfgang, un ancien marin allemand qui a finalement posé son sac à Valparaiso et est à la barre d'un restaurant à l'enseigne, bien sûr, de Hambourg. « La vapeur et le canal de Panama ont tout changé », ajoute-t-il en secouant une tête carrée et plissée de Chinois, les cheveux noirs en brosse à la façon des sous-marins de la Kriegsmarine. « La liste est longue, des disparus en mer dans le Horn », dit Pablo, un dirigeant du Syndicat des navigateurs de la marine marchande. « Je tire mon chapeau aux anciens. La réputation de sauvagerie du Horn n'était pas usurpée. En 1909, un voilier a mis plus d'un mois pour se sortir de ce couloir infernal. Pas de frigo à l'époque. Le scorbut, les accidents : c'était la galère. » Son adjoint, un rondouillard aux pommettes violacées d'altitude de l'Atlantique, approuve et ajoute, avec une nuance de regret dans la voix : « J'ai navigué personnellement dans les ondes mais je n'ai jamais fait le cap. Des navires contraints de faire demi-tour dans le Horn, ça existait. » Dominique sourit. Officier de la *Jeanne d'Arc*, qui a fait relâche l'autre nuit dans la rade de Valparaiso, venant de Montevideo, il tape du pied sur le pont d'acier du navire-école, ambassade de France flottante. « Avec ça, là-dessous, dit-il, on ne s'aperçoit vraiment de rien. En plus, nous avons eu grand beau devant le Horn... »

Bien sûr, le Horn est une page d'histoire glorieuse, mais jaunée. Il n'empêche. Valparaiso n'oublie pas. D'abord parce que le cap redoutable est lié à l'apogée du port. Tous les témoignages concordent. « Il y a de tout dans la rade, écrit un capitaine anglais en 1886. Des navires de toutes les classes et de tous les pays. Des vapeurs qui viennent de l'Atlantique, du détroit de Magellan ou du Cap, des cuirassés, des vedettes et des chaloupes... » Spectacle dont ne se lassent pas les *portenos* (habitants du port), qui accourent au quai, même sous la pluie glaciale de juillet, pour contempler des épaves de la nuit. Jusqu'en 1914, Valparaiso fut le principal port du Pacifique. Il rend hommage aujourd'hui aux cap-borniers disparus et aux témoins de sa gloire.

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

Lire la suite page 25

Une Inde au cœur de l'Inde

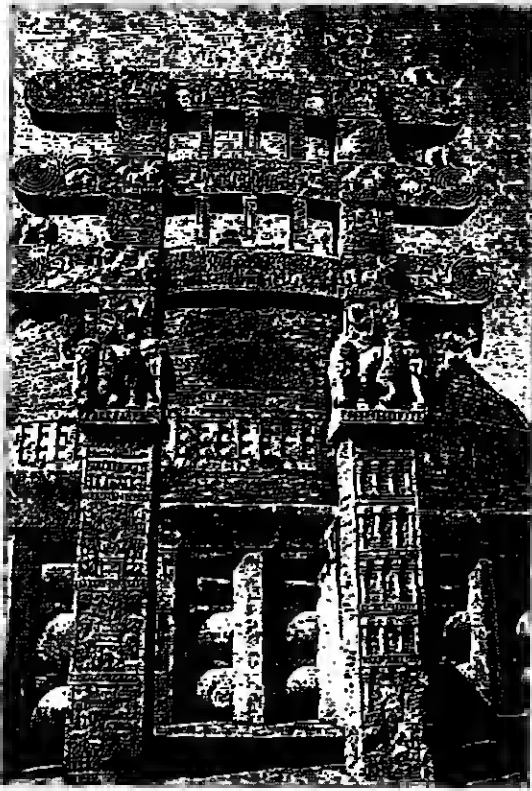
GWAJIOR

Au cœur d'un jardin de style moghol, somptueusement arborisé et fleuri, à l'heure d'un crépuscule rapide qui enveloppe de douceur les cénotaphes séparés par des bassins où montent des jets d'eau, la mélodie vous attrape de son lasso imprévu pour vous ramener dans la fraîcheur marbrée de l'un d'eux. Avec ses motifs inépuisables de pierres précieuses, l'imposant tombeau ressemble comme un petit frère au célèbre Taj Mahal. Mais non, ce n'est pas Agra, c'est Shivpuri, l'ancienne capitale estivale de la famille des Scindia régnant à Gwalior et chaque soir, scrupuleusement, des musiciens donnent une envolante sérénade à la statue du grand-père de l'actuel tenant du titre.

Une heure de rêve dans un décor presque irréel à force d'être tant la vie semble soudain avoir suspendu son cours tandis que s'égrenent les notes d'anciennes mélodies. Les bruits de la forêt environnante se sont apaisés. Au village, non loin de là, les lampes à huile s'allument. La nuit couvre les rares ombres qui glissent sans bruit sur les terrasses polies. A côté, au temple, un brahmane achève la célébration des noces de l'herbe sacrée *tulsi* avec le dieu Krishna. Pleine et placide, la lune sourit à son reflet renvoyé vers le ciel par une eau sombre et sans ride.

Jeûnent baptisés. Village touristique, l'uberge voisine donne sur le lac Sakya Sagar, à l'orée de l'ancienne réserve de chasse des maharadjahs de Gwalior. Au lever du soleil, l'heure est propice à une randonnée dans les bois à l'affût du daim, du sambar et autres sangliers. Avec un peu de chance, un tigre se laissera peut-être entrevoir dans les hautes herbes, au pied d'un arbre, même si le grand félin se fait aujourd'hui plus rare que du temps des gigantesques battues organisées à dos d'éléphant pour le seul plaisir des invités du souverain local. Ce dernier disposait d'une ligne de chemin de fer privée pour parcourir la bonne centaine de kilomètres séparant son palais de Jal Vilas du pavillon de chasse.

D'autres titres de gloire, parfois moins sanglants, restent attachés à



Sanchi, un des hauts lieux du bouddhisme.

l'histoire de Gwalior et de sa citadelle fiévreuse sur un éperon montagneux qui domine la ville et ses environs. Si l'impressionnante forteresse atteste de maîtres combats au fil des siècles et au gré de la fortune des armées, elle garde aussi la mémoire du temps où jongleurs et troubadours agrémentaient festins et fêtes en l'honneur des hôtes des cours royales. Ainsi, à la cour de la légende, il est des soirs où l'on entend l'écho de mélodies du célèbre musicien Tansen dont Akbar, le grand empereur, appréciait tant le talent qu'il lui accorda le titre de « joyau de la cour ».

Au cœur même de l'Inde, le Madhya Pradesh mérite décidément mieux qu'un rapide détour. Avec ses quelque 443 446 kilomètres carrés, c'est l'Etat le plus vaste de l'Union et sa population dépasse les 64 millions d'âmes, dont 20 % de l'ensemble des peuples indigènes que compte le pays. Il a toujours été à la croisée des grandes voies de passage entre le nord et le sud, l'est et l'ouest du

sous-continent et donc témoin d'autant d'affrontements, ce qui explique son histoire particulièrement mouvementée. La vie y demeure cependant essentiellement rurale et se déroule au rythme des habitudes séculaires. Seule grande ville, Bhopal, la capitale, est une cité moderne qui bouge. Elle avait été projetée sur le devant de la scène en 1984, lors de la catastrophe provoquée par la fuite du gaz toxique à l'usine locale d'Union Carbide : un millier de morts et des blessés par centaines, un désastre industriel majeur.

Insulte de vent. Les fameux temples millénaires de Khajuraho. Ils sont superbes et font partie de l'Inde qui se vend bien. Autant choisir des étapes moins courues mais qui réservent de belles découvertes. Comme Orchha, ooo loin de Gwalior, qui ressemble à la cité de la Belle au bois dormant avec ses châteaux, ses manoirs et ses sanctuaires, ses forts et ses mausolées pétrifiés dans des replis

reculés du temps. La cité endormie fait partie de ce Bundelkhand intait, aux confins du Madhya Pradesh et de l'Uttar Pradesh, dont Law de Lauriston disait qu'on n'y « connaît point la pauvreté pas plus que l'opulence excessive. On y trouve un air d'aïe, de liberté qui s'étend même jusqu'aux femmes de distinction qui ne sont pas, à beaucoup près, aussi sauvages que dans les autres parties de l'Inde ».

Un peu plus à l'ouest, Ujjain s'orgueille du titre envié de l'« Ucc des sept cités sacrées de l'Inde. Sans prétendre à la gloire rayonnante de Varanasi (Benares), elle se prélassait avec nonchalance sur la rive de la rivière Shipra où, tous les douze ans, des milliers d'ascètes et des millions de dévots se retrouvent pour un gigantesque Kumbh Mela afin de célébrer le sauvetage de la terre par Shiva. Un autre dieu particulièrement vénéré, Krishna, y aurait étudié et le grand poète classique Kalidasa y aurait rédigé une partie de son œuvre. Et, comme si cela ne suffisait pas, c'est à Ujjain encore que sont nés les fils du grand roi Ashoka partis plus tard répandre la foi bouddhiste sur les chemins de royaumes florissants et aujourd'hui florissants.

Rien d'étonnant, dès lors, si l'un des hauts lieux du bouddhisme en Inde se trouve au Madhya Pradesh : Sanchi, dont le gigantesque reliquaire au sommet de la colline n'a pas son pareil dans le reste du pays. Le raffinement des sculptures ajoute à la beauté serotine de ce site en marge des grandes routes, préservant ainsi une atmosphère de calme et de douceur qui pourrait ressembler à un instant d'éternité.

Il y a encore Mandu, qui se dit la plus grande cité fortifiée abandonnée du monde, où les grottes aux dessins rupestres de Bhimbetka et de Pachmarhi, la vallée de la Narmada et ses projets si controversés de barrages ou encore les forêts profondes du Bastar. Autant d'escalades d'un Madhya Pradesh riche d'insolites rencontres. Une autre Inde, au cœur de l'Inde.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Buhner

Ski avec vue

Le point de vue est à couper le souffle. S'il vus en restait A 3 600 mètres d'altitude, l'oxygène se fait rare, mais le panorama, unique. A un coup d'aile de choucas, la Barre des Eclairs se frotte aux nuages, tandis qu'au loin se découpe, masse sombre, le Vercors. Avec de bonnes jumelles, et par temps clair, le sommet du Puy-de-Dôme se profile à l'horizon. Un spectacle accessible aux non-skieurs grâce au funiculaire qui se hisse jusqu'ici, en moins de 25 minutes. Avec, en prime, la possibilité de monter au sommet du Dôme de la Lauze, à bord d'un véhicule à chenilles (400 F). Sous les spatules des skieurs, les Vallons de la Meije (considérées par certains comme l'une des plus belles descentes des Alpes) déroulent leurs amplexes courbes blanches jusqu'à la station. Les Deux-Alpes, c'est la montagne domestiquée. Les 196 kilomètres de son domaine semblent avoir pour vocation de pardonner toutes les fautes. Les pentes abruptes et bosselées, rares, s'effacent au profit de longs boulevards bien damés, sans difficultés majeures bornés d'éventuels risques de collision... Reste malgré tout, sur les 2 000 mètres de dénivellation, des « noirs » pour slalomeurs émérites, telle la bien nommée « piste du Diable », aux pourcentages impressionnants. Seul danger véritable, lors des vacances scolaires, les goulots de certaines pistes, qui se transforment alors en goulots d'étranglement.

De l'union des deux villages qui constituent la station d'aujourd'hui, il ne reste plus qu'un souvenir. Pas de ville champignon mais une enfilade d'imposants chalets. Les deux Alpes souffrent d'une crise de... longueur. Ainsi, du refuge qu'il était en 1879, le Chalet Moutier s'est mué en hôtel-restaurant « 3 étoiles » (48 chambres, de 260 F à 490 F suivant la saison) en jouant la carte des longs couloirs plutôt que celle des étages. Pourtant, le cachet d'origine demeure, avec lambris clairs et tapis. De plus, Georgia, la maîtresse des lieux, en a fait l'« ucc des meilleures tables de la station, ce qu'atteste la présence de nombreux locaux. Sept cents mètres plus bas, niché au milieu des ardoisières, Venosc a conservé l'apparence d'un village d'avant l'avènement des sports d'hiver. Pour y descendre, mieux vaut, plutôt que

d'emprunter les « œufs », suivre le sentier de montagne qui y conduit. Une petite heure de marche pour atteindre le restaurant le Cours de la vie. Si possible, s'installer à la table, sous la cheminée murale, à droite de la fenêtre. Pour profiter de la vue, tout en savourant une terrine de chamois accompagnée d'une bouteille d'apremont.

Renseignements : Office du tourisme (tél. : 76-79-22-00) ou par Minitel 3615 code Deux-Alpes. Accès aux domaines skiables de l'Alpe d'Huez, Grand Serre-Chevalier, Puy-Saint-Vincent et la Voie Lactée avec le ski-pass Grande Oaxalie (825 F, 5 jours). Semaines de randonnée à ski (piste et hors piste) avec Altro Ski (73-79-23-22), randonnées à raquettes (Ecole de ski, 76-79-21-21) et stages de nouvelle glisse Nano Pourtier (76-80-56-90). Pour les jeunes skieurs en rupture de famille, le VVF OCCAJ de Mont-de-Lans (76-80-04-23) propose des stages d'une semaine pour environ 2 400 F tout compris.

G. T.

De l'alizé dans les voiles

Chaud, régulier, mais aussi quelquefois capricieux, celui que les Anglo-Saxons appellent le *trade wind*, le vent du commerce, fait, en hiver, le bonheur des Antilles, où il modère les chaleurs tropicales, chasse les nuages et gonfle les voiles des navigateurs. Depuis une dizaine d'années, les faux marins mais vrais passionnés que sont les amateurs de planche à voile ont ainsi pris l'habitude d'aller chercher, outre-Atlantique, ce dont l'anticyclone et les frimas les privent en Europe : le plaisir de monter sur un petit flottage, de s'accrocher au wishbone puis de se laisser emporter par une voile bien bordée.

Attaché à un matériel choisi avec soin, le véliphaniste qui débarque sur les plages des mers chaudes fait souvent grise mine. Les centres de location de planches à voile qui l'avaient attiré par des publicités alléchantes n'y proposent trop fréquemment, en effet, que des flotteurs et voiles fatigués par des heures de navigation intense, voire, parfois, des modèles tout simplement obsolètes. Une situation à laquelle les centres Jumbo funboard ont décidé de remédier en faisant le pari de ne jamais décevoir l'amateur le plus exigeant. Ainsi, celui de Saint-François, en Guadeloupe, installé sur un lagoo idéal pour l'initiation et le perfectionnement, permet, grâce à l'alizé qui y souffle presque en permanence, aussi bien les longs bords sur eau plate que les évolutions plus acrobatiques dans les vagues. Quant au parc de planches, renouvelé tous les six mois, il offre la possibilité de tester les matériels les plus récents. On peut ainsi essayer des équipements dont les prix, de plus en plus dissuasifs, ne sont sans doute pas étrangers au marasme dont sont victimes les fabricants. Jumbo funboard propose un éventail très large de formules, de 5 950 à 8 650 F par semaine, prix comprenant les vols (sur Air-France, comme il va de soi pour une filiale du groupe), les transferts et les séjours dans deux hôtels de la marina de Saint-François, voire, éventuellement, une voiture équipée d'une galerie pour écouler tous les « spots » d'une lie bécote des alizés. Renseignements auprès de Jumbo funboard, 62, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : 46-34-19-79.

C. de C.

Sélection établie
par Patrick Francis
et Danielle Tramard.

Guide

• Y aller. Vols réguliers circulaires Paris-Delhi-Bombay-Panama à prix réduits (5 000 F environ A/R) chez Jumbo. Le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : 46-34-03-20). Nouvelles Frontières (tél. : 42-73-10-64), notamment.

Se déplacer. Vols quotidiens de New-Delhi vers Bhopal, Gwalior et Indore. Mais la meilleure formule pour parcourir le Madhya Pradesh est son rythme reste le train. Le Shatabdi Express, rapide, confortable, avec air conditionné, quitte Delhi à 6 h 15 et arrive à Bhopal à 14 heures, à 715 km de là. Auparavant, il se sera arrêté à 9 h 10 à Agra (le Taj Mahal), à 9 h 30 à Gwalior, à 10 h 39 à Jhansi, occasion de rayonner en bus ou en taxi au départ de chacune de ces villes, quitte à franchir quelque peu les frontières du Madhya Pradesh. De Gwalior (enn fut), voir Shivpuri (parc national et palais). A une vingtaine de kilomètres de Jhansi, Orchha et son palais et, à 140 km environ, Khajurao (22 temples des I^{er} et II^e siècles de notre ère). Aux environs de Bhopal, construite au bord d'un grand lac : Sanchi et son stupa bouddhiste, l'un des plus beaux de l'Inde, Ujjain (l'une des villes saintes du sous-continent), Indore et Mandu (ruines d'un palais endormi). A l'est de Bhopal, Kanha, une des plus belles réserves, célèbre pour ses tigres.

Se loger. Toutes les possibilités. Du bungalow le plus spacieux dans les coins perdus au charme des palais et autres demeures princières. A Gwalior notamment, où l'Usha Kiran Palace, l'ancienne maison d'hôte du maharajah, a dernièrement été rénové en un bel hôtel au milieu d'un immense parc, à côté du palais dont une aile a été transformée en musée. Chambres spacieuses et prix abordables au regard des prestations fournies (500 francs environ la nuit). Le motel Tansen, de l'Office de tourisme local, plus modeste, assure un confort de bon aloi. A Kanha, lodge à l'intérieur du parc national.

Lire. Le guide Visa Inde du Nord (Hachette), qui vient de paraître, comporte un chapitre fouillé sur le Madhya Pradesh. Jacques Dupuis, Ed. Comptons. Pour le plaisir : les Indes florissantes, ouvrage préparé par Guy Delury (Robert Laffont, « Bouquins »). Et un album récent : L'Inde fabuleuse, photos de Genesha Seili, texte de Kamel Gill, éditions Minerva, 130 F.

Se renseigner. Office national indien du tourisme (8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : 42-65-83-86). Sur place, à New-Delhi, documentation sur le Madhya Pradesh au Tourist Office (88 Janpath, tél. : 332-00-05).

TELEX

Air France change ses numéros de téléphone à partir du 1^{er} mars. A Paris, renseignements au (1) 44-08-22-22. D'autre part, le service Minitel (3615 ou 3616, code AF) permet, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de se renseigner sur les vols en cours, les tarifs publics, promotionnels et coups de cœur et d'effectuer des réservations sur tous les vols directs de la compagnie nationale.

Palaces italiens à prix tempérés, à certaines dates. A la Villa San Michele, sur les collines de Fiesole, dominant Florence : 2 850 F environ par personne en chambre double (3 nuits et petits-déjeuners, un dîner) ; offres similaires au Splendido rénové, sur les collines de Portofino, non loin de Gênes (3 nuits, un repas par jour, 3 800 F environ) ainsi qu'au Palazzo Vendramin et au Cipriani, à Venise (2 nuits et petits-déjeuners, 3 000 F). Renseignements : Orient Express Hôtels France, tél. : 43-62-00-69.

Pantouffles en famille, au sens propre, dans une ferme autrichienne. La brochure « Vacances à la ferme » en répertorie 400, offrant toutes sortes de séjours de nature en hiver, à proximité de domaines skiables. Une semaine avec petit-déjeuner, 800 F ; en demi-pension, 1 200 F. Renseignements et catalogue auprès de l'Office national autrichien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

Papeete à 5 950 F A/R (jusqu'au 6 juin), une fois par

semaine via Los Angeles, avec Nouvelles Frontières (tél. : 41-41-58-58), affrètement du nouveau Boeing 747-200 de Corsair. Séjour organisé (vol + hôtel) à Tahiti/Moorea à partir de 7 920 F pour 9 jours. Une liaison proposée à 6 500 F A/R par Air France (43-35-61-61) en périodes « vertes » (départ de Paris jusqu'au 12 avril puis du 2 mai au 26 juin, retour de Papeete jusqu'au 22 avril puis du 10 mai au 11 juin) avec la nouvelle formule « Maeva Tahiti » valable pour des séjours de 13 jours à 2 mois. Réservation et paiement simultanés du billet. Pour les autres périodes, ce tarif est proposé à 7 200 F, 10 400 F et 15 000 F en haute saison.

Deuxième croisière de la photo organisée en Méditerranée par Photographies Magazine, à bord du paquebot The Asur de la compagnie Chaudras, du 15 au 22 mai, en présence de photographes (dont Raymond Depardon, Gianni Berengo Gardin, Peter Knap, Edouard Boubat, Frank Horvat et Jeanloup Sieff) qui partageront leur passion et leur technique avec les participants. Possibilité de suivre divers stages (1 000 F chacun) portant notamment sur le reportage, le paysage (couleur ou noir et blanc), le portrait, la photographie marine, la vidéo, etc. De 4 625 F par personne (couchettes quadruples intérieures) à 11 280 F (cabiole double extérieure), prix auxquels s'ajoutent l'acheminement jusqu'à Nice et les excursions à l'île d'Elbe, à Naples (Pompéi), en Sicile, à

Malte, en Tunisie et en Corse. Renseignements auprès de Business et Communication, 51, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris, tél. : 45-63-46-00.

La Semaine sainte en Andalousie du 8 au 12 avril, programmée par Univia (tél. : 47-34-41-00) en voyage indépendant (avion et quatre nuits à Séville, de 2 050 à 3 950 F selon l'hôtel choisi) ou organisé (3 100 F ou, pour les étudiants logés dans des familles, 2 700 F tout compris), avec hébergement en pension complète dans un couvent ou un hôtel de Cadix, semaine sainte à Cadix et à Séville et une journée à Grenade. Formule comparable pour visiter Anvers, capitale culturelle de l'Europe en 1993, et quatre expositions : « Jacob Jordaens », « Retables anversois », « Rubens Cantoro », « Anvers, récit d'une métropole » (les 24-25 juin, 1 360 F pour le transport en train, une nuit et petit déjeuner en hôtel trois étoiles et les quatre visites-conférences).

L'Ouest américain à l'honneur, du 3 mars au 1^{er} avril, à l'occasion de l'exposition des photographies d'Alain Thomas, auteur d'un album en trois volumes (les deux premiers ont été publiés, le troisième le sera à l'automne) consacré aux grands espaces et aux parcs nationaux de cette région des Etats-Unis. Au Club Voyageurs, service culturel de Voyageurs du Monde, 53, rue St-Anne, 75002 Paris (tél. : 42-85-17-17).

مكرمان النجل

ISLANDE
geysers
et volcans
avec votre voiture
à bord du
"Norðna"
à Smyril Line



Un bar du port en 1983.

Valparaiso, légendes à quai

Suite de la page 24

Un monument a été érigé, non sans grande difficulté, au sommet du cap Horn et inauguré en décembre 1992. Dédicé à ceux qui ont perdu la vie en passant le rocher de toutes les tempêtes, dit Luis Muñoz, dirigeant de la Chambre maritime. Maître d'œuvre : la confrérie des anciens capitaines cap-borniers, dont le siège est à Saint-Malo et qui compte encore cent-dix membres chiliens. Haut de 7 mètres et large de 6 mètres, le monument, composé de deux élégantes structures métalliques, dessine dans le vide un albatros géant, l'oiseau des tempêtes pour ses attaques dangereuses – et qu'ils tourmentent volontiers quand ils le capturent. Aujourd'hui, l'oiseau aux ailes de géant veille sur un cap mythique.

« Nous irons à Valparaiso... » Au bout de la souffrance et des dangers, enfin la sortie du tunnel. L'océan, la remontée le long des canaux et des fjords glacés du Sud chilien, les virées dans les bistrot et les bars à filles du « quartier chinois » entre les entrepôts et le bâtiment de l'ancienne douane. Les beuveries, les rixes dans les cantines aux portes battantes de western où le prix de la bière est affiché à la craie. Certains s'installent pour quelques jours au *Louisiana*, au *Kentucky* à La Nouvelle-Orléans, ces hôtels de passe-pouilleux de la Cusdra – entre la douane et la place Sotomayor, qui ont aujourd'hui des allures d'épaves. Façades lépreuses, cabas-

rets minables, grandes comptoirs et avachies dans les bars : la nostalgie n'est plus ce qu'elle était.

« Good bye farewell », a écrit Neruda, qui avait déclaré son « amour » à Valparaiso. « J'aime l'amour des marins qui donnent des baisers et s'en vont. Ils font des promesses mais ne reviennent jamais. Dans chaque port, une femme attend. Les marins embrassent et s'en vont. Une nuit, ils se couchent avec la mort dans le lit de la mer. »

A la nuit noire, les rues chaudes sont des coupe-gorge. Des marins philippins ivres tanguent dans la rue Cochrae. Au *Louisiana*, un Américain barbo, le triot de corps sale et débile, complètement soulé, titube, s'accroche à l'étranger, éructe, affirme qu'il veut « de l'aide ». Des voyous aux yeux de fièvre exhibent avec insolence des crans d'arrêt bien affûtés. Au premier étage d'un bordel, une vingtaine de filles dépoitraillées gesticulent, insultent deux hommes co calot blanc debout dans la rue, caméra au poing pour une vidéo triste d'uo Valparaiso qui a mal vieilli. Pas de police, en vue, mais seulement Ivan, accroché au volant de son taxi comme à une bouée de sauvetage et l'œil inquiet. Huit ans de bourlingue, Ivan, à bord d'un bateau grec, trois fois le tour du monde, des souvenirs d'autres ports dans la tête : Hongkong, Rotterdam. Et puis des regrets sur un ton las : « Je me suis marié, deux enfants, j'ai dû raccrocher. » Il a une moue désabusée : « La délinquance et le sida sont en train de tuer le quartier. Les filles pratiquent l'entourage systématique. Mettent des somnifères dans le whisky et la bière. Les types se retrouvent à poil sans un rond. Ça se répète... » Les putains de Valparaiso qui bécotaient les rêves des cap-borniers avertis de fatigue et d'angoisse ont mal vieilli elles aussi.

A la montée Clavé, aux ruelles en pente raide, près de l'ascenseur de l'Artillerie, l'Armée du salut affiche complet, comme toutes les nuits. Des borborygmes, des sanglots montent de la salle sombre et empuante. Tony, le gardien, tranche d'un geste sec : « Tous des alcooliques ! »

A bord des cargos qui s'amarrèrent au quai Prat, le discours de mise en garde est maintenant de rigueur : « Attention, les gars, le quartier chinois est très dange-

reux. » Même speech plus allusif, dans les salons luxueux des grands transatlantiques de croisière. Trois géants de la mer se sont retrouvés l'autre semaine. Une supervedette, la *Queen-Elizabeth-II*, amarré au môle n° 5 comme un gracieux ci-à-repos, en route pour la Polynésie ; le *Kazakhstan*, basé à Odessa mais opérant depuis Hambourg, uo bâtiment blanc, élégant, aux cheminées noires, avec sa cargaison complète de touristes internationaux ; et la *Jeanne-d'Arc*, porte-hélicoptères qui a pris de l'âge mais a encore belle allure. Partir de Brest pour sa tournée rituelle de six mois : exercices de haute mer dans le Pacifique, longues escales, cocktails, réceptions diplomatiques, le virage à Tahiti puis retour par San-Francisco, le canal de Panama et les Antilles. « Surtout, dit Dominique, on riant très fort, n'employez pas le mot « eroisère ». C'est un mot tabou chez nous. »

Sur le pont arrière, dans la morsure du vent froid de la nuit, des officiers dont c'est la « première » à Valparaiso sont fixés face à l'ampitbâtre géant piqué de milliers de lucioles, à cette bousculade de collines superposées de la haute ville. Un écran somptueux pour un port de légende. A l'avant, des cadets désagrandés et écarlates dansent avec des jeunes femmes brunes, souples et souriantes, en agitant avec brusquerie bras et jambes. Plus tard, des couples descendront par l'échelle de coupée, partiront vers Vina pour des idylles distinguées.

Pierre Loti avait l'âge et l'allure sans doute de ces jeunes officiers de la *Jeanne* quand il a débarqué à Valparaiso. Il aime chasteement, jure-t-il, une Carmélite spirituelle aux formes généreuses qui avait « un visage très sain et de grands yeux noirs ». Elle devait, dit-il, « avoir une trentaine d'années ». « Je suis déjà une vieille », affirmait-elle, avec une moue ébarbaote. Elle habitait le quartier de l'Almendra, assez loin du port, « dans une maison entourée d'un jardin aux fenêtres garnies de gros barreaux de fer, comme c'est l'usage en Amérique du Sud ». Pierre Loti est revenu beaucoup plus tard et a fait un pèlerinage oostalgique à l'Almendra. Mais bien sûr Carmélite n'était plus là. Les filles de Valparaiso font des promesses et puis s'en vont. Les cadets de la *Jeanne* pensent déjà aux amoureuses de Tahiti.

Vina-del-Mar, 300 000 babi-

tants, station balnéaire à la mode, tout à la fois le Deauville et le Cannes chiliens, est le dortoir de luxe de Valparaiso. Les deux îles maintenant sont voisines, mais Valparaiso a un passé, des citadines, des footbistes. Vina est toute oeuvre, moderne, propre, avec uo casino très convenable entouré de fleurs. Des résidences de luxe sur le front de mer, des cabèches, des places ombragées, des glaciers, des pâtisseries et, en été, des bataillons de touristes argents qui profitent du change favorable.

Sara Vial réside à Vina, dans uo maison basse entourée d'un jardin, mais son cœur est resté à Valparaiso, au Cerro Alegre, où elle est née, et à la Sebastiana, la maison-promoteure et belvédère du quartier de la Florida qu'elle avait dénichée pour Pablo Neruda. Sara a de longs cheveux noirs, uo regard ardent, cotbousiste. Journaliste, écrivain, poète, elle a été amie intime de Pablo, qui la protégeait et la couvrait comme sa fille spirituelle. Photos, souvenirs, dédicaces : la maison de Sara est un petit sanctuaire à la mémoire du Prix Nobel chilien.

« Je voudrais, lui avait dit Pablo, trouver à Valparaiso une petite maison pour vivre et travailler au calme, ni trop en haut de la ville, ni trop en bas. Solitaire, mais pas trop, avec des voisins mais invisibles. Je ne veux ni voir ni être vu. La maison ne doit être ni trop grande ni trop petite. Loin de tout mais proche des transports. Indépendante, mais avec des commerces à proximité. » Pablo ajoutait de sa voix lente et sourde de grand plantigrade aux aguets : « En outre, elle doit être très bon marché. Tu crois que ça existe ? » Sara avait trouvé l'introuvable, avec une vue panoramique sur la baie, la ville et le port, une baraque tout en hauteur, aux escaliers étroits, une maison de poutpe cachée par le théâtre Mauri (qui a brûlé depuis) et au fond d'une impasse invisible depuis l'avenue de l'Allemagne, cette route de contournement qui tourne autour d'une vingtaine de collines. L'affection et l'admiration de Pablo pour Sara monta d'un cran. L'écrivain mit trois ans à signer à son goût la Sebastiana. « J'ai d'abord, disait-il, construit cette maison avec du vent. »

Le résultat est un joyau – uo maison-musée avec vue panoramique, comme ses autres demeures éblouissantes : la Cascona à Santiago et la Isla Negra sur la côte sauvage, à une centaine de kilomètres au sud de Valparaiso, sa résidence principale et préférée, le refuge face à l'océan violent... où il écrivait la plupart de ses œuvres.

De la minuscule chambre de Pablo au quatrième étage, tout en haut de la Sebastiana (avec, dans le désordre, des photos de Garcia Lorca, de Miguel Hernandez, de Rafael Alberti, uo escargot pétrifié, uo table commandée par l'impératrice Eugénie, l'oiseau coro-coro empaillé du Veozuela, uo service d'assiettes de Pilâtre de Rozier orné de monogrammes, une horloge désossée, Rimbaud, Baudelaire et Paul Whitman, uo bar minuscule avec photo de l'artiste « Don Pablo est ici » et sa recette préférée : une demie de champagne, une demie de cognac, uo goutte de Coiotreau... un cheval de carrousel français de Temuco, on embrasse toute la baie, la haute ville et le port. Toutes les couleurs, le vert de l'église luthérienne, le rose, le bleu, le jaune des maisons à l'aplomb des ruines suspendues dans le vide, toutes les terrasses que Pablo observait avec sa longue-vue.

« J'ai découvert, disait-il, une femme qui se met nue pour prendre son bain de soleil sur le toit. » Un spectaculaire enebèvement de bicoques en bois, survivantes ou reconstruites après l'épouvantable tremblement de terre du 16 août 1906, du linge qui sèche, les façades noires, très hautes, des aeneones demeures anglaises à fenêtres à guillotine et tapissées de plaques de zioc. La tour de l'église San-Francisco (qui a longtemps servi de repère aux marins), la vieille douane à la façade cœre, l'immeuble victorien du *Mercurio* (fondé en 1827 – c'est le plus ancien journal en langue espagnole d'Amérique du Sud), des escaliers à n'en plus finir, les fameux ascenseurs en pleio vent, le funiculaire très poutu de l'Artillerie.

Le pittoresque, décidément, est sur les bateurs. Des ascenseurs y conduisent. Ils ont cent ans d'âge. Lisbonne a aussi son ascenseur Laeorda, reproduit copie conforme à Salvador-de-Bahia au Brésil. Mais Valparaiso caracole en tête, car nn en compte ici une bonne quinzaine. L'ascenseur de l'Artillerie, qui mène au balcon du Musée naval, est en réalité un fuoileulaire qui grimpe en plein vent. Ceux de San-Agustín, de Concepcion, de la Reine-Victoria, de Florida-de-Villasca sont de vrais ascenseurs. Celni de Polanco démarre au fond d'un long tunnel et aboutit à un mirador. Certains fonctionnent à l'électricité, d'autres à la vapeur : des ascenseurs pour tous les goûts et pour toutes les collines. « Je n'ai jamais rien vu de plus absurde et de plus attrayant », dissil Benjamin Subercaseaux, le géographe. Ils ont ébloué le cinéaste Joris Ivens, qui les a magnifiquement exploi-

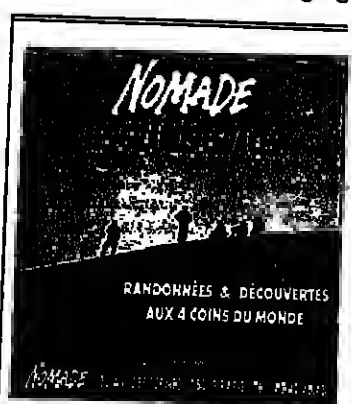
tés dans son documentaire sur le port (un film dont le commentaire est de Jacques Prévert). Flura Tristan, Garibaldi, Ruben Dario, alors jeune poète sans le sou, qui publia ici, en 1888, son célèbre *Acul*, sont passés, ont vécu. Ville cosmopolite, uo pas du bout du monde mais du centre du monde de demain. Les armateurs locaux veulent en faire le « pivot » de l'ouverture au Pacifique, afin, disent-ils, que le Chili soit le « tigre de l'Amérique du Sud ».

Leur argument : un port performant qui permet l'activité des firmes privées, dont la croissance est liée à la politique d'ouverture économique décrétée par le régime Pinochet et repris par le gouvernement démocratique de Patricio Aylwin : « Nous pourrions être demain la porte de sortie vers le Pacifique et l'Asie de tous les pays du cône Sud et du Brésil méridional. C'est l'enjeu du XXI^e siècle », dit M. Toro, directeur général des ports chiliens.

Il n'y a guère de monde dans la haute ville, où l'on découvre des trois-mâts en bouteille. Dans son restaurant *Le Hambourg*, Wolfgang attend ses amis de la *Jeanne-d'Arc* au milieu de son bric-à-brac : des bouées, des cordages, des sextants, des casques anglais de la guerre 14-18, une bannière du *Graf-Speer*, des photos de sous-marins allemands, de croiseurs anglais, américains ou français. Wolfgang a quitté l'Allemagne de l'Est à seize ans. Douze ans de bourlingue comme ouistout. Il a joyeusement célébré la chute du mur de Berlin avec des amis et des parents venus d'Allemagne et l'on a chanté à perdre haleine *Lili Marleen*.

Une puissante odeur de fenouil moote des murailles du Musée naval, comme à la citadelle du Palais, à Belle-Ile-co-Mer. Des divas ont joué à Valparaiso, Sarab Bernhardt descendit le 6 octobre 1886 du vapeur *Cotopaxi* : deux mille personnes enthousiastes l'attendaient. Elle habita l'hôtel Colon, dans l'ancienne rue du Cap. Mais elle n'a pas aimé Valparaiso. « J'adore Rio et Buenos-Aires, mais je déteste le Chili », déclara-t-elle tout de go. Son départ fut moins glorieux. On ce le lui a pas encore pardonné. Elle qui aimait tant Belle-Ile, au point d'y choisir sa tombe. « Good bye farewell... J'aime les marins qui couchent avec la mort dans le lit de la mer. »

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang



UNE SEMAINE EN FLORIDE
à partir de 5 910F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél. : (1) 42-96-02-25.

ISLANDE
geysers
et volcans

avec votre voiture
à bord du
candy "Norröna"
de la Smýril Line

vos agents de voyages
ou direct agents
NORRÖNA
40, rue Esplanade, 1er étage
75008 Paris - Tél. : 45 06 31 50

Jean Malaurie, l'Esquimau blanc

Avant de fonder la collection « Terre humaine », chez Plon, en 1951, Jean Malaurie avait vécu parmi les Inuit, d'où il rapporta les *Derniers Rois de Thulé*. Il est resté l'ami, le défenseur de ce peuple menacé, devenu à ses yeux, contre les folies des Occidentaux, un « gardien de l'équilibre du monde ».

« Vous dites que votre destin a basculé un jour en 1951, à Thulé... »

— Oui. Je revenais d'une expédition en terre d'Ellesmere, où j'avais vécu un an, seul avec mes camarades esquimaux. Nous étions sur le haut du glacier, en vue de Thulé. Vêtu d'une peau de bête, j'étais étendu. L'un des Esquimaux me touche l'épaule : « Takkuuk, regarde, Qallunaaq, étranger ! ». Dans le lointain, un nuage jaune monte du sol. Une cité de bangars et de tentes, de tôles et d'aluminium, éblouissante au soleil dans la fumée et la poussière, se dressait devant nous sur une plaine hier encore déserte. En fait de Martiens, c'était l'US Air Force. Cinq mille hommes venaient de s'abattre dans cette région que je connaissais très bien. C'était un spectacle inouï.

« Cela a changé ma vie. J'étais un jeune thésard en train de préparer son doctorat d'Etat. Avec l'implantation de cette base nucléaire américaine ultra-secrète à Thulé — le monde était alors dans l'angoisse d'un troisième conflit mondial — les Esquimaux venaient de subir l'un des plus grands chocs de leur longue histoire. Aujourd'hui, je considère que cette opération est symbolique, d'une façon shakespearienne, du colonialisme des Occidentaux. Sans ériger gare, nous nous installons au milieu de populations qui n'ont rien demandé. Qu'avaient à voir les Esquimaux de Thulé avec les problèmes entre le communisme soviétique et les Occidentaux ? Rien.

« Depuis quarante ans, j'ose dire que je défends avec acharnement les minorités. Parce que j'ai vécu avec elles. J'ai découvert à Thulé un peuple emblématique, le plus septentrional du monde, un peuple très pauvre, où la nuit polaire couvre le pays durant plus de trois mois, où la mer est gelée onze mois par an, où une glace pérenne recouvre les trois quarts du pays. Je n'ai jamais vu un peuple aussi heureux, aussi puissant, aussi allégre. Nous découvrons aujourd'hui dans notre monde unifié que chaque peuple a son génie. C'était une idée de Jean-Baptiste Vico, le grand philosophe de l'histoire. Les travaux des anthropologues, comme Margaret Mead, Lévi-Strauss, montrent que les pensées « sauvages » sont infiniment complexes, et qu'elles méritent tout autant d'intérêt que les pensées des grandes nations industrielles. Dans cette société de marchands, que nous connaissons, les sciences sociales seront, j'en suis convaincu, les sciences du XXI^e siècle. Dans les contradictions des systèmes socialistes et capitalistes, nous découvrons l'affirmation des minorités.

— En voyant ce débarque-

ment américain, vous avez eu un sentiment de révolte ?

— Oui. Instantané. Il se passait des choses bizarres. C'était pour les Esquimaux la période du printemps. C'est une période étrange. Ils sont là dans un état amoureux, leurs pommettes ne sont plus les mêmes, elles virent au pourpre, leurs yeux sont étrangement luisants. Ils pensaient à autre chose. Et puis les Esquimaux ont tendance à nous considérer comme des fous. Nous sommes des personnages de théâtre. Avec les Blancs, il y a toujours des histoires extraordinaires. Voilà des humains qui viennent sans leurs femmes. Ils arrivent sur des grands vaisseaux. Il y en a parfois qui coulent, et puis il y a des mutineries, des crimes, des scènes de violence, des malheurs, rendus fous à l'idée de ne plus revoir le Sud. C'étaient des scènes inoubliables.

— En ce qui vous concerne, vous êtes arrivé autrement... ?

— J'étais seul, sans beaucoup d'argent. Le CNRS m'avait donné quatre mois de crédits pour un séjour de quatorze. Je vivais bahillé comme les Inuit. Je suis en partie d'origine écossaise, avec une faiblesse d'adaptation à la hume. Je suis arrivé avec ma morgue de thésard. Ils m'ont changé complètement. J'avais la volonté de parler leur langue à laquelle je m'étais initié quelque temps avant dans une école avec des enfants au fond de la classe au sud du Groenland. Cette langue m'a immédiatement charmé (ex-

ceres sonores). En somme mon bistro, c'est un peu celle de *Derrou Ouzala*. Je ne venais pas les étudier, eux. Ils n'avaient pas encore le rejet des anthropologues comme aujourd'hui. Je venais étudier les pierres, et ils y étaient très sensibles.

— Et puis il y avait l'espace. L'Arctique, c'est un pays fait pour les impressionnistes, cette mer noire, ces murailles fauves, ces immenses glaciers, et ces changements continus de couleur...

— Vous êtes attiré par la nuit polaire ?

— Elle est pour moi fatale, matrielle. J'aspire à la nuit polaire. Elle est féminine. Elle est chaude. Le jour, je suis obligé d'éteindre les yeux. Le jour est pour moi asexué, agressif. C'est la nuit que je pense, que je ressens. Et la nuit conduit l'homme à s'agréger. On est dispersé l'hiver. Et on se retrouve l'été dans les igloos. C'est le moment où l'on se rencontre, où l'on se parle... La nuit vous enveloppe, elle vous réchauffe, elle vous apaise, elle vous met en liaison avec l'univers, les étoiles, alors que glisse le traineau.

— Vous couriez en traineau sous la clarté lunaire comme Louis II de Bavière ?

— Je chantais. Oui, j'aimais chanter... On n'est jamais seul, il y a les chiens, la vie n'est pas possible sans les chiens. Pour les Inuit, le chien, c'est le père géniteur, l'homme est né de l'union d'un chien avec une femme. Dans la nuit aussi, vous êtes habité par les cris des chiens (*exercises vocaux*). Ils crient parce qu'ils en appellent à l'homme qui les a abandonnés à l'aube de l'histoire. Et ils se sentent orphelins. L'homme s'est mis debout, il est devenu *homo erectus*. Et il y a une sorte de désespoir du chien de ne plus être son égal. Toute la mythologie inuit est sous le signe de cette frontière singulière entre l'homme et l'animal. Au point que l'on se trouve presque dans un état schizophrénique.

— Je perçois encore l'odeur forte de leur poil, la tiédeur de leur haleine. Je recherche entre mes doigts le duvet gras de la fourrure... Glissant mécaniquement mon index sur le pouce, je retrouve en mémoire le râpeux de

la peau noire de la patte dont, aux interstices, je dégageais, en juin, à la pointe du couteau, les filets de glace se glissant dans les fentes des griffes et risquant de les écorcher.

— Mes chiens, je puis vous dire que je ne les considérais pas avec le fouet, mais par la parole, par l'amitié. Et noire unité était si grande qu'assis sur mon traineau je les laissais errer ma pensée. Les chiens sentent le bien-être qui vous envahit. Ils perçoivent que je suis ailleurs. Le glissement sourd de la traîne sur la banquise, l'odeur du muse, celle de ma propre sueur, la lumière, le soleil... Il y a une brève extase, un transfert de vision de quelques secondes. C'est très fugace, mais les chiens savent que c'est passé. Ils battent de la queue, et leurs petites oreilles triangulaires pivotent...

— Que sont devenus les peuples de Thulé ?

— Les Esquimaux de Thulé ne veulent plus de Thulé. C'est un mot de Blanc. C'est la base. Ils ont installé leur capitale plus haut, à Qaanaaq, qui était naguère un campement temporaire. Ils ont toujours leurs chiens, ils ont gardé leur imaginaire. Leur plus grand défi est pour demain. Les Américains s'apprêtent à quitter la base, par économie.

— Quarante ans ont passé. Ces populations sont à présent maîtresses de leur destin. Mais s'agit-il de véritables autonomies ? Le Groenland est danois depuis 1955. Le 21 janvier 1968, la chute d'un B52 américain sur la banquise a failli provoquer une catastrophe planétaire. La censure militaire a étouffé la vérité : le morcellement de quatre bombes H dans les eaux glacées... Les autochtones sont les gardiens de nos folies. Nous voulons maintenant non plus explorer l'Arctique, mais l'exploiter, avec des moyens industriels gigantesques. Il importe que ces gouvernements autonomes soient forts. Qui pourrait aller sous sa peau chercher les os ? Mais quand je mourrai, dans quel corps pourrai-je me reposer ?

— Dans tout ce pays, la pierre est au cœur de leur pensée. La pierre est vivante. Et le temps n'est pas si loin où les hommes, les bêtes, les ours, les phoques, les renards, les araignées se parlaient. Les esprits, les âmes, se sont figés

en pierres. L'Esquimau n'est jamais seul. Les morts ne sont pas morts. Bien sûr il y a leur enveloppe corporelle, mais leur esprit réhabite l'homme qui prend le prénom ou le nom de cet homme. Le nom est porteur de l'esprit. Il y a une immortalité constamment présente. Et puis il y a des âmes malheureuses. Pour moi la chute d'une pierre dans la nuit ou au crépuscule pouvait prendre une signification géo-poétique. Qui sait si cette pierre qui dévale et qui rompt le silence de ces terres glacées n'est pas un faux pas de Qivitoq qui s'approche, et qui vient dérober le souffle des vivants qui l'ont fait souffrir ?

— Ce n'est pas une pensée mécaniste, ni une société en survie, c'est une civilisation, c'est une intelligence, où l'homme en se décentrant a su construire le groupe. Il est remarquable qu'en Sibérie, soixante-dix ans d'intolérance communiste n'ont pas réussi à détruire ce pouvoir chamanique. Et l'Eglise non plus d'ailleurs.

— Il s'agit néanmoins de peuples menacés ?

— Les menaces sont très grandes. Isolées depuis dix mille ans, ces sociétés sont à présent des sociétés harcelées, pourchassées dans leur imaginaire par l'Eglise comme par la télévision. Il n'y a pas un igloo où il n'y a pas la télévision. Ce sont des peuples complexes, angoissés, en proie au suicide, à l'alcool, à la drogue.

— Nous sommes des prédateurs, des sauvages avec la nature. Nous sommes indifférents aux populations traditionnelles. Voyez comment nous procédons avec nos propres Esquimaux, les paysans, qui sont en train de disparaître, et qui sont la sève de notre histoire. Il faut distraire le Blanc, sinon vous l'ennuyez. Et l'exotisme l'ennuie à partir du moment où il devient tiers-monde.

— Les sociétés « primitives » ne le sont pas. Elles vivent à un autre rythme de l'histoire. Il faut se convaincre qu'elles ont leur développement, sinon elles avortent avec des ressentiments immenses. Il est de notre intérêt de les avoir pour partenaires.

— Les peuples constituent la priorité. Inévitablement, un peuple humilié se révolte. Les minorités se lèvent. Je suis convaincu que la civilisation de l'humanité est une coexistence, les yeux ouverts, entre des peuples égaux en droits et en devoirs, qui ne sont certes pas au même niveau, n'apportent pas la même chose, mais qui ont des philosophies différentes et multiples. Et ce sont ces différences philosophiques qui font le début d'une pensée. Une monoculture ne peut conduire qu'à des malheurs. Le pluriculturalisme a fait le début de l'histoire.

— Comment l'Inuit voit-il l'homme blanc ?

— Non seulement le Blanc s'ennuie, mais il est de mauvaise humeur. Nous sommes dans l'incapacité de nous immerger dans la nature, de vivre à son rythme, de nous chronobiologiser. Nous sommes des enfants mal élevés avec la nature. Et puis nous sommes dangereux, d'autant plus que nos moyens sont considérables. Je crois qu'ils nous voient avec un QI très petit...

— Quant à nous, nous n'avons pas encore compris que ces peuples sont peut-être le deuxième souffle de l'humanité.

Propos recueillis par Régis Guyotat

► A LIRE :

— *Les Derniers Rois de Thulé*, de Jean Malaurie, cinquième édition revue et augmentée, collection « Terre humaine », Plon, 1989, 854 pages, 350 F. Ce livre a constitué la première œuvre de la collection « Terre humaine » fondée par Jean Malaurie. Il existe également en version poche, collection « Terre humaine/Poche ». Presses Pocket.

— *Ultima Thulé*, de Jean Malaurie, Bords, 1990, 650 illustrations, 48 cartes, 320 pages, 495 F. Cet ouvrage existe également dans la collection « Terre humaine/Poche ». Presses Pocket, 1992.



Jean Malaurie chez lui à Paris en 1993. « J'ai découvert à Thulé un peuple emblématique. »

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A L'ÎLE MAURICE

pour deux personnes

avec **Jet-tours**

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

هكزان النحل

Carnets:
d'un juge

مكتبة الأهل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 27 février 1993 27

RENCONTRE

mau blanc



Carnets africains d'un juge de paix

Comment un étudiant du Saint-Germain-des-Près de l'après-guerre, nommé juge de paix en Afrique noire, partagea, aux confins de la Haute-Volta, la vie d'une communauté rétive à la pacification, les Lobis. Parcourez «fléché» d'une aventure en territoire surréaliste.

C'EST une très vieille histoire, qui remonte au milieu des années 50, endormie dans des cahiers de notes numérotées, dans des boîtes de photographes, au fond d'une maison d'Enghien. Lorsqu'on ouvre ces trésors, à la demande d'un visiteur non averti, d'étranges factures, soudain, s'aiment dans le jardin : des guerriers nus, dont certains ont le visage peint de traits blancs, armés d'arcs et de flèches empoisonnées, montent une garde silencieuse dans les massifs d'arbustes. Ils reprennent leur ancestrale résistance à l'homme blanc, ravi d'éternels malentendus avec la civilisation, des quiproquos que les ethnologues ont toujours pas réussi à démentir. Goguenards, ils appellent «le juge» le «juge», parce qu'ils se savent coupables de port d'arme prohibée, et que, longtemps après, cela les fait encore rire. Alors, leur hôte ouvre sa porte et recommence ses interminables palabres, dans la nuit sans étoiles...

Une très vieille histoire. C'est, d'ailleurs, un chercheur solitaire, Jean Sureau, qui s'était retrouvé, entre 1953 et 1956, alors que la colonisation avait ses jours comptés, «juge de paix à compétence restreinte», comme l'on disait à l'époque, dans l'un des coins les plus perdus d'Afrique, réputé dangereux et inhospitalier par les administrateurs de l'AOF. Le pays lobi, un immense territoire de savanes aux confins de la Haute-Volta (futur Burkina-Faso), de la Côte-d'Ivoire et de la Côte d'Or (futur Ghana), le long du fleuve de la Volta noire. Les Lobis, avec leurs cousins, les Birifor, avaient sérieusement malmené la chronique de la conquête, et en 1898, lors du traité franco-allemand de partage, ils se battaient encore contre les colonnes de soldats, menées par de jeunes officiers d'infanterie sortis de Saint-Maixent. Ils se battaient toujours, autour des années 20, lorsque Henri Labouret, «pacificateur» de la Haute-Volta, s'était chargé lui-même de réduire ces «foyers de résistance», selon les termes des rapports au ministère, de tenir de pendaison les «bandits» de la hrouse. L'éducation administrative devait être acceptée, comme un bienfait collectif, dans toute l'AOF.

A l'aube du 15 décembre 1929, pour défendre le village de Domakou quelques centaines de guerriers avaient chargé les troupes de tirailleurs sénégalais, bien armées, à la manière lobi, c'est-à-dire en ligne approchant l'ennemi jusqu'à portée de flèche - 20 mètres - les femmes courant derrière pour porter les carquois et ramasser les munitions. Ce jour-là, les Lobis avaient été matés, mais ce Fort-Cheval de la savane était entré dans la légende des autres courageux, dont les âmes flottent longtemps au-dessus des eaux de la Volta noire. Même les plus rudes des soldats avaient dû admettre que ces Lobis étaient fous. Mais d'une folie sublime. Surréaliste.

La mésentente avec les Blancs était devenue contentieuse philosophique, source d'inspiration, savoir de devins, pouvoir de chefs. Elle occupait une place de choix dans l'une des cultures les plus complexes, les plus mysté-

rieuses, dont les rites échappent encore largement, aujourd'hui, aux observateurs. Et comme la Haute-Volta produisait peu de richesses, les peuples lobis avaient fourni leur mal-être aux zones de production, l'Office du Niger ou les plantations de la forêt ivoirienne. C'était «le temps de la force», sous la colonisation, manière de présenter les déplacements de population d'une époque encore légèrement esclavagiste, pour la grandeur de l'empire. Détenteur du record de durée de poste à Gaoua, cœur du pays lobi, cœur de l'enfer dans les conversations de mess, soit neuf ans sonnés, l'officier Henri Labouret s'était intéressé aux coutumes locales, tentant d'expliquer par sa théorie «magico-religieuse» l'organisation de ce peuple rebelle, dans un livre, *Les Tribus du royaume lobi*, publié en 1931 par l'Institut d'ethnologie. Mais sur les cartes d'état-major, le pays lobi demeurait surtout le dernier réduit réfractaire.

Et malgré les années, et l'assomplissement des méthodes de l'empire, la fronde remontait vite, même au début des années 50. Les Lobis refusaient souvent la monnaie officielle, lui préférant des coquillages rares, qui servaient aussi d'ornements. La justice à la française, surtout, nos lois, ce bon vieux code napoléonien, étaient cause d'invraisemblables entorses à la logique cartésienne. En 1953, on «fléchait» encore, pour n'importe quoi, pour un adultère ou un vol de chèvre. Parfois, un Européen de passage, un souvenir des temps mémorables. On avait «fléché» un Blanc, juste avant l'arrivée de Jean Sureau.

C'est un peu ce qui avait valu ce poste insensé, juge de paix à Gaoua, à cet ancien étudiant de la Libération, ami des écrivains de l'après-guerre, qui avait décapité de l'indifférence de Saint-Germain-des-Près à toutes les révolutions. Rien ne le retenait à Paris. Il avait passé, un peu par inadvertance, un concours de recrutement pour la magistrature coloniale. On lui avait proposé, en 1950, un contrat court, un séjour renouvelable de petit juge. Amoureux de l'Afrique rêvée, celle d'Henri Michaux, de Raymond Roussel ou de Céline, il avait détesté l'impression dans les milieux «petits Blancs» du Sénégal. Il avait failli repartir, lorsqu'on lui avait proposé la solitude, à plusieurs jours de jeep ou de radeau du spectacle de ses concitoyens qui avaient été successivement pétainistes, gaullistes, SFIO ou francs-maçons sans état d'âme, sous les molles rotations de leurs ventilateurs.

Alors, Jean Sureau, voyageur innocent et ouvert, enlaid de Gide et de Michel Leiris, avait choisi le surréalisme. «L'Afrique invivable», comme il le dit. L'enfer lobi. Avec pour tout bagage les aventures de Fantomas, le code pénal et un appareil de photo offert par Robert Doisneau, il s'était installé dans l'absurde avec un profond bonheur. «Le tribunal était une ancienne école, de terre et de paille. Les Lobis entraient et accrochaient leurs carquois à un porte-manteau, tous inculpables sur le champ de port d'arme prohibée. Les prisonniers s'étaient enfuis, simplement en urinant contre le mur de terre de leur cellule.



Jean Sureau, magistrat envoyé par la métropole en pays lobi, dans les années 50, posant en compagnie de son collègue local, le «juge-croco».

Tentative d'évasion. Bris de locaux administratifs. C'était fou!

Il avait d'abord vécu dans la maison bleue, bleue parce que son prédécesseur avait un jour demandé un coup de peinture sur ses papiers murs et que ses aides avaient tout repint, les meubles et les objets. Tout le monde autour de Gaoua avait fini par entendre parler du livre de Labouret, par comprendre ce que les Blancs croyaient savoir des coutumes et des secrets des Lobis, et on en jouait abondamment, dans chaque acte de la vie quotidienne. Dans chaque rapport avec la justice, avec ce nouveau juge. «Ils ont passé leur temps à me piéger, raconte Jean Sureau, à me présenter des histoires sur le juge. Je n'ai rien dit, car, se rappelle encore Jean Sureau. Mille anecdotes. Des carnets pleins. Des photos incroyables. J'envoyais des notes manuscrites à la Cour de cassation de Paris, toutes fausses bien sûr. Ils n'avaient même pas d'identité pour la loi française. Mais la règle m'interdisait de juger selon les lois indigènes. Il existait encore, au niveau du gouverneur, un tribunal indigène, mais moi, tout seul, je ne devais appliquer que le code pénal. Impossible. Rien n'avait de sens, ou alors tous les sens à la fois. Pour moi, c'était une situation inextricable, et formidable.»

Un jour, trois guerriers avaient parcouru 60 kilomètres à pied, portant une vieille peau d'antilope, simplement pour voir le magistrat. Au tribunal, ils avaient expliqué que le lion avait tué le koba. Puis ils avaient concédé : c'est vrai, ce n'est pas le lion, c'est l'homme, mais, pendant l'hiver, les herbes sont hautes, et l'on peut confondre. Mais ça doit valoir condamnation. Ils avaient

attendu l'inculpation, qui n'était pas tombée, et était reparti pour 60 kilomètres, ravis d'avoir vérifié que, protégés comme ils l'étaient par tel dieu, le juge ne pouvait rien contre eux. Au village, ils seraient admis, et cet épisode entrerait dans la légende suite des histoires sur le juge. «Tout a été comme ça, se rappelle encore Jean Sureau. Mille anecdotes. Des carnets pleins. Des photos incroyables. J'envoyais des notes manuscrites à la Cour de cassation de Paris, toutes fausses bien sûr. Ils n'avaient même pas d'identité pour la loi française. Mais la règle m'interdisait de juger selon les lois indigènes. Il existait encore, au niveau du gouverneur, un tribunal indigène, mais moi, tout seul, je ne devais appliquer que le code pénal. Impossible. Rien n'avait de sens, ou alors tous les sens à la fois. Pour moi, c'était une situation inextricable, et formidable.»

Au fil des mois, le juge avait approché les devins, les prêtres, les dieux vivants, les esprits. On le conviait à des cérémonies, calquées avec soin, en son honneur, sur les théories de Labouret. Il était distraction, dieu lui-même, selon les arrangements. Il était

bico eotouré : l'un de ses gardes était sorcier, l'autre chasseur de sorciers. Un avantage appréciable. Un autre jour, son vieux réfrigérateur était tombé en panne, dans la maison rongée par les termites. Le boy, fils d'un grand féticheur, avait expliqué que, durant les nuits du juge, des esprits volaient la vie. Un «diseur de choses cachées» consulté, il fallait bien convenir que les Blancs avaient toujours occupé, dans la maison, l'espace d'âmes plus anciennes. Cela valait dédommagement. Voulait-il voir le dieu qui souffrait ainsi de la perte de son territoire? Il suffisait de photographier le réfrigérateur...

Le pouvoir de ce magistrat volontairement impuissant à rendre la justice s'étendait sur plusieurs subdivisions. Sauf une, où l'on s'était toujours contenté, parmi les Lobis, d'un juge-crocodile. On avait présenté l'animal comme un collègue, aussi juste que lui. Le prétoire-garçon servait de greffier, et tout s'arrangeait, l'adultère, le refus de l'impôt ou l'escroquerie aux prédictions. «C'était un juge honnête», reconnaît Jean Sureau. Plutôt plus ferme, sur le code, que lui-même. «Je me suis surtout inquiété de l'emplacement de ce

tribunal, le milieu d'une route fréquentée. Je craignais pour la vie du crocodile. Bien sûr, il s'est fait écraser. Sa veuve a refusé la charge, et on m'a demandé de reprendre la subdivision. Surcroît de travail. Jean Sureau aurait volontiers collé l'écraseur au violon, pour insulte à magistrat.

Et ce vieux homme qui était venu se planter devant lui, tendant avec espoir une lettre rédigée au crayon : «Monsieur le Gouverneur, j'ai été condamné en 1916 à la peine de mort par le tribunal indigène. Je compte plus de trente-six ans, comme détenu. Actuellement plus qu'à moitié inanimé, j'ai l'honneur de solliciter très respectueusement une libération conditionnelle. Signé Nadio Sandion. » Bien sûr, Nadio Sandion allait à sa guise depuis plusieurs dizaines d'années. Pourquoi, alors, solliciter la clémence du tribunal, au risque de réveiller, en haut lieu, d'anciennes rigidités coloniales? Le vieux homme ne se sentait pas tout à fait libre. Question de dignité. Nadio Sandion était mort, entouré des siens, avant que parvienne à Gaoua la grâce de l'Elysée.

Pendant trois ans, Jean Sureau avait ainsi tenu, pour lui, la chronique de beaucoup d'autres morceaux d'absurde, de poésie pure une chronique remplie d'animaux, de guerriers et de vieux prisonniers sans chaînes. Comme il était dit - il n'avait jamais très bien su lequel - et éminence personnelle lobi, il avait pu filmer quelques-uns des mystères de cette savane oubliée. La photographie était devenue aussi «manière de Blanc», amulette de juge et on s'était habitué. Jean Sureau avait demandé le renouvellement de son contrat. La folie des Lobis lui allait bien. A son retour en métropole, à l'heure des indépendances incertaines, il avait publié quelques souvenirs (1). Puis avait enfoui les autres, et des milliers de photos, dans des boîtes. Il avait pensé à autre chose.

Mais la mémoire des Lobis a la vie dure. Tant d'années après, les «bandits» de Labouret tiennent encore parfois marché, avec argent de coquillages et palabres, au fond d'une ruelle tranquille de la banlieue parisienne.

Philippe Boggio

(1) *Monsieur le Juge à Borom-Borom*, de Jean Sureau, La Table Ronde, 1958. Jean Sureau a également récemment enrichi ses carnets de notes à l'occasion d'un article pour un ouvrage collectif : *Images d'Afrique et sciences sociales. Les pays lobi, birifor et dagoba*, sous la direction de Michèle Fidiou, Jacques Lombard, avec Jean-Marie Kambo-Ferrand, Editions Karthala et Editions de l'ORSTOM, 1993.

10 jours en Virginie et Maryland 14.990 FRS. avec Kuoni

10 jours en Virginie et Maryland 14.990 FRS. avec Kuoni

Pour recevoir gratuitement la nouvelle brochure "Etats-Unis / Canada" de Kuoni, retournez ce bon à :

Voyages Kuoni
BP 666-08. 75367 Paris Cedex 08.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Un monde de différence

Bridge

n° 1525

L'AUDACE
DU JUNIOR

Parmi les jeunes les plus doués de ces dernières années, on peut citer l'Américain Jeff Ferro, dont le seul défaut est sans doute d'être trop modeste, comme le montre ce grand chemin déclaré au cours des épreuves de sélection de 1991.

RV87
RV82
RV752

652
V1087
D976
RD

D4
V932
A10543
V86

A1093
VARD654
A43

Ann. : No. don. Tous vul.

| Ouest | Nord | Est | Sud |
|-------|--------|-----|-------|
| X | Omeste | Y | Ferro |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |

Quest ayant décidé d'enlever le 2 de Pique pour le 7 du mort, Est ne peut pas la Dame et Sud fournit le 3. Ferro joue alors immédiatement le 2 de Carreau du mort et Est crut bon de mettre l'As (c'était une erreur, car Sud n'aurait pas déclaré le grand chemin avec un Carreau perdant). Comment Ferro parvint-il à enlever le 2 de Carreau ?

Réponse

Ferro coupa l'As de Carreau et coupa un Cœur avec le 8 de Pique. Il déclara le 3 de Trèfle sur le Roi de Carreau maître, coupe une deuxième fois Carreau avec l'As de Pique et joue le 10 de Pique pris par le Roi sur lequel tomba la Dame de Pique d'Est ; puis il tira le Valet de Pique pour enlever le dernier atout d'Ouest sur lequel il jeta le 4 de Trèfle. Enfin il prit la main avec l'As de Trèfle pour faire ses cinq Cœurs maîtres, c'est-à-dire, au total, quatre atouts du mort (dont une coupe à Cœur) et deux de la main (avec deux coupes à Carreau), le Roi de Carreau, l'As de Trèfle et cinq Cœurs.

LA VALEUR
D'UN 2

Quelques mois avant sa mort, il y a trois ans, le champion américain Jim Jacoby, le fils du fameux Oswald Jacoby, avait écrit à l'occasion du concours de Bala, le fabricant hollandais de liqueurs, un article sur l'importance des 2. Voici l'exemple spectaculaire qu'il avait choisi.

DV10763
V45
A44
1053

984
V9643
D2
9872

AR2
RV10872
ARD
V64

Ann. : E. don. E.-O. vul.

| Ouest | Nord | Est | Sud |
|-------|------|-----|-----|
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |
| — | — | — | — |

Quest ayant cru bon d'enlever le 4 de Cœur, comment Sud a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A CARREAU ? Quelle est la défense qui aurait pu le faire chuter dans la suite du comp ?

Note sur les enchères

Est ne jouait pas le « 2 Trèfles » forcé de manche avec réponse à l'As, sinon il aurait ouvert de « 2 Trèfles » et aurait eu immédiatement son partenaire avait l'As de Cœur. On ne peut cependant pas critiquer l'ouverture de « 6 Cœurs », ni la défense de Sud non vulnérable à « 7 Carreaux » avec neuf cartes.

COURRIER DES LECTEURS

L'ouverture de 2 Trèfles. Des amis, dont M. Haas, m'ont affirmé qu'on ne jouait plus l'ouverture de 2 Trèfles forcé de manche, et qu'elle était remplacée par l'ouverture de 2 Carreaux qui figure dans un mémento de Lebel. Qu'en pensez-vous ?

On ne peut que déplorer une pareille modification, car elle n'apporte au système français aucun avantage réel, et la meilleure preuve est que l'ouverture 2 Trèfles forcé de manche (avec réponse à l'As, ou à la longue, ou à la romaine...) est utilisée par la plupart des experts du monde entier. Ce changement va bouleverser en France les habitudes de deux millions de joueurs de bridge qui avaient déjà eu du mal à bien comprendre le fonctionnement du 2 Trèfles Albarini ! Il est normal que des champions comme Lebel expérimentent avec leurs partenaires des conventions toujours nouvelles, et qu'ils les introduisent dans chaque réduction de leurs livres ; mais ne voudrait-il pas mieux ne pas surcharger ainsi la tâche des bridgeurs qui veulent vraiment progresser ?

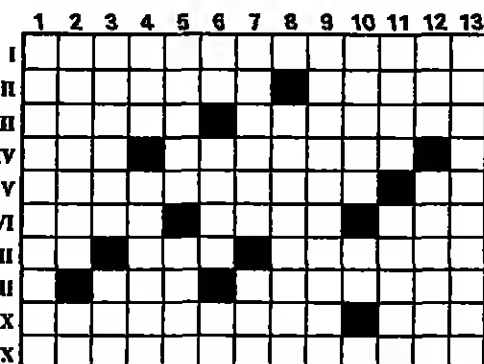
Rappelons que cette modification avait été proposée dans un livre de Stayman il y a... trente ans, sans succès même aux États-Unis ! Et comment ne pas sourire quand on qualifie aujourd'hui de « modernes » certaines conventions qui ont été inventées en réalité en 1930 (2 facile, surenchère à saut...) ?

Philippe Brugnion

RECTIFICATION. Une erreur technique a rendu incompréhensible l'entrée « Axes bien nées » (« Le Monde » du 20 février). Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.

Mots croisés

n° 755



HORIZONTALLEMENT

1. Un mode trop connu de fragmentation conduisant à l'explosion. — II. Font manger gras. Fit le patre. — III. Donne des fibres. Il est de Pérouse. — IV. Propose aux réunions de famille. Prends la place. — V. S'abillait ou se conduisait plutôt mal. Ils furent un temps les bienvenus. — VI. Permet de mieux respirer. Donne son appui. Produit d'infection. — VII. Avec risques. Convivial ou maritime. Ceux qui sont dedans sont plutôt mal logés. — VIII. Possessif. Apporte toute notre dimension d'homme. — IX. Pour savoir sans voir. Atome. — X. Epuiserent.

VERTICALEMENT

1. De plus en plus menacés par le I. — 2. Proches des sommets. Un peu de tact. — 3. Mène la danse. Découvrit la terre. — 4. En apéritif. Un premier travail. — 5. Refuge pour misanthrope. Pour l'apéritif ? — 6. Adverbe. En Hongrie. Article inversé. — 7. Survit à part. A fait du mal. — 8. A eux d'orga-

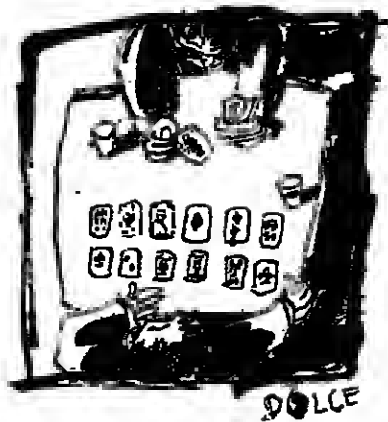
niser. — 9. Voir loin. — 10. Ce ne sont pas de petits défauts. Confection. — 11. A l'œil. Met à genoux. — 12. Se démarque peut sembler ridicule. On la trouve laide, nous, en général. — 13. Pourvoient largement, par précaution.

SOLUTION DU N° 754

Horizontalement
1. Casques bleus. — II. Occulte. Ocre. — III. Nialse. Groin. — IV. Ter. Trépan. — V. Iréent. Nori. — VI. Furies. Mon. — VII. Gais. Slavisé. — VIII. Eméché. Basal. — IX. Ne. le. Canail. — X. Tricure. Pire. — XI. Séparatistes.

Verticalement
1. Contingents. — 2. Acier. Ambre. — 3. Scutellé. Ip. — 4. Qui. Suscita. — 5. Ulster. Heur. — 6. Éternité. Ra. — 7. Se. Elit. Cet. — 8. Gp. Saba. — 9. Loran. Vamps. — 10. Economisait. — 11. Uri. Rosaire. — 12. Sentinelles.

François Dorlet



Anacroisés

n° 756

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent ces lettres correspondent à des nombres d'ans, mais les lettres de mots à trouver.

Comme au Scrabble, on peut coupler. Tous les mots figurent dans l'Annuaire de Scrabble (Larousse).

1. ABCLOPU. — 2. CEENOTT. — 3. EEILSTT. — 4. BILOR. — 5. ADEELPS. — 6. EEILSTT. — 7. ACEEGTT. — 8. EEINTTT. — 9. ABEORSTT. — 10. EENRSSU. — 11. CEORRSS. — 12. AACENRSU. — 13. ABEELNV. — 14. AELRRSU. — 15. AEEEMNRX. — 16. ADEERSU. — 17. AAA. — 18. ABFILOT. — 19. CEHNPT. — 20. AEEERSSS. — 21. EEENSSS. — 22. ACEHSTU.

23. ADEELPS. — 24. CEENOTT. — 25. EEILSTT. — 26. BILOR. — 27. ADEELPS. — 28. ACEEGTT. — 29. ABEORSTT. — 30. EENRSSU. — 31. CEORRSS. — 32. AACENRSU. — 33. ABEELNV. — 34. AELRRSU. — 35. AEEEMNRX. — 36. ADEERSU. — 37. AAA. — 38. ABFILOT. — 39. CEHNPT. — 40. AEEERSSS. — 41. EEENSSS. — 42. ACEHSTU.

43. ADEELPS. — 44. CEENOTT. — 45. EEILSTT. — 46. BILOR. — 47. ADEELPS. — 48. ACEEGTT. — 49. ABEORSTT. — 50. EENRSSU. — 51. CEORRSS. — 52. AACENRSU. — 53. ABEELNV. — 54. AELRRSU. — 55. AEEEMNRX. — 56. ADEERSU. — 57. AAA. — 58. ABFILOT. — 59. CEHNPT. — 60. AEEERSSS. — 61. EEENSSS. — 62. ACEHSTU.

63. ADEELPS. — 64. CEENOTT. — 65. EEILSTT. — 66. BILOR. — 67. ADEELPS. — 68. ACEEGTT. — 69. ABEORSTT. — 70. EENRSSU. — 71. CEORRSS. — 72. AACENRSU. — 73. ABEELNV. — 74. AELRRSU. — 75. AEEEMNRX. — 76. ADEERSU. — 77. AAA. — 78. ABFILOT. — 79. CEHNPT. — 80. AEEERSSS. — 81. EEENSSS. — 82. ACEHSTU.

83. ADEELPS. — 84. CEENOTT. — 85. EEILSTT. — 86. BILOR. — 87. ADEELPS. — 88. ACEEGTT. — 89. ABEORSTT. — 90. EENRSSU. — 91. CEORRSS. — 92. AACENRSU. — 93. ABEELNV. — 94. AELRRSU. — 95. AEEEMNRX. — 96. ADEERSU. — 97. AAA. — 98. ABFILOT. — 99. CEHNPT. — 100. AEEERSSS. — 101. EEENSSS. — 102. ACEHSTU.

103. ADEELPS. — 104. CEENOTT. — 105. EEILSTT. — 106. BILOR. — 107. ADEELPS. — 108. ACEEGTT. — 109. ABEORSTT. — 110. EENRSSU. — 111. CEORRSS. — 112. AACENRSU. — 113. ABEELNV. — 114. AELRRSU. — 115. AEEEMNRX. — 116. ADEERSU. — 117. AAA. — 118. ABFILOT. — 119. CEHNPT. — 120. AEEERSSS. — 121. EEENSSS. — 122. ACEHSTU.

123. ADEELPS. — 124. CEENOTT. — 125. EEILSTT. — 126. BILOR. — 127. ADEELPS. — 128. ACEEGTT. — 129. ABEORSTT. — 130. EENRSSU. — 131. CEORRSS. — 132. AACENRSU. — 133. ABEELNV. — 134. AELRRSU. — 135. AEEEMNRX. — 136. ADEERSU. — 137. AAA. — 138. ABFILOT. — 139. CEHNPT. — 140. AEEERSSS. — 141. EEENSSS. — 142. ACEHSTU.

143. ADEELPS. — 144. CEENOTT. — 145. EEILSTT. — 146. BILOR. — 147. ADEELPS. — 148. ACEEGTT. — 149. ABEORSTT. — 150. EENRSSU. — 151. CEORRSS. — 152. AACENRSU. — 153. ABEELNV. — 154. AELRRSU. — 155. AEEEMNRX. — 156. ADEERSU. — 157. AAA. — 158. ABFILOT. — 159. CEHNPT. — 160. AEEERSSS. — 161. EEENSSS. — 162. ACEHSTU.

163. ADEELPS. — 164. CEENOTT. — 165. EEILSTT. — 166. BILOR. — 167. ADEELPS. — 168. ACEEGTT. — 169. ABEORSTT. — 170. EENRSSU. — 171. CEORRSS. — 172. AACENRSU. — 173. ABEELNV. — 174. AELRRSU. — 175. AEEEMNRX. — 176. ADEERSU. — 177. AAA. — 178. ABFILOT. — 179. CEHNPT. — 180. AEEERSSS. — 181. EEENSSS. — 182. ACEHSTU.

183. ADEELPS. — 184. CEENOTT. — 185. EEILSTT. — 186. BILOR. — 187. ADEELPS. — 188. ACEEGTT. — 189. ABEORSTT. — 190. EENRSSU. — 191. CEORRSS. — 192. AACENRSU. — 193. ABEELNV. — 194. AELRRSU. — 195. AEEEMNRX. — 196. ADEERSU. — 197. AAA. — 198. ABFILOT. — 199. CEHNPT. — 200. AEEERSSS. — 201. EEENSSS. — 202. ACEHSTU.

203. ADEELPS. — 204. CEENOTT. — 205. EEILSTT. — 206. BILOR. — 207. ADEELPS. — 208. ACEEGTT. — 209. ABEORSTT. — 210. EENRSSU. — 211. CEORRSS. — 212. AACENRSU. — 213. ABEELNV. — 214. AELRRSU. — 215. AEEEMNRX. — 216. ADEERSU. — 217. AAA. — 218. ABFILOT. — 219. CEHNPT. — 220. AEEERSSS. — 221. EEENSSS. — 222. ACEHSTU.

223. ADEELPS. — 224. CEENOTT. — 225. EEILSTT. — 226. BILOR. — 227. ADEELPS. — 228. ACEEGTT. — 229. ABEORSTT. — 230. EENRSSU. — 231. CEORRSS. — 232. AACENRSU. — 233. ABEELNV. — 234. AELRRSU. — 235. AEEEMNRX. — 236. ADEERSU. — 237. AAA. — 238. ABFILOT. — 239. CEHNPT. — 240. AEEERSSS. — 241. EEENSSS. — 242. ACEHSTU.

243. ADEELPS. — 244. CEENOTT. — 245. EEILSTT. — 246. BILOR. — 247. ADEELPS. — 248. ACEEGTT. — 249. ABEORSTT. — 250. EENRSSU. — 251. CEORRSS. — 252. AACENRSU. — 253. ABEELNV. — 254. AELRRSU. — 255. AEEEMNRX. — 256. ADEERSU. — 257. AAA. — 258. ABFILOT. — 259. CEHNPT. — 260. AEEERSSS. — 261. EEENSSS. — 262. ACEHSTU.

263. ADEELPS. — 264. CEENOTT. — 265. EEILSTT. — 266. BILOR. — 267. ADEELPS. — 268. ACEEGTT. — 269. ABEORSTT. — 270. EENRSSU. — 271. CEORRSS. — 272. AACENRSU. — 273. ABEELNV. — 274. AELRRSU. — 275. AEEEMNRX. — 276. ADEERSU. — 277. AAA. — 278. ABFILOT. — 279. CEHNPT. — 280. AEEERSSS. — 281. EEENSSS. — 282. ACEHSTU.

283. ADEELPS. — 284. CEENOTT. — 285. EEILSTT. — 286. BILOR. — 287. ADEELPS. — 288. ACEEGTT. — 289. ABEORSTT. — 290. EENRSSU. — 291. CEORRSS. — 292. AACENRSU. — 293. ABEELNV. — 294. AELRRSU. — 295. AEEEMNRX. — 296. ADEERSU. — 297. AAA. — 298. ABFILOT. — 299. CEHNPT. — 300. AEEERSSS. — 301. EEENSSS. — 302. ACEHSTU.

303. ADEELPS. — 304. CEENOTT. — 305. EEILSTT. — 306. BILOR. — 307. ADEELPS. — 308. ACEEGTT. — 309. ABEORSTT. — 310. EENRSSU. — 311. CEORRSS. — 312. AACENRSU. — 313. ABEELNV. — 314. AELRRSU. — 315. AEEEMNRX. — 316. ADEERSU. — 317. AAA. — 318. ABFILOT. — 319. CEHNPT. — 320. AEEERSSS. — 321. EEENSSS. — 322. ACEHSTU.

323. ADEELPS. — 324. CEENOTT. — 325. EEILSTT. — 326. BILOR. — 327. ADEELPS. — 328. ACEEGTT. — 329. ABEORSTT. — 330. EENRSSU. — 331. CEORRSS. — 332. AACENRSU. — 333. ABEELNV. — 334. AELRRSU. — 335. AEEEMNRX. — 336. ADEERSU. — 337. AAA. — 338. ABFILOT. — 339. CEHNPT. — 340. AEEERSSS. — 341. EEENSSS. — 342. ACEHSTU.

343. ADEELPS. — 344. CEENOTT. — 345. EEILSTT. — 346. BILOR. — 347. ADEELPS. — 348. ACEEGTT. — 349. ABEORSTT. — 350. EENRSSU. — 351. CEORRSS. — 352. AACENRSU. — 353. ABEELNV. — 354. AELRRSU. — 355. AEEEMNRX. — 356. ADEERSU. — 357. AAA. — 358. ABFILOT. — 359. CEHNPT. — 360. AEEERSSS. — 361. EEENSSS. — 362. ACEHSTU.

363. ADEELPS. — 364. CEENOTT. — 365. EEILSTT. — 366. BILOR. — 367. ADEELPS. — 368. ACEEGTT. — 369. ABEORSTT. — 370. EENRSSU. — 371. CEORRSS. — 372. AACENRSU. — 373. ABEELNV. — 374. AELRRSU. — 375. AEEEMNRX. — 376. ADEERSU. — 377. AAA. — 378. ABFILOT. — 379. CEHNPT. — 380. AEEERSSS. — 381. EEENSSS. — 382. ACEHSTU.

383. ADEELPS. — 384. CEENOTT. — 385. EEILSTT. — 386. BILOR. — 387. ADEELPS. — 388. ACEEGTT. — 389. ABEORSTT. — 390. EENRSSU. — 391. CEORRSS. — 392. AACENRSU. — 393. ABEELNV. — 394. AELRRSU. — 395. AEEEMNRX. — 396. ADEERSU. — 397. AAA. — 398. ABFILOT. — 399. CEHNPT. — 400. AEEERSSS. — 401. EEENSSS. — 402. ACEHSTU.

403. ADEELPS. — 404. CEENOTT. — 405. EEILSTT. — 406. BILOR. — 407. ADEELPS. — 408. ACEEGTT. — 409. ABEORSTT. — 410. EENRSSU. — 411. CEORRSS. — 412. AACENRSU. — 413. ABEELNV. — 414. AELRRSU. — 415. AEEEMNRX. — 416. ADEERSU. — 417. AAA. — 418. ABFILOT. — 419. CEHNPT. — 420. AEEERSSS. — 421. EEENSSS. — 422. ACEHSTU.

423. ADEELPS. — 424. CEENOTT. — 425. EEILSTT. — 426. BILOR. — 427. ADEELPS. — 428. ACEEGTT. — 429. ABEORSTT. — 430. EENRSSU. — 431. CEORRSS. — 432. AACENRSU. — 433. ABEELNV. — 434. AELRRSU. — 435. AEEEMNRX. — 436. ADEERSU. — 437. AAA. — 438. ABFILOT. — 439. CEHNPT. — 440. AEEERSSS. — 441. EEENSSS. — 442. ACEHSTU.

443. ADEELPS. — 444. CEENOTT. — 445. EEILSTT. — 446. BILOR. — 447. ADEELPS. — 448. ACEEGTT. — 449. ABEORSTT. — 450. EENRSSU. — 451. CEORRSS. — 452. AACENRSU. — 453. ABEELNV. — 454. AELRRSU. — 455. AEEEMNRX. — 456. ADEERSU. — 457. AAA. — 458. ABFILOT. — 459. CEHNPT. — 460. AEEERSSS. — 461. EEENSSS. — 462. ACEHSTU.

463. ADEELPS. — 464. CEENOTT. — 465. EEILSTT. — 466. BILOR. — 467. ADEELPS. — 468. ACEEGTT. — 469. ABEORSTT. — 470. EENRSSU. — 471. CEORRSS. — 472. AACENRSU. — 473. ABEELNV. — 474. AELRRSU. — 475. AEEEMNRX. — 476. ADEERSU. — 477. AAA. — 478. ABFILOT. — 479. CEHNPT. — 480. AEEERSSS. — 481. EEENSSS. — 482. ACEHSTU.

483. ADEELPS. — 484. CEENOTT. — 485. EEILSTT. — 486. BILOR. — 487. ADEELPS. — 488. ACEEGTT. — 489. ABEORSTT. — 490. EENRSSU. — 491. CEORRSS. — 492. AACENRSU. — 493. ABEELNV. — 494. AELRRSU. — 495. AEEEMNRX. — 496. ADEERSU. — 497. AAA. — 498. ABFILOT. — 499. CEHNPT. — 500. AEEERSSS. — 501. EEENSSS. — 502. ACEHSTU.

503. ADEELPS. — 504. CEENOTT. — 505. EEILSTT. — 506. BILOR. — 507. ADEELPS. — 508. ACEEGTT. — 509. ABEORSTT. — 510. EENRSSU. — 511. CEORRSS. — 512. AACENRSU. — 513. ABEELNV. — 514. AELRRSU. — 515. AEEEMNRX. — 516. ADEERSU. — 517. AAA. — 518. ABFILOT. — 519. CEHNPT. — 520. AEEERSSS. — 521. EEENSSS. — 522. ACEHSTU.

523. ADEELPS. — 524. CEENOTT. — 525. EEILSTT. — 526. BILOR. — 527. ADEELPS. — 528. ACEEGTT. — 529. ABEORSTT. — 530. EENRSSU. — 531. CEORRSS. — 532. AACENRSU. — 533. ABEELNV. — 534. AELRRSU. — 535. AEEEMNRX. — 536. ADEERSU. — 537. AAA. — 538. ABFILOT. — 539. CEHNPT. — 540. AEEERSSS. — 541. EEENSSS. — 542. ACEHSTU.

543. ADEELPS. — 544. CEENOTT. — 545. EEILSTT. — 546. BILOR. — 547. ADEELPS. — 548. ACEEGTT. — 549. ABEORSTT. — 550. EENRSSU. — 551. CEORRSS. — 552. AACENRSU. — 553. ABEELNV. — 554. AELRRSU. — 555. AEEEMNRX. — 556. ADEERSU. — 557. AAA. — 558. ABFILOT. — 559. CEHNPT. — 560. AEEERSSS. — 561. EEENSSS. — 562. ACEHSTU.

563. ADEELPS. — 564. CEENOTT. — 565. EEILSTT. — 566. BILOR. — 567. ADEELPS. — 568. ACEEGTT. — 569. ABEORSTT. — 570. EENRSSU. — 571. CEORRSS. — 572. AACENRSU. — 573. ABEELNV. — 574. AELRRSU. — 575. AEEEMNRX. — 576. ADEERSU. — 577. AAA. — 578. ABFILOT. — 579. CEHNPT. — 580. AEEERSSS. — 581. EEENSSS. — 582. ACEHSTU.

583. ADEELPS. — 584. CEENOTT. — 585. EEILSTT. — 586. BILOR. — 587. ADEELPS. — 588. ACEEGTT. — 589. ABEORSTT. — 590. EENRSSU. — 591. CEORRSS. — 592. AACENRSU. — 593. ABEELNV. — 594. AELRRSU. — 595. AEEEMNRX. — 596. ADEERSU. — 597. AAA. — 598. ABFILOT. — 599. CEHNPT. — 600. AEEERSSS. — 601. EEENSSS. — 602. ACEHSTU.

603. ADEELPS. — 604. CEENOTT. — 605. EEILSTT. — 606. BILOR. — 607. ADEELPS. — 608. ACEEGTT. — 609. ABEORSTT. — 610. EENRSSU. — 611. CEORRSS. — 612. AACENRSU. — 613. ABEELNV. — 614. AELRRSU. — 615. AEEEMNRX. — 616. ADEERSU. — 617. AAA. — 618. ABFILOT. — 619. CEHNPT. — 620. AEEERSSS. — 621. EEENSSS. — 622. ACEHSTU.

623. ADEELPS. — 624. CEENOTT. — 625. EEILSTT. — 626. BILOR. — 627. ADEELPS. — 628. ACEEGTT. — 629. ABEORSTT. — 630. EENRSSU. — 631. CEORRSS. — 632. AACENRSU. — 633. ABEELNV. — 634. AELRRSU. — 635. AEEEMNRX. — 636. ADEERSU. — 637. AAA. — 638. ABFILOT. — 639. CEHNPT. — 640. AEEERSSS. — 641. EEENSSS. — 642. ACEHSTU.

643. ADEELPS. — 644. CEENOTT. — 645. EEILSTT. — 646. BILOR. — 647. ADEELPS. — 648. ACEEGTT. — 649. ABEORSTT. — 650. EENRSSU. — 651. CEORRSS. — 652. AACENRSU. — 653. ABEELNV. — 654. AELRRSU. — 655. AEEEMNRX. — 656. ADEERSU. — 657. AAA. — 658. ABFILOT. — 659. CEHNPT. — 660. AEEERSSS. — 661. EEENSSS. — 662. ACEHSTU.

663. ADEELPS. — 664. CEENOTT. — 665. EEILSTT. — 666. BILOR. — 667. ADEELPS. — 668. ACEEGTT. — 669. ABEORSTT. — 670. EENRSSU. — 671. CEORRSS. — 672. AACENRSU. — 673. ABEELNV. — 674. AELRRSU. — 675. AEEEMNRX. — 676. ADEERSU. — 677. AAA. — 678. ABFILOT. — 679.

TABLE

Dames

De traboules en bouchons

ISANT le Brésilien, troisième volume de la saga lyonnaise d'André Mure (La Table ronde), qui vient de paraître, me souvenant aussi qu'André et son fils Christian sont les auteurs d'un petit guide, *Lyon gourmand*, l'événement est venu de retrouver traboules et bouchons. Les traboules (du latin *trans ambulans*) sont, on le sait, ces longs couloirs d'immeubles d'autrefois permettant dans le vieux Lyon de communiquer d'une maison à l'autre ; de vraies promenades en évitant les rues ! Les bouchons sont des bistrot typiques où les pots de beaugénois (« A Lyon, a pu écrire Félix Benoit, historien de sa ville, c'est toujours le « pot » qui entretient la bonne foi des conventions et qui facilite les échancres ! ») accompagnent les plats folkloriques : tablier de sapeur, petit sauté aux lentilles, morue à la lyonnaise, saucisson au vin, cervelle de canot... Bref, ainsi que le disait Gaudier-Bossière : tous ces mets que « l'on a envie de tuer » !

Ainsi, la ville arrosée des trois fleuves : Rhône, Saône et Beau-

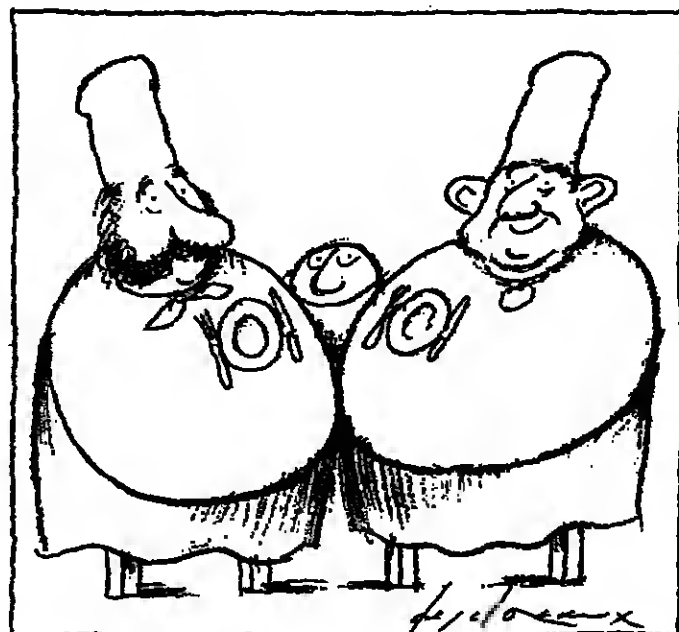
lais, et qui avait mérité le titre de capitale gastronomique de la France, selon Curmoussy, n'est pas seulement la ville des Bouches, Nandron, J.-P. Lacombe, Philippe Chavent, Pierre Orsi, Bernachon et quelques autres encore. Nuo plus seulement des dernières « Mères » dont perdure le souvenir : Mère Guy, Mère Filloux, Mère Brazier, Mère Vittet, j'en oublie... Lyon, ce sont les entrées à travers les traboules et les solides mâchons.

Je n'oublierai jamais le bon Georges Drebet chez qui j'assistai, il y a quelques lustres, à la création des « Francs Mâchons ». On y mange toujours un des meilleurs tabliers de sapeur (8, rue du Gare). Tél. : 78-28-30-46. Presque en face, au Gare (numéro 7 de la rue). Tél. : 78-28-16-94, siège de l'Académie du Porte-Pot, le successeur de Maurice Neaume cochaote les gourmets avec son andouillette bien garnie. On citera aussi les quenelles du Café des Fédérations (8, rue du Major-Martin). Tél. : 78-28-32-35, et autres bistrot historiques : le Bouchon

lyonnais (12, rue Pizay. Tél. : 78-28-10-94), où les Hugon ont remplacé Monique Dussaud mais où le gâteau de foies de volaille reste superbe. Chez Marcelle (71, cours Vitton. Tél. : 78-89-51-07), une des dernières « Mères », reine des « saladiers » bors-d'œuvre ; le Musée (12, rue des Forces. Tél. : 78-37-71-54), où les enfants de Fraoche, régnant ici depuis un quart de siècle, ont repris le flambeau des cardons à la moelle ; A ma sœur (23, rue Jean-Larivière. Tél. : 78-60-46-31) et ses trépas « malsou »... j'en passe.

Mais, demanderez-vous, où peut-on mâchonner ces merveilleux à Paris ?

Les anciens se souviennent du Père Violet, antique institution, grande guéule régnant sur un tendre groupe de serveuses affolées et « sympas ». On y continue de servir, moins folkloriquement, tablier de sapeur et andouillette arrosés de beaugénois (175/210 F) et l'on regrette un peu le bon temps (32, rue Saint-Marc. 2^e. Tél. : 42-96-65-04, fermé le dimanche). Il y a quelques années, le Bellecour



(22, rue Surcouf. 7^e. Tél. : 45-55-68-34, fermé le samedi midi et le dimanche), dans son rustique décor, était le temple, grâce à Gérard Goutagny, du saucisson chaud, du poulet au vinaigre, de la cervelle de canot. Vous les y trouverez toujours, mais entrelacés de plats signés Stéphane Pruvot (langoustes farcies, rognons en cré-

pine). Même le beaugénois signé Pivrot (le frère de Bernard) semble, tout excellent qu'il soit, un accroche-cœur anti-gones ! Reste Le Lyonnais (26, rue d'Armaille, 17^e. Tél. : 45-72-00-82), où, un convaincu, modeste et sincère, Yves Bourrier, milonne la quenelle de brochet ou l'andouillette aux pommes de

terre, le tablier de sapeur aux macarons (avec aussi un saint-marcelin venu en voisin de chez Alléosse) et d'excellents pots de beaugénois (compter, entre les menus - déjeuner rapide pour 90 F - de 250 à 300 F). Atmosphère de bouchon distingué ; on voudrait, en sortant, regarder le parking Ternes par les imbrouilles ! Mais on trouvera aussi l'atmosphère des bouchons lyonnais à Ma Bourgogne (132, bd Haussmann, 8^e, tél. : 45-63-51-61), où, si le terroir bourguignon inspire la cuisine, en sous-sol, le comptoir reste vibrant d'amitié lorsque charcutières en bouche les habitués comparent julefens et morgon au savoureux nœuds saint-georges.

La Reynière PS. - Sans oublier Moissonnier (28, rue des Fossés-Saint-Bernard, tél. : 43-29-87-65), d'aut j'ai récemment parlé. Et Alex Guioi à la cuisine bipartite, très lyonnaise mais aussi proveçale (*Bistrot d'Alex*, 2, rue Clément, 6^e, tél. : 43-54-09-53).

ENTRE-METS

Pâtés et terrines

C'EST comme un film de Méliès, une vision d'art offerte à l'attention du spectateur. Il en est de toutes sortes. Au milieu d'un cortège de valets sautillant pour le plaisir d'une bande de nœuds en cabinet particulier, chez Larue, tous priés par le sieur Willy, dîner ayant pour antécédent le repas funéraire de Grinod de la Reynière, un immense « entre-mets » est avancé, à la pâte croustillante, dure, appétissante, dotée d'un couvercle mystérieux, et tout autour de ce plat, en ornement, sont placées des roses de sucre, des cornes d'abondance. Et nous dit-on - c'est José-Maria Sert (1), le peintre, qui parle - « de ce pâté géant j'allierai deux corps sœurs et nus, identiques et potelés ». C'étaient Colette et l'actrice Polaire, au milieu de leur forme et au milieu ravageur, qui lançaient des baisers et des violettes aux assistants, dignes d'une soirée qui aurait pu figurer dans le *Pur et l'Impur*. A propos de pâté, la maison Willy, dont Colette, Maurice Sallant et P.J. Toulet étaient négres littéraires, ne faisait que renouer avec un usage de table du haut Moyen Age, tel que nous le raconte Huizinga (2) : « Aux fêtes de Bourgogne paraissaient ces entremets consistants en pâtés gigantesques comprenant orchestre, valsesaux, appareils, châteaux, singes et baleines, géants et nains, et toutes les fadaises de l'allégorie enroulée ». Et Maître Martino, auteur de *l'Arte Comquinario* (3), nous donne sa version du *pastillo volativo*, le pâté ailé. Présenté à table, le couvercle de ce pâté enlevé, des petits oiseaux vivants s'envolent, afin de divertir et de réjouir les convives dignes du *Décameron* de Boccace. A ces époques, le pâté peut contenir - ou lui ressembler - une bête entière, fastueuse, réelle ou mythologique. On connaît telle pièce qui contenait caillots, perdreaux et alouettes, tous ensemble. Le chapelain du roi Charles V, Caces de la Bugue, en a gardé mémoire.

La pâte protège la pièce d'un feu trop ardent et règle la circulation des sucs. Lorsque l'oe remplace la

pâte par un moule, le pâté devient terrine. Elles sont aujourd'hui beaucoup plus répandues, car on maîtrise plus facilement les températures de cuisson, qui assurent stérilisation et bonne conservation. La terrine, qu'il faut donc distinguer du pâté, est parfois l'objet d'un subtil mélange. La terrine de gibier contient souvent une préparation initiale de porc et de veau haché, puis des cuisses de lièvre sont ajoutées, ou de la biche, et des râbles entiers désossés. Tout cela cuit dans le parfum du genièvre. Ainsi en est-il de la terrine de l'Hostellerie du Bas-Breau (22, rue Grande, 77630 Barbizon, tél. : (1) 60-66-40-05), à la concentration beureuse de morceaux choisis de gibier savoureux. Une coutume maintenue aussi, à Paris, A Soucyre (35, rue Faidherbe, Paris-11^e, tél. : 43-71-65-30).

Pâtés et terrines participent d'une tradition de grande ou de moins grande cuisine, et témoignent aussi d'influences lointaines. La recette de l'« orelle de la Belle Aurore », établie par Lucien Tondet, pâté en croûte de farce carée, créé en l'honneur de Claudine-Aurore Récamier, mère de Brillat-Savarin, est une savante juxtaposition de farces de veau et de porc, de foies de poulet, de perdreau, de champignons et de truffes, auxquelles on ajoute aiguillettes de perdreau et de canard, ris de veau, blancs de poulet et noix de veau marinée. Plus prosaïque, et néanmoins parfumé, est la *pojerleish* - pot-de-viande en flamand, une tradition de la région de Dunkerque - qui requiert l'usage d'un pot berrichon muni d'un évaporateur. Thym, laurier et oignons, vinaigre et vin blanc, à l'issue d'une cuisson lente, aromatisent quatre visages blancs : veau, porc, poulet, lapin, avec de larges tranches de lard. De tout temps, les pâtés ont figuré en bonne place sur nos tables, et certaines villes de France sont célèbres pour leurs recettes. A Beauchamp, au temps de Pâques, on trouve encore de petits « pastissons » : c'est une pâte additionnée de cas-

sonade, d'eau de fleur d'orange, de citron et de cédrat confit mêlée à une farce de viande et de graisse de rognons de bœuf. Est-ce là une variation du pâté de Pézennec ? Louis Slaud, avec René Jouveau, tranche en faveur de la primauté de Beauchamp, dont la foire, jusqu'au dix-huitième siècle, était une étape obligée de la route des épices.

Sur le table des chefs, la mode est aujourd'hui aux croustillants, et autres pastillages, qui ont que des rapports lointains avec les tourtes et les pâtés, car l'échange de saveurs entre la pâte et la garniture est limité par une cuisson rapide. Alain Sanderens (Lucas-Carton), dont on connaît le talent et l'imagination, fait l'impasser sur le pigeonne avec une *pastilla de lapin*, de facture impeccable, belle tribune de la saveur de l'herbivore : Gérard Boyer (Les Crayères, 64, bd H.-Vassier, 31100 Reims, tél. : 26-82-80-80), anoblit le pied de porc, déossé, accompagné d'un délicat jus de truffes, dans une pâte à brick des plus savoureuses, que soulignera - Champagne oblige - l'excellente et rare cuvée extra brut élevée par Anselme Séloisse, viticulteur à Avize (4). Du pâté, nous voulons retenir les fastes de la préparation sur les tables de fête, qui persistent, avant 1914, jusqu'au temps de Pâques. Ces plats sont nommés encore dans les films de Méliès. Le cinéma débauchant rassemble sous sa boulette tous les arts du divertissement populaire, dont fait alors partie la cuisine. Voir, c'est imaginer son désir. Les saveurs de la chèvre et le pèche ont partie liée. Les plus grands y ont cédé. La Recherche, le Pur et l'Impur, le Livre blanc sont aussi des codes culinaires.

Jean-Claude Ribaut

- (1) Colette, H. Lotman, Folio.
- (2) L'Autisme du Moyen Age, J. Huizinga, Payot, 1989.
- (3) La Gastronomie au Moyen Age, Radon, etc. Stock, 1991.
- (4) Champagne Jacques Séloisse élevé sur lie et sous bois (coteaux et fondes de ches), grand cru, blanc de blancs (22, rue Ernest-Vaillé, 51190 Avize, tél. : 26-37-33-50).

Semaine gourmande

Laurent

On sait que Philippe Braun, le chef maison, est un jeune plein de talent. Il bénéficie des conseils de Joël Robuchon, qui élabora la carte avec lui. La carte de cette belle maison élyséenne s'est enrichie ainsi d'une salade de truffes à la croque-au-sel, pain de campagne grillé et foie gras ; de langoustines croustillantes et courgettes au citron confit ; du quasi de veau de lait en cocotte, et du quartier d'agneau de lait rôti avec gratin de chou-fleur ; puis, après les fromages (de France et de Suisse), de la volaille des desserts (avec, encore, des « vermicelles de marrons ») et un palot de chocolat au cœur coulant au café. La carte des vins de Philippe Bourguignon, sommelier expert, est évidemment en accord avec ces réussites, mais

cela conduit à des additions de 800 F-1 000 F. Réservez-les pour les jours de fêtes et notos, midi et soir, le menu-carte du « Pavillon » (hors-d'œuvre, poisson ou viande, fromages et desserts pour 380 F).

C'est là que j'ai choisi le carpaccio de saumon à la crème de caviar avant une poêlée de pieds de porc truffés salade maraichère, le fromage et les desserts, tandis que mon compagnon, après le foie gras de canard cuit au torchon, appréciait le merlan Colbert.

► Laurent, 41, avenue Gabriel (8^e). Tél. : 42-25-00-89. Fermé samedi midi et dimanche. Voiturier. A.E.-D.C.-C.B.

Le Grand Siècle (Hôtel du Palais) à Biarritz

Le Régio, le Miramar et bien sûr l'hôtel historique du Palais sont les fleurons d'un Biarritz qui semble ressuscité sous les bons coups droits du nouveau maire, M. Borotra. Le Grand Siècle, restauré de l'Hôtel du Palais, a retrouvé, grâce à Jean-Louis Leimbacher et au chef J.-M. Gautier, son enthousiasme gourmand : de la soupe crémeuse de tourteau aux cèpes du pays au médaillon de merlu au jambon de Bayonne, du râble de lapin farci aux chipirons aux feuilles croustillantes de mar-

ron du dessert ! Superbe cave. Compter 600-1 000 F, avec un menu à 380 F et un menu dégustation (sept plats) à 700 F.

► Le Grand Siècle, 1, avenue de l'Impératrice, à Biarritz. Tél. : 59-24-08-40. Tous les jours. A.E.-D.C.-C.B.

Le Petit Poste à Levallois

Ancien de la Marée (du bon temps de Marcel Triompier), P.-J. Lebourcier, dans son minuscule mais « vrai » bistrot, nous enchanter avec son menu-carte à 185 F. Choix entre sept entrées (des moules de bouchot aux raviolis de saumon), une dizaine de poissons ou viandes (blanquette de sole aux coings et cannelle, mure fraîche au matelote, foie de veau crème de mûre, avant les desserts. Quelques suppléments pour le foie gras (légitime) et les fromages ; gentille carte des vins, une patronne accueillante, une serveuse jeune et efficace, un patron qui aime venir en salle conseiller la commande, l'atmosphère de bistrot « copains gourmets », quoi ! De plus en plus rare. On aime.

► Le Petit Poste, 39, rue Vivay, à Levallois. Tél. : 47-37-34-46. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : mairie. A.E.-D.C.-C.B.

Miettes

Le Michelin 1993 des bonnes adresses anglo-irlandaises vient de paraître. Las, n'espérez pas, si vous allez dans la capitale, y découvrir la cuisine britannique (elle existe, mais nui ! Et même elle peut être excellente sinon très variée !). En effet, à Londres, le Michelin cite soixante et onze adresses sino-vietnamiennes, vingt-six indo-pakistanaïses, quarante-quatre italiennes, seize japonaises et... sept anglaises ! A propos des pommes, une lectrice alsacienne me rappelle que, chez elle, le chou rouge est toujours cuit avec des reinettes, qu'elle mange le munster avec une pomme depuis toujours, qu'elle en cuit au four en même temps qu'une patade et que sa gelée de pommes au rhum enchanter ses invités. J'en profite pour signaler aux amateurs du vin alsacien qu'un nouveau décret vient de définir l'appellation contrôlée alsac grand cru. Ainsi l'Alsace compte cinquante grands crus répartis sur quarante-sept communes, le minimum alcoolométrique naturel des gewurztraminer et « tokay » pinot gris passe de 11 % à 12 %, et doivent être mentionnés sur les étiquettes : le nom du cépage, le millésime et le nom du lieu-dit de production.

Carouillage ? Toujours à propos de la pomme, un lecteur défenseur de la cuisine nordique, qui me précise qu'à Lille les frites sont souvent préparées à la graisse de cheval, me reproche de n'avoir pas signalé un plat « merveilleux » : rôti de porc aux pommes fruits qui s'appelle par là le « carouillage ». J'avoue n'en avoir jamais entendu le nom et serai heureux d'en avoir la recette. Au Royal Monceau, reprise à partir de la fin janvier des « Dimanches du Royal Monceau », pour lesquels le chef Bernard Guilhaudin proposera sous la coupole du jardin un « brunch dominical » (280 F).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Été-hiver, plus haute com. d'Europe.

2 hôtels 2 étoiles
Logis de France

Ski de fond, piste, promenade.
Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, s.g. libres.

HÔTEL LE VILLARD***
Tél. : 92-45-82-08
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F.
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

TOURISME

HAUT-JURA

3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bns. w.c. Ambiance conviviale, détente, rapus. Accueil 14 pers. max., tables d'hôtes. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestres, petit à glace, tennis, VTT, ski de fond. Pension complète + vin + matériel da ski + accompagnement 2 450 F à 3 050 F pers./semaine.
Renseignements et réservations :
(01) 81-38-12-51
LE CRET L'AGNEAU
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclouzeaux

Au cœur de St Germain des Prés !
De 12 h à 3 h du matin

L'ARBUCI
Autres et Soixante
25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44.41.14.14
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

Maharajah
CADRE LUXUEUX
TOUTES LA DÉLICATESSE
DU SUD-EST ASIA TIEN
DU SUD-EST ASIA TIEN

A Barbizon, l'auberge de Ganne, où séjournèrent, au XIX^e siècle, les champions du paysage français, doit devenir un musée, au printemps de 1994. Un hommage au village de Millet officiellement remis à l'heure de l'Angélus.

BARBIZON, le «laboratoire du pleinairisme», la «Bethléem de la peinture moderne», s'accroche à son mythe, tirant son bénéfice du vrai comme du faux. Les collectionneurs, toujours prêts à gonfler l'importance de leurs peintres, ont recouvert d'un brillant vernis l'aventure humble et sincère des artistes d'autrefois. Les représentants du paysage français sont aujourd'hui débiles en miroirs choisis, servis dans des cornues d'écritures. De dévoués littérateurs, de fervents admirateurs leur ont fait une rente de postérité. Leur cote est stable, les lieux sont classés.

Millet, le meilleur, le premier. On l'imagine dans sa maison de grès humide au milieu de sa famille claquant du bec, sans bois pour se chauffer, plus paysan qu'un paysan, prenant la charue des mains du laboureur pour tracer un sillon bien droit. Millet le chaste — il avait été pourtant «maître du nu», avant de s'installer à Barbizon — Millet le catholique — il attendait des années pour faire baptiser ses enfants — Millet, enfin, la «vivante peinture du coformisme» bourgeois... Cette imagerie de calendrier des postes le rabaisse au niveau de ses sujets pour les besoins d'une clientèle riche, fraîche et active, touchée au passage par la misère des campagnes ou les travaux des champs. Lui-même avait un peu prêté le flanc : il tenait à son genre. «Qu'on ne croie pas, disait-il, qu'on me forcera à amoindrir les types du terroir, j'aimerais mieux ne rien dire que de m'exprimer faiblement». Il voulait que tout sente l'étable.

Mais enfin il cherchait des vérités dans la nature et dans l'homme, il avait horreur jusqu'à l'obsession des sophistication des «bergeries», de Boucher et de Watteau. Il trouvait simplement ses modèles au sein d'un monde de sa maison et sa force tranquille dans les clochers de l'horizon. Il avait beaucoup lu dans sa jeunesse, étudié le musée, il ne fut pas si pauvre que sa légende le dit. Mais les Américains, quakers et puritains, les Japonais friands de pittoresque occidental, le préférèrent toujours au garde-à-vous, en soldat laboureur du réalisme français.

L'Angélus lui reste attaché comme une sonnaillie. De son vivant, il en avait autorisé bien des reproductions, mais pas au point d'en retrouver partout sur les assiettes, les boîtes à sucre, les napperons, les horloges, les encriers... Lui qui en 1849 avait quitté Paris chassé par le choléra, pour le modeste hameau de Barbizon, loin du bruit et des fausses réputations, des artifices de la peinture d'histoire, des intrigues de l'Académie, n'aurait pas aimé ce tapage d'objets manufacturés : il peignait d'enthousiasme, comme un forgeron, «l'art est un combat, disait-il, il faut y mettre sa peau», ce n'était pas pour des dessous-de-plat et des ronds de serviette.

Pouvait-il imaginer que toute cette bimbeloterie fausserait un jour le sens de son travail, que Dali, qui trouvait l'Angélus «l'œuvre picturale la plus troublante, la plus énigmatique, la plus dense, la plus riche en pensée inconsciente qui ait jamais été», en profiterait pour lui appliquer une interprétation érotique de paranoïaque-criti-



Devant une gravure de l'Angélus, Georges Richard, responsable de l'Atelier Millet, à Barbizon.

Les compagnons de l'Angélus

que — la fourche plantée en terre, la brouette, etc. — à le faire rougir et se retourner dans sa tombe? Pouvait-il même prévoir que l'Angélus, comme le *Joconde*, au-dessus des buffets, tenterait les diables de la dérision — «Tais-toi et prie, on nous a volé la brouette!», que tant de célébrité finirait par trahir son auteur. Lui voulait humblement peindre «la sueur du froc» et le «cri de la terre». Le matio, il cultivait son jardin, l'après-midi il partait sur le motif pour des esquisses dans les champs ou travaillait dans son atelier, le soir parfois il retrouvait dans la grange de Théodore Rousseau ses amis, Jacque, Diaz, Dupré, Barye, qui tous avaient «tourné le dos à Meissonnier».

Millet peignait du côté de Chailly, de la plaine, sous des ciels bas qui mettaient mieux en relief ses personnages. Mais les autres, les paysagistes de la première heure, fourrageaient en forêt, cherchant le bon endroit où planter leur parasol et leur cheval. Ils emportaient deux toiles : une pour l'impression du matin, l'autre pour celle du soir. Quand Rousseau avait cessé de «peindre l'instant», il s'asseyait sur une roche et méditait sur les splendeurs de la nature. «Celui qui vit dans le silence devient le centre d'un monde...», disait-il.

Les *dryades* et les *hamadryades* avaient déserté les bois, des dizaines de peintres les remplaçaient à présent. Ici surgissait un chapeau de paille, une blouse bleue, ici, parmi les bruyères, un homme tout enroulé avec sa boîte à couleurs, là un autre assis sur son «pinchard» qui se lissait la barbe en clignant des yeux avant d'attaquer le «motif». Il y en avait partout, en haut sur les rochers gris, en bas dans les vallons, ils apparaissaient, ils disparaissaient comme des coucous dans l'épaisseur des frondaisons. Corot y rencontrait Rousseau, Dupré y croisait Diaz, Karl Bodmer, le Suisse spécialiste des feuilles sèches, s'était fixé sous l'ombrage d'un chêne qui finit par porter son nom : le *Bodmer*, comme le *Jeon de Paris* ou la *Reine Blanche* à la vénérable ramure chantée par Chateaubriand. Même le très académique Gérôme venait ici prendre l'air, mais, sous son dais, devant la fillette, il peignait encore des inté-

rieurs du XV^e siècle avec des figures de Louis XI. Les uns visaient le bête musculeux ou la peau blanche et crevassée du bou-leau, d'autres, comme Troyon, le taureau ou la vache. Ils avaient surnommé Ferdinand Chaigneau le «Raphaël des moutons». Charles Jacque déjà raffolait des pailles au point d'en élever plus tard une quantité industrielle et d'écrire sur elles un ouvrage savant, le *Poulailler*. On pouvait aussi «faire» du chien, du porc... Toujours selon sa fantaisie.

La forêt de Fontainebleau, qui à présent bruissait de complicité et d'hommages aux beaux-arts, avait été, au siècle précédent, le lieu des solitudes et des déserts. Brundet le premier était venu peindre sous le couvert des bois. C'était un ivrogne d'une force herculéenne qui avait, un jour, jeté sa femme par la fenêtre et que l'acte de peindre rendait doux comme une jeune fille. Il disait : «Ce n'est rien que de donner un coup de sabre, mais c'est bien autrement difficile de donner un coup de pin-cel sur le haut d'un arbre et sur

un ciel bleu.» C'était encore un homme du XVIII^e siècle, insouciant et libre, qui aimait faire des ricochets dans les mares avec des pièces de six livres. Les paysagistes de Barbizon, qui se recodaient en ville et redigèrent et décorés, n'étaient plus si farouches et fatalistes : ils prenaient leur affaire au sérieux, la peinture était leur métier, ils croyaient à «ses fonctions, sa puissance et ses devoirs».

La forêt était leur domaine : ils s'y perdaient, s'y blessaient ; ils en mouraient parfois. Une branche d'arbre tua Decamps, qui la parcourait à cheval. Diaz s'y fit mordre cofant par une vipère et on dut l'amputer. De la forêt venaient les signes annonciateurs : un cerf forcé par la meute s'était réfugié dans le jardin de Millet le jour de sa mort. Ils la célébraient au clair de lune, allant à la lueur des torches jusqu'aux hauteurs de Franchard, ils la contemplaient dans ses robes de saison et ses parures du jour. Dans ce grand atelier de la nature, ils se sentaient plus libres qu'à Paris, où les pom-

piers se jetaient sur les étincelles du renouveau et s'étaient au Saloon officiel. Dans son pays, son paysage, Rousseau, l'éternel refusé, pouvait attendre les bonheurs assis sur une pierre mousseuse. Il prenait ici les simples leçons de la nature, se beurtait ici aux difficultés de l'art que seul peut surmonter un travail acharné.

Chaque matin, quand sonnait la trompe du «vacher du commun», ils partaient à la recherche du sujet qui les «empoignerait». Ils étaient sincères, honnêtes, obstinés, et connaissaient leur filiation : les Anglais Coostable et Bonington, qui eux-mêmes avaient été inspirés par les maîtres hollandais du XVII^e siècle. Ils n'étaient pas extravagants, ils n'avaient pas encore assez éclairci leur palette. Millet commandait à son ami Sensier des «terres de Sicoue» et des «terres d'ambre brûlées», Rousseau, le malchanceux, de mauvaises couleurs qui s'assombrissent avec le temps. Monet, déjà, peignait à Chailly son *Déjeuner sur l'herbe*.



Le mariage de la fille Ganne à l'auberge, peint par Olivier de Pennes. Y assistèrent Millet, Rousseau et Corot.

Il n'y avait pas d'école mais il y avait des maîtres, et les rapies affluèrent à Barbizon. Ils descendaient à l'auberge de Ganne pour 3 francs par jour. A midi, en forêt, ils mangeaient les restes de la veille qu'ils avaient emportés dans des pochons, et le soir, autour d'un «ginglet», les discussions sur l'art n'en finissaient plus ou finissaient par des chansons, par la complainte des Peintres à Ganne, en vingt-cinq couplets. Ils sonnaient du cor dans la nuit, «rien que pour le plaisir de s'entendre». Les Ganne faisaient volontiers crédit et acceptaient, les jours de pluie, qu'on peigne sur leurs meubles et leurs murs. Les jeunes peintres admiraient leurs aînés Rousseau, Millet, le «père Corot», toujours fumant sa pipe, si bienveillant, si familier, qui apprenait la valse à la fille des Ganne, Diaz le joyeux compagnon que précédait le bruit de son pilon sur le carreau de la pièce d'entrée.

Ainsi, pendant des années, il se passa sous ce toit des centaines qui venaient rendre hommage à la nature, à l'art, à l'amour et à la bouteille. C'était alors des scènes continuelles de la vie de bohème. A quinze lieues de Paris, après le coup d'Etat du 2 décembre, c'était le refuge des aspirations nobles, des enthousiasmes généreux pour l'art et la poésie, des illusions de jeunesse. Aux beaux jours, ils n'auraient pas manqué Barbizon pour un empire. Ils décourageaient par des blagues ou en leur dérobant des saillies les «philistins» qui n'étaient pas «de la partie» et qui s'attardaient à l'auberge. Millet, qui n'aimait pas rire — «Ce n'est jamais le côté joyeux qui m'apparaît ; je ne sais pas où il est, je ne l'ai jamais vu» — ou les rencontrait guère, mais Rousseau les entourait de prévenants conseils. Ils suivaient parfois leur idole des forêts pour voir les arbres, «les surprises de leur mouvement, leur variété de formes, et jusqu'à leur régularité d'attraction par la lumière», et arracher les jeunes pins que l'administration plantait, sous la responsabilité d'un certain Boisd'Hiver, à la place des chênes centenaires. Quand il pleuvait pendant des jours, un paysan leur ouvrait les portes de sa ferme. Là, ils peignaient des moutons bien lainesux, et «les colorations chaudes des tas de foin qui faisaient si bien ressortir les tons brillants du plumage des poules». A la première éclaircie ils couraient à l'ouvrage saisir les couleurs du feuillage détrempé.

A Péguy, pour arriver à Barbizon, il fallait faire à pied les huit kilomètres qui séparent Melun du hameau. Les pensionnaires exténués dormaient à l'auberge sur des lits de camp et la nourriture était assez médiocre, mais à part les fromages et les pâtes. Les frères Goncourt, qu'un exigent naturalisme poussait sur le terrain pour écrire leur roman *Manette Sanson*, ne manquèrent pas de s'en plaindre : «Il y a vraiment du courage à nous, malades, et du cœur à notre œuvre pour être ici, dans cette mauvaise auberge, etc.» Il n'y avait là, c'est vrai, que de bons feux d'esprit et d'âme, de cœur et de joie. «Des hirondelles nichaient sous les tuiles... L'insouciance, la jeunesse et l'amour, écrit André Billy, faisaient de cette auberge de village un lieu privilégié du monde.»

Tout est éteint depuis longtemps, on ne voit plus aujourd'hui que des chefs-d'œuvre épars et le souvenir d'un miracle : cette foule de jeunes artistes, ce long compagnonnage des dévots de la nature, ces mille bonheurs de rencontre évanouis, ces prières à la création, enfin, dans la nuit académique, le flambeau d'out les impressionnistes allaient s'emparer.

Christian Colombani

هكذا من النظم